

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ESSAI

SUR LES

BANQUES COLONIALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mercredi 7 juin 1899, à 8 h. 1/2,

PAR

Pierre DENIZET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. THALLER, professeur.

Suffragants : { M. LÉVEILLÉ, professeur.
{ M. ALGLAVE, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1899

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ESSAI

SUR LES

BANQUES COLONIALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mercredi 7 juin 1899, à 8 h. 1/2,

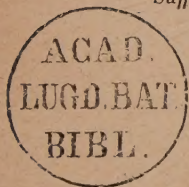
PAR

Pierre DENIZET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. THALLER, professeur.

*Suffragants : { M. LÉVEILLÉ, professeur.
M. ALGLAVE, professeur.*



PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1899

BIBLIOGRAPHIE

DALLOZ : RÉPERTOIRE ET SUPPLÉMENT : Organisation des colonies.
RÉPERTOIRE DU DROIT FRANÇAIS ET PANDECTES FRANÇAISES : Banques coloniales.

L'ÉCONOMISTE FRANÇAIS.

LA REVUE COLONIALE.

LA QUINZAINE COLONIALE.

LE MONDE ÉCONOMIQUE.

DISLÈRE. — Traité de législation coloniale (1897).

GIRAULT. — Principes de colonisation et de législation coloniale (1895).

P. LEROY-BEAULIEU. — La colonisation chez les peuples modernes (1891).

LEVASSEUR. — La France et ses colonies (1894).

COURCELLE-SENEUIL. — Traité des opérations de banque (1896).

THALLER. — Traité de droit commercial (1898).

SAINTARD. — Essai sur les colonies françaises (1754).

DE PUYNODE. — Esclavage et colonies (1845).

COMPTE RENDU du congrès colonial national de 1889-1890.

BRUNEL. — L'État et l'individu dans la colonisation française (1898).

A. COURTOIS. — Deux articles sur les Banques coloniales dans Économiste français, 1874, 1^{er} semestre.

G. MICHEL. — Le passé et l'avenir des Banques coloniales, dans Économiste français, 1898, 1^{er} semestre.

L. FAUCHER. — Les Banques coloniales, dans *Revue des deux Mondes*, 15 décembre 1850.

L. BOURGNEUF. — Plusieurs articles sur les Banques coloniales dans le *Journal des Chambres de commerce* en 1896 et 97.

LOI DE 1874 SUR LES BANQUES COLONIALES ET STATUTS DES BANQUES, *Journal officiel*, 1874, p. 4649.

DÉCRET DE 1888 SUR LA BANQUE DE L'INDO-CHINE ET NOUVEAUX STATUTS DE CETTE BANQUE, *Journal officiel*, 1888, p. 787.

PROJET DE LOI SUR LES BANQUES COLONIALES, publié avec les modifications proposées par la Commission de la Chambre, *Journal officiel*, documents parlementaires de la Chambre, session ordinaire 1898, p. 601.

J. LÉVEILLÉ.	{	Rapports sur le projet de loi concernant les Banques coloniales, <i>Journal officiel</i> , documents parlementaires de la Chambre, session ordinaire 1897, p. 1425 ; 1898, p. 567, 601 et 920.
L. BRUNET.		
ISAAC.		

RAPPORTS ANNUELS DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DES BANQUES COLONIALES.

Telles sont les sources où j'ai puisé pour mon étude. Mais je ne puis omettre de signaler ici les très précieux renseignements qui m'ont été fournis de vive voix au ministère des colonies, à l'agence centrale des Banques coloniales et à la Banque de l'Indo-Chine : je tiens, au commencement de ce travail, à remercier toutes les personnes qui, en ces divers endroits, m'ont accueilli avec tant d'amabilité, et ont mis à ma disposition, avec tant d'empressement, leur connaissance pratique des questions de crédit colonial.

P. D.

INTRODUCTION

Le nouvel empire colonial de la France, dont l'histoire commence en 1830 avec la conquête de l'Algérie, atteint aujourd'hui des proportions que les plus chauds promoteurs de la politique d'expansion n'auraient pas même osé rêver il y a un demi-siècle. Ses limites, sans cesse reculées, grâce à la hardiesse de nos explorateurs et de nos soldats, ont fini par englober plus d'un tiers de l'Afrique et l'une des meilleures régions de l'Asie.

Nous avons donc des colonies nombreuses et variées ; il ne s'agit plus maintenant que de coloniser. Nous possédons, sous toutes les latitudes, des territoires qui recèlent ou supportent des richesses naturelles de toutes sortes, et qui nourrissent des populations de races très diverses ; il n'y a plus qu'à utiliser ces richesses, et à initier ces peuples, progressivement et très prudemment d'ailleurs, à cette civilisation au nom de laquelle nous nous emparons de leurs pays. L'œuvre des conquérants s'achève : c'est maintenant aux agriculteurs, aux commerçants et aux industriels à mettre en valeur les colonies.

On parle beaucoup de cette mise en valeur, depuis que l'opinion publique, longtemps hésitante en France, s'est enfin tournée résolument et avec une sorte de frénésie

vers la colonisation comme vers un remède presque certain aux maux dont nous souffrons : elle consiste, d'une façon générale, dans l'exploitation des colonies au point de vue économique. Je voudrais étudier une condition préalable et nécessaire de cette exploitation : l'organisation du crédit.

La mise en valeur doit, me semble-t-il, être l'œuvre de l'initiative individuelle secondée par l'État. Aux individus seuls doit être réservée l'exploitation proprement dite : elle sera opérée, d'un côté par des agriculteurs et des industriels, à qui revient l'utilisation des richesses végétales et minérales de la terre ; de l'autre, par des commerçants qui auront à importer dans les colonies les marchandises nécessaires à la vie des émigrants européens et à la satisfaction des besoins nouveaux que la civilisation éveillera chez les indigènes, et à rapporter en Europe les produits de ces pays susceptibles d'y être consommés.

Mais à l'État, ou mieux, toutes les fois que cela sera possible, à des entreprises privées soutenues par l'État, reviennent certaines opérations préliminaires et indispensables de toute mise en valeur, dont les principales sont : la création de voies de communication (soit par l'amélioration des voies fluviales, soit par la construction de routes et surtout de chemins de fer) et la fondation d'institutions de crédit. Les voies de communication, en abaissant considérablement les prix de transport, assureront des débouchés aux produits coloniaux et faciliteront leur exportation, en même temps qu'ils permettront aux produits européens de pénétrer jusqu'aux consommateurs. Les établissements de crédit, qui vont faire l'objet de mon étude, compléteront ces résultats, en mettant à la disposition des producteurs et des commerçants, le vrai nerf de la mise

en valeur, l'argent, sans lequel toute leur énergie risquerait fort de rester stérile.

Car il ne faut pas se le dissimuler : toute exploitation créée dans un pays neuf coûte extrêmement cher, puisqu'il faut faire venir de très loin ses marchandises, ses instruments, et parfois même ses travailleurs : il y a une mise de fonds très importante, et ensuite de gros risques, résultant des conditions climatiques, de la surproduction possible et du goût, incertain et changeant des consommateurs. En sorte que s'il faut aux colonies des hommes intelligents et énergiques pour diriger les exploitations, il y faut surtout des capitaux abondants et distribués à propos, et on peut dire que toute entreprise coloniale est avant tout une affaire d'argent.

Or, en France, ce ne sont généralement pas de gros capitalistes qui s'expatrient. Il y aura, il est vrai, de grandes sociétés formées pour l'exploitation industrielle et agricole des colonies, des compagnies de colonisation comme il en fonctionnait dans toutes les « Nouvelles-Frances » de notre premier empire d'outre-mer, et comme on cherche, à l'exemple de l'Angleterre, à en reconstituer aujourd'hui ; le gros commerce aussi sera fait par des agents des maisons métropolitaines. Mais à côté de ces sociétés, ou même sur leurs terres, et à l'ombre de ces grandes maisons de commerce, il viendra s'installer une foule de colons libres, de marchands au détail, dont le capital sera ordinairement très modeste, ceux qui vont ainsi tenter la fortune aux colonies ayant souvent commencé par la chercher sans succès dans la mère patrie. Ce sont des cultivateurs ou de petits commerçants qui réaliseront quelques milliers de francs et s'embarqueront avec leur famille, croyant trouver là-bas un pays de cocagne ; ce sont surtout, et ce seront

de plus en plus dans l'avenir, à mesure que notre éducation évoluera dans un sens plus pratique, des jeunes gens sans grande fortune, mais comptant sur leur énergie pour arriver à se créer aux colonies une situation prospère. Tous ceux-là, quand ils réussissent, sont les vrais instruments de la colonisation et de l'influence française ; s'attachant à leur commerce, s'acharnant sur leur concession pour lui faire produire chaque année davantage, augmentant peu à peu leur exploitation, ils sont de merveilleux exemples pour les nouveaux venus, et pour les indigènes auxquels ils enseignent nos méthodes de travail. Bientôt, s'ils sont doués de persévérance et d'esprit de suite, ils pourront devenir chefs de grandes entreprises ; ils formeront, pour ainsi dire, l'aristocratie de la société coloniale ; et dans les colonies de peuplement, ils feront souche d'une race forte et dévouée à la France. Mais, pour arriver au succès, ils auront à surmonter de nombreux obstacles : le climat, les fléaux atmosphériques, et, peut-être le plus terrible, le besoin d'argent. Car le petit capital qu'ils auront apporté aura été vite absorbé par les frais d'installation ; s'ils ne trouvent pas d'argent pour vivre en attendant une bonne récolte ou la vente de leurs marchandises, ils sont perdus. Il va donc falloir que quelqu'un leur fournisse des fonds, que quelqu'un ait confiance en leur honnêteté, en leur travail, en leur chance aussi, en un mot leur fasse crédit.

Le crédit, voilà en effet le principal outil de la colonisation comme de toute autre entreprise économique. Le crédit, sur qui sont fondées les plus puissantes sociétés industrielles, qui vivent des capitaux de leurs actionnaires, est aussi l'indispensable soutien des plus humbles chefs d'exploitation et peut seul les aider à passer les

mauvaises années, à perfectionner leur matériel, et à réparer les désastres imprévus si fréquents dans certaines colonies.

L'organisation du crédit doit donc être une des premières préoccupations de tout État qui veut mettre en valeur une colonie. Ce crédit, que nous appellerons le Crédit colonial, peut être défini : « Les différents moyens, par lesquels le capital est mis à la disposition du travail pour l'exploitation agricole, industrielle et commerciale des colonies (1). »

A qui les colons ou les commerçants vont-ils donc demander l'argent dont ils ont besoin ? Quelquefois un capitaliste de la métropole leur en fournira directement avant leur départ. Dans la colonie même ils en trouveront chez les commissionnaires d'exportation qui se chargeront de vendre leurs produits à l'étranger : ceux-ci feront volontiers des avances sur les marchandises qui leur seront confiées, mais à un taux généralement très élevé, pour couvrir les risques provenant d'une baisse des prix, et leurs frais de garde, de vente, d'assurance. Enfin dans toutes les colonies il y a de nombreux usuriers : la rareté des capitaux y favorise beaucoup leur honnête métier : ils pressurent d'ailleurs avec une égale avidité colons et indigènes. Telle est la situation dans les pays où le crédit n'est pas organisé.

Cette organisation sera réalisée par des établissements qu'on peut appeler d'une façon très générale des Banques

(1) Cette définition comprend dans sa généralité la création de sociétés par actions destinées à opérer aux colonies, et les émissions d'obligations faites soit par ces sociétés, soit par les gouvernements coloniaux pour exécuter des travaux publics : ce sont encore là des opérations de crédit colonial, des moyens d'attirer des capitaux métropolitains pour les faire servir à la mise en valeur des colonies.

coloniales, et dont la fonction sera de recueillir des capitaux disponibles, soit dans la métropole, soit même dans la colonie, et de les distribuer dans la colonie, sous forme de prêts sur hypothèque (crédit foncier ou immobilier), ou sur gage (crédit mobilier), ou d'escompte d'effets de commerce à une ou plusieurs signatures (crédit personnel). Cette organisation aura nécessairement pour premier effet de faire baisser considérablement le taux de l'intérêt, grâce à l'abondance des capitaux que les Banques pourront jeter sur le marché, et ensuite de faciliter beaucoup le commerce des colonies, en centralisant les créances résultant de l'exportation pour éteindre les dettes résultant de l'importation, et en opérant le change.

Ici se pose une question. Ces établissements de crédit colonial doivent-ils être créés par l'État, ou émaner seulement de l'initiative privée ? Sans doute il serait désirable de voir s'installer dans chaque colonie plusieurs Banques privées qui pourraient faire pénétrer le crédit profondément et à plus bas prix par la concurrence même qu'elles se feraient. Mais en France l'initiative particulière ne se porte guère de son propre mouvement vers les entreprises lointaines, et si on ne comptait que sur elle, les colonies attendraient longtemps ce crédit sans lequel il leur est impossible de se développer. Il ne faut donc pas hésiter à dire que la création d'établissements de crédit coloniaux est un devoir pour l'État dans toute possession qu'il veut mettre en valeur. Mais en parlant de création, je ne veux point dire que l'État doit ouvrir lui-même des Banques et les gérer à son propre compte ; le rôle de l'État ne peut pas être de fournir de l'argent à ceux qui en ont besoin ; il doit simplement susciter la fondation de Banques par des sociétés privées, en leur accordant cer-

tains avantages et privilèges qui leur permettent de vivre. C'est justement là ce que le Gouvernement français a fait pour plusieurs de ses colonies, en accordant soit à des établissements créés par lui d'office au moment de l'abolition de l'esclavage, soit à des sociétés particulières, le privilège d'émettre des billets de banque, ou encore en donnant à une société de crédit foncier le droit exclusif d'émettre des obligations hypothécaires négociables. Le monopole d'émission de billets, qui fait la force de notre Banque de France dans la métropole, est en effet, nous le verrons, la plus grande faveur que l'État puisse accorder à un établissement de ce genre, puisqu'il lui permet, et cela sans concurrence possible, de faire lui-même appel au crédit, sans intérêt, et d'augmenter ainsi d'autant ses avances, qui lui rapportent un intérêt.

Ainsi des Banques sont indispensables aux colonies ; elles ne doivent pas être gérées par l'État, mais celui-ci doit faciliter leur fondation et leur assurer le moyen de remplir leur but. Voilà, je crois, les principes de la matière.

Y eut-il des Banques coloniales avant celles dont nous allons nous occuper, et qui furent créées dans les colonies françaises vers 1850 ? Je ne parle pas de l'antiquité sur laquelle les renseignements nous manquent. Sans doute dut-il y avoir des banquiers de commerce dans les riches comptoirs phéniciens de la Méditerranée, pour y négocier les lettres de change, que ce peuple ne pouvait ignorer ; de même les colonies grecques possédaient probablement quelques-uns de ces trapézites athéniens, si honnêtes qu'on ne leur réclamait, paraît-il, jamais de reçu pour les dépôts qu'on leur faisait. Les Romains, il est vrai, connaissaient bien le crédit agricole, puisque l'action servienne, qui devait plus tard servir de modèle à l'action

hypothécaire, n'était primitivement que le moyen de réaliser le gage sans déplacement constitué par les bestiaux et les instruments de culture : les banquiers, *argentarii* et *mensarii*, devaient donc fournir aux colons et aux vétérans transformés en agriculteurs des capitaux pour leurs exploitations, et ils jouissaient d'ailleurs de privilèges pour la réalisation du gage.

La colonisation moderne commence au xvi^e siècle. Avec la fièvre commerciale qui s'empare des peuples européens à cette époque, les Banques se développent rapidement, et il s'en fonda probablement bientôt dans les colonies que la France, l'Espagne, le Portugal, puis l'Angleterre et la Hollande se taillaient si largement dans le monde entier. Mais les grandes compagnies privilégiées, auxquelles presque tous les pays concédaient alors des droits absolus et souverains sur leurs nouvelles possessions, étaient sans doute elles-mêmes leur propre Banquier ; elles émettaient dans leurs domaines respectifs des billets et du papier monnaie ; il est difficile de savoir si elles avançaient des fonds aux colons que leurs chartes les obligeaient à transporter en nombre déterminé dans leurs concessions, mais il est évident que les compagnies avaient intérêt à aider ces colons à produire le plus possible : elles devaient au moins les dispenser de payer, pendant les premières années, la rente foncière de leurs terres, ce qui est encore une manière de faire crédit.

Dans les colonies anglaises d'Amérique, on émettait des billets de banque dès 1690, au Massachusetts, puis dans les autres provinces, et une Banque privée, la Land Bank, y prospéra pendant le xviii^e siècle.

Dans un petit volume édité en 1754, intitulé *Essai sur les colonies françaises*, par Saintard, on trouve le projet d'une

sorte de Banque coloniale pour Saint-Domingue. L'auteur, considérant que les colonies doivent importer toujours plus qu'elles n'exportent, et que par conséquent elles ont une dette perpétuelle envers la métropole, recherche un moyen de perfectionner le crédit particulier pour atténuer les effets de cette dette : il propose pour cela d'employer « la finance, c'est-à-dire l'art des représentations » : il s'agit de former dans la colonie un fonds public par imposition, c'est-à-dire une Banque alimentée par un impôt, qui serait recueilli au moyen d'une souscription obligatoire d'actions. La distribution du crédit aurait lieu, sous forme de prêts au taux de 5 % l'an, prêts qui seraient garantis par le revenu d'une portion de la terre qu'ils auraient servi à payer. Aux actionnaires la Banque servirait un peu moins de 5 % d'intérêt. Quant au produit même de l'impôt, formant le capital, il serait divisé en deux parts : l'une qui serait transformée en une monnaie fixe et spéciale pour la colonie ; l'autre, qui serait placée en terres destinées à augmenter de valeur, et dont les bénéfices serviraient un jour à rembourser le capital : cette seconde part serait représentée par des « actions » qui « seraient reçues dans les paiements et feraient monnaie » : il s'agit donc bien là de véritables billets, ou plutôt d'une sorte d'obligations foncières ayant cours légal. Ce projet qui ne fut, je pense, jamais appliqué, avait en somme pour but d'équilibrer le poids de la dette publique de la colonie en demandant à ceux qui étaient créanciers de la métropole de l'argent pour le prêter à ceux qui en étaient débiteurs. Il est assez curieux de constater que, dégagé de la bizarre terminologie financière du XVIII^e siècle, ce plan reposait sur le principe de la souscription forcée d'actions, que nous allons voir justement appliquer, un siècle plus tard,

à nos premières Banques coloniales au moment de l'abolition de l'esclavage.

L'esclavage s'était, au xvii^e siècle, introduit dans les colonies situées dans la zone torride. La main-d'œuvre servile des nègres d'Afrique avait remplacé dans les colonies françaises comme dans les possessions espagnoles et portugaises celle des engagés européens, incapables de fournir un travail suffisant sous un climat aussi chaud. Les Antilles, la Louisiane, la Guyane, virent au cours du xviii^e siècle leur population servile s'accroître rapidement; à la Réunion, les esclaves furent bientôt quatre fois plus nombreux que les maîtres. La Révolution de 1789, poursuivant partout la généreuse chimère de l'égalité et de la liberté universelles, ne pouvait se désintéresser de la question de l'esclavage. Le 16 pluviôse an II, la Convention, après avoir entendu les discours enflammés, mais peut-être incompetents, de députés de la Sarthe et de l'Eure-et-Loir, décréta l'abolition pure et simple de l'esclavage dans les colonies françaises. De cette mesure, prise avec l'imprévoyance qui caractérise la plupart des réformes de la Convention, on sait le résultat: les nouveaux hommes libres s'empressèrent de massacrer leurs anciens maîtres; Saint-Domingue, la plus grande et la plus florissante de nos îles, fut, après une longue lutte, perdue pour nous, et nos Petites-Antilles virent leur avenir compromis pour longtemps.

Bonaparte, premier consul, réagit violemment, et rétablit à la fois la traite et l'esclavage. La Restauration supprima la traite et prit de très sages mesures pour atténuer les inconvénients de l'esclavage, dont la Monarchie de Juillet prépara l'abolition. En 1832, une commission fut nommée, pour étudier la façon d'émanciper les esclaves

sans injustice, sans violence, et sans que l'inévitable crise économique qui s'ensuivrait ait des conséquences trop graves. Ces travaux donnèrent lieu à un très remarquable rapport de M. le duc de Broglie, qui estimait à 1,000 fr. par tête l'indemnité à accorder aux propriétaires d'esclaves lors de l'émancipation. L'exemple de l'Angleterre qui libéra ses esclaves dès 1838, vint précipiter en France le mouvement abolitionniste : le Gouvernement français fit voter plusieurs lois pour préparer la libération générale, en autorisant, par exemple, les noirs à se racheter avec leur pécule, et en leur accordant un jour par semaine pour travailler pour eux-mêmes.

Survint alors la Révolution de 1848. Un des premiers actes du gouvernement provisoire fut de supprimer brusquement l'esclavage dans toutes les Colonies françaises. Le 4 mars 1848, sous l'inspiration de Schœlcher, le grand apôtre de l'abolitionnisme, on nomma une Commission chargée de procéder à l'affranchissement en bloc, et un mois après, cet affranchissement était accompli par le décret du 27 avril 1848. Le Gouvernement provisoire prétendait qu'il n'avait pas à racheter les esclaves, sous prétexte que le contrat d'esclavage était inexistant comme contraire au droit naturel, et que par conséquent il ne devait aux colons qu'une simple indemnité basée « sur la justice et sur l'utilité » : après de nombreuses discussions, le chiffre en fut fixé à 500 fr. par tête d'esclave : ce n'était que la moitié de ce que la commission de 1832 considérerait comme une équitable compensation. Aussi se rendant compte de cette insuffisance du capital proposé, la Commission de 1848 décida qu'une partie de l'indemnité serait prélevée pour servir à la création de Banques qui feraient des prêts aux planteurs.

Il faut donc insister un peu sur ce point, qui se relie très intimement à notre sujet : les premières Banques coloniales françaises sont issues directement de l'abolition de l'esclavage ; nous allons voir comment.

Tant que l'esclavage exista, les planteurs sentirent peut-être moins le besoin de crédit. L'achat des noirs exigeait sans doute un capital assez considérable, mais c'était une dépense une fois faite ; il n'y avait pas à leur payer un salaire à date fixe ; leur nourriture ne consistait guère qu'en produits de la propriété, « de l'habitation, » comme on dit aux Antilles ; on pouvait même se dispenser de les nourrir en leur laissant un jour libre par semaine. Il y avait, il est vrai, à faire divers frais pour la récolte, à acheter du matériel, des bêtes de somme, et le planteur se trouvait souvent à court, n'ayant pas l'habitude de mettre de l'argent de côté d'une année sur l'autre. Aimant la vie facile et le luxe sous toutes ses formes, les créoles, en effet, ne comptent guère, et leurs femmes encore moins : le bénéfice de chaque récolte est généralement dépensé avant même que la luxuriante fécondité du sol tropical ait eu le temps d'en faire pousser une autre. Mais quand le planteur n'avait plus d'argent, il savait bien où en aller chercher ; il allait frapper à la porte du commissionnaire d'exportation, aux Antilles, ou à la Réunion, de l'agent de change, qui lui avançaient, moyennant une bonne hypothèque, de petites sommes : étant sur place ils ne prêtaient d'ailleurs qu'à bon escient. S'il s'agissait de sommes plus importantes, ils le mettaient en relations avec un gros commerçant d'un des ports de la métropole. Ce négociant qui servait de consignataire pour le sucre du planteur, lui prêtait de l'argent sur ce sucre, de sorte qu'il se remboursait sur le prix de vente ; il ne négligeait pas d'ailleurs de faire pren-

dre hypothèque sur les biens du colon ou de se faire céder celle que le commissionnaire local pouvait avoir. La Cour de cassation avait du reste fini par accorder au consignataire pour ses avances un privilège sur les marchandises consignées (1). Mais le taux de cet argent, augmenté de divers frais accessoires et d'une commission pour la vente, arrivait facilement à 18 % : c'était pour rien ! Et pourtant le planteur le supportait, parce qu'il savait pouvoir rattraper cela à la récolte suivante, grâce aux bénéfices énormes que donnait alors la culture de la canne à sucre. C'est probablement ce qui explique l'insuccès de Banques, que la Restauration essaya d'établir à la Guadeloupe en 1826 et à la Réunion : ces deux établissements qui avaient été dotés d'un privilège de 20 ans, durent liquider dès 1831, ne pouvant vaincre sans doute les habitudes prises par les planteurs en matière de crédit (2).

Mais avec l'abolition de l'esclavage tout va changer. Les plantations, merveilleusement organisées pour un rendement régulier, grâce à la main d'œuvre servile, furent désertées ; des désordres se produisirent en divers endroits, et le coup aurait été encore beaucoup plus rude pour les

(1) Ce privilège est consacré par l'art. 95 du Code de commerce, mais avant la loi de 1863 sur le gage commercial il n'aurait pu s'appliquer aux avances faites avant la consignation des marchandises.

(2) Ces Banques constituent, je crois, la première tentative d'organisation du crédit faite dans les Colonies françaises. Celle de la Réunion, la seule sur laquelle j'ai pu trouver quelques renseignements, avait été créée en 1821 sous le contrôle de l'État, dont elle fut affranchie en 1823. En 1826, elle fut reconstituée sous le nom de Caisse d'escompte et de prêts de l'île Bourbon ; son capital fut porté à 2.250.000 fr., dont 2/3 en numéraire et 1/3 en billets de caisse, pour la mettre à même de mieux combattre « l'influence désastreuse de l'usure sur la prospérité coloniale. » (Décret du 1^{er} mai 1826). Mais elle se trouva aux prises avec la difficulté de conserver son numéraire, et l'arrêté du 23 décembre 1831 dut ordonner sa liquidation.

colonies, si les mesures préparatoires prises par le Gouvernement de Juillet n'avaient pas déjà, en 1848, commencé à produire leur effet. Mais, s'il n'y eut pas d'insurrection générale des noirs, la situation des colons fut néanmoins rendue singulièrement difficile par le simple fait de l'abolition. Il leur fallait maintenant payer régulièrement leurs travailleurs, et en passer par les exigences des « bons nègres » indolents et fantasques, qui, pour bien se prouver qu'ils étaient libres, changeaient sans cesse d'habitation ; si bien qu'il devint nécessaire, pour suppléer à leur insuffisance de travail, de faire venir à grands frais des ouvriers d'autres races, hindous ou chinois. Pour comble de malheur, les commissionnaires et les négociants de la métropole, voyant les récoltes compromises pour longtemps, et beaucoup de fortunes considérablement modifiées, suspendirent leurs avances, qui se seraient trouvées à leur gré insuffisamment garanties.

Il était évident, dès lors, que les colonies ne se tireraient pas de cette crise, si on n'y créait pas immédiatement des établissements de crédit. Aussi un arrêté du Gouverneur de la Martinique, du 21 octobre 1848, créa une caisse de prêts sur dépôts de marchandises ; un autre arrêté avait déjà autorisé, quelque temps avant, l'émission de 1,500,000 francs de bons de caisse de valeurs diverses, depuis 5 francs jusqu'à 1,000 francs, ayant cours forcé, et garantis par des traites sur le Trésor. Les mêmes mesures furent prises à la Guadeloupe. Elles eurent un excellent effet : le crédit revint dans les îles ; les traites, qu'on ne pouvait plus écouler depuis le décret d'abolition, étaient toutes négociées quelques mois après. La population s'habitua très facilement au papier monnaie ; les petites coupures eurent un

grand succès chez les noirs qu'elles servaient à payer ; elles firent même parfois prime.

Mais ces institutions, créées sous le coup d'une impérieuse nécessité, n'avaient qu'un caractère provisoire ; ce qu'il fallait c'étaient de véritables Banques d'escompte et de crédit agricole. Le Gouvernement le comprit, et il résolut d'en fonder lui-même dans chacune des colonies intéressées, en affectant à cette fondation une portion de l'indemnité allouée aux anciens propriétaires d'esclaves.

Cette indemnité a passé par bien des vicissitudes avant d'arriver à son chiffre définitif. Le Gouvernement de Juillet (1) voulait en fixer le montant à 90 millions seulement, dont 60 seraient mis à la disposition des colonies elles-mêmes pour être employés en salaires, cultures, importation de travailleurs étrangers ; les 30 autres millions seraient distribués directement aux colons, sauf 6 millions qui seraient prélevés sur cette somme et consacrés à la fondation de comptoirs d'escompte. Mais la Commission, élue par l'Assemblée Nationale pour examiner ce projet, le modifia, et proposa, sur le rapport de Crémieux, un capital de 80 millions payables en 8 annuités, et de plus une rente annuelle de 2 millions à 5 % : la création de Banques à la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, aurait été assurée par un prélèvement de la moitié du second terme de la première annuité, et du quart de chacun des deux termes de la seconde. Mais, en janvier 1849, la Commission changea d'avis : elle n'offrait plus que le versement immédiat de 6 millions en espèces, sur lesquels 3 serviraient à créer les comptoirs d'escompte, « qui pourront être établis par des règlements d'administration

(1) La Commission de 1832 avait proposé un total de 300 millions.

publique, » dit l'article 7 ; quant au reste de l'indemnité, il consisterait en une rente de 6 millions en 3 % : le tout serait d'ailleurs cessible et saisissable, contrairement au projet primitif du Gouvernement.

Vint enfin le jour où l'Assemblée dut choisir entre ces diverses propositions. La discussion fut intéressante. On y entendit le ministre des finances, le « citoyen » Passy, parler très justement de l'importance du crédit aux colonies : « le crédit, ce qu'il y a de plus essentiel aux colonies, » ce qui seul peut leur rendre « la vie, l'activité, le mouvement dont elles ont besoin. » Mais l'Assemblée adopta le principe du second projet de la Commission, en élevant seulement le taux de la rente de 6 millions de 3 à 5 %. Enfin on arriva à la discussion de l'article 7, relatif à la fondation des comptoirs d'escompte. Un amendement de MM. Schœlcher, Dain, Perrinon, etc., affectait à cette opération, non pas la moitié des 6 millions à verser en capital, mais le cinquième des 6 millions de rente dont les titres seraient déposés dans les caisses des Banques, en garantie des billets qu'elles émettraient ; cela concernait les Banques à établir, non seulement dans les trois îles, mais aussi en Guyane et au Sénégal. Un député, trouvant le prélèvement d'un cinquième trop élevé, proposa le huitième, chiffre qui fut définitivement voté et qui fut conservé, malgré les efforts du citoyen Tranchant, au moment de la troisième délibération pour le ramener à un cinquième. Enfin on adopta un paragraphe autorisant le Gouvernement à étendre ces dispositions aux autres colonies, et en particulier à la Guyane et au Sénégal, sur lesquels on manquait alors, paraît-il, de renseignements.

L'ensemble de la Loi sur l'indemnité coloniale fut adopté par 514 voix contre 38. Elle porte la date du 30 avril 1849.

Ainsi c'est l'art. 7 de cette Loi qui pose le principe fondamental des premières Banques coloniales françaises ; il en est le texte créateur et, à ce titre, il faut le transcrire ici en entier :

Art. 7 : « Sur la rente de 6 millions, le huitième de la portion afférente à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion (et facultativement quant aux autres colonies) sera prélevé pour servir à l'établissement d'une Banque de prêt et d'escompte dans chacune de ces colonies ; et les titres de rente ainsi prélevés seront déposés dans les caisses des Banques comme gages et garanties des billets qu'elles sont autorisées à émettre.

« Seront exempts du prélèvement ci-dessus stipulé les colons dont l'indemnité totale ne devra pas excéder mille francs.

« Tout colon indemnitaire recevra des actions de la Banque de prêt et d'escompte de la Colonie jusqu'à concurrence de la retenue qu'aura subie sa part dans l'indemnité.

« L'organisation des Banques de prêt et d'escompte sera déterminée par des règlements d'administration publique.

« Le Gouvernement pourra appliquer les présentes dispositions dans les autres colonies. »

Nous pouvons maintenant déduire de là quelques conséquences.

Tout d'abord, la création des premières Banques coloniales françaises — nous verrons qu'il y en a d'autres — fut un acte de l'autorité métropolitaine ; elles furent véritablement fondées par l'État, pour répondre aux nécessités engendrées par l'abolition de l'esclavage. Mais leur capital n'est pas constitué par de l'argent versé par l'État : il est formé de titres de rente.

La Loi de 1849 ordonne l'inscription au Grand-Livre de 6 millions de rente dont les titres seront distribués aux colons proportionnellement au nombre de leurs esclaves ; mais elle ajoute qu'un huitième de ces titres sera retenu et déposé dans les caisses du Trésor de chaque colonie, et que sur ce huitième sera prise la quantité de titres nécessaire pour constituer le capital d'une Banque par colonie, le solde inemployé de cette retenue devant revenir, s'il y a lieu, aux indemnitaires. De sorte que ces derniers, par le seul fait de la Loi, se sont du jour au lendemain trouvés actionnaires de Banques à la fondation desquelles ils n'avaient peut-être nullement l'intention de participer. Au point de vue juridique, c'est là une particularité très curieuse : on enseigne généralement qu'il n'y a pas de société sans une intention commune de s'associer, sans l'« affectio societatis ; » or, nous avons ici des Banques constituées en sociétés anonymes, dont les actionnaires, non seulement ne se sont pas concertés pour les fonder, mais n'ont même pas eu le choix d'y entrer ou non : le Gouvernement les a nommés d'office sociétaires. Cela n'était évidemment possible que grâce à la théorie de la Commission de 1848, d'après laquelle l'indemnité donnée aux anciens propriétaires d'esclaves n'est qu'un simple secours, et non le prix du rachat de ces esclaves.

Ces Banques ont ainsi un certain caractère de mutualité, puisque leurs actionnaires sont justement les planteurs à qui elles sont destinées à faire des prêts. Et pour qu'elles puissent remplir tout à fait leur mission, c'est-à-dire aider vraiment les colons à améliorer leurs cultures, et leur restituer en services la part d'indemnité que le prélèvement leur enlevait, on donna aux Banques un moyen de crédit nouveau, et qui constitue une autre originalité : le prêt

sur récoltes pendantes. Elles devinrent ainsi non seulement des comptoirs d'escompte, mais des établissements de crédit agricole.

Or il se trouva que cette initiative hardie de l'État, confiant à une seule Banque des opérations de crédit, ordinairement soigneusement séparées, et inventant un nouveau contrat de gage, réussit pleinement ; et que ces institutions en quelque sorte empiriques, basées sur des nécessités pratiques, mais qui firent bondir les financiers et les juristes, fournirent pendant de longues années des dividendes imposants, qui remplaçaient très avantageusement pour les actionnaires les maigres revenus des rentes dont le prélèvement les avait privés.

De ce que le capital des Banques doit être constitué par des titres de rente, il résulte qu'elles sont dans la situation de sociétés formées uniquement d'apports en nature ; seulement ici l'apport a été fait au nom des actionnaires par l'État. C'est du reste un apport en propriété ; la Société a reçu de l'État une créance de rente perpétuelle contre lui : les titres prélevés n'ont jamais appartenu aux colons qui y avaient droit : ceux-ci ont reçu, à la place de ces titres, des actions libérées des Banques, des actions d'apport. L'apport consistant pour tous en rentes, n'a pas eu besoin d'être estimé et approuvé : il a été calculé au pair, à 100 fr. de capital pour 5 fr. de rente. Mais le cours des rentes sur l'État variant sans cesse sur le marché, il est facile de se rendre compte que la valeur réelle du capital correspond rarement à son chiffre nominal, et qu'ainsi, si les Banques venaient à liquider, la réalisation de leur capital pourrait donner une somme beaucoup plus importante que celle indiquée par les statuts, si le cours de la rente était au dessus du pair, tandis que la même opéra-

tion faite à un moment de crise où le cours serait au-dessous du pair, donnerait un déficit considérable. Une autre conséquence de la constitution du capital en rentes, est que son revenu, qui entre dans le fonds de roulement des Banques pour une grosse somme, a progressivement diminué avec les différentes conversions qui ont successivement, depuis cinquante ans, abaissé le taux des rentes de 5 à 4, puis à 3 0/0.

Les Banques dont l'article 7 de la Loi du 30 avril 1849 posait le principe, ne furent pas créées immédiatement. Le Gouvernement ne crut pas devoir, comme ce texte l'y autorisait, les organiser par simple règlement d'administration publique. Il soumit leur établissement au pouvoir législatif : son projet aboutit à la loi du 11 juillet 1851, qui va faire la base de mon étude.

Cette Loi créait trois Banques coloniales : celles de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion. Deux autres furent organisées par décret, en 1853 et 1854, à la Guyane et au Sénégal. Ces six établissements forment comme un premier groupe de Banques coloniales françaises : leur caractère commun est d'avoir toutes été fondées avec un capital provenant d'un prélèvement sur l'indemnité accordée pour l'abolition de l'esclavage.

Depuis, d'autres Banques ont été organisées dans d'autres colonies : celle de la Nouvelle-Calédonie, par un décret de 1874, et celle de l'Indo-Chine, par un décret de 1875. Ce nouveau groupe n'a pas été, comme le premier, fondé directement par l'État ; il est composé de Sociétés privées, auxquelles l'État a accordé les mêmes privilèges qu'aux Banques du premier groupe, en se réservant sur les unes comme sur les autres un droit de contrôle. Il y a d'ailleurs certaines différences entre les statuts de ces

deux sortes de Banques. Au reste, la Banque de la Nouvelle-Calédonie n'a eu qu'une durée très éphémère; elle a disparu en 1878, et a plus tard été remplacée à Nouméa par une succursale de la Banque de l'Indo-Chine, qui actuellement représente donc seule le second type des Banques coloniales. Nous verrons s'il n'y aurait pas lieu d'en créer d'autres sur ce modèle.

Je n'ai point cité, dans cette énumération, la Banque d'Algérie, qui fut fondée à Alger en 1848, avec le concours de l'État qui lui avança 1 million. C'est bien là évidemment une Banque coloniale, au sens large du mot, mais on ne la range pas sous ce titre ordinairement : c'est conforme à l'opinion qui fait de l'Algérie un simple prolongement de la métropole. Du reste la Banque d'Algérie, qui a commencé par être une succursale de la Banque de France, diffère peu, par son organisation, de notre grand établissement de crédit; elle ne se livre pas au prêt sur récoltes pendantes, opération caractéristique de toutes nos banques coloniales. Je ne m'occuperai donc plus de la Banque de l'Algérie.

Nous savons maintenant quelles sont les Banques coloniales françaises, et comment elles sont nées. Il est temps d'examiner en détail leur fonctionnement, et le mécanisme de leurs opérations d'après leurs statuts : nous verrons ainsi les services qu'elles peuvent rendre, et ceux qu'elles ont rendus en fait depuis leur origine; et nous arriverons à leur situation actuelle, peu brillante pour plusieurs d'entre elles : nous en chercherons les causes, et nous examinerons les divers remèdes qui ont été proposés; et enfin nous aurons à nous demander s'il n'y aurait pas à faire quelque chose pour développer davantage le crédit aux colonies, à voir ce qui peut exister en ce sens à côté de

nos Banques coloniales et ce qui a été fait dans divers pays étrangers, et comment on pourrait, dans cet ordre d'idées, travailler le plus efficacement à la prospérité de notre empire colonial, si intimement liée à la prospérité même de la France.

CHAPITRE PREMIER

LA LÉGISLATION DES BANQUES COLONIALES

Nous avons vu que la loi du 30 avril 1849 sur l'indemnité à accorder aux anciens propriétaires d'esclaves, posait, dans son article 7, le principe de la création des Banques coloniales, au moyen d'un prélèvement sur cette indemnité.

Mais cette ingénieuse conception de l'Assemblée constituante ne se réalisa pas immédiatement. Le projet de loi contenant l'organisation des Banques ne fut déposé par le Gouvernement que le 29 novembre 1850; il aboutit l'année suivante à la loi du 11 juillet 1851, qui est comme la charte de toutes nos Banques coloniales. Nous allons suivre, à travers les péripéties de la confection de cette loi, l'application du principe de la loi de 1849, et les modifications qui y furent apportées sur certains points.

Nous aurons ensuite à examiner les décrets qui ont réglementé les différentes Banques, de 1851 à 1874; puis la revision de la charte constitutionnelle des Banques par la loi du 24 juin 1874, et les décrets qui l'ont suivie.

PREMIÈRE SECTION. — La loi du 11 juillet 1851.

Le projet de loi élaboré par le Gouvernement fut soumis au Conseil d'État, puis présenté à l'Assemblée le 29 novembre 1850. Il comprenait 9 articles.

L'article premier disait : « Les banques fondées par la loi du 30 avril 1849, dans les colonies de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, devront se conformer aux statuts annexés à la présente loi. » Et un second paragraphe ajoutait : « Il sera fondé à la même condition une banque dans la colonie de la Guyane ; » c'était une application de l'article 7, dernier alinéa de la loi de 1849.

Mais la suite de l'article 1 apportait une dérogation très importante aux principes formulés dans ce même article 7, d'après lequel les titres de rente prélevés sur l'indemnité devaient être déposés dans les caisses des banques « comme gages et garanties des billets qu'elles sont autorisées à émettre. » Cette disposition aurait eu pour effet d'autoriser les Banques à créer des billets non remboursables à présentation, puisqu'ils seraient représentés non par de la monnaie, mais par des titres de rente ; par suite, personne n'aurait été obligé de les accepter, à moins qu'une mesure gouvernementale ne vint leur donner cours forcé. De plus, les titres de rente formant le capital des Banques devenaient ainsi inaliénables et ne pouvaient être donnés en gage : ils ne devaient plus sortir de leurs coffres-forts.

Le projet changeait tout ce système. Le ministre des finances était autorisé à créer immédiatement, sur le 1/8 de l'indemnité affectée aux Banques, 325.000 fr. de rente 5 %, (soit un capital de 6.500.000 fr.), qui seraient répartis entre les quatre Banques, à raison de 100.000 fr. pour chacune de celles de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, et de 25.000 pour celle de la Guyane. Les Banques auraient le droit d'émettre des billets remboursables à vue, et qui seraient affectés du cours légal, contrairement d'ailleurs à l'avis exprimé par le Conseil d'État. Sans le cours légal, en effet, les anciens prêteurs de capitaux, à qui chaque

Banque allait faire, grâce au taux réduit de ses avances, une concurrence désastreuse, auraient pu se coaliser pour refuser ses billets ; et de plus le Trésor, qui doit en être le principal consommateur, n'aurait nullement été tenu de les accepter.

En même temps, les titres de rente, qui devaient constituer le capital des Banques, devenaient disponibles ; elles pourraient dès lors les aliéner et les mettre en gage, pour se procurer de l'argent ou se faire ouvrir un crédit dans la métropole.

Quant à la valeur des billets à émettre, le projet primitif ne parlait que de billets de 500 fr., 100 fr. et 20 fr. Mais le Conseil d'État proposa d'ajouter des coupures de 5 fr. dont la nécessité lui paraissait évidente pour compléter le stock de numéraire toujours insuffisant aux colonies, et en particulier pour payer les salaires des nouveaux ouvriers libres. Il est bon de dire tout de suite ici que la question monétaire aux colonies joue un grand rôle : presque toujours en effet les importations y surpassent les exportations, comme dans tous les pays neufs, et si l'écart est très sensible, le numéraire s'en va solder au dehors cet excédent d'achats : s'il n'y a pas d'autres causes de rentrées d'argent, le pays se trouve rapidement vide de monnaie.

L'article 3 du projet interdisait toute opposition sur les comptes-courants, et l'art. 4 désignait les entrepôts des douanes comme magasins destinés à recevoir des dépôts de marchandises données en gage. L'art. 5 renfermait une disposition fondamentale aux yeux du gouvernement : celle relative aux prêts que les Banques seraient autorisées à faire « sur récoltes pendantes. » C'était là la réalisation de la pensée dominante des fondateurs des Banques colo-

niales : assurer aux planteurs le crédit qui leur est nécessaire pour leurs exploitations agricoles. Et l'exposé des motifs n'hésitait pas à dire que : « Cette opération est en quelque sorte toute la Banque coloniale, » et que : « Si elle ne se réalise pas, cette institution ne sera pas seulement une dangereuse superfluité, l'opinion dira encore aux colonies qu'elle est une iniquité. » L'iniquité consisterait en ceci : que c'était le capital des planteurs, des indemnitaires, et non celui des commerçants, qui servirait en somme à créer les Banques, et que la retenue opérée sur l'indemnité due à ces planteurs deviendrait pour eux une lésion, si ces Banques n'acceptaient pas comme sûreté la seule valeur dont ils puissent disposer, au moment où ils ont besoin d'argent, leur récolte sur pied.

Cette très juste observation suffisait à justifier l'institution, sans qu'il fût besoin de parler de la superfluité de banques purement commerciales, sous prétexte que « le commerce colonial est et doit être un commerce d'échanges, qui ne comporte pas une trop grande multiplication des instruments de circulation. »

L'exposé des motifs n'examine d'ailleurs nullement si les principes du droit autorisent cette opération de prêt sur une récolte encore pendante, c'est-à-dire sur un gage qui reste forcément en la possession du débiteur. Il suffit au ministre qu'elle soit possible à réaliser en fait, et il indique dans l'article 5 comment elle le sera : chaque acte d'aliénation ou d'engagement d'une récolte pendante sera transcrit sur un registre tenu dans les bureaux d'enregistrement, et moyennant cette transcription les Banques seront « considérées comme saisies de la récolte engagée » sur laquelle elles acquerront par là même le privilège de l'art. 2102 du Code civil. Quant aux risques que la Banque

pourrait encourir par suite de l'insolvabilité de ses emprunteurs ou de leur malhonnêteté, le Gouvernement compte pour les atténuer sur la prudence des administrateurs ; il fait remarquer d'ailleurs que la moralité et les ressources des débiteurs sont beaucoup plus faciles à apprécier dans les colonies en question, où les familles se succèdent presque sans interruption sur les mêmes héritages, et où les commerçants sont très peu nombreux, que dans les grands centres de la métropole ; et que de plus les denrées coloniales qui serviront de gage, pourront difficilement se dérober à l'exécution de la garantie, puisque, marchandises exclusivement d'exportation, elles convergent toujours vers les ports d'embarquement.

Il y aura aussi pour la Banque des risques résultant des sinistres qui peuvent atteindre les récoltes engagées ; mais c'est là, dit l'exposé des motifs, une simple question de proportionnalité à établir entre la valeur du prêt et l'évaluation du gage : les Banques ne pourront pas, d'après le projet de statuts, avancer plus de la moitié de l'estimation.

La sagesse des administrateurs aura aussi à veiller à ce que la quotité du capital qui sera consacré chaque année aux prêts sur récoltes ne soit pas trop importante, pour que le fonds de roulement ne se trouve pas immobilisé pendant la durée de ces prêts, forcément plus longue que celle des escomptes.

Le projet de loi réglementait encore, dans son article 7, l'exécution du gage, aussi bien récolte que marchandises, qui sera vendu aux enchères par les Banques, huit jours après simple mise en demeure.

D'après l'article 6, tous actes constitutifs de nantissements au profit des Banques coloniales seront enregistrés au droit fixe de deux francs.

L'article 8 établissait à Paris une agence centrale des Banques coloniales, sous la surveillance du ministre de la marine et des colonies. C'était là un rouage important, qui devait dispenser les Banques de l'intermédiaire onéreux d'établissements financiers de leur choix comme correspondants dans la métropole, et qui serait à même de renseigner le gouvernement sur la marche des Banques.

Enfin, un dernier article réglait la question des agences ou succursales, que les Banques ne pourraient établir qu'après un décret du chef de l'État.

Tel était le projet soumis par le gouvernement à l'assemblée. Il ne s'occupe en somme, et c'est toujours resté le but unique de la loi proprement dite des Banques coloniales, que des points qui constituent le privilège de ces Banques, qui dérogent en leur faveur au droit commun, c'est-à-dire que cette loi ne règle que l'émission des billets, et certaines dispositions concernant les prêts sur récoltes et sur nantissement. Des statuts, délibérés en Conseil d'État, étaient joints au projet.

Il faut voir maintenant ce qu'est devenu ce projet en passant par la commission législative et par la discussion publique de l'Assemblée nationale.

La commission, élue par l'assemblée, choisit comme rapporteur un ancien conseiller à la Cour de cassation; M. Chégaray. Celui-ci déposa son rapport à la séance du 5 avril 1851.

Ce rapport était, sur un certain nombre de points, en désaccord complet avec le projet du gouvernement. Il s'occupait non seulement de la loi, mais aussi des statuts que le ministre n'avait pas cru devoir soumettre à l'Assemblée : la commission, qui en changeait d'ailleurs plusieurs dispositions, considérait que l'Assemblée avait seule qua-

lité pour leur donner force de loi, puisque c'était dans ces statuts qu'étaient contenues les conditions du privilège accordé aux Banques, et que, de plus, certains points qui y étaient traités modifiaient la législation en vigueur. L'assemblée, en effet, adopta cette doctrine, malgré un discours en sens contraire de M. de La Moskowa : nous verrons la conséquence de ce vote quant au renouvellement du privilège des Banques,

Le premier point sur lequel la commission n'était pas d'accord avec le gouvernement, c'était le capital qu'elle trouvait insuffisant : elle demandait 150.000 fr. de rente pour chaque banque insulaire au lieu de 100.000 fr., soit 3.000.000 fr. de capital nominal, et 35.000 fr. pour la Guyane, soit 700.000 fr. de capital.

Ensuite elle s'était décidée, après de longs débats, à ne pas admettre les billets de 5 fr. ni même ceux de 20 fr.; elle n'en voulait que de 25 fr.

Mais la grosse question qui divisait la commission et le ministre, et qui allait donner lieu à de graves discussions, c'était celle des prêts sur récoltes pendantes. L'honorable rapporteur, mal préparé par sa carrière de juriste à cette nouveauté, la repoussait avec indignation, sans se demander s'il n'y avait pas pour les colonies une impérieuse nécessité de faire fléchir un peu la rigidité du Code civil. Cet austère jurisconsulte, qui se serait volontiers écrié avec Robespierre : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! » ne pouvait même arriver à comprendre l'idée d'un gage sans dessaisissement, et il appelait à son aide, contre cette théorie nouvelle, la coutume de Paris et l'autorité de M. Troplong.

La commission n'acceptait pas non plus l'agence officielle que le gouvernement voulait établir à Paris pour

servir d'intermédiaire entre les Banques et la métropole. Elle remplaçait cette agence par une commission de surveillance rattachée au ministère de la marine, et chargée de contrôler les actes et la situation des Banques et de présenter au ministre des candidats aux postes de directeurs.

Enfin, un dernier point dû à l'initiative de la commission, et qui est passé dans la loi, est l'attribution aux tribunaux de commerce des contestations relatives, non seulement aux effets de commerce, mais à tous les prêts consentis par les Banques.

Peu de temps après le dépôt du rapport de M. Chégaray, il arriva que le ministre de la marine et des colonies, l'amiral Vaillant, fut remplacé par M. de Chasseloup-Laubat, homme très intelligent, très dévoué à la cause coloniale, et à qui les colonies sont redevables des meilleures mesures qui aient été prises pour assurer leur prospérité.

M. de Chasseloup-Laubat vit tout de suite le côté pratique des prêts sur récoltes, et il résolut de les faire maintenir coûte que coûte dans la loi. Quand la discussion du projet arriva à l'assemblée le 25 avril 1851, il en obtint l'ajournement à la deuxième délibération, comptant bien, d'ici là, amener la commission par la persuasion à modifier son rapport. C'est en effet ce qui arriva.

La deuxième délibération commença le 24 juin. Elle occupa trois séances; elle fut sérieuse; les députés de cette époque semblent s'être intéressés beaucoup à cette question assez ardue; ils l'ont discutée avec une compétence qui étonne un peu aujourd'hui; l'on est frappé de trouver tant de vues justes dans les discours de 1851, et de constater que les prévisions de plusieurs orateurs se sont trouvées exactement réalisées dans l'avenir, et que les maux dont les Banques ont le plus souffert, comme nous le ver-

rons par la suite, avaient été presque tous signalés lors de leur création.

La lutte s'engagea d'abord sur un amendement de M. de La Moskowa, autorisant les Banques, conformément au projet primitif du gouvernement, à émettre des coupures de 5 fr. Son discours est très remarquable; s'élevant plus haut que la loi proposée, il montra dans les Banques coloniales un essai de banques agricoles, « qui doit profiter à notre malheureuse industrie agricole, dont on parle toujours et pour laquelle en définitive on ne fait rien, et qui semble avoir en vérité été considérée jusqu'à ce jour comme indigne de participer aux faveurs du capital. » Il est triste de constater qu'à l'heure actuelle, un demi-siècle plus tard, ces paroles sont encore presque aussi vraies; car ce qu'on a fait pour les agriculteurs est, au point de vue pratique, presque nul.

Mais malgré l'argumentation juste de M. de La Moskowa, disant que les petits billets faciliteraient le développement de la production, par suite augmenteraient les exportations, donc retiendraient la monnaie dans les îles; malgré l'intervention de M. Jouannet rappelant le succès des bons de caisse de 5 fr. émis en 1848, qui arrivèrent à faire prime, l'assemblée s'en tint aux conclusions de la commission, c'est-à-dire aux billets de 25 fr. et au-dessus.

Un autre amendement de MM. Aubry et de La Moskowa visait la limite du passif à découvert des Banques et assignait à ce passif, comprenant à la fois le montant des billets en circulation et toutes les autres dettes de la Banque payables à la volonté des créanciers, une double limite; il ne pourrait jamais dépasser le triple de l'encaisse métallique (tandis que le projet parlait seulement de la circulation des billets, qui ne devrait pas s'élever au-dessus du dou-

ble de l'encaisse); et de plus, l'excédent de ce passif sur le montant du numéraire en caisse ne pourrait pas être supérieur au double du capital social réalisé. Cet amendement fut renvoyé à la commission. J'indique tout de suite qu'à la séance du 26 juin, il fut adopté avec une légère modification réclamée par la commission : la circulation fiduciaire seule était limitée au triple de l'encaisse, et le montant total du passif payable à vue, au triple du capital social réalisé.

Enfin on arriva à la discussion de l'article qui concernait les prêts sur récoltes. Mais, depuis la première délibération, la question ne se posait plus de la même façon. M. de Chasseloup-Laubat, entendu par la commission, était arrivé à la persuader de la nécessité qu'il y avait pour les colonies à admettre ce prêt, et une transaction était intervenue; on conservait la chose, mais on changeait le nom; pour tranquilliser les consciences des juristes de la commission, on ne parla plus d'engagement de récoltes, mais de « *cession de récoltes pendantes*, » et moyennant cette concession qui aboutit d'ailleurs, nous le verrons, à une absurdité juridique, M. Chégaray consentit à déposer un second rapport, où il acceptait l'institution des prêts sur récoltes. Leur échéance ne devait pas dépasser 120 jours, ni leur montant, le tiers de la valeur estimative de la récolte « *cédée*. » Enfin la commission proposait de nouvelles mesures de publicité pour sauvegarder les droits des tiers, de nouvelles facilités pour la Banque de réaliser le gage, et elle réglait le conflit possible entre le privilège de la Banque et d'autres portant déjà sur la récolte en vertu du Code civil.

Malgré l'avis de la commission, les prêts sur récoltes furent attaqués dans leur principe même, par M. Sainte-

Beuve, qui se plaçait au point de vue économique. Il faisait valoir cette observation très juste, que les Banques auraient souvent de la peine à rembourser leurs billets, tous à vue, puisque les prêts sur récoltes, constituant une grande partie de leurs créances, ne seraient réalisables pour elles qu'à l'échéance assez longue de 120 jours. Mais de ce point de départ exact — l'avenir l'a confirmé — il concluait bien à tort à la suppression des prêts, au lieu de proposer une échéance équivalente pour les dettes des Banques, c'est-à-dire l'émission de billets ou de bons à terme. Ses prévisions étaient du reste un peu pessimistes, car il annonçait « la banqueroute avant quatre ans, » grâce aux prêts sur récoltes; or, si ceux-ci ont en effet contribué à la situation peu brillante que présentent actuellement certaines Banques, ce ne fut guère qu'après une quarantaine d'années, période pendant laquelle ils ont rendu aux colonies d'immenses services, bien loin d'y amener la « ruine épouvantable » que prédisait M. Sainte-Beuve.

M. Dain avait, pour lui répondre, un argument décisif : le besoin impérieux de crédit que les colonies éprouvaient depuis 1848, depuis que les commissionnaires avaient supprimé leurs avances aux planteurs. Il ne contestait pas d'ailleurs la gravité de l'objection de M. Sainte-Beuve, et posait la question de savoir si les Banques ne pourraient pas faire leurs prêts non pas en billets à vue, mais en obligations à terme.

Après lui, M. Levavasseur vint encore combattre les prêts sur récoltes. Il apportait un argument emprunté à l'exemple des États-Unis où de nombreuses banques sombrèrent pour avoir fait des prêts sur diverses denrées, coton, tabac, qui, à la suite d'une crise, ne purent être vendues qu'avec de grandes pertes. Or, « qui peut dire,

ajoutait-il, qu'il n'y aura pas un jour surproduction de sucre ? » Encore une prévision dont l'exactitude ne s'est trouvée que trop vérifiée, grâce à la betterave. Mais M. Levavasseur ne tenait pas compte de ce fait que, le crédit ayant totalement disparu des colonies, sa reconstitution était pour elles une question de vie ou de mort, et qu'il fallait le leur assurer par n'importe quel moyen, dussent les banques créées dans ce but être plus tard gravement atteintes par une crise sucrière, comme c'est arrivé ; il oubliait aussi que les prêts ne devaient se faire que pour le 1/3 de la valeur de la récolte, et qu'il faudrait une crise très intense pour mettre la Banque à découvert dans ces conditions : la prudence des colonies et la sagesse des administrateurs maintiendraient les avances dans de justes limites, comme le dit ensuite M. Benoist d'Azy.

Finalement l'assemblée adopta la disposition concernant les prêts sur récoltes pendantes, qui devint l'article 8, y compris les additions proposées par la commission dans son second rapport.

Le reste de la loi fut voté sans observations, ainsi que les statuts, mis en harmonie avec les modifications subies par le projet de loi. Le tout fut définitivement adopté en troisième délibération, sans discussion nouvelle, le 11 juillet 1851, date que porte la loi, promulguée le 29 juillet.

J'ai dit que la commission avait augmenté le capital proposé par le gouvernement. C'est le chiffre demandé par la commission, 150.000 fr. de rente pour chacune des trois Banques insulaires et 35.000 fr. pour celle de la Guyane, qui fut voté, mais avec cette restriction, que la différence entre cette somme (au total 485.000 fr. de rentes 5 %, soit 9.700.000 fr. de capital) et celle proposée par le gouvernement (100.000 fr. de rente pour chaque Banque

insulaire et 25.000 fr. pour celle de la Guyane, soit un capital total de 6.500.000 fr.), serait couverte par une émission publique d'actions, au lieu d'être prise sur le 1/8 de l'indemnité coloniale, affecté à la création des Banques. En sorte que la loi du 11 juillet 1851 modifiait considérablement, par cette disposition (art. 3), la constitution des Banques telle que l'avait conçue la loi du 30 avril 1849 : car elle permettait aux commerçants et aux petits colons, n'ayant aucun droit à l'indemnité, ou n'y ayant droit que pour moins de 1.000 francs (l'art. 7 de la loi de 1849 avait exclu ces derniers du prélèvement du huitième), de devenir actionnaires des Banques en souscrivant des actions : le tiers des actions était ainsi mis à la disposition du public. Le capital n'aurait alors plus été composé uniquement d'apports en titres de rente : un tiers en aurait été versé en argent, et il y aurait eu alors des actions d'apport, distribuées par l'État aux indemnitaires, actionnaires forcés, en compensation de la part de leurs rentes versée aux Banques, et des actions de numéraire appartenant aux souscripteurs volontaires. La loi de 1851 d'ailleurs prévoyait le cas où l'émission publique n'aurait pas de succès, et décidait qu'un an après son ouverture le capital serait complété, s'il y avait lieu, suivant le système de la loi de 1849, c'est-à-dire avec des titres de rente pris sur le huitième de l'indemnité réservé à cet effet.

Or, c'est justement ce qui se produisit : la souscription volontaire resta ouverte dans les colonies intéressées, du 17 août 1851 au 17 août 1852, mais aucune action ne fut demandée. Toutes les déductions que je viens de tirer de l'article 3 de la loi du 11 juillet 1851 restèrent donc à l'état d'hypothèses, et en fait tout le capital des Banques de la

Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Guyane (et plus tard le Sénégal) fut constitué en titres de rente pris sur le huitième de la rente indemnitaire prélevé pour cet usage par la loi de 1849 : les actions ne furent réparties absolument qu'entre les planteurs ayant droit à une indemnité supérieure à 1,000 francs.

De sorte qu'en résumé chaque propriétaire d'esclaves, exproprié par la loi de 1849, fut indemnisé par : 1° Une somme d'argent, proportionnelle au nombre de ses esclaves, prise sur les 6 millions payables en espèces, pour parer aux premiers besoins ; 2° un titre de rente 5 %, dont le capital au pair représentait le reste de l'indemnité à laquelle il avait droit (indemnité calculée à 500 fr. par tête d'esclave), moins un huitième de cette part en rente, prélevé pour fournir son apport au capital de la Banque de sa colonie, et représenté provisoirement par un certificat de prélèvement ; 3° des actions de 500 fr. de cette Banque, pour un chiffre proportionnel au montant de ce prélèvement, et au nombre des indemnitaires de la colonie soumis au prélèvement ; 4° enfin, une somme complémentaire, représentant le solde du prélèvement du 1/8 non employé pour former le capital de la Banque. Ce solde fut assez élevé, surtout à la Réunion où le total de l'indemnité était beaucoup plus fort qu'aux Antilles, tandis que le capital des trois Banques était le même ; il aurait naturellement été encore bien plus élevé s'il s'était produit des souscriptions volontaires d'actions. Nous verrons comment les certificats de prélèvement furent transformés en actions et en coupons de solde.

DEUXIÈME SECTION. — Décrets qui ont suivi la loi de 1851.

La loi de 1851 avait créé les Banques coloniales et leur avait donné des statuts. Il fallait maintenant les mettre en marche, et corriger les imperfections que l'expérience démontrerait dans leur fonctionnement: ce fut l'œuvre de plusieurs décrets dont deux très importants, celui du 24 décembre 1851 et celui du 17 novembre 1852.

Le décret organique du 24 décembre 1851 comprend quatre titres: Le titre I^{er} s'occupe des frais de premier établissement des Banques. Ils seront couverts par les arrérages des inscriptions de rente formant le capital, échus depuis le 22 mars 1849 jusqu'à la remise de ces inscriptions aux Banques. De plus, le ministre pourra obtenir pour elles des avances de numéraire, contre le dépôt en nantissement d'une partie, la moitié au plus, de leurs inscriptions de rente, conformément à l'article 3 de la loi de 1851, qui modifiait, nous l'avons vu, en autorisant la mise en gage des titres des Banques, l'esprit de la loi de 1849.

Le titre II traite de la conversion en actions des Banques des titres de prélèvement délivrés aux indemnitaires. A la suite de la loi du 30 avril 1849, l'ordonnateur de chaque colonie avait délivré (décret du 24 novembre 1849) à chaque indemnitaire ayant droit à plus de 1.000 fr. un certificat constatant le prélèvement du 1/8 de sa part pour contribuer à former le capital des futures banques. Les titres de ces prélèvements avaient été déposés dans la caisse de chaque colonie; ils devaient être restitués aux indemnitaires si les Banques n'étaient pas constituées le 1^{er} octobre 1852, au moins pour celles de la Guyane et du

Sénégal. C'étaient ces titres qu'il s'agissait de transformer en actions libérées des Banques. L'opération était compliquée par la souscription volontaire, qui empêchait de savoir, avant l'expiration d'un délai d'un an, ce qu'il fallait prendre sur le prélèvement pour former le capital. De plus beaucoup de planteurs avaient dû payer leurs créanciers avec la portion prélevée, et leur avaient délivré des titres à valoir sur cette portion. Ces titres durent être déposés ainsi que les certificats, à la direction de l'intérieur de chaque colonie. Cette administration devait, d'après le décret de 1851, dresser un tableau contenant : les noms des indemnitaires, le montant du prélèvement de chacun ; la portion immédiatement convertible en actions des Banques, celle qui deviendrait éventuellement convertible en cas d'insuffisance des souscriptions volontaires, enfin le solde qui resterait libre ensuite sur le prélèvement.

Contre le dépôt de leurs certificats de prélèvement, les futurs actionnaires reçurent donc, non pas immédiatement leurs actions, mais un nouveau titre représentant la part immédiatement convertible, et deux coupons de division, représentant l'un la portion éventuellement convertible au bout d'un an, l'autre le solde du prélèvement. Ces coupons de division auraient été subdivisés, s'il y avait eu lieu, pour opérer le prélèvement complémentaire en cas d'insuffisance des souscriptions volontaires.

Les titres et coupons délivrés par la direction de l'intérieur devaient enfin être échangés contre des actions aux bureaux des Banques.

Dans son titre III, le décret du 24 décembre 1851 réglemente la surveillance locale des Banques, qui est confiée au directeur de l'intérieur de chaque colonie, sous l'autorité du gouverneur.

Enfin, le titre IV décidait que la première assemblée générale serait composée, jusqu'à ce que la moitié des prélèvements soient convertis en actions, des 150 plus forts indemnitaires résidant dans chaque colonie ou y ayant un mandataire.

Les premières mesures nécessaires pour la mise en marche des Banques, conformément au titre I^{er} du décret, furent prises par l'administration de la marine et des colonies. Elle fit fabriquer les premiers billets de banque, et en approvisionna chaque Banque pour une valeur de 5 millions ; elle se fit délivrer par le ministère des finances les titres des rentes affectées au capital ; enfin, elle négocia avec la Caisse des dépôts et consignations une ouverture de crédit pour chaque Banque, moyennant le dépôt d'une partie de ses titres de rente.

Le ministre des finances avait émis, pour constituer le capital des trois Banques de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, les premières créées, 450.000 fr. de rentes 5 %, sous la forme de neuf inscriptions de 50.000 fr. Chaque Banque reçut trois de ces inscriptions, soit 150.000 fr. de rente (qui furent réduits à 135.000 fr. par suite de la conversion de 5 en 4 1/2 %).

Une de ces inscriptions fut pour chaque Banque engagée à la Caisse des dépôts et consignations, qui, par convention du 12 novembre 1852, s'engagea à faire à chacune une avance de 800.000 fr. en compte-courant, avec intérêt de 4 %. Ces 800.000 fr. constituèrent, avec les arrérages des rentes courus depuis le 22 mars 1849, le fonds de roulement des trois premières Banques coloniales.

A la fin de 1852, ces trois Banques étaient ainsi en état de fonctionner. Un décret du 31 mai avait nommé leurs directeurs ; c'étaient MM. de La Massue pour la Banque de

la Martinique, Daney pour celle de la Guadeloupe et Desse pour celle de la Réunion. Un décret du 23 mars 1852, le premier qui ait modifié les statuts, avait imposé aux directeurs l'obligation de posséder 20 actions de leur Banque (15 pour la Guyane).

Le 17 novembre 1852 parut un autre décret, celui-ci très important. On se souvient que le projet de loi du gouvernement établissait à Paris une agence centrale des différentes Banques coloniales. La commission législative avait supprimé cette institution pour la remplacer par une commission de surveillance que l'Assemblée avait adoptée.

Or, cette commission de surveillance elle-même, qui entra en fonction dès le mois d'octobre 1851, et prit part à la préparation des différents décrets que nous avons à examiner, s'aperçut bien vite de la nécessité de centraliser les opérations des Banques avec la métropole, et elle insista auprès du gouvernement pour qu'il établit un agent central à Paris ; ce fut l'objet du décret du 17 novembre 1852. L'agent central a à la fois un caractère privé comme mandataire de chacune des Banques en France, et un caractère public vis-à-vis du gouvernement qu'il doit renseigner sur la marche de ces Banques ; il est, comme le dit le premier rapport de la commission de surveillance, « l'expression du principe de la centralisation. »

Le décret du 17 novembre 1852 contenait encore un certain nombre d'autres dispositions. Il réglementait la création de coupures d'actions de 50 fr., prévues d'ailleurs par les statuts, pour faciliter la transformation, très compliquée, nous le savons, des certificats de prélèvement en actions. Il obligeait le censeur élu à posséder désormais le même nombre d'actions que les administrateurs. Le directeur devenait président de droit de l'assemblée

générale. Enfin, la situation des Banques ne devait plus être publiée que tous les mois au lieu de tous les 15 jours.

L'organisation des Banques coloniales était ainsi complète. Les trois principales tinrent leur assemblée générale en janvier 1853 à la Martinique et à la Guadeloupe, et le 17 mai seulement à la Réunion. Les bureaux furent ouverts dès janvier à Saint-Pierre (Martinique), en février à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), en juillet à Saint-Denis de la Réunion.

Quant à la Banque de la Guyane, créée elle aussi par la loi de 1851, et à celle du Sénégal, elles devaient toutes deux être constituées avant le 1^{er} octobre 1852 ; le décret du 24 novembre 1849 autorisait les indemnitaires de ces deux pays à se faire restituer leurs titres de prélèvement si les Banques n'étaient pas constituées à cette date ; mais ce délai fut prorogé, par des décrets successifs, jusqu'au 1^{er} avril 1853, puis jusqu'au 1^{er} octobre, enfin jusqu'au 1^{er} avril 54.

Et, en fait, ce fut la Banque du Sénégal, dont la loi de 1851 ne parlait pas, qui fut fondée la première, par le décret du 21 décembre 1853. Elle était créée au capital de 230.000 fr. Son premier directeur fut M. Rey.

Quant à la Banque de la Guyane, à laquelle le projet de loi de 1850 accordait comme capital 500.000 fr., soit 25.000 fr. de rente, et la loi de 1851, 700.000 fr., soit 35.000 francs de rente, elle fut finalement constituée par le décret du 4 mars 1854, au capital de 300.000 fr. seulement. Le surplus du prélèvement opéré sur l'indemnité devait être remboursé en numéraire aux ayants droit. Le premier directeur de la Banque de la Guyane fut M. Bellamy. (Décret du 5 août 54).

Ce capital devint du reste insuffisant. Un décret du 5

juillet 1863 le porta à 600.000 fr.; les nouvelles actions créées de ce fait étaient toutes attribuées aux propriétaires des actions primitives, elles devaient être libérées au moyen d'une somme prise sur le fonds de réserve.

En 1870, un décret du 8 janvier autorisa la Banque de la Réunion à ne plus tenir compte de la limitation apportée par les statuts aux prêts sur nantissement de marchandises, qui ne pouvaient dépasser les $\frac{2}{3}$ de la valeur du gage. Cette mesure était rendue nécessaire par la concurrence que faisait à la Banque une succursale du Comptoir d'es-compte, établie à Saint-Denis, qui avançait la valeur intégrale des marchandises, ce qui avait fait baisser les prêts de la Banque de 1.937.527 francs en 1864 à 415.919 francs en 1868.

Telles sont les seules modifications qui furent apportées aux statuts des Banques coloniales jusqu'en 1874.

TROISIÈME SECTION. — La loi du 24 juin 1874 et les décrets qui concernent les Banques coloniales de 1874 à 1899.

Le privilège accordé pour vingt ans aux Banques coloniales par la loi de 1851 expirait le 11 juillet 1871. Mais, à cette date, le Gouvernement avait bien autre chose à faire que de s'occuper des colonies. Un décret du 11 septembre 1871 prorogea donc le délai de deux ans. En mars 1873, un projet de loi portant renouvellement du privilège fut déposé à l'Assemblée nationale, mais il ne fut pas discuté cette année-là, et un nouveau décret dut prolonger encore le privilège jusqu'au 1^{er} septembre 1874.

Ainsi, pendant trois ans, les Banques coloniales furent placées en fait sous le régime des décrets. Cette situation, qui se reproduit exactement à l'heure actuelle, depuis

1894, est-elle légale? A ne considérer que l'article 7 de la loi du 30 avril 1849, on pourrait peut-être répondre oui, puisque cet article porte : « L'organisation des Banques de prêt et d'escompte sera déterminée par des règlements d'administration publique. » Mais nous avons déjà signalé un vote de l'Assemblée nationale en 1851 qui décida, conformément aux conclusions du rapport de M. Chégaray, et malgré un discours en sens contraire de M. de La Moskowa, que les statuts eux-mêmes devaient émaner du pouvoir législatif, parce qu'ils contenaient les conditions du privilège accordé aux Banques. A plus forte raison donc la disposition qui accorde ou qui renouvelle le privilège ne peut-elle se passer de la consécration législative. Peut-être opposera-t-on au vote de 1851 le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui régit actuellement les colonies de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, et qui permet au Gouvernement (art. 6, 10^e) de statuer par décret rendu dans la forme de règlement d'administration publique sur « les institutions de crédit » dans ces trois îles. Mais, d'autre part, dans son article 3, il exige un sénatus-consulte, c'est-à-dire une loi depuis 1870, toutes les fois qu'il s'agit de modifier leur législation sur les contrats ou obligations conventionnelles en général, et on pourrait se demander si le privilège d'émettre des billets au porteur et à vue, et même les dispositions sur les prêts sur récoltes, ne modifient pas cette partie du droit ; et de plus le même sénatus-consulte (art. 1^{er}) déclare maintenir en vigueur les lois antérieures qui concernent « la législation civile. » De toute façon, il faut donc s'en tenir au vote de 1851, et dire que, en l'état actuel des choses, le régime des prorogations provisoires par décrets est absolument irrégulier.

Et d'ailleurs, si un simple décret suffit pour proroger le

privilège d'un an, on se demande en vérité pourquoi le Gouvernement se donne la peine de faire voter une loi par le Parlement ; les modifications dont la pratique a révélé la nécessité seraient tout aussi bien réalisées par décret ; on éviterait ainsi les lenteurs perpétuelles qui, dans le régime parlementaire français, stérilisent les meilleures réformes ; et les Banques ne seraient plus exposées à se trouver dans la situation équivoque où elles ont été de 1871 à 1874 et où elles sont encore aujourd'hui ; car vraiment on ne voit pas trop comment elles pourraient sévir contre des établissements rivaux qui émettraient actuellement des billets, puisque leur propre privilège d'émission n'a plus en ce moment aucune existence légale.

Le projet de loi que le gouvernement de M. Thiers déposa le 14 mars 1873, apportait peu de modifications importantes à la loi de 1851. Celles qu'il proposait étaient toutes réclamées soit par les Banques elles-mêmes dans des vœux émis en assemblées générales, soit par des conseils généraux ou les administrations locales des colonies. Les conclusions de ces différents rapports avaient été examinées par la Commission de surveillance des Banques, qui avait éliminé un certain nombre de points jugés trop hardis. Enfin le Conseil d'État avait donné son avis sur le projet issu de ces différentes sources.

Les changements à la loi de 1851 consistaient surtout en :

D'abord, le renouvellement du privilège pour vingt ans ;

L'autorisation d'émettre des billets de 10 fr. et 5 fr. ;

La possibilité pour les Banques de placer leurs capitaux en obligations garanties par l'État ou les colonies, au moins jusqu'à concurrence des $\frac{4}{5}$ de leur fonds de réserve ;

La faculté de porter la circulation des billets au-dessus du triple du capital réalisé, toutes les fois que la contre-

valeur des comptes-courants et autres dettes serait représentée par du numéraire, et dans la proportion où ce numéraire excéderait l'encaisse métallique ;

L'autorisation pour toutes les Banques d'avancer la valeur totale des marchandises qui leur seraient remises en gage, comme la Banque de la Réunion pouvait le faire, nous l'avons vu, depuis le décret du 8 janvier 1870 ; et la consécration de l'usage établi aux colonies d'assimiler aux magasins publics, trop peu nombreux, pour recevoir des dépôts de marchandises engagées, des magasins privés dont les clefs seraient remises à la Banque ;

L'extension de la faculté d'emprunter sur récoltes pendantes, aux fermiers, métayers et locataires, mais avec l'autorisation du propriétaire ; puis le refus de toute opposition sur les prêts garantis par une cession de récolte ; enfin l'autorisation pour la Banque de proroger jusqu'à la vente de la récolte l'échéance des prêts de cette nature ;

L'autorisation de compléter les dividendes inférieurs à 5 %, sur le fonds de réserve statutaire, jusqu'à concurrence de la moitié de ce fonds ;

L'adjonction à la commission de surveillance de deux colons notables résidant à Paris ;

Enfin, quelques mesures concernant la convocation et les pouvoirs de l'assemblée générale.

La commission que nomma l'Assemblée nationale pour examiner ce projet de loi, accepta presque toutes ces modifications et n'en ajouta que peu d'autres. Elle se borna à introduire dans les statuts une phrase qui consacre l'usage établi, pour les prêts faits par les Banques sur leurs propres actions : ces prêts ne devront pas dépasser le sixième du capital social. Enfin, les Banques coloniales seront désormais dispensées, comme la Banque de France,

de limiter leur escompte au taux légal, taux qui d'ailleurs varie dans les diverses colonies : la commission pensant que leur intérêt bien entendu suffirait à leur faire maintenir leur escompte le plus bas possible.

La Banque de la Guyane sera aussi autorisée, sur sa demande, à abaisser à 450.000 fr. son capital, porté à 600.000 fr.; il se trouve en effet trop considérable depuis le déplacement des établissements pénitentiaires, qui a supprimé une grande partie des opérations de la Banque. Mais cette réduction de capital ne pourra se faire que par le remboursement d'une part de 125 fr. sur chaque action, et non par le remboursement total d'un certain nombre d'actions, ce qui pourrait donner lieu à des spéculations.

Mais il y avait une réforme que les Banques réclamaient et que ni le Gouvernement ni la commission ne voulurent admettre. Il s'agissait de garantir les Banques contre l'aléa inévitable des prêts sur récoltes, en les autorisant, lorsque la récolte engagée n'a pas été suffisante, à la suite d'un cyclone par exemple, pour rembourser le prêt, à exercer leur privilège sur la récolte suivante pour le tiers de la créance. Cette disposition était surtout demandée par la Banque de la Réunion, à laquelle de nombreux désastres agricoles avaient fait subir de grosses pertes, et qui avait dû par suite restreindre beaucoup ses avances aux planteurs. La réforme ne semblait pas très dangereuse ; elle aurait constitué au profit de la Banque une sorte d'assurance, un complément de garantie assez rationnel ; car la seconde récolte, sur laquelle aurait porté subsidiairement le privilège, est plantée bien avant la maturité de la première, s'entremêle avec elle, et profite beaucoup plus qu'elle de l'emprunt fait à la Banque.

Néanmoins la commission repoussa énergiquement

cette demande, qu'elle ne comprit pas, semble-t-il, très bien. Le rapporteur, M. Ducuing, prétendit que cette survivance du privilège au-delà de l'échéance qui l'avait motivé était contraire à tous les principes financiers et juridiques : « Une Banque opérant uniquement avec sa circulation, disait le rapport, ne peut immobiliser son émission de billets au-delà des échéances qui assurent ses rentrées. » D'ailleurs, ajoutait-il, les pertes de la Banque dans une opération de ce genre ne peuvent provenir que d'un mauvais calcul : c'était là raisonner sur l'abstrait, sans tenir aucun compte des conditions climatériques des colonies sucrières, ni des besoins de la pratique.

Aussi, quand la loi vint enfin en discussion devant l'assemblée, le 29 mai 1874, les conclusions du rapport sur ce point furent vivement combattues. Ce fut du reste la seule question dont les députés s'occupèrent.

Un amendement fut déposé par MM. Sébert, Dupond, le général Frébault, ancien gouverneur de la Guadeloupe ; Babin-Chevaye et Chéguillaume, députés de Nantes, très au courant des affaires coloniales. Il autorisait : « L'exercice du privilège de la banque sur la récolte suivant celle qui était engagée et qui n'a pas suffi à désintéresser la Banque, mais seulement pour le tiers au maximum de la créance. »

M. Sébert montra, à l'appui de cet amendement, la situation de la Banque de la Réunion, obligée de restreindre ses prêts agricoles à 2.300.000 fr. en 1873, au lieu de 5.000.000 fr. en 1867, et il expliqua qu'il ne s'agissait nullement de faire revivre le privilège sur la seconde récolte, comme semblait le croire le rapporteur, mais bien de le faire porter dès l'origine sur les deux.

M. Alfred André lui répondit, au nom de la commission,

que les Banques coloniales ont été créées avant tout pour faire l'escompte au moyen du papier qu'elles émettent, et non pas pour faire des prêts sur récoltes, — théorie diamétralement opposée, remarquons-le, aux intentions du gouvernement de 1850, pour qui ces prêts étaient « toute la Banque coloniale, » — et que par conséquent il était impossible de laisser immobiliser, par une prolongation du prêt, le capital de circulation.

La commission ne voulut pas sortir de cet argument, qui ne portait pas, puisqu'il ne s'agissait point de prolonger l'échéance du prêt, mais uniquement, comme le répéta encore M. Alfred Dupond, d'accorder à la Banque un accroissement subsidiaire de garantie, pour le cas, très rare relativement, où la réalisation de la première récolte ne suffirait pas à couvrir la Banque : ne vaut-il pas mieux pour elle ne rentrer dans le dernier tiers de sa créance qu'à la récolte suivante, que n'y point rentrer du tout ? D'ailleurs la commission avait confondu le tiers de la créance avec le tiers de la seconde récolte, et prétendait bien à tort que la Banque ne toucherait finalement que le neuvième de son prêt ; ce qui était vrai, c'était que la Banque, avant de faire, en 1875 par exemple, un nouveau prêt sur cette seconde récolte, pour le tiers de sa valeur totale (limite fixée par les statuts), aurait dû déduire de ce tiers la somme dont elle serait restée créancière sur son prêt de 1874, somme limitée au tiers de cette créance primitive. Elle n'aurait donc pu prêter en 1875 que la différence entre cette somme et le tiers de la valeur de la nouvelle récolte.

Malgré une intervention de M. La Serve, député de la Réunion, qui vint affirmer que l'intérêt même des planteurs exigeait cette réforme qui permettrait à la Banque

d'augmenter un peu ses prêts, l'amendement fut rejeté.

Ce fut tout : le reste de la loi fut voté sans une observation. Le texte de la commission était adopté sans autre modification que deux amendements peu importants. Cette loi, qui régit depuis 25 ans les Banques coloniales, porte la date du 24 juin 1874.

Peu de temps après, une nouvelle Banque était fondée, par un décret du 14 juillet 1874, en Nouvelle-Calédonie. C'était le premier type d'une nouvelle série, pour ainsi dire, de Banques coloniales : celle-ci en effet est une simple société particulière, que l'État éleva en 1874 à la dignité de Banque privilégiée. De même que la Banque de l'Indo-Chine, fondée l'année suivante, elle reçoit bien la vie de l'État, mais elle n'est pas créée d'office par lui comme les cinq vieilles Banques dont nous nous sommes occupés jusqu'ici. En Nouvelle-Calédonie, comme en Indo-Chine, comme en d'autres colonies où je voudrais voir naître de semblables établissements, l'État ne pouvait pas forcer les colons à s'associer et à souscrire aux actions des Banques ; il n'avait pas la ressource d'une retenue sur l'indemnité des esclaves, dans ces pays où l'esclavage n'a jamais existé au profit des blancs. Il ne pouvait que consacrer le résultat dû à une initiative privée, ou le susciter par l'appât du privilège d'émission. C'est ce qu'il avait fait jadis pour la Banque d'Algérie, que je ne considère pas d'ailleurs comme une véritable Banque coloniale, parce qu'elle n'est pas organisée en vue du crédit agricole ; celles auxquelles nous arrivons ont au contraire toutes les attributions des anciennes Banques coloniales en matière de prêts sur récoltes.

La Nouvelle-Calédonie, acquise à la France en 1853, était devenue en 1863 un lieu de transportation des con-

damnés aux travaux forcés, et avait ainsi commencé à prendre une importance qui ne pouvait que s'accroître, quand ses ressources naturelles et son excellent climat seraient mieux connus. En 1872, des capitalistes constituèrent une société pour l'exploitation de certaines parties de l'île, sous le nom de Compagnie de la Nouvelle-Calédonie : par une convention du 7 février 1872, cette compagnie reçut du ministre de la marine différents droits et privilèges. Mais en 1874 elle se dédoubla en une Société de la Banque de la Nouvelle-Calédonie et une Société foncière calédonienne.

La Compagnie de la Nouvelle-Calédonie avait, lors de sa fondation en 1871, reçu une concession de 25,000 hectares, moyennant une somme de 625,000 fr. à acquitter partie en numéraire, partie en travaux. Elle avait en outre le droit d'émettre des billets au porteur et à vue dans l'île, et jouissait de l'exemption du timbre.

La Banque privilégiée de 1874 était constituée au capital de 4 millions, divisé en 8,000 actions de 500 fr. Mais 1 million pouvait être employé à souscrire des actions de la Société foncière calédonienne, qui devait recueillir les bénéfices et les charges des 25,000 hectares concédés à la compagnie primitive, et se livrer à l'exploitation de ce domaine.

Les actions de la Banque étaient dès l'origine libérées de moitié. Elles pouvaient être au porteur, à la différence des actions des anciennes Banques coloniales. De plus il était créé 1,600 actions de jouissance n'ayant droit qu'aux bénéfices. Le siège de la société était à Paris.

Les opérations que devait faire la Banque de la Nouvelle-Calédonie étaient les mêmes que celles des autres Banques d'après leurs nouveaux statuts. Mais comme elle

avait son siège à Paris, elle y pouvait faire aussi un certain nombre d'opérations, telles que : négociation de traites, mandats ou chèques sur la Nouvelle-Calédonie, l'Angleterre ou l'Australie ; achat ou vente de matières d'or ou d'argent pour les besoins de son établissement de Nouméa ; délivrance de lettres de crédit sur la Nouvelle-Calédonie ; recouvrement d'effets venant de l'île et payables en France, etc.

La Banque de la Nouvelle-Calédonie devait, en particulier, faire, comme les autres Banques coloniales, les prêts sur récoltes et sur marchandises, d'après les mêmes règles qu'elles.

Mais elle différait des Banques des vieilles colonies en ce qui concernait son administration. Les directeurs n'étaient pas nommés par décret du président de la République, mais simplement agréés par le ministre de la marine et nommés par le conseil d'administration. Ils devaient posséder quarante actions, et les administrateurs aussi, tandis que les directeurs des autres Banques peuvent se contenter de vingt, et leurs administrateurs de dix. Enfin, il n'y avait pas de censeurs ; ils étaient remplacés par deux commissaires du gouvernement, résidant, l'un à Paris, l'autre à Nouméa, chargés de surveiller et de contrôler les actes de la Banque, qui d'ailleurs avait été aussi soumise à la commission de surveillance des Banques coloniales : c'était un autre système de contrôle gouvernemental, que nous retrouverons à propos de la Banque de l'Indo-Chine.

Mais l'expérience de la Banque de la Nouvelle-Calédonie ne fut pas de longue durée. Il est difficile de dire si son organisation était bonne, car elle ne vécut que trois ans, et dut, le 16 octobre 1877, suspendre ses paiements. Le

tribunal de commerce la déclara en faillite, et la cour d'appel, sur une opposition du conseil d'administration, confirma ce jugement. Cet effondrement rapide causa de nombreuses ruines dans le commerce de l'île. En même temps, les transactions devinrent très difficiles par suite de la démonétisation des billets : il fallut émettre 1.500.000 bons du Trésor de 5 fr. à 100 fr., avec cours forcé.

Quelle fut la cause de ce désastre ? La cause immédiate paraît bien se trouver dans les prêts très exagérés faits aux éleveurs, et par conséquent, la responsabilité en remonterait à une administration imprudente et à un contrôle insuffisant. Peut-être la Nouvelle-Calédonie d'ailleurs ne comportait-elle pas encore à cette époque un établissement de crédit aussi important : car, si la distribution rationnelle du crédit est un stimulant indispensable au développement d'un pays neuf, son exagération peut au contraire causer la ruine à la fois des Banques qui le fournissent et des emprunteurs qui l'emploient, si cette exagération est absolument disproportionnée à la population ou à la situation économique du pays.

La Banque de la Nouvelle-Calédonie cessa donc de fonctionner en 1877 : mais le privilège qui lui avait été accordé pour 20 ans en 1874 subsistait toujours et mettait obstacle à ce qu'un nouvel établissement de crédit émit des billets dans l'île (1), ce qui aurait beaucoup facilité la liquidation de la Banque. Mais ce qu'un simple décret avait fait, un autre pouvait le défaire : un décret de 1878, qui fut même pour plus de sûreté rendu en Conseil d'État, abrogea ce

(1) Une banque australienne, l'Australasian Bank, avait, il est vrai, dès que la faillite fut connue, installé une succursale à Nouméa. Mais elle ne pouvait y émettre des billets pour la raison que j'indique.

privilège ; la Banque de l'Indo-Chine, dont nous allons maintenant nous occuper, put ainsi établir plus tard, en 1888 seulement, sur la demande du Gouvernement, une succursale à Nouméa.

La seconde Banque coloniale, fondée sur le modèle de celle dont nous venons de voir la triste histoire, a eu des destinées plus brillantes et semble appelée à un grand avenir. Constituée par une société d'actionnaires, elle reçut, par un décret simple du 21 janvier 1875, sous la dénomination de Banque de l'Indo-Chine, le privilège d'émission dans la Cochinchine et l'Inde française. Ses statuts étaient joints au décret.

La Cochinchine, possession française depuis 1859, était placée dans des conditions économiques différentes de celles où fonctionnaient les autres Banques. Ici, au point de vue agricole, plus de grandes exploitations comme les plantations de cannes à sucre, mais la petite propriété des rizières : le riz est la grande production du pays, cultivé par les indigènes annamites aidés de leur famille. Au point de vue commercial, une exportation considérable de riz pour la Chine, mais très peu importante pour l'Europe : donc, difficulté de se procurer des traites sur l'Europe ; tout le commerce est d'ailleurs aux mains des Chinois.

Malgré ces conditions assez défavorables, la Banque ne tarda pas à prospérer ; le pays était riche, et le commerce florissant comme dans toutes les contrées où les Chinois s'en sont emparés. Les comptoirs français de l'Inde, de leur côté, avaient de nombreuses relations avec l'Europe : la Banque installa une succursale à Pondichéry, et y fit beaucoup d'affaires de change.

Le décret de 1875 et les statuts annexés autorisaient la Banque de l'Indo-Chine à établir, avec l'approbation du

ministre et l'avis de la commission de surveillance des Banques, des agences dans tous les points de l'Extrême-Orient où sont établis des comptoirs régis par la loi française, et aussi dans les ports de Chine, du Japon et des Indes-Orientales.

Il n'y eut d'abord que les deux succursales de Saïgon et de Pondichéry.

Mais, peu d'années plus tard, la campagne du Tonkin nous ayant donné ce pays si important, par sa position qui en fait une voie naturelle de pénétration en Chine, par sa population beaucoup plus dense que celle de la France, et par les richesses agricoles et minières de son sol, le besoin d'une banque s'y fit sentir. Le 1^{er} avril 1885, la Banque de l'Indo-Chine ouvrit donc une succursale à Haïphong, devenu le grand port du Tonkin ; mais elle ne jouissait là d'aucun privilège. Pour permettre à cette succursale de se développer sans craindre de concurrence, et en même temps pour forcer la Banque à la maintenir, quels qu'en soient les résultats, un décret du 20 février 1888 vint étendre son privilège au Tonkin, à l'Annam et au Cambodge, et aussi à la Nouvelle-Calédonie où ce décret l'obligeait à installer une succursale dans les six mois.

En même temps, son cercle d'action était étendu jusqu'à Nossi-Bé et Mayotte d'un côté, jusqu'aux établissements français d'Océanie de l'autre. Le ministre de la marine et des colonies pouvait lui enjoindre de fonder des succursales ou des agences dans toutes ces possessions — dans lesquelles l'établissement d'une succursale lui assurerait aussitôt le privilège, — et de créer des agences dans tous les ports de la Chine, du Japon, de la mer des Indes ou du Pacifique, où il le jugerait utile.

La caractéristique du décret du 20 février 1888 était

donc de mettre la Banque de l'Indo-Chine dans la main du Gouvernement ; elle peut toujours prendre l'initiative d'établir des comptoirs dans sa sphère d'opérations, mais le ministre peut toujours aussi lui ordonner d'en créer de nouveaux, quelles que puissent être pour elle les difficultés à surmonter. Elle devient ainsi non seulement une Banque coloniale, mais ce qu'on pourrait appeler une Banque d'influence française, destinée à aller seconder le développement du commerce français dans tout l'Extrême-Orient, et un véritable instrument politique ; car faciliter le commerce français, n'est-ce point travailler de la façon la plus pratique à l'extension de l'influence de la France ? Cette obligation d'obéir aux ordres du Gouvernement et d'établir à son gré des agences partout où il jugera que les intérêts de nos colons ou de nos commerçants l'exigent, cette obligation rapproche par un certain côté la Banque de l'Indo-Chine de nos vieilles Banques coloniales : l'État en effet crée des établissements de crédit par l'intermédiaire de cette Banque et avec l'argent de ses actionnaires, comme jadis il en avait créé aux Antilles ou à la Réunion avec l'argent des planteurs. Et en fait l'État ici a usé largement de son droit : la Banque de l'Indo-Chine a actuellement, outre ses quatre succursales de Saigon, Pondichéry, Haiphong et Nouméa, de nombreuses agences : à Hanoï, la capitale du Tonkin ; à Pnom-Penh (Cambodge) ; à Tourane, le principal port de l'Annam ; à Hong-Kong, la grande porte ouverte par l'Angleterre sur la Chine ; à Bangkok, la capitale du Siam, où nous avons tant d'intérêt à nous implanter ; l'an dernier enfin, la Banque a dû s'installer à Shanghai, le grand entrepôt commercial du nord de la Chine, là même où la concession française excita récemment la jalousie des Anglais.

En compensation de cette mainmise du gouvernement sur la Banque de l'Indo-Chine, le décret de 1888 accorda à celle-ci une prolongation de 10 ans pour son privilège : il devait primitivement expirer en 1895, il ira donc jusqu'en 1905. En même temps, ses statuts furent revisés dans un sens favorable pour elle : plusieurs opérations lui furent facilitées et on l'autorisa à en faire de nouvelles.

La Banque de l'Indo-Chine a été fondée au capital de huit millions, divisé en 16,000 actions de 500 francs. Son siège social est à Paris ; aussi elle n'a aucun rapport avec l'agence centrale des Banques coloniales. Elle a des bureaux à Paris où elle fait différentes opérations en correspondance avec ses succursales ; elle est ainsi son propre agent central.

Nous verrons dans un autre chapitre en quoi les opérations et l'administration de la Banque de l'Indo-Chine diffèrent de celles des autres Banques coloniales. J'indique tout de suite que son administration ressemble beaucoup à celle qu'avait la Banque de la Nouvelle-Calédonie : les directeurs sont nommés par le conseil avec le simple agrément du ministre des colonies, et ils sont loin d'avoir l'importance des directeurs des autres Banques, véritables fonctionnaires nommés par décret. Quant au contrôle, il est exercé par un commissaire du gouvernement qui doit être convoqué à chaque séance du conseil d'administration et à chaque assemblée générale, et par des censeurs administratifs nommés par le ministre à raison d'un pour chaque succursale. La Banque de l'Indo-Chine est d'ailleurs formellement soumise à l'autorité de la commission de surveillance des Banques coloniales (art. 5 du décret de 1875).

Aucune autre Banque coloniale n'a été créée depuis 1875 ;

nous verrons plus tard si l'énorme extension du domaine de la France ne nécessiterait pas la fondation de nouveaux établissements de crédit ou au moins le développement de ceux qui existent.

Pour terminer l'histoire des transformations de nos Banques, je n'ai plus guère à signaler qu'un décret du 31 mars 1874, qui modifie les attributions de l'agence centrale des Banques coloniales. L'agent ne peut plus faire aucun recouvrement ou paiement pour les Banques, il doit se contenter de viser les mandats et les traites et de les envoyer à un établissement désigné par le ministre et qui tiendra un compte séparé pour chacune des Banques.

La Banque de la Guyane qui avait été autorisée par la loi de 1874 à abaisser son capital à 450,000 francs demanda l'année suivante à le reporter à 600,000 francs, ce qui lui fut accordé par un décret du 4 novembre 1875.

Enfin plusieurs autres Banques ont encore augmenté leur capital depuis 1874.

En 1884 la Banque de la Réunion, voulant donner plus d'extension au crédit, et contribuer d'une façon plus efficace à la transformation des procédés agricoles, demanda à porter son capital de 3 à 4 millions, en créant 2,000 nouvelles actions de 500 francs qui seraient exclusivement attribuées aux propriétaires des anciennes actions. La délibération de l'assemblée générale fut soumise à la commission de surveillance qui donna un avis favorable, et un décret du 15 décembre 1884 autorisa l'augmentation du capital.

En 1888, ce fut la Banque du Sénégal qui trouva son capital insuffisant. Primitivement fixé à 230,000 francs, il avait déjà été porté à 300,000 par la loi de 1874. Mais le commerce se développe beaucoup au Sénégal, depuis l'ou-

verture du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, et plus en plus et à mesure que notre domination s'étend davantage dans le Soudan. Aussi le capital de la Banque ne lui permettait plus d'émettre assez de billets pour satisfaire à ces nouveaux besoins commerciaux. L'augmentation de 300,000 francs, votée à l'unanimité par l'assemblée générale des actionnaires, fut approuvée par un décret du 5 juillet 1888, qui porte ainsi le capital à 600,000 francs. Elle devait être réalisée par la création de 600 actions de 500 francs attribuées aux anciens actionnaires; elles étaient libérées d'avance de moitié au moyen d'un prélèvement de 150,000 francs sur le fonds de réserve; les actionnaires n'avaient donc à verser que 250 francs par action nouvelle. Un deuxième décret du même jour décida que ce versement devrait être opéré dans les six mois et édicta les mesures nécessaires pour assurer le paiement et le faciliter aux personnes qui n'ont pas la libre disposition de leurs biens, en décidant qu'il devrait être considéré pour elles comme un simple acte d'administration (1).

Enfin le capital de la Banque de l'Indo-Chine, primitivement fixé, je l'ai dit, à 8 millions, fut porté à 12 millions par un décret du 7 juin 1888. Cette augmentation donna lieu à l'émission de 8,000 actions nouvelles, dont la moitié fut réservée aux anciens actionnaires.

Le privilège des cinq vieilles Banques coloniales, renouvelé pour vingt ans à partir du 11 septembre 1874,

(1) Ce décret parle d'« actions immobilisées; » c'est une erreur : aucune disposition ne permet de donner le caractère immobilier aux actions des Banques coloniales; l'erreur provient de ce que ce décret est la copie intégrale d'un autre, du 20 juillet 1857, concernant les actions de la Banque de France, qui peuvent, elles, devenir immeubles par une simple déclaration de leur propriétaire, en vertu du décret du 16 janvier 1808.

expirait donc le 11 septembre 1894. Mais le Gouvernement, bien que n'ayant pas cette fois l'excuse des graves préoccupations de 1871, ne déposa même pas son projet de loi de renouvellement avant cette échéance ; il se contenta de rendre, le 10 juillet 1894, un décret prorogeant le privilège jusqu'au 1^{er} janvier 1896. Un arrêté du 21 juillet 1894 nomma une commission extraparlamentaire, présidée par M. le sénateur Magnin, et chargée de l'examen des diverses questions qui se rattachent à l'étude du renouvellement du privilège des Banques coloniales. Le projet de loi rédigé d'après les travaux de cette commission, fut déposé le 29 juin 1895. Mais il ne fut pas discuté par la Chambre avant la fin de l'année, et un nouveau décret du 21 décembre 1895 dut accorder une nouvelle prorogation jusqu'au 1^{er} janvier 1897, mesure qu'il a fallu renouveler encore trois fois depuis lors : le projet en effet a bien été examiné par la Commission des colonies ; il a fait l'objet de deux rapports très clairs et très consciencieux de M. Léveillé, l'éminent professeur de la Faculté de Droit de Paris, d'un troisième de M. Brunet, et d'un quatrième, fort long, de M. Isaac. L'affaire était donc « en état » ; mais cette loi assez peu passionnante, j'en conviens, pour les députés, n'est pas venue en ordre utile avant la fin de la législature, elle n'a pas eu la chance de bénéficier du zèle qui saisit la dernière Chambre quelques mois avant la fin de son mandat. De sorte que maintenant tout est à recommencer ; le projet, devenu caduc par le renouvellement de la législature, a dû être présenté de nouveau au Parlement. Mais il est à craindre qu'il ne soit pas encore voté cette année-ci, et qu'un nouveau décret de prorogation ne soit nécessaire et ne vienne prolonger encore la situation irrégulière qui dure déjà depuis cinq ans.

Dans ces conditions, on peut se demander s'il ne vaudrait pas mieux que cette loi qui se fait tant attendre, fût la dernière à renouveler le privilège des Banques coloniales, et consacrat par un texte spécial leur situation de fait, en confiant au pouvoir exécutif le droit de régler désormais tout ce qui concerne ce privilège par des décrets, comme il peut le faire pour la Banque de l'Indo-Chine. Ces décrets seraient rendus dans la forme des règlements d'administration publique, comme le sénatus-consulte de 1854 l'exige pour ceux qui touchent aux institutions de crédit des vieilles colonies : ce qui assurerait au projet de décret, préparé déjà avec l'aide et l'avis très compétent de la Commission de surveillance des Banques, l'examen du Conseil d'État ; ce projet pourrait même être soumis au Conseil supérieur des colonies, dont la discussion remplacerait celle, forcément assez restreinte, qu'une loi d'un ordre aussi spécial soulève à la Chambre.

CHAPITRE II

LES BANQUES COLONIALES D'APRÈS LEURS STATUTS

Maintenant que nous connaissons l'histoire, l'origine et les différentes transformations des Banques coloniales, il nous faut voir comment elles sont organisées et entrer, pour ainsi dire, dans leur vie intérieure.

Capital, actions, fonds de réserve, dividendes — opérations statutaires — administration et mesures de surveillance : tels sont les différents points que nous allons passer en revue en trois sections : c'est en un mot l'examen complet des statuts des Banques. Je rappelle que ceux des cinq anciennes Banques ont été incorporés en 1851 et en 1874 dans les lois qui ont accordé et renouvelé le privilège : ils ont donc force de loi ; j'examinerai en même temps ceux de la banque de l'Indo-Chine, réformés en 1888 et annexés au décret qui a étendu son privilège.

PREMIÈRE SECTION. — Capital, actions, fonds de réserve, dividendes.

Nous avons vu par quelles vicissitudes est passé le capital des différentes Banques coloniales ; il est actuellement fixé (art. 2, loi de 1874) :

Pour la Banque de la Martinique à . . .	3.000.000 fr.
Pour celle de la Guadeloupe à . . .	3.000.000 fr.
— la Réunion à . . .	4.000.000 fr.
— la Guyane à . . .	600.000 fr.
— du Sénégal à . . .	600.000 fr.
— de l'Indo-Chine à . . .	12.000.000 fr.

Pour toutes, ce capital est représenté par des actions de 500 fr. Dans les Banques fondées en 1851, toutes les actions étaient libérées d'avance, puisque les rentes constituant l'apport des actionnaires avaient été créées par l'État directement au profit de ces Banques. Les actionnaires échangèrent contre des actions leurs titres de prélèvement sur l'indemnité coloniale. Pour faciliter cet échange, les statuts de 1851 (art. 7) avaient autorisé la création de coupures d'actions de 50 fr.; le 1/8 de l'indemnité de chaque planteur devait en effet donner rarement un chiffre exactement divisible par 500. L'apport fait par chaque colon à la Société fut donc représenté : par un ou plusieurs titres de 500 fr.; par une ou plusieurs coupures de 50 fr., enfin, pour le reliquat, par un titre provisoire, au porteur, et ne donnant aucun dividende jusqu'à ce que, réuni avec d'autres en somme suffisante, il ait été échangé pour une coupure d'action. Les porteurs de coupures se virent eux-mêmes obligés, par le décret du 17 novembre 1852, à les réunir pour les convertir en actions; sinon elles cesseraient de porter intérêt à partir du 1^{er} janvier 1855. Tous ces échanges se firent d'ailleurs très rapidement, et les Banques furent chargées de distribuer elles-mêmes en numéraire aux intéressés le solde du prélèvement du 1/8 qui ne devait pas entrer dans leur capital.

Quant aux actions de la Banque de l'Indo-Chine, elles ne sont libérées que pour un quart; conformément à la

loi de 1867 sur les sociétés anonymes, un versement de 125 fr. par action a été effectué avant la constitution de la Société. Mais depuis, aucun autre versement n'a été appelé : la Société a préféré, en 1888, augmenter son capital de quatre millions que de réclamer aux actionnaires le second quart de 125 fr., qui d'après les statuts est exigible deux mois après un simple avis du Conseil d'administration. D'ailleurs, en vertu de la tutelle qu'il exerce sur la Banque, le ministre des colonies peut requérir ce versement, le jour où il le croira utile au développement des affaires de la Société (art. 3, statuts). La Banque a un moyen très simple d'assurer le paiement des sommes qui pourront être appelées sur les actions, y compris l'intérêt à 6 % des versements en retard : c'est de faire vendre à la Bourse de Paris celles sur lesquelles ces versements n'auraient pas été effectués, et de délivrer aux acquéreurs de nouveaux titres, les anciens étant simplement annulés : d'ailleurs elle peut aussi, si elle ne veut pas user de cette faculté que lui accorde l'article 4 des statuts, poursuivre le souscripteur originaire, et même le cessionnaire ou les détenteurs intermédiaires : on sait que depuis la loi du 1^{er} août 1893 toutes ces personnes sont tenues solidairement du paiement des versements complémentaires, et qu'elles ne sont déchargées de cette obligation que par un délai de deux ans à partir de la cession de leur titre.

Le capital de la Banque de l'Indo-Chine peut être augmenté à la suite d'une décision de l'assemblée générale, par un simple arrêté ministériel. Au contraire, dans les vieilles Banques, l'augmentation, qui exige une délibération de l'assemblée générale convoquée expressément à cet effet, ne peut avoir lieu qu'avec l'approbation du gouverneur en conseil privé, et par un décret portant règle-

ment d'administration publique (art. 2, loi de 74), c'est-à-dire après avis préalable du Conseil d'Etat. Cette augmentation se fera par la création de nouvelles actions qui seront libérées au moyen d'une portion du fonds de réserve déterminée par l'assemblée générale. Pourtant, quand la Banque du Sénégal doubla son capital en 1888, le fonds de réserve ne suffisait pas à libérer les 600 nouvelles actions, et chacune fut soumise à un versement de 250 fr.; pour assurer ce versement la banque était autorisée à vendre les actions pour lesquelles il n'aurait pas été effectué dans les six mois. Les nouvelles actions sont du reste toujours attribuées aux porteurs des anciennes, proportionnellement au nombre de ces dernières qu'ils possèdent.

Quant aux réductions de capital, elles ne peuvent avoir lieu, d'après les statuts, que par le remboursement d'une portion de chaque action, qui ne peut dépasser 125 fr. Elles nécessitent d'ailleurs la même délibération, et la même ratification par décret, que les augmentations.

Les actions des cinq anciennes Banques sont toute nominatives et ne peuvent pas être au porteur, elles sont représentées par un certificat détaché d'un registre à souche, et signé du directeur, d'un administrateur et d'un censeur (art. 6, statuts). Quant à celles de la Banque de l'Indo-Chine, elles pourront être mises au porteur, mais seulement une fois libérées totalement: ce qui se trouve d'ailleurs maintenant conforme à la loi du 1^{er} août 1893 sur les sociétés. En fait, un quart du capital étant seul versé jusqu'ici, elles sont probablement pour longtemps nominatives.

Les actions peuvent être transférées soit au siège de la Banque dans la colonie, soit à l'agence centrale à Paris, par une déclaration signée du propriétaire, inscrite sur le

registre des transferts, et visée par un administrateur ou, à Paris, par l'agent central ; pour la banque de l'Indo-Chine, les transferts ont lieu au siège social à Paris. Ces formalités sont obligatoires pour mettre les banques à l'abri de toute responsabilité. La Banque de la Guadeloupe a été condamnée à des dommages-intérêts pour avoir opéré sur ses registres un transfert irrégulier, qui avait facilité un détournement d'actions. (Cass. 3 mai 1882, Sirey, 1884, 1, p. 286). S'il y a lieu à une opposition au transfert, elle sera signifiée à Paris, à l'agent central pour les actions inscrites en France, et au directeur de la Banque, au siège social, pour celles, qui le sont dans la colonie. Le décret de 1852 créant l'agence centrale, et après lui l'article 8 des statuts, permet en effet de faire inscrire les actions des Banques coloniales dans la métropole, et de fait un grand nombre de ces actions, ont ainsi leur domicile légal, pour ainsi dire, en France ; en 1897, près des 2/3 de celles des Banques de la Martinique et de la Guadeloupe ; c'était l'inverse à la Réunion.

Le capital des Banques fondées en 1851 et 1853 était constitué, nous l'avons vu, par des rentes sur l'Etat 5%, puisqu'il était prélevé sur la rente de 6 millions qui formait l'indemnité coloniale. Ces rentes, qui sont successivement tombées à 4 1/2, puis à 3% par suite de conversions, peuvent, en vertu des lois de 1851 et de 1874 (art. 3, loi), être aliénées et mises en gage par le Conseil d'administration, mais sous le contrôle du ministre. C'est ainsi qu'à l'origine un crédit fut ouvert par la Caisse des dépôts et consignations à chacune des cinq Banques contre l'engagement d'une de leurs inscriptions de rente. Leurs autres titres de rente étaient déposés à l'agence centrale ou à la Banque de France, où chaque Banque coloniale avait un

compte courant. C'était la Banque de France qui touchait les arrérages, et elle les employait, avec le produit des effets qu'elle recouvrait pour le compte des cinq Banques, à payer les mandats qu'elles tiraient sur Paris ; s'il restait un solde en leur faveur, la Banque le versait par virement à la Caisse des dépôts où il produisait intérêt, et d'où elle le retirait par un autre virement, si son compte avec les colonies était en déficit.

Mais en 1860 les Banques firent un traité avec le Comptoir d'escompte de Paris qui leur servit désormais de correspondant pour leurs paiements et leurs encaissements ; seules les Banques de la Réunion et du Sénégal continuèrent à tirer pendant quelque temps sur la Banque de France. Aujourd'hui, c'est le Comptoir d'escompte qui est l'établissement désigné par le ministre, comme correspondant officiel des cinq anciennes Banques. Les titres représentant leur capital social et leur réserve sont déposés chez lui (art. 23 des statuts).

Les Banques ne doivent plus rien à la Banque de France ni à la Caisse des dépôts : c'est le Comptoir seul, actuellement, qui paie leurs mandats et qui leur fait des avances en compte. L'actif de ce compte est alimenté par les arrérages de leurs rentes et par les remises en papier de commerce qu'elles lui envoient (1). La dette des Banques au Comptoir est limitée au crédit qui leur est ouvert d'après la valeur de leurs titres des rentes, qui lui servent de gage, valeur calculée, en vertu d'un décret du 15 avril 1863 et de la convention avec le Comptoir, à 75 francs de

(1) L'intérêt de ce compte est calculé, quand la Banque est débitrice, à 1 % au dessus du taux des avances de la Banque de France et à 1 % au dessous, quand elle est créancière. — Après la chute du premier Comptoir d'escompte, le traité a été refait avec le Comptoir actuel ; il est renouvelé tous les trois ans.

capital par 3 francs de rente. Ces titres ont même été, à un moment, immatriculés au nom du Comptoir.

En fait, aucune disposition formelle dans la loi, ni dans les statuts actuels, n'oblige les Banques à avoir leur capital en rentes sur l'État. Plusieurs fois, certaines d'entre elles ont dû aliéner tout ou partie de leurs rentes, soit pour se libérer, soit pour augmenter leur fonds de roulement; la Banque de la Réunion les a même une fois toutes vendues, pour racheter, avec 100,000 francs de bénéfice, des obligations coloniales (en 1875). Mais la Commission de surveillance a toujours exigé que le capital soit reconstitué en rentes; depuis 1883, toutes les Banques n'ont d'ailleurs plus que du 3 % amortissable.

La Banque de l'Indo-Chine au contraire n'a pas de rentes à son actif. Le seul quart de son capital qui soit versé fait tout entier partie de son fonds de roulement.

Toute société anonyme doit, en vertu de la loi de 1867, se constituer un fonds de réserve, par un prélèvement annuel sur les bénéfices nets, qui ne peut être inférieur au vingtième de ces bénéfices : le fonds de réserve légal minimum est du dixième du capital social. La loi de 1851 avait calculé autrement la part à consacrer chaque année au fonds de réserve des Banques coloniales : cette part à prendre sur les bénéfices nets et réalisés doit être équivalente à 1/2 % du *capital primitif*, c'est-à-dire 15,000 fr. par an pour les banques de 3,000,000 de fr. de capital ; et la limite du fonds de réserve est de la *moitié du capital social* ; c'est seulement quand il l'a atteinte que le prélèvement peut cesser. Ces dispositions assez sévères ont été conservées dans la loi de 1874 (art. 25, statuts) : il est en effet nécessaire d'avoir une réserve très importante et très vite reconstituable, pour parer aux éventualités des opérations variées et assez aléatoires que font les Banques coloniales. Le texte des statuts

parle du capital primitif, quand il s'agit du prélèvement, et du capital social, quand il s'agit de la limite du fonds de réserve, ce qui conduirait à continuer toujours, même après une augmentation comme celle de la Banque du Sénégal, qui doubla son capital en 1888, à prélever $1/2$ % du capital originaire, en l'espèce 300,000 francs, tandis que la réserve aurait atteint sa limite seulement à la moitié du capital actuel, 600,000 francs : c'est peu rationnel, et il n'y a probablement là qu'une inadvertance du législateur ; en tous cas, c'est sur le capital actuel qu'on devrait, semble-t-il, se baser dans les deux cas.

Dans la Banque de l'Indo-Chine, c'est aussi $1/2$ %, mais du capital versé seulement, qui doit être prélevé pour le fonds de réserve ; et rien dans les statuts n'indique que ce fonds ait une limite. Il y a d'ailleurs à côté de lui un fonds de prévoyance, destiné à compléter les dividendes à 6 %, et constitué par un prélèvement de 10 % sur le surplus des bénéfices, après le prélèvement opéré pour le fonds de réserve et le premier dividende de 6 %. Enfin la banque possède encore un fonds de réserve supplémentaire, d'une somme de 600,000 fr. fixe (1), et un fonds de secours, destiné à venir en aide aux employés éprouvés par le climat, et qui atteint 120,000 fr.

Après le prélèvement de $1/2$ % du capital, il faut avant tout

(1) Ce fonds de réserve supplémentaire provient d'une prime de 75 fr. par action, ajoutée au prix des nouvelles actions émises en 1888, en représentation de la part supportée par chacune des actions anciennes dans le total des réserves et amortissements opérés depuis la fondation de la société.

Outre cela la Banque de l'Indo-Chine a encore en réserve des sommes assez considérables destinées à couvrir ses frais d'installation, de fabrication de billets, d'achat de mobilier, de construction d'immeubles ; elle a aussi eu longtemps un fonds de prévision pour création de nouvelles agences.

servir aux actionnaires l'intérêt de leur argent ; pour ceux des cinq premières Banques surtout, qui sont pour ainsi dire des actionnaires légaux, et que l'on n'a point consultés, il est juste de leur verser aussi régulièrement que possible un intérêt représentant au moins le revenu primitif de leur part d'indemnité coloniale qui a été convertie en actions : on prendra donc sur les bénéfices de quoi leur donner un dividende de 5 % ; au cas où les bénéfices seraient insuffisants pour cela, la loi de 1874 (article 25, statuts) permet de prélever sur la réserve une somme suffisante pour compléter ce dividende jusqu'au maximum de 5 %, à condition toutefois que la réserve ne se trouve jamais réduite de ce fait au dessous de la moitié de son maximum statutaire, c'est-à-dire du quart du capital : ce qui ne veut point dire, comme l'ont prétendu certains conseils d'administration, qu'on puisse prendre dans la réserve de quoi suppléer à une absence totale de dividende : le prélèvement autorisé par la loi de 1874 ne peut être que complémentaire et subsidiaire, et ne saurait remplacer des bénéfices qui font totalement défaut, ou à peine suffisants pour remplir le fonds de réserve : le texte est formel en ce sens, et la Commission de surveillance aussi.

Le projet de loi de 1895 autorise la création, pour fournir ce dividende légal de 5 %, d'une réserve extraordinaire, qui servirait aussi à amortir les immeubles et le mobilier de chaque Banque : elle tiendrait donc lieu du fonds de prévoyance et des réserves mobilière et immobilière de la Banque de l'Indo-Chine ; mais le projet n'indique pas comment elle sera constituée ; il y aurait intérêt à la rendre obligatoire par un prélèvement spécial, le fonds de réserve actuel étant pratiquement insuffisant.

Quant au reste des bénéfices, s'il y en a un, on en fait deux parts égales : l'une est pour les actionnaires, elle constitue le dividende complémentaire ; c'est un supplément qui monte souvent très haut, puisque les Banques ont pendant longtemps distribué un dividende total dépassant presque toujours 10 % du capital des actions, et atteignant parfois 20 %. La seconde part est encore divisée et va : pour 8/10 au fonds de réserve, pour 1/10 au directeur et pour le dernier dixième aux employés de l'établissement, à titre de gratification et en sus de leurs traitements.

Mais cette répartition des bénéfices est subordonnée à l'approbation du gouverneur de la colonie en conseil privé ; il peut toujours interdire la distribution du dividende, si les bénéfices lui paraissent insuffisants ou les comptes pas assez clairs ; d'après le projet de loi actuellement soumis aux Chambres, cette faculté se transformerait même en obligation dans certains cas, comme nous le verrons.

Pour la Banque de l'Indo-Chine, qui a son siège à Paris, c'est le ministre lui-même qui autorise la répartition des bénéfices. Elle n'a pas lieu d'ailleurs absolument comme dans les anciennes Banques. Le dividende statutaire, prélevé immédiatement après l'allocation du fonds de réserve, est de 6 % par an du capital versé, c'est-à-dire actuellement pour chaque action, 6 % de 125 fr., soit 7 fr. 50. Ce dividende est, en cas de besoin, complété à ce taux au moyen du fonds de prévoyance, affecté spécialement à cet usage. Le surplus des bénéfices se divise en trois portions : la plus forte, les 8/10, est attribuée aux actionnaires à titre de second dividende ; et des deux autres dixièmes, l'un d'eux va contribuer à former le fonds de prévoyance,

l'autre se partage entre les membres du conseil d'administration.

Une dernière question se pose, à propos du calcul des bénéfices. S'il y a, au moment où on établira le bilan de la Banque, des valeurs en souffrance, c'est-à-dire des créances échues dont la Banque n'a pu obtenir le remboursement, même après protêt, va-t-on néanmoins porter ces créances, dont le recouvrement est devenu très douteux, à l'actif, et les faire entrer en ligne de compte pour le calcul des bénéfices nets ? Non ; les statuts de 1874 (art. 25) ne permettent pas de les compter pour plus du cinquième de leur valeur nominale ; c'est le minimum de ce qu'on peut espérer en tirer. Mais si pendant l'exercice suivant, la Banque opère sur ces valeurs des recouvrements pour plus du 1/5 de leur montant total, ce surplus devra être employé à combler les pertes de l'exercice précédent, c'est-à-dire être porté au crédit du compte des valeurs en souffrance, mais ne devra pas aller grossir les bénéfices et augmenter le dividende, car les créances suspectes du portefeuille de la Banque sont soldées en somme par le capital, et verser les sommes recouvrées sur elles au compte profits et pertes, au moins pour les 4/5 de chaque créance, comme prétendaient le faire les Banques de la Martinique et de la Réunion, cela reviendrait en définitive à distribuer aux actionnaires une partie du capital sous forme de dividende. Aussi la Commission de surveillance a-t-elle décidé que toute rentrée opérée sur les valeurs en souffrance devait être portée intégralement, et non pas seulement pour 1/5, au crédit de leur compte (avis du 11 novembre 1865 et du 10 novembre 1866).

Quant à la Banque de l'Indo-Chine, aucune règle de ce genre ne lui est imposée par ses statuts pour l'estimation

des valeurs en souffrance, mais son conseil d'administration a contracté l'habitude très prudente de les passer intégralement aux profits et pertes et de constituer des provisions spéciales pour les créances douteuses.

DEUXIÈME SECTION. — Opérations statutaires des banques.

Nous voici arrivés à la partie vivante du sujet. Que font les Banques coloniales ? Quels services rendent-elles ? Comment se combinent leurs différentes opérations ? En quoi diffèrent-elles à ces points de vue d'une banque quelconque ? Voilà les principales questions auxquelles je voudrais essayer de répondre dans ce chapitre.

Les Banques coloniales, nous l'avons déjà vu, sont à la fois banques commerciales et banques agricoles. On pourrait donc classer leurs opérations sous deux titres : crédit commercial et crédit agricole ; mais forcément beaucoup se trouveraient comprises dans les deux branches, la plupart des modes d'emprunter étant communs aux commerçants et aux agriculteurs : un agriculteur peut, aussi bien qu'un commerçant, faire escompter un billet ou une lettre de change garantis par sa signature et celle d'une caution, ou mettre en gage, soit les produits d'une récolte transformés en simple marchandise, soit des titres de rente ou des métaux précieux. Il est donc plus simple d'étudier successivement les différentes opérations dont parlent les statuts ; c'est ce que je vais faire, mais en insistant particulièrement sur la seule qui soit uniquement une opération de crédit agricole : ce prêt sur cession de récoltes pendantes qui a fait, nous le savons, l'objet de tant de discussions lors de la confection de la loi de 1851.

Un principe domine toute la matière ; il est inscrit dans

l'article 9 des statuts des anciennes Banques, ainsi que dans ceux de la Banque de l'Indo-Chine : « La Banque ne peut en aucun cas, et sous aucun prétexte, faire d'autres opérations que celles qui lui sont permises par les présents statuts. »

La Commission de surveillance a dû plusieurs fois rappeler à certains conseils d'administration trop larges l'application de ce principe.

Une banque d'émission, et privilégiée, doit, en effet, être à cet égard plus scrupuleuse que tout autre établissement de crédit, car, par des opérations trop risquées, elle compromet la situation non seulement de ses actionnaires et de ses déposants, mais de tous les porteurs de ses billets, de ces innombrables créanciers qu'elle ne connaît pas, qui n'ont pas contracté directement avec elle, et qui n'ont pas d'autre sûreté, à l'appui de la confiance qui leur fait accepter ces billets, que la stricte observation des statuts de la banque.

Le rôle des Banques coloniales, comme de tout établissement de crédit, consiste essentiellement à faire des prêts avec des fonds empruntés d'un autre côté ; le prêt est le but, l'emprunt est le moyen.

Il est bien entendu que je prends ici ces mots prêt et emprunt, non dans leur sens strictement juridique, mais dans un sens très large, pour désigner toutes les façons dont une banque se procure de l'argent et en procure à des particuliers ou à des personnes publiques.

Pour suivre un ordre logique, nous verrons d'abord le côté emprunt, qui nous montrera les ressources des Banques et surtout leur principal instrument de travail, le billet de banque ; puis nous examinerons le prêt sous

toutes ses formes, et enfin certaines opérations mixtes (1).

Du côté emprunt, nous trouvons : l'émission de billets de banque payables à vue au porteur ; la réception de dépôts qui tombent dans la caisse de la Banque ; le recouvrement d'effets pour le compte des particuliers ; et la réception des produits de souscriptions publiques (ce qui est un emprunt fait pour le compte d'autrui, mais qui laisse cependant un bénéfice aux banques).

Du côté prêt : les opérations de crédit personnel, es-

(1) STATUTS, ARTICLE 10. — I. Les opérations de la banque consistent :

1° A escompter les billets à ordre ou effets de place à deux ou plusieurs signatures ;

2° A négocier, escompter ou acheter des traites ou des mandats directs ou à ordre sur la métropole ou sur l'étranger ;

3° A avancer sur des obligations négociables ou non négociables garanties :

Par des warrants ou des récépissés de marchandises déposées soit dans des magasins publics, soit dans des magasins particuliers dont les clefs ont été régulièrement remises à la Banque ;

Par des cessions de récoltes pendantes ;

Par des connaissements à ordre ou régulièrement endossés ;

Par des transferts de rentes ou d'actions de la Banque de la colonie ;

Par des dépôts de lingots, de monnaies ou de matières d'or et d'argent ;

4° A se charger, pour le compte des particuliers ou pour celui des établissements publics, de l'encaissement et du recouvrement des effets qui lui sont remis, et à payer tous mandats et assignations ;

5° A recevoir, moyennant un droit de garde, le dépôt volontaire de tous les titres, lingots, monnaies et matières d'or et d'argent ;

6° A souscrire à tous emprunts ouverts par l'Etat, par la colonie ou par les municipalités de la colonie jusqu'à concurrence des fonds versés à la réserve ;

7° A recevoir, avec l'autorisation du ministre des colonies, les produits des souscriptions publiques ouvertes soit dans la colonie, soit dans la métropole ;

8° A émettre des billets payables à vue au porteur, des billets à ordre et des traites ou mandats ;

9° A faire commerce des métaux précieux, monnayés ou non monnayés.

compte d'effets de commerce à deux signatures ; et de crédit réel mobilier, escompte d'obligations négociables ou non, garanties par une sûreté réelle, telle que cession de récolte, nantissement constaté par warrant ou connaissance, etc. . . ; — et les souscriptions à des emprunts de l'État, des colonies et des communes coloniales.

Enfin plusieurs opérations constituent tantôt un prêt, tantôt un emprunt, selon le côté sous lequel on les envisage ; ce sont : les opérations de change, qui consistent en achats et en ventes, en escomptes et en émissions, de traites ou de mandats sur la métropole ou l'étranger ; et enfin le commerce de métaux précieux.

La plupart de ces opérations se combinent d'ailleurs entre elles par les comptes-courants ouverts par les Banques.

Quant à la différence qui distingue nos Banques coloniales d'une banque quelconque, il ressortira de cette étude, qu'elle consiste d'abord dans l'émission de billets dont celles-là ont seules, aux colonies, le droit de se servir, et ensuite dans l'acceptation de garanties qui paraîtraient insuffisantes dans la métropole, mais dont la situation des colonies les oblige à se contenter.

La principale façon pour les Banques de se procurer des ressources est donc :

**§ 1^{er}. — L'émission de billets payables à vue
et au porteur.**

Nous touchons ici à ce qui constitue principalement le privilège des Banques coloniales ; elles ont, comme la Banque de France en France, ou la Banque d'Algérie en Algérie, le monopole de l'usage du billet de banque dans les pays où leurs statuts leur permettent d'opérer. Nul ne

peut donc dans ces pays mettre en circulation des billets au porteur sans porter à leur monopole une atteinte que les Banques ne manqueraient pas de réprimer : cela est conforme à la théorie admise en France, qui repousse la liberté des banques de circulation et réserve à un seul établissement pour toute la France, le droit de se servir de ce puissant instrument de crédit qu'est le billet de banque. Ce n'est pas ici le lieu d'exposer la question si discutée de la liberté ou du monopole d'émission : la solution d'ailleurs ne saurait être absolue et doit varier avec les pays. En fait, dans notre cas, le monopole s'explique historiquement, par l'origine des Banques coloniales, créées par un acte d'autorité sous le coup d'une nécessité pressante. Il est une juste compensation donnée aux actionnaires forcés des Banques ; et pour celle de l'Indo-Chine, il n'est que la contre-partie des services qu'elle rend à l'État pour la colonisation des possessions françaises d'Extrême-Orient.

Mais de ce que l'État concède à une seule banque le droit d'émettre des billets dans un pays, s'ensuit-il qu'il engage par cela même sa responsabilité pour le cas où cette banque viendrait à ne plus pouvoir les rembourser ? Les porteurs de billets de la Banque de la Nouvelle Calédonie soutinrent cette théorie, lors de sa faillite en 1877 : mais leur prétention n'aurait pu être fondée en droit que si la Banque avait été directement exploitée par l'État, ou si la garantie de l'État avait été formellement stipulée, ce qui n'était pas ; aussi le conseil d'État leur donna tort.

Quel est donc en effet le caractère des billets émis par les Banques ? La loi de 1851 et celle de 1874 définissent ainsi leur pouvoir (art. 4) : « Ils sont reçus comme monnaie légale dans l'étendue de chaque colonie, par les

caisses publiques et par les particuliers. » Ils ont donc cours légal, comme l'ont à l'heure actuelle les billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie : qu'est-ce à dire, sinon qu'ils ont une valeur libératoire pour les paiements, qu'ils peuvent servir à faire des offres réelles, de telle sorte que, comme le dit Mollien, « le public reçoit et donne les billets comme de la monnaie. » Mais pour qu'il en soit ainsi il ne suffit pas que la loi donne aux billets cours légal ; il faut que l'établissement qui les émet ait la confiance du public : c'est là un second facteur de leur valeur libératoire, et celui-là, il n'est pas au pouvoir de l'État de le maintenir envers et contre tous. L'État fait pour cela tout ce qu'il peut faire, en octroyant un privilège aux banques d'émission ; mais la confiance ne se commande pas ; le jour où la banque cessera de rembourser en numéraire ses billets, la confiance disparaîtra, et les billets perdront leur pouvoir libératoire ; cela entraînera une catastrophe, mais l'État n'y sera pour rien ; il ne peut être rendu responsable si la Banque ne tient pas ses engagements. Une banque en effet, toutes les fois qu'elle paie avec un de ses billets, s'oblige à le rembourser à première réquisition, elle a recours au crédit, elle emprunte ; les porteurs de ses billets sont de simples créanciers chirographaires : tant pis pour eux, si l'actif de cette banque est insuffisant à les désintéresser. L'État ne s'est pas porté caution, ni débiteur solidaire de la banque ; et lui-même d'ailleurs supporte les mêmes risques que les particuliers, puisque le Trésor est tenu de recevoir ces billets comme monnaie légale. Ce qu'il peut faire, c'est de leur donner, dans un moment critique, cours forcé, c'est-à-dire de les transformer de monnaie de papier en papier-monnaie non remboursable à présentation ; soit pendant une crise pas-

sagère jusqu'à ce que le crédit de la banque soit rétabli, soit au moment de sa dissolution, pour faciliter la liquidation : en ce dernier cas, le projet de loi actuel autorise le gouverneur de chaque colonie à prendre lui-même cette mesure, sous réserve de l'approbation du ministre.

Ainsi, le billet de banque est une monnaie, c'est un signe représentatif de la monnaie métallique ; mais il n'a cette qualité que si la banque est toujours en état de le rembourser, et si en pratique le porteur est certain de pouvoir à tout instant l'échanger contre des espèces métalliques. Voici deux propositions dont il faut examiner les conséquences au point de vue des Banques coloniales.

La question monétaire a toujours eu aux colonies une extrême importance. Les colonies exportant en général moins qu'elles n'importent, ont toujours un solde à payer à l'étranger ; il en est forcément ainsi dans tous les pays neufs où la civilisation amène avec elle des besoins qui s'accroissent plus vite que les produits exportables du pays. Cette différence peut être atténuée ou même compensée par des apports d'argent provenant par exemple des immigrants ou d'une subvention métropolitaine : mais dans les années — les plus nombreuses — où ces ressources ne suffisent pas à incliner du côté de la colonie la balance générale de ses recettes et de ses dépenses, le stock de numéraire s'en va à l'étranger payer ses dettes.

Pour obvier à cette fuite du numéraire, diverses mesures furent prises aux Antilles et à la Réunion, où elle sévissait particulièrement. On émit d'abord du papier monnaie, sous l'ancien régime et sous la Révolution. Puis on introduisit en 1826 aux Antilles le régime monétaire français, concurremment avec certaines pièces étrangères qui y conservaient le cours légal. A la Réunion, on essaya de

monnaies ayant une valeur réelle inférieure à leur valeur légale ; cela dura jusqu'en 1879. En 1848, nous l'avons vu, des caisses de prêts émirent du papier garanti par des dépôts de marchandises. Quand il s'agit de créer les Banques coloniales et de leur donner le privilège d'émission de billets ayant cours légal, on put se demander si cette mesure n'allait pas précipiter la fuite de la monnaie métallique, qu'on voulait enrayer. M. Sainte-Beuve, lors de la discussion de la loi de 1851, se fit l'écho de ces craintes : « Si, disait-il, un pays n'a besoin que d'un milliard pour sa circulation, et qu'il le possède en métal, le jour où vous créerez un autre milliard en papier, la circulation n'augmentant pas, le milliard de numéraire s'en ira à l'étranger. » Mais il s'agissait justement de savoir si les colonies possédaient le numéraire nécessaire à leur circulation, si celle-ci n'était pas restreinte par l'insuffisance même de leur monnaie, insuffisance que les besoins nouveaux créés par l'abolition de l'esclavage rendaient à cette époque absolument désastreuse. Et cette argumentation ne tenait pas compte de ce fait que la quantité de monnaie employée dans un pays se règle exactement sur les besoins du commerce, et que, si l'émission s'élevait au-dessus de cette somme, il y aurait une dépréciation immédiate de la monnaie de papier, qui occasionnerait une demande de remboursement des billets ; l'émission se trouve ainsi modérée pour ainsi dire automatiquement, « de sorte que le billet de banque payable à vue est toujours au pair, comme l'eau contenue en deux vases communicants est toujours à la même hauteur dans l'un et dans l'autre (1) ».

(1) Courcelle-Seneuil, *Traité des opérations de banques*.

C'est en substance ce que disait le gouvernement dans son exposé des motifs, en ajoutant qu'en fait on n'avait aucun intérêt à exporter les monnaies en usage aux Antilles, c'est-à-dire les quadruples espagnols, qui faisaient alors prime, et les fractions de la pièce de 5 fr. française, qui étaient impraticables pour les paiements importants. Enfin, on pouvait dire encore, comme le fit M. de La Moskowa, que la fondation d'établissements de crédit et l'émission de monnaie de papier allaient considérablement augmenter la production et la circulation, par suite accroître l'exportation, et par conséquent contribuer à retenir le numéraire dans les colonies.

Cela était vrai ; tels sont bien les effets de l'émission de billets dans une colonie et dans un pays neuf en général. Elle permet d'abord un développement énorme du crédit, puisque les banques font leurs prêts non plus seulement avec l'argent de leurs dépôts, mais avec leurs billets, qui multiplient la somme dont elles disposent ; et ce crédit largement distribué amène un accroissement de production, en même temps qu'il favorise d'ailleurs l'importation. Et en second lieu les billets remplacent la monnaie, généralement insuffisante, et atténuent les conséquences des crises monétaires, dont ils ne sont nullement la cause : la monnaie de papier ne contribuerait à la fuite du numéraire, que si les banques n'arrivaient plus à la rembourser à présentation, parce qu'elle serait alors dépréciée et deviendrait « une mauvaise monnaie chassant la bonne », en vertu de la loi de Gresham. Cette situation se présentera naturellement si la monnaie métallique a déjà tendance à s'en aller, à cause d'une balance commerciale défavorable et par suite d'un change élevé, ou si, pour une cause quelconque, elle se trouve très raréfiée dans la colonie. La

Banque a alors une grande difficulté à maintenir son encaisse à un niveau suffisant, et l'administration coloniale est obligée de prendre des mesures pour éviter que la crise monétaire ne devienne plus intense. La principale et la plus usuelle de ces mesures consiste à mettre sous clef le numéraire, et à le remplacer par des bons de caisse, c'est-à-dire par une monnaie de papier représentant exactement la valeur des espèces métalliques enfermées dans les caisses du Trésor, et par conséquent offrant une sécurité absolue pour les paiements à l'intérieur de la colonie, mais inexportables comme n'ayant aucune valeur à l'extérieur : il suffit dès lors d'autoriser la Banque à compter ces bons dans son encaisse, et à s'en servir pour rembourser ses billets, dont la circulation est ainsi aussitôt raffermie. Il est vrai que cela semble bien leur donner cours forcé, mais la certitude que l'équivalent des bons existe intégralement au Trésor, supprime tous les effets du cours forcé, au moins à l'intérieur du pays.

Cette émission de bons de caisse a été employée surtout aux Antilles en 1855, lorsqu'on y a démonétisé les pièces étrangères, ce qui supprimait d'un coup la plus grande partie du numéraire des îles; ces bons étaient remboursables au bout de trois ans, mais en fait il en resta en circulation jusqu'en 1868. On dut revenir à cette mesure en 1884, au moment de la grande crise sucrière, pendant laquelle les prix étant tombés de moitié, les remises manquèrent brusquement pour payer les importations, et par suite la monnaie menaça de disparaître complètement : un décret du 18 août 1884 créa donc de nouveaux bons, ayant cette fois cours forcé indéfiniment, sans date déterminée de remboursement : ils constituent, à l'heure actuelle, la seule monnaie des Antilles, avec les billets des Banques,

et de petits chèques divisionnaires émis, surtout à la Guadeloupe, par des déposants sur la Banque.

Il en est de même à la Réunion depuis 1879. Là, la crise monétaire avait avant cette époque une autre cause qu'aux Antilles : la Réunion était en fait monométalliste-argent, sa circulation métallique étant depuis très longtemps composée surtout de roupies indiennes, qui servaient à payer les importations considérables que l'île faisait venir de l'Inde, à laquelle elle ne fournissait rien en échange. Or, depuis 1848, la valeur de la roupie était fixée officiellement à 2 fr. 50, un peu plus haut que sa valeur réelle, pour en diminuer l'exportation ; mais, vers 1873, quand survint la baisse continue de l'argent, la différence devint trop grande entre le cours fictif et le cours réel de la roupie, et le change, montant à mesure que l'argent baissait, finit par atteindre 25 % en 1879. Le Gouvernement se décida alors à démonétiser la roupie et les autres monnaies étrangères de l'île, et à les remplacer par la monnaie française, qui fut, pour éviter de sa part une fuite trop rapide, enfermée soigneusement, et représentée par des bons de caisse, comme aux Antilles. La crise sucrière, qui est survenue bientôt après, n'a pas permis de les retirer de la circulation (1) : elle a amené même pour la Banque une grande difficulté de rembourser ses billets, accumulés au Trésor à la suite de circonstances dont j'aurai l'occasion de m'occuper plus loin.

De tout cela, il résulte que, si les billets des Banques coloniales n'ont pas fait cesser les crises monétaires, ils ont

(1) Actuellement les bons de caisse à la Réunion consistent en jetons de nickel ; les anciens bons de papier ont cessé d'avoir cours au 27 mars 1899. Au contraire, à la Guadeloupe ils sont encore en papier, mais à la Martinique ce sont aussi des pièces de nickel.

du moins, avec l'aide des bons de caisse supprimé, la gêne qu'elles apportaient dans les transactions intérieures ; ils ont donc rempli convenablement leur rôle de monnaie de papier. Mais, s'ils l'ont rempli, c'est que les Banques ont pu tenir leurs engagements et n'ont jamais cessé de rembourser leurs billets, au moins aux particuliers, et cela, grâce aux mesures statutaires qui limitent l'émission et maintiennent l'équilibre entre la circulation fiduciaire et l'encaisse métallique des Banques, mesures dont il me reste à parler.

Pour la Banque de France, qui a une réserve métallique énorme, la circulation de ses billets n'est pas proportionnelle au numéraire qu'elle possède ; elle est seulement soumise à un maximum fixe de 5 milliards (1). Il ne pouvait en être de même pour les Banques coloniales, qui ont tant de peine, il était facile de le prévoir dès l'origine, à maintenir leurs caisses pleines. Mais, comme d'autre part l'expérience prouve qu'il n'y a jamais plus d'un certain nombre de billets qui soient présentés à la fois au remboursement, on a fixé un rapport entre l'encaisse métallique et le montant de la circulation fiduciaire. Ce rapport, qui était de 1 à 2 dans le projet de loi de 1850, fut changé, à la suite de la discussion, en celui de 1 à 3, qui existe encore actuellement, aussi bien pour la Banque de l'Indo-Chine que pour les autres Banques, c'est-à-dire que la valeur totale des billets non remboursés ne peut jamais dépasser le triple de l'encaisse métallique (art. 4, loi de 1874), de telle façon que chaque Banque soit toujours prête à payer à tout instant au moins le tiers de ses billets, ce qui en pratique n'aura jamais lieu tant que son crédit se main-

(1) Loi du 17 novembre 1897, art. 13.

tiendra. Cette encaisse métallique affectée au remboursement des billets doit naturellement se composer de monnaies ayant une valeur libératoire, par conséquent de pièces françaises et ayant cours (puisque, comme je l'ai dit, les pièces étrangères sont maintenant démonétisées dans toutes les anciennes colonies), ou de bons de caisse représentant ces monnaies. En Indo-Chine, la seule monnaie est la piastre mexicaine ou française, avec ses subdivisions ; mais sa valeur comparée avec celle de l'unité monétaire française varie sans cesse avec le cours de l'argent, ce qui complique beaucoup le calcul de l'encaisse des succursales et agences de la Banque d'Indo-Chine.

Mais il y a encore dans la loi une autre limitation, qui s'applique au montant de toutes les dettes exigibles des Banques, billets payables à vue, comptes-courants dont la Banque est débitrice, dette de la Banque au Comptoir d'es-compte, etc. Ce montant d'après la loi de 1851 ne pouvait excéder le triple du capital social réalisé ; la loi de 1874 (art. 4), à laquelle se sont conformés en cela les statuts de la Banque de l'Indo-Chine, a modifié cette limite d'une façon favorable aux Banques ; il faut en effet se baser maintenant sur le triple du capital social et du fonds de réserve, auxquels il faut encore ajouter éventuellement le numéraire pouvant exister en caisse comme contre-partie des comptes-courants et des autres dettes et qui dépasserait l'encaisse métallique obligatoire, c'est-à-dire le tiers de la circulation fiduciaire. Le montant du capital et du fonds de réserve variant selon le cours journalier de la rente, la limite légale des dettes se calcule en évaluant le capital, d'après le décret du 15 avril 1863, seulement à 75 fr. par 3 fr. de rente (évaluation étendue au fonds de réserve par avis du Conseil d'État de 1877), de façon que,

même en cas de baisse, la valeur réalisable du capital et de la réserve permette de maintenir le rapport de 1 à 3 entre l'avoir et les dettes.

Ainsi la circulation des billets des Banques coloniales est soumise à une double limitation : il ne suffit pas que son chiffre total ne dépasse pas le triple de l'encaisse métallique de chaque Banque, il faut encore qu'il ne forme pas, dans le montant général des dettes de chacune, une part trop considérable, pour que ce montant n'atteigne jamais le triple du capital et de la réserve (augmentés s'il y a lieu du numéraire qui surpasserait l'encaisse statutaire); il est d'ailleurs arrivé souvent que l'une ou l'autre de ces limites, sinon les deux, n'était pas observée, dans les moments de crise.

Les billets émis par les Banques coloniales ont une valeur de 500 fr., 100 fr., 25 fr. et 5 fr., ces derniers admis seulement, nous le savons déjà, par la loi de 1874 (art. 4), sur la réclamation des colonies, où on avait dû essayer d'y suppléer par des chèques de 5 fr. Du reste les billets de 5 francs ne sont remboursables à vue que s'ils sont présentés par groupes de cinq. La quotité des différents billets en circulation est fixée par le conseil d'administration, mais doit être approuvée par le Gouverneur en conseil privé (art. 22, statuts). Les billets émis par chacune des anciennes Banques ne sont remboursables qu'à son siège social.

Les billets de la Banque d'Indo-Chine peuvent être de 1.000 fr., 500 fr., 100 fr., 20 fr. (au lieu de 25 fr.) et 5 fr.; mais elle peut être autorisée à les formuler, dans chaque colonie où elle en émet, en monnaie locale : ainsi un arrêté de 1891 lui a permis de mettre en circulation pour l'Indo-

Chine des coupures d'une piastre (1). Tous ses billets ne sont d'ailleurs remboursables que par la succursale qui les a émis : ainsi celle d'Haiphong n'est pas forcée de payer les billets de Saigon (art. 15, statuts); c'est la conséquence de cette disposition du même article : « ... ils sont reçus comme monnaie légale dans la circonscription de la succursale où ils sont payables, » disposition qui ne s'applique de plein droit qu'aux colonies proprement dites ; pour donner cours légal à ces billets dans les pays de protectorat, il faut un arrêté ministériel, avec avis conforme du ministre des affaires étrangères (2).

§ 2. — Les dépôts.

Les Banques coloniales reçoivent des dépôts volontaires de titres, lingots, monnaies et matières d'or et d'argent, et même de cuivre en Indo-Chine. Ces objets peuvent du reste être déposés dans les Banques à deux titres bien distincts : à titre de gage, en garantie d'un prêt sur une obligation négociable ou non (art. 10, § 3, des statuts), ou à titre de véritable dépôt volontaire, dans l'intérêt du déposant qui veut se dispenser de les garder chez lui (art. 10, § 5).

La première opération, très improprement appelée dépôt par les statuts, est un nantissement que la Banque, à défaut de paiement à l'échéance, réalisera par une vente aux enchères des titres ou matières précieuses mis en gage. Nous verrons plus loin les conditions de ce nantissement.

(1) Environ 2 fr. 50 de valeur réelle, bien que valant au pair 5 fr. 40.

(2) En fait, ils ont cours légal dans toute l'Indo-Chine française, aussi bien en Annam qu'au Tonkin et en Cochinchine, mais la Banque cherche à empêcher qu'ils ne circulent d'une succursale à l'autre, parce que cela diminue ses opérations de change, les billets servant de remise de Haiphong sur Saigon.

La seconde seule nous intéresse ici. S'il s'agit de titres, de lingots, de matières d'or et d'argent (ou de cuivre), ou même de monnaies déterminées, considérées *in specie*, par exemple enfermées dans un sac, que leur propriétaire confie à la Banque, c'est le cas du dépôt ordinaire ; mais la Banque, rendant un service qui ne lui profite en rien, est autorisée à percevoir un droit de garde (art. 21, § 3, statuts) ; la quotité en est réglée par le conseil d'administration ; il est payable d'avance, et ne serait pas remboursé si plus tard le dépôt était transformé en nantissement garantissant un prêt. Il faut remarquer que ce droit, contraire à la nature du contrat de dépôt, augmente la responsabilité de la Banque, qui sera tenue ici de toute faute, en vertu de l'art. 1928 du Code civil, et ne pourra pas seulement se contenter de veiller sur les choses qu'on lui confiera comme sur les siennes propres.

Mais supposons maintenant qu'il s'agisse d'une somme d'argent, d'une certaine quantité de monnaies considérées *in genere* et non plus *in specie*. Nous sommes alors dans l'hypothèse du dépôt irrégulier, c'est-à-dire que la Banque aura le droit de se servir de la chose déposée : la somme d'argent va tomber dans la caisse qui sert à alimenter toutes les opérations de prêt de la Banque. Cela ressemble beaucoup à un emprunt fait par elle : la seule différence est que la somme déposée est toujours restituable à première réquisition, il n'y a point de terme fixé comme en cas d'emprunt.

On peut dès lors se demander si cet argent, dont la Banque se sert, va porter intérêt ; il y a, à ce point de vue, une différence théorique entre les cinq anciennes Banques et la Banque d'Indo-Chine. Les premières en effet ne peuvent servir aucun intérêt pour les sommes déposées (art. 19 sta-

tuts). C'est en vertu de cette disposition que la Commission de surveillance a dû désapprouver une tentative faite en 1864 par la Banque de la Guadeloupe pour créer une sorte de caisse d'épargne pour les ouvriers : un compte-courant aurait été ouvert à chaque déposant et alimenté par des versements de 10 fr. au minimum qui auraient rapporté un intérêt de 4 %. Il est regrettable que cette entreprise ne puisse être réalisée ; et au premier abord, il paraît injuste que les Banques profitent des dépôts, sans rien devoir en retour au propriétaire de l'argent, étant donnée surtout la situation privilégiée dont elles jouissent. Mais il faut bien se rendre compte que les dépôts avec intérêt augmenteraient dans des proportions considérables la dette des Banques ; celles-ci seraient obligées d'exagérer leurs prêts — ce qu'elles ont déjà trop de tendance à faire — pour employer ces capitaux, et en arriveraient à faire de mauvais placements ; enfin, l'intérêt qu'il leur faudrait payer diminuerait leurs bénéfices et par suite les dividendes. J'aurai cependant à me demander s'il n'y aurait pas lieu d'autoriser les Banques à servir un intérêt minime aux dépôts faits pour un terme fixe, afin de mettre en harmonie l'échéance de certaines de leurs ressources avec celle de certains de leurs prêts.

La Banque de l'Indo-Chine, au contraire, est autorisée par ses statuts, à servir un intérêt pour toutes les sommes qui lui sont déposées en compte-courant. Mais ses statuts ont pris soin de limiter d'une part le total des dépôts avec intérêt — il ne doit jamais dépasser le montant du capital versé, — et d'autre part de fixer un double maximum au taux de l'intérêt : c'est la moitié du taux de l'escompte d'un côté, sans que de l'autre il puisse jamais dépasser 5 % par an, même dans le cas où l'escompte s'élèverait

au dessus de 10 % ; une exception est faite pourtant pour les dépôts de fonds provenant de la caisse de réserve d'une colonie. L'intérêt des dépôts doit donc varier avec celui de l'escompte, ce qui est rationnel puisqu'il doit y avoir parallélisme entre le revenu des prêts de la Banque et le coût de ses emprunts, le premier servant à solder le second, et la différence entre les deux constituant le bénéfice de la Banque. Au reste, toutes ces précautions sont d'ordre purement théorique, car la Banque de l'Indo-Chine n'a jamais servi d'intérêt à ses déposants. L'instabilité du cours de la piastre lui rend d'ailleurs cette opération pratiquement impossible en Indo-Chine, puisque, devant rendre toujours à l'échéance « la somme numérique énoncée au contrat » (art. 1895, C. civ.), elle serait exposée à supporter toute la baisse survenue entre le dépôt et l'échéance.

Les dépôts reçus par les Banques coloniales se font soit en compte-courant, contre délivrance d'un carnet de chèques, soit simplement contre remise d'un récépissé payable à vue (art. 21, statuts). Ce récépissé constate la nature et la valeur de la chose déposée, le nom et l'adresse du déposant, le numéro d'inscription, la date du dépôt et le jour où il pourra être retiré. Il ne peut être à ordre, et ne se transmet pas par voie d'endossement (art. 21, § 2) ; mais comme il est payable à vue, rien n'empêche de le céder de la main à la main, comme un titre au porteur, et comme on le faisait pour les chèques-récépissés seuls usités avant la loi de 1866, qui a introduit le chèque-mandat.

En fait les dépôts sur récépissés payables à vue ne sont usités qu'à la Guadeloupe et surtout à la Martinique, où ils ne représentent néanmoins qu'une somme très faible par rapport aux entrées en compte-courant.

§ 3. — L'encaissement et le recouvrement d'effets pour le compte des particuliers ou des établissements publics.

La remise à une banque d'effets à encaisser est encore une sorte de dépôt : ces recouvrements constituent, avec les dépôts proprement dits, le principal aliment des comptes courants, et une ressource très importante pour les banques, qui ont la jouissance de l'argent qu'elles touchent ainsi, et qui prélèvent une commission de tant pour cent sur la valeur des effets.

Il pourra d'ailleurs arriver aussi que des effets soient recouvrés par la banque pour quelqu'un qui n'a pas de compte chez elle : elle n'est alors qu'un simple mandataire chargé de procéder à la présentation de l'effet, comme l'administration des postes pourrait le faire.

§ 4. — La réception, avec l'autorisation du ministre des colonies, des produits des souscriptions publiques ouvertes soit dans les colonies, soit dans la métropole.

Ici les Banques coloniales jouent le rôle de commissionnaires : elles se chargent de placer les obligations ou les actions émises soit par l'État, soit par une colonie, ou par une ville d'une colonie. Cette fonction, qu'elles n'ont été autorisées à remplir que par les statuts de 1874, rentre bien dans leur rôle d'établissements de crédit colonial, puisqu'elles servent par là d'intermédiaires entre le capital et le travail, et qu'elles facilitent les emprunts faits par les gouvernements coloniaux pour développer les travaux publics. C'est ainsi que la Banque de l'Indo-Chine a été chargée, avec d'autres banques privées, de recevoir, tant à son siège social, à Paris, que dans ses succursales, les souscriptions aux obligations émises

récemment pour la construction des chemins de fer indo-chinois. Cette opération a même présenté la particularité suivante : c'est que, contrairement à ce qui se passe d'ordinaire, la Banque n'a pas souscrit elle-même un certain nombre d'obligations pour les revendre ensuite ; elle s'est bornée à remplir strictement le rôle de commissionnaire ; l'emprunt a dès lors été couvert un moins grand nombre de fois, mais les souscriptions n'étaient pas factices, et on a pu ainsi constater que l'épargne française se portait sérieusement vers une entreprise coloniale, garantie uniquement par le gouvernement indo-chinois, et ne donnant qu'un intérêt modeste : c'est d'un bon augure. et cela permet d'espérer que les capitaux français finiront peut-être par oser s'expatrier ailleurs que dans des entreprises étrangères et généralement rivales des intérêts français.

Tels sont, avec la vente de métaux précieux, et l'émission de billets à ordre, traites ou mandats sur l'extérieur, qui constitue un des côtés du change, et que nous examinerons plus tard, les principaux moyens dont les Banques coloniales disposent pour se procurer des capitaux ou du crédit.

Nous allons maintenant en continuant l'examen de leurs opérations statutaires, voir comment elles distribuent le crédit à qui leur en demande ; en un mot, comment elles remplissent leur but.

§ 5. — L'escompte des billets à ordre ou effets de place à deux ou plusieurs signatures, ou à une seule signature, la seconde étant remplacée par un nantissement.

L'escompte — c'est du moins l'opinion dominante — est un prêt à intérêt du montant de la créance constatée par

l'effet de commerce : l'encaissement de l'effet par la banque à l'échéance constitue le remboursement du prêt.

Les Banques coloniales peuvent escompter d'une part des effets de place, payables dans le lieu où ils sont souscrits, d'autre part des effets payables sur d'autres places de la colonie (1), de la métropole ou de l'étranger.

Je ne m'occupe ici que de l'escompte des effets de place, dont parle l'article 10, § 1^{er}, des statuts, celui des effets payables à l'extérieur rentrant plutôt dans les opérations de change, parce qu'il n'est que la contre-partie de la vente de traites ou mandats faite par les Banques, en vertu de l'article 10, § 2.

L'expression *effets de place* comprend maintenant non seulement les billets à ordre, mais aussi les lettres de change tirées sur le lieu même où elles sont émises, en vertu de la Loi du 7 juin 1894, qui a supprimé la nécessité de la remise de place en place.

A quelles conditions une Banque coloniale va-t-elle escompter un effet de place ? Celles qu'exigent les statuts peuvent se ramener à trois : 1° Que l'effet porte au moins deux signatures de personnes notoirement solvables, ou que la seconde signature soit remplacée par un nantissement déterminé ; 2° que son terme ne dépasse pas 120 jours ; 3° qu'il soit présenté par une personne admise à l'escompte.

(1) Les statuts des anciennes Banques ne semblent pas s'occuper des effets sur une autre place de la colonie ; c'est une omission qui est corrigée dans ceux de la Banque de l'Indo-Chine ; les statuts de 1851 parlaient du reste d'une façon générale des « lettres de change ou autres effets à ordre. » Ces effets locaux, qui doivent avoir peu d'importance dans les vieilles colonies, ne pourraient être à plus de 120 jours d'échéance, si celle-ci est déterminée, ou si elle ne l'est pas, à plus de 90 jours de vue (art. 15, 3°, st. Indo-Chine) ; ils suivent les mêmes règles que les effets payables à l'extérieur, quant aux sûretés accessoires qui peuvent les garantir.

On sait que la Banque de France exige au moins trois signatures sur le papier de commerce qu'elle reçoit à l'escompte. Mais en fait la troisième signature est presque toujours celle d'une Banque privée. Il eut été impossible dans les colonies où il n'y a souvent pas de banques privées, de se montrer aussi exigeant. De plus la société coloniale est assez peu nombreuse pour que les administrateurs des Banques n'aient pas de peine à se renseigner sur la solvabilité de leurs clients.

La première signature sera naturellement celle du souscripteur de l'effet ; la seconde sera, ou celle d'un endosseur, qui présentera l'effet à l'escompte, ou bien celle d'une caution, d'un donneur d'aval, à qui le souscripteur aura demandé la garantie de son nom pour pouvoir lui-même se faire avancer de l'argent par la Banque sur un billet ou une traite créés par lui.

Mais cette seconde signature sera souvent difficile à trouver aux colonies, soit pour les commerçants dont la solvabilité douteuse est trop aisément connue, soit, et plus encore, pour les colons agriculteurs, inconnus sur la place et dont la fortune est moins facilement appréciable. Les statuts des Banques coloniales ont donc autorisé ces établissements à accepter, pour remplacer la seconde signature des effets qu'on leur demande d'escompter, d'assez nombreuses garanties réelles équivalentes. D'après les statuts de 1851, ces garanties supplémentaires ne pouvaient être qu'un connaissance, un récépissé de marchandises, ou une cession de récoltes pendantes. La loi de 1874 a ajouté à cette liste : un transfert de rentes ou d'actions de la Banque de la colonie, et un dépôt de lingots, monnaies, matières d'or et d'argent, et enfin pour les traites une déclaration d'acceptation anticipée envoyée par le tiré à la

Banque. — Les statuts de la Banque de l'Indo-Chine sont ici plus larges : ils admettent comme valeurs pouvant être données en garantie, non seulement les titres de rente mais toutes les valeurs françaises sur lesquelles la Banque de France fait des avances, et toutes les valeurs créées ou garanties par les gouvernements ou même les municipalités des pays où sont établies les succursales et agences de la Banque ; de même un transfert régulier de créances liquidées ou acceptées sur les gouvernements coloniaux, ou sur les municipalités légalement autorisées par le gouvernement colonial ou le protectorat, peut aussi remplacer une signature.

Ainsi l'escompte peut devenir une opération de crédit réel ; au lieu d'être un prêt à intérêt fait sur la signature de l'emprunteur appuyée par celle d'une caution, ou d'un endosseur, c'est-à-dire d'un débiteur solidaire, il n'est plus qu'un prêt sur gage, qu'il serait plus juste d'assimiler complètement à l'opération dont parlent ensuite les statuts des Banques : l'avance sur obligation, négociable ou non, garantie par une sûreté réelle mobilière. C'est donc à propos de cette opération que nous étudierons les diverses sûretés qui peuvent suppléer une signature pour l'escompte : ce sont à peu près les mêmes dans les deux cas.

Les ressources des Banques coloniales, toutes à vue, leur interdisent complètement les prêts à longue échéance qu'elles ne pourraient, au cas de crise, réaliser pour rembourser leurs propres emprunts. Aussi l'échéance des effets qu'elles escomptent ne pourra jamais dépasser 120 jours. C'est encore un délai plus long qu'à la Banque de France, qui ne fait aucun placement pour plus de 90 jours. Et en pratique les 120 jours sont très insuffisants aux colonies, car les Banques sont obligées de renouveler une grande

quantité des effets qu'elles escomptent. La Banque de l'Indo-Chine est autorisée à faire, en compte-courant seulement, des avances pour 6 mois au plus. L'escompte est perçu à raison du nombre de jours à courir jusqu'à l'échéance ; il est perçu même pour un seul jour (art. 18, statuts). Pour les traites payables à un certain délai de vue (qui ne peuvent être escomptées que pour 90 jours de vue au maximum), l'escompte se calcule d'après le nombre de ces jours de vue.

J'ai déjà indiqué que la loi de 1874 avait eu l'intention de dispenser les Banques coloniales de tenir compte, pour le calcul de leur escompte, du taux légal de l'intérêt, taux qui varie d'ailleurs dans chaque colonie, et même, dans certaines, n'est pas limité. Cette intention résultant du rapport de 1874, n'apparaît pas formellement dans la loi ; mais la loi de 1886, qui proclame la liberté complète de l'intérêt conventionnel en matière commerciale, tranche la question, car la jurisprudence a admis jusqu'ici que tout prêt fait par un banquier est commercial au point de vue de l'intérêt.

Les Banques ne devant escompter que des signatures solvables, tout le monde n'est pas admis à présenter des effets à l'escompte : il faut être notoirement solvable, être domicilié dans la colonie, et faire appuyer sa demande soit par un membre du conseil d'administration de la Banque, soit par deux personnes ayant des comptes à la Banque. Les statuts (art. 20) ajoutent : « La qualité d'actionnaire ne donne droit à aucune préférence » : c'est là une maxime très prudente, malheureusement très difficile à appliquer pour des Banques opérant dans des pays aussi restreints que nos vieilles colonies, où administrateurs et actionnaires sont tous plus ou moins clients de la Banque.

C'est toujours le conseil d'administration qui statue sur les demandes d'admission à l'escompte. Mais dans la Banque de l'Indo-Chine, il y a auprès de chaque succursale un conseil d'escompte chargé de donner son avis sur la solvabilité des emprunteurs, et qui, en fait, admet les effets qu'il juge bons, sauf à en référer au conseil d'administration. Le conseil d'administration « fait choix des effets ou engagements qui peuvent être admis à l'escompte sans avoir besoin de motiver le refus : » il jouit donc d'un pouvoir discrétionnaire. Mais s'il peut toujours refuser d'accepter un effet dont la signature lui semble suspecte, en revanche il n'a pas le droit de faire escompter un effet de complaisance, ou de circulation, c'est-à-dire un effet qui serait « créé collusoirement entre les signataires, sans cause ni valeur réelle » (art. 11, § 4, statuts). La garantie personnelle des deux signatures doit toujours être appuyée sur un objet réel, sur l'affaire qui sert de cause à l'effet de commerce : il y a toujours ainsi un certain caractère de réalité dans l'engagement des signataires, surtout si, on admet avec la jurisprudence que l'escompteur acquiert un droit de propriété sur la provision, c'est-à-dire sur la créance du tireur contre la tiré, et sur l'objet de cette créance. Or, si le billet ou la lettre de change n'ont aucune cause, s'ils ne sont pas le résultat d'une opération sérieuse, cet élément réel fait défaut, et la garantie des signatures perd presque toute sa valeur : de plus la Banque ne saurait se rendre complice d'un acte qui sera généralement une fraude, ayant pour but de prolonger l'existence d'un crédit qui sombre.

Les effets escomptés par les Banques doivent être timbrés (art. 11, statuts). Les statuts de 1851 portaient et ceux de la Banque d'Indo-Chine portent encore, qu'ils devraient

être timbrés, si la législation sur le timbre venait à être mise en vigueur dans les colonies. Or, cette législation a été mise en vigueur à la Martinique et à la Guadeloupe en 1860, à la Réunion en 1864, à la Guyane en 1872, au Sénégal en 1860, en Cochinchine en 1886 et au Tonkin en 1892.

Comment la Banque va-t-elle rentrer dans les fonds qu'elle a avancés sur un effet de commerce ? Il y a ici deux points à signaler. D'abord, en vertu de l'art. 12 de la loi de 1874, tous ceux qui ont apposé leur signature sur un effet escompté par la Banque deviennent par cela même justiciables du tribunal de commerce, même s'il s'agit d'un billet à ordre, et s'ils ne sont pas eux-mêmes commerçants. Or, on sait que le billet à ordre à la différence de la lettre de change, n'entraîne pas par lui-même la compétence du tribunal de commerce, mais seulement s'il est souscrit par un commerçant : il y a là par conséquent une exception remarquable au droit commun, puisque même les planteurs qui souscrivent à la Banque un billet à ordre pour un prêt sur récolte, sont poursuivis devant les juges consulaires, mais une exception qui résulte probablement de ce que les Banques coloniales sont des Banques publiques, comme la Banque de France, et que l'art. 631 du Code de commerce range parmi les actes de commerce absolus les opérations des Banques publiques, quels que soient les contractants.

En second lieu, les statuts (art. 17) prennent soin d'indiquer, que, lorsqu'un effet est garanti à la fois par une ou plusieurs signatures et par un nantissement, la poursuite exercée par la Banque contre le propriétaire du gage pour en obtenir la réalisation, ne l'empêche pas de poursuivre en même temps les signataires de l'effet. Elle peut donc exercer en même temps tous ses droits, jusqu'à ce

qu'elle soit arrivée à se faire rembourser ses avances totales, en capital, intérêt et frais.

§ 6. — Les prêts sur des obligations négociables ou non
négociables garanties :

- 1° Par des warrants ou récépissés de marchandises ;
- 2° Par des cessions de récoltes pendantes ;
- 3° Par des connaissements à ordre ou régulièrement endossés ;

4° Par des transferts de valeurs mobilières déterminées ;

5° Par des dépôts de lingots, monnaies et matières d'or et d'argent (et de cuivre en Indo-Chine) ;

Enfin pour la Banque de l'Indo-Chine seulement il faut ajouter :

6° Par des hypothèques maritimes portant sur des navires français ou francisés.

Nous sommes, maintenant, en présence de prêts sur gage de différentes espèces. Cette forme de placement est beaucoup plus développée dans les Banques coloniales que dans la plupart des banques de commerce. Elle diffère d'ailleurs peu de l'escompte proprement dit, lorsque la seconde signature de l'effet, est remplacée par un nantissement : j'ai déjà dit que les objets pouvant être donnés en gage sont à peu près les mêmes dans les deux cas. La différence est qu'ici l'engagement de l'emprunteur est constaté par une obligation négociable ou non, c'est-à-dire par un billet simple ou à ordre, souscrit au profit de la Banque : la Banque avance directement de l'argent à un commerçant ou à un planteur, qui lui remet un billet par lequel il s'engage à la rembourser dans le délai fixé (qui ne peut dépasser 120 jours). En même temps cet emprunteur doit mettre la Banque en possession du gage, en lui livrant soit la chose même qui le constitue, soit le titre qui

la représente, warrant, récépissé, acte de cession de récolte, ou connaissance : ce dessaisissement est, en matière commerciale comme en matière civile, la condition essentielle de toute mise en gage. Ici se pose la question, très importante au point de vue des formes du contrat de gage, de savoir si ce gage ainsi fourni à une Banque est commercial ou civil. En droit il sera toujours commercial quand le prêt sera fait à un commerçant, ou mieux quand l'emprunt aura un but commercial (art. 91, C. com.). Mais quelle sera la nature du gage donné à une Banque coloniale par un non commerçant, par un agriculteur. D'après le Code de commerce, il ne devrait pas être commercial en ce cas, et je crois qu'il ne l'est pas en réalité. La jurisprudence, il est vrai, a décidé que tout prêt fait par un banquier était un acte de commerce, au moins quant au taux de l'intérêt ; mais cette jurisprudence tend à évoluer vers l'opinion contraire, ce dont il faut féliciter les tribunaux. Il est vrai aussi que le Code répute actes de commerce toutes les opérations des Banques publiques. Mais la loi de 1874 semble bien avoir voulu soumettre le gage fourni aux Banques coloniales aux formalités du gage civil : elle parle en effet des « actes » constitutifs de gage à leur profit, qui seront enregistrés au droit fixe (art. 2074 C. civ.).

Les Banques sont en effet exemptées du droit proportionnel d'enregistrement, remplacé pour elles par un simple droit fixe de deux francs : c'est encore là une parcelle de leur privilège. Et il a été jugé, pour la Banque de l'Indo-Chine, que cette faveur s'appliquait même aux nantissements autres que ceux prévus par les statuts, constituant des sûretés supplémentaires : il s'agissait dans l'espèce d'une créance donnée en gage à la Banque comme garantie d'un billet qui avait déjà deux signatures (Cass., 10

mars 1886 ; Sirey, 87, 1, 40). Cette solution a d'ailleurs été consacrée par les statuts de la Banque de l'Indo-Chine, lors de leur révision en 1888.

L'effet de la constitution de gage est de donner à la Banque un privilège sur les objets dont elle est saisie ou légalement censée saisie. Elle l'exercera en réalisant le gage, c'est-à-dire, à défaut de paiement à l'échéance, en faisant vendre l'objet huit jours après le protêt ou après une simple mise en demeure (art. 15 des statuts) : c'est une application pure et simple de l'art. 93 du Code de commerce. Nous verrons plus loin les questions nombreuses que soulève cet exercice du droit du gagiste en matière de cession de récoltes.

Il faut signaler ici une différence notable entre les obligations négociables et celles qui ne le sont pas : elle est contenue dans l'article 16 des statuts, qui autorise le débiteur dont l'emprunt est constaté par un simple billet non négociable, à se libérer par anticipation, ce qui le dispense de payer les intérêts pour le temps restant à courir jusqu'à l'échéance ; au contraire, celui dont l'engagement est à ordre ne jouira pas de la même faculté, ce qui se comprend puisque la Banque peut alors céder sa créance par un simple endossement, sans que le débiteur en soit averti ; c'est d'ailleurs une règle générale en matière d'effets de commerce : le terme est censé stipulé en faveur du bénéficiaire de l'effet.

Il est évident que ces opérations de prêt sur gage sont très dangereuses pour les Banques. La valeur d'une marchandise, comme celle d'une récolte, est sujette, pendant les quatre mois que peut durer le crédit accordé, à de brusques fluctuations ; pour éviter des pertes, il est donc sage de ne pas avancer une somme égale à la valeur totale

de la chose : aussi les statuts ont-ils fixé une limite maxima au montant des prêts pour chaque catégorie de garanties ; mais dans cette limite, le conseil d'administration de chaque Banque a d'ailleurs toute liberté pour établir la proportion qu'il veut entre les prêts et la valeur des garanties. Et pour éviter aux Banques certaines pertes qui se produisaient malgré tout, on a introduit dans le projet de statuts actuellement soumis aux Chambres avec la loi de renouvellement du privilège, un paragraphe obligeant l'emprunteur à couvrir la Banque du montant de la baisse dans la valeur du gage, si avant l'échéance cette baisse atteint 20 0/0 : c'est permettre à la Banque d'exiger un remboursement anticipé d'une partie de la dette ; il semble qu'il faudrait l'autoriser aussi à se contenter d'un supplément de garanties.

La Banque est ainsi protégée par cette différence d'étendue entre sa créance et son privilège, qui porte sur le gage tout entier, contre une dépréciation quelconque de la chose engagée. Mais elle ne doit pas pour cela négliger de se protéger contre les risques plus précis d'incendie ou de naufrage des marchandises, en les assurant si elles ne le sont pas déjà. Ces assurances qui sont obligatoires pour nos Banques (art. 13, § 3, statuts), sont naturellement faites aux frais du débiteur. Malheureusement, il n'existe pas aux colonies de compagnies d'assurances pour les risques des récoltes, et il ne pourra probablement jamais y en avoir, précisément parce que ces risques sont trop grands, à cause des accidents atmosphériques, cyclones, ouragans, tornades, si fréquents et si violents dans les pays chauds : force est donc aux Banques de se contenter d'augmenter la différence entre le montant de leurs prêts et la valeur estimative des récoltes qu'on leur propose.

Passons maintenant aux particularités des diverses catégories de prêts sur gage que font les Banques.

1° *Prêts sur marchandises.* — Quand il s'agit de marchandises, le dessaisissement au profit de la Banque ne s'opère ordinairement que fictivement. Le gage sera constitué par des denrées enfermées soit dans un magasin de la colonie, soit dans un navire emportant des produits de la colonie pour les vendre au dehors. Dans le premier cas, les marchandises seront représentées par un warrant ou un récépissé de dépôt; dans le second, par un connaissement. Tous ces titres sont à ordre et permettent de transférer au porteur à qui on les endosse, la possession juridique des marchandises dont ils portent l'énumération et qui, pour ainsi dire, s'incorporent en eux. Le warrant, qui est délivré par un magasin général, est même plus qu'une simple lettre de gage; c'est un vrai billet à ordre, un effet de commerce susceptible comme tel d'être escompté par une banque pour la valeur qu'il indique; mais les statuts ne semblent pas autoriser les Banques coloniales à escompter ainsi directement des warrants: elles ne peuvent les accepter que comme nantissement, joints à un acte de prêt.

Les magasins généraux délivrent aux déposants deux titres: un warrant qui sert à constituer les choses déposées en gage, et un récépissé qui sert à en transmettre la propriété sans les déplacer. Ce n'est pas à ce récépissé-là que fait allusion l'article 10 des statuts, en parlant de « warrants ou récépissés »; c'est au titre, équivalent au warrant, délivré par un magasin quelconque assimilé, au point de vue de la mise en gage des marchandises, à un magasin public. En effet, les magasins généraux sont extrêmement rares aux colonies, et la Loi de 1874 (art. 9)

à dû leur assimiler, au point de vue des prêts sur marchandises, les entrepôts des douanes, et tous les magasins quelconques désignés par le gouverneur en conseil privé pour recevoir des dépôts. Mais il a fallu aller plus loin, et permettre aux emprunteurs de garder leurs marchandises dans des magasins purement privés, et même dans les leurs, à la seule condition d'en remettre les clefs à la Banque : les statuts de 1874 qui ont rendu légale cette « tradition symbolique, » dont la loi de 1851 ne parlait pas, n'ont fait que consacrer un usage nécessaire aux colonies ; il faut du reste que cette remise des clefs soit régulièrement constatée, au moment même de la négociation, par une délibération du conseil d'administration, ou pour la Banque de l'Indo-Chine par un reçu du directeur de l'agence visé par le censeur administratif : ces précautions sont nécessaires pour éviter des abus trop faciles à commettre. Mais les Banques peuvent aussi posséder des magasins à elle où elles enferment leurs gages : le dessaisissement a alors lieu réellement. La Banque de l'Indo-Chine a ainsi en plusieurs endroits ses propres magasins ; elle a, dans le même but, contribué à la construction des docks d'Haiphong.

S'il s'agit de marchandises d'exportation déjà vendues, sur lesquelles l'exportateur veut se faire consentir une avance, il remettra à la Banque, à l'appui de sa signature, le connaissement à lui délivré par le capitaine du navire, et qui constate l'embarquement du gage ; si ce connaissement est joint à une traite, ce sera le cas de la traite documentaire.

Les warrants, récépissés ou connaissements doivent naturellement être endossés à la Banque : cet endossement de garantie met la chose en sa possession et lui permet de la faire vendre pour exercer son privilège.

Nous avons vu que le prêt sur gage, en particulier sur marchandises, était dangereux, à cause de la dépréciation possible du gage. On avait donc décidé, en 1851, que les Banques ne pourraient pas prêter plus des $\frac{2}{3}$ de la valeur des marchandises. Mais nous savons qu'en 1870 on dut autoriser la Banque de la Réunion à avancer la valeur totale, pour lui permettre de lutter avec un établissement rival, et qu'on étendit cette faculté à toutes les Banques en 1874 (art. 13, statuts), et à celle de l'Indo-Chine; la valeur est fixée par les prix-courants dressés par les courtiers. Mais à la suite de pertes inévitables, on propose aujourd'hui de ramener la proportion aux $\frac{4}{5}$, ou même aux $\frac{2}{3}$, de la valeur des marchandises, déduction faite du montant de tous les droits et engagements pouvant déjà porter sur elles.

2° *Avances sur titres.* — Ici, il existe des différences assez importantes entre les anciennes Banques coloniales et la Banque de l'Indo-Chine. Les six anciennes Banques ne peuvent accepter en gage actuellement que des titres de rente sur l'État, ou leurs propres actions. On propose, dans le projet de loi, de leur permettre les prêts sur toutes les valeurs que la Banque de France admet en nantissement: Ce n'est que juste, et cela ne ferait évidemment pas courir plus de risques à celles-là qu'à celle-ci. Mais jusqu'ici la Commission de surveillance a toujours tenu la main à la stricte observation des statuts; elle a refusé d'admettre un prêt fait par une Banque sur des actions de la Compagnie transatlantique en 1865; et elle n'a pas voulu non plus appuyer la demande des Banques qui demandaient à faire des avances sur les actions de sociétés industrielles coloniales, en particulier des usines centrales de sucre.

Pour la Banque de l'Indo-Chine, ses premiers statuts

l'autorisaient à avancer sur toutes les valeurs françaises que la Banque de France accepte en gage ; les nouveaux statuts de 1888 assimilent à celles-là : « les valeurs créées ou garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays où elle a des succursales ou des agences. » Ainsi elle peut prêter sur les obligations indo-chinoises comme sur celles des villes de Cochinchine ou du Tonkin, et même, semble-t-il, sur les titres d'emprunt du Gouvernement chinois, au moins dans ses agences de Chine.

Les valeurs, même les plus solides, sont sujettes à de fréquentes variations de cours, grâce à la spéculation. Les Banques ne devront donc prêter (art. 13, statuts) que les $\frac{4}{5}$ du dernier cours officiel connu dans la colonie, pour les rentes sur l'État, et aussi pour les obligations de gouvernements ou de villes sur lesquelles la Banque de l'Indo-Chine peut avancer. Quant aux autres valeurs, le montant du prêt ne pourra excéder leurs $\frac{3}{5}$, toujours d'après la dernière cote officielle ; la même proportion sera observée pour les actions des Banques, dont le cours sera déterminé par la moyenne des transferts effectués dans la colonie pendant les six derniers mois ; de plus, la faculté pour chaque Banque de faire des avances sur ses propres actions est limitée assez strictement : la Banque ne peut jamais avoir à la fois en gage un total d'actions qui représente plus du sixième du capital social.

3° *Prêts sur matières métalliques.* — Ces matières ne peuvent être que : l'or, l'argent, et, pour la Banque de l'Indo-Chine seulement, le cuivre. Elles peuvent être remises en gage aux Banques, sous forme : soit de lingots, soit de monnaies étrangères ou démonétisées, — dans ces deux cas elles peuvent garantir un prêt pour leur valeur intégrale ; — soit d'objets quelconques d'or ou d'argent, tels

que bijoux, argenterie, auquel cas la Banque peut avancer leur valeur entière déterminée d'après le poids et le titre.

Les statuts de 1851 étaient moins larges : ils n'autorisaient que le prêt des $\frac{4}{5}$ de la valeur des métaux déposés. En raison de la baisse continue de l'argent, le projet de loi actuel revient à ce rapport de $\frac{4}{5}$ quand il s'agit de lingots et de matières d'argent. Ce projet décide aussi que, pour la réalisation du gage consistant en matières d'or ou d'argent, la mise en demeure du débiteur sera remplacée par trois publications à huit jours de distance dans le journal officiel de la colonie : cette mesure, qui allonge considérablement le délai, sera peut-être moins efficace qu'un acte remis à la personne même du débiteur, le journal officiel de la colonie ne devant pas se répandre beaucoup dans les régions un peu éloignées de la capitale.

4° *Prêts sur récoltes.* — Nous voici enfin arrivés à l'opération la plus intéressante et la plus importante, au point de vue théorique tout au moins, des Banques coloniales, celle qui fait de ces Banques des spécimens très curieux d'établissements de crédit agricole, et qui, d'après la pensée de leur fondateur, devait constituer proprement leur raison d'être ; cette idée, qu'il y avait là « toute la Banque coloniale, » émanée très probablement de l'inventeur du système, était, il est vrai, bien exagérée : la pratique l'a vite prouvé, mais elle a en même temps démontré et démontre encore que l'idée de baser le crédit sur des récoltes encore en terre, encore à l'état d'espérance, est parfaitement réalisable et peut contribuer très efficacement à assurer aux agriculteurs un crédit pour lequel ils n'ont guère d'autres garanties à offrir.

Sans doute, ce ne sera pas le seul moyen pour les Banques de procurer de l'argent aux colons. Elles prêteront aussi sur les récoltes une fois faites et emmagasinées ou embarquées, transformées en un mot en marchandises ; elles escompteront les traites tirées par les planteurs sur leurs acheteurs ; et dans plusieurs colonies ces moyens suffiront. Le prêt sur récoltes pendantes n'est pratiqué en grand qu'à la Guadeloupe ; il l'est beaucoup moins à la Réunion et à la Martinique, et il l'est à peine en Indo Chine. Mais c'est la seule opération des Banques qui soit exclusivement agricole, la seule qui sorte absolument des fonctions ordinaires d'une Banque de commerce, car elle touche de bien près au crédit immobilier.

Quelle est en effet ici la garantie de la Banque ? Ce n'est pas une récolte future, non encore semée ou à peine sortie de terre, ni même une récolte faite, coupée, devenue marchandise ; c'est la récolte pendante au moment du prêt, c'est-à-dire en cours de maturité, et donnant déjà un sérieux espoir, puisque le prêt ne peut être fait plus de quatre mois avant le moment de la coupe. Et l'on aperçoit tout de suite ce qu'il y a d'insolite au point de vue juridique dans cette opération : car la récolte, tant qu'elle tient à la terre, est immobilisée par le contact de cette terre qui immobilise tout ce qui la touche ; par là même elle fait partie de la garantie du créancier hypothécaire, et en même temps, ne pouvant être déplacée, elle ne peut faire l'objet d'un gage. On comprend donc facilement l'effarement des excellents juristes de la commission de 1850, quand le ministre de la marine leur proposa une telle hérésie juridique : un gage immobilier et sans déplacement. « Vainement, dit dans son rapport l'honorable M. Chégaray, le projet promet-il à la Banque, sur les récoltes

engagées, le privilège que l'article 2162 du Code civil accorde au gagiste véritablement et réellement saisi. La nature des choses s'oppose ici à ce que la fiction eût les mêmes effets que la réalité. » Cette indignation, je le répète, est assez naturelle de la part d'un ancien conseiller à la Cour de cassation.

Ce qui se comprend moins, c'est que le même M. Chégaray et la même commission aient consenti, pour transiger avec le ministre suivant, M. de Chasseloup-Laubat, qui tenait, et avec raison, à son prêt sur récoltes, à admettre une sorte d'institution hybride, une monstruosité juridique : le prêt sur *cession* de récolte.

Ainsi il y aurait cession, c'est-à-dire vente de la récolte pendante à la Banque, qui n'aurait cependant sur elle que le privilège du créancier gagiste. C'est absolument incompréhensible. S'il y a cession, la Banque devient propriétaire de la récolte, l'argent qu'elle remet au planteur n'est pas un prêt, mais le prix de la vente, et elle ne peut alors avoir de privilège sur sa propre chose ; si au contraire, ce qui semble bien exister en réalité d'après les statuts, elle a un privilège, et qu'elle soit obligée à l'échéance de faire vendre la récolte pour se payer sur le prix, il est impossible qu'il y ait cession : il n'y a qu'un simple prêt. Et je sais bien qu'au fond c'est réellement un prêt sur nantissement qu'a voulu admettre la commission de 1850 ; mais pourquoi l'avoir ainsi déguisé, et affublé de cette dénomination bizarre de « prêt sur cession, » qui n'a et ne peut avoir aucune signification, alors qu'il était si simple de concilier le Code et la nécessité pratique par un dessaisissement fictif, qui n'aurait pas été ici plus extraordinaire que pour les marchandises mises en gage au moyen d'un warrant. Reste bien le caractère immobilier

de la récolte pendante, qui ne s'accorde pas avec le gage essentiellement mobilier tel que le conçoit le Code civil ; mais ici aussi une fiction pouvait tout arranger : n'y avait-il pas, dans notre ancien droit, certaines coutumes du Nord, d'après lesquelles les blés et autres semailles cessaient d'être immeubles « à la my-mai, » c'est-à-dire dès qu'ils portaient leurs grains, pour devenir alors « catteux, » c'est-à-dire presque meubles ? Il faut d'ailleurs noter que, même avec l'idée de cession, les statuts recourent à une fiction : « la Banque est considérée comme saisie » par la transcription de l'acte.

Nous restituerons donc au prêt sur récolte son vrai caractère de prêt sur gage, et c'est comme tel que nous l'étudierons, en examinant d'abord comment il a lieu, puis quels effets il produit, aux regards de la Banque, du débiteur, et des tiers qui peuvent avoir des droits sur la récolte.

Comments'opère un prêt sur récolte ? Nous supposerons, pour prendre un exemple pratique, qu'il s'agit d'un prêt sur une plantation de cannes à sucre ; c'est en effet principalement en vue de cette culture, à peu près seule en usage depuis longtemps aux Antilles et à la Réunion, que l'institution a été créée, et c'est la canne qui est encore maintenant presque le seul objet des prêts sur récoltes, sauf quelques-uns à la Guadeloupe et à la Réunion sur le café et la vanille, et ceux de la Banque de l'Indo-Chine, encore peu nombreux, qui se font sur le riz.

La canne à sucre se plante de septembre à février, suivant l'époque des pluies, et elle n'est bonne à récolter, au moins aux Antilles, que quinze ou dix-huit mois après, entre janvier et juin de l'année suivante, en sorte qu'il y a presque toujours deux récoltes en terre à la fois. Les

prêts de la Banque ont lieu vers le mois de juillet ; ses experts font alors l'évaluation des plantations dont les propriétaires demandent à emprunter. A cette époque, il y a dans les champs des cannes plantées à la fin de l'année précédente, dont on peut déjà très bien estimer le rendement probable : c'est leur produit qui servira de gage à la Banque ; mais il faut bien remarquer que celles-là n'occasionneront plus beaucoup de frais au planteur, sauf pour la moisson et le salaire des coupeurs, et que le prêt qu'elles garantissent servira surtout aux dépenses considérables que va coûter la prochaine mise en terre de jeunes plants, qui commencera dès septembre : c'est là la grosse dépense du planteur, à cause des engrais, des animaux à renouveler, et du grand nombre de travailleurs nécessaires pour planter les cannes. A la Réunion la canne se plante d'octobre à janvier et la récolte a donc lieu plus tôt, de juillet à décembre de l'année suivante.

De cette nécessité pour le planteur d'avoir de l'argent au moment où il commence à préparer la récolte qui suivra celle qu'il donne en gage, il résulte que les Banques sont obligées de prêter plus de quatre mois avant que leur gage puisse être réalisé. L'échéance de 120 jours que la loi de 1851 avait jugée suffisante s'est donc trouvée en pratique trop courte, et il a fallu recourir aux renouvellements et aux prorogations des prêts jusqu'à la moisson, expédient très dangereux que la loi de 1874 a dû néanmoins autoriser (1), au moins toutes les fois que le prêt

(1) STATUTS, ART. 14. — I. Les obligations non négociables, appuyées d'une cession de récolte et donnant lieu à l'ouverture d'un compte-courant, peuvent être, à l'échéance, prorogées jusqu'à l'achèvement de la récolte cédée.

II. La Banque peut stipuler que les denrées provenant de la récolte seront, au fur et à mesure de la réalisation, versées dans les magasins

donne lieu à une ouverture de compte courant ; de sorte qu'en fait les prêts sur récoltes ne sont presque jamais remboursables qu'au bout de huit mois. C'est une constatation importante à retenir : nous la retrouverons quand nous chercherons les causes de la situation actuelle des Banques coloniales.

Le planteur qui veut emprunter sur sa récolte fait connaître son intention par une déclaration à la Banque. D'après la loi de 1851 le propriétaire seul d'une plantation pouvait emprunter sur elle ; mais nous savons que la loi de 1874 accorde le même droit au fermier, au métayer, au locataire ou à l'entrepreneur de plantation. Dès lors, si la Banque fait un prêt à un quelconque de ces possesseurs précaires de la plantation, elle va se trouver, quand elle voudra exercer son privilège, en conflit avec le propriétaire, qui a également sur la récolte un privilège pour le paiement de son fermage. De là, la nécessité imposée par la loi (art. 6) à tout possesseur précaire qui veut emprunter, de se munir de l'adhésion du propriétaire foncier, et de la fournir à la Banque. Par cette adhésion, le bailleur renonce à se prévaloir de son privilège envers la Banque, c'est-à-dire que le droit de la Banque, basé sur un nantissement exprès, la fera passer avant le propriétaire dont le droit sur la récolte ne résulte que d'un nantissement tacite.

Mais le propriétaire n'est pas le seul dont le droit puisse se trouver en opposition avec celui de la Banque ; elle pourra aussi trouver devant elle : des créanciers ayant hypothèque sur le fonds et sur la récolte qu'il supporte ; des créanciers

de dépôts désignés à cet effet, conformément aux prescriptions de la loi organique, et ce, de manière à y convertir le prêt sur cession en prêt sur nantissement.

à privilège général, portant subsidiairement sur les immeubles ; ou enfin des créanciers à privilège spécial, en particulier ceux qui ont fourni de l'argent pour les frais de la récolte de l'année, qui passent même avant le propriétaire.

Tous ces conflits possibles entre des droits de nature diverse, — qui peuvent toujours se présenter, remarquons-le, même pour une récolte non engagée à la Banque, car le privilège de la Banque n'apporte au conflit qu'un élément de plus, — étaient une des raisons données par la commission de 1851 pour repousser les prêts sur récoltes. Pourtant cinq membres consentaient à admettre le droit de la Banque, toutes les fois qu'elle pourrait prouver que son avance a servi à payer les ouvriers de la récolte, dans le privilège desquels elle serait alors subrogée. Ce n'était pas, je pense, le désir de simplifier les choses, qui leur avait fait inventer cet expédient ; le système actuel est vraiment plus pratique. Voici en quoi il consiste :

Puisqu'on ne peut opérer ici le dessaisissement effectif, qui, pour le gage ordinaire, sert de mesure de publicité à l'égard des tiers, il faut recourir à une publicité spéciale, analogue à celle des hypothèques. Donc la déclaration par laquelle le planteur fait connaître sa demande d'emprunt, ainsi que l'adhésion du propriétaire foncier s'il y a lieu, seront inscrites sur un registre spécial, qui sera tenu, non par le conservateur des hypothèques, mais par le receveur d'enregistrement. Du jour de cette inscription part un délai d'un mois, pendant lequel la Banque fera expertiser la récolte, et pendant lequel aussi tous ceux qui auront des droits sur cette récolte pourront faire opposition au prêt. Ces ayants droit comprennent : les créanciers ayant privilège sur la récolte ou hypothèque sur l'immeuble, et

même tous les créanciers quelconques soit du propriétaire, soit du détenteur à titre précaire, pourvu que leur créance soit exigible en vertu d'un acte authentique. Mais pour que l'opposition soit recevable, il faut que la créance soit exigible, au moins en intérêts, ou qu'elle le devienne par l'arrivée du terme avant trois mois. L'opposition doit énoncer la nature et la date du titre et la somme de la créance, et contenir élection de domicile dans l'arrondissement du bureau. Elle est faite chez le receveur de l'enregistrement, qui la mentionne en marge de l'inscription de la déclaration. Le receveur est d'ailleurs tenu de délivrer à tous ceux qui le requièrent un extrait des inscriptions et mentions du registre des prêts sur récoltes.

L'emprunteur peut demander au tribunal compétent, après signification au domicile élu de l'opposant, mainlevée de toute opposition qu'il estime injustifiée. A l'expiration du délai d'un mois, la Banque peut réaliser le prêt, s'il n'y a pas d'opposition, ou si celles qui existaient ont été levées; elle est dès lors protégée contre ceux qui n'ont pas fait opposition avant l'expiration du mois, c'est-à-dire contre les créanciers antérieurs au prêt. Mais il faut maintenant une autre publicité pour protéger contre la Banque les créanciers postérieurs au prêt, auxquels le planteur pourrait accorder des droits sans leur parler du privilège de la Banque. Cette seconde publicité est réalisée par la transcription, toujours sur le même registre du receveur d'enregistrement, de ce que la loi appelle l'acte de cession. En réalité nous savons que ce n'est pas un acte de cession, puisque la Banque ne devient certainement pas propriétaire, mais simplement l'acte constatant le prêt et en même temps la mise en gage de la récolte, acte qui, indépendamment de sa transcription, doit être enregistré, conformé-

ment à l'article 2074 du code civil ; d'après l'article 11 de la loi de 1874, cet enregistrement a lieu au droit fixe de deux francs.

Voyons maintenant quels sont les effets du prêt sur récolte. Par la transcription de l'acte de cession, la Banque est considérée comme saisie de la récolte (art. 7, § 1, loi 74). C'est donc cette formalité qui opère véritablement le dessaisissement, et par suite fait naître le privilège de la Banque. La loi n'emploie pas ce mot de privilège ; elle ne pouvait pas, pour conserver un semblant de logique, parler en même temps de cession et de privilège ; car, si la Banque est propriétaire, il ne peut y avoir qu'une vente à réméré, et c'est le planteur qui devrait avoir un privilège pour se faire rendre la possession le jour où il remboursera, où il exercera le réméré, ou bien pour se faire restituer la différence entre le montant de son emprunt et le prix que la Banque tirera de la récolte.

La Banque va donc enfin délivrer au planteur son argent. Mais, en fait, elle ne le lui donne pas tout d'un coup, en bloc. Elle en verse d'abord une partie pour payer les engrais achetés dès le mois de juillet, et pour les réparations nécessaires au matériel avant la mise en terre des jeunes plants. Le reste est réparti sur les mois suivants par coupons, pour assurer le paiement des salaires. Et pendant toute la campagne les experts de la Banque surveillent les récoltes et l'emploi des fonds versés.

C'est pour les prêts sur récoltes qu'il était le plus utile de ne pas laisser la Banque avancer toute la valeur estimative de la plantation. Aux Antilles et à la Réunion, particulièrement, les ouragans font souvent de terribles ravages dans les plantations ; et comme je l'ai dit plus haut, il n'existe pas dans ses îles de compagnies d'assurances sur

les récoltes ; il faut donc que les Banques soient leur propre assureur : aussi la loi ne leur permet les prêts que jusqu'à concurrence du tiers de la valeur de la récolte d'après l'expertise ; en effet il n'y a, paraît-il, guère d'exemples que plus des deux tiers d'une récolte aient été détruits.

Cela est pourtant arrivé parfois, à la suite de cyclones d'une violence extraordinaire. Aussi nous avons vu qu'en 1874, la Banque de la Réunion, atteinte ainsi plusieurs fois, a réclamé avec insistance un supplément de sûreté, consistant à faire porter subsidiairement, dès le moment du prêt, le privilège de la Banque sur la récolte suivante, mais pour le tiers au plus de la créance ; cette garantie complémentaire, qui n'était pas, comme on l'a dit, une prorogation du privilège, aurait affecté justement la récolte à laquelle profite presque exclusivement le prêt, je l'ai longuement expliqué. Nous avons vu aussi à la suite de quelle discussion cette proposition a été repoussée : c'est peut-être dommage, puisque sans présenter de danger réel, elle pouvait contribuer à diminuer les pertes extraordinaires des Banques.

En pratique, nous savons que la récolte n'étant jamais réalisée au bout des quatre mois du prêt, ce dernier est toujours renouvelé. Trois hypothèses peuvent alors se présenter, correspondant à trois solutions que la Banque peut adopter suivant les cas pour obtenir son remboursement :

a) L'époque de la coupe des cannes arrive avant l'échéance, et l'emprunteur néglige de faire la coupe en temps utile, ou même avant cette époque il emploie mal son emprunt et ne fait pas certaines opérations nécessaires pour préparer la récolte. La Banque, renseignée par ses experts, peut, après mise en demeure du débiteur, se faire envoyer

en possession et autoriser, par une simple ordonnance du juge de paix de la situation, à effectuer elle-même la récolte. C'est une application et une extension de l'article 2078 du code civil, qui permet au créancier gagiste de se faire par justice attribuer le gage en paiement jusqu'à due concurrence. La Banque avance dans ce cas les frais nécessaires, pour lesquels elle acquiert le privilège des frais de récolte, et dont le montant vient s'ajouter au principal de sa créance (art. 8, loi 74), ce qui prouve bien qu'il n'y a pas une véritable cession. La réalisation de la récolte comprend aussi la fabrication du sucre, soit dans l'usine de la propriété, — car beaucoup d'habitations ont encore leur propre usine, — soit dans une des grandes usines centrales, où l'on porte ses cannes comme nos paysans portent leur blé au moulin. La Banque se rembourse sur la vente du sucre, et remet le reste du prix au planteur.

b) L'échéance étant arrivée sans que la coupe soit faite, la Banque ne veut pas se charger de l'opérer; elle préfère, étant sûre d'être payée, poursuivre la vente du gage. Elle peut alors, huit jours après le protêt, ou, en cas d'obligation non négociable, après simple mise en demeure, faire procéder à la vente aux enchères de la récolte sur pied. Elle pourrait de même faire vendre les cannes abattues ou le sucre fabriqué, si l'échéance survenait après la coupe faite. Sur le produit de la vente une sorte d'ordre s'ouvrira; la Banque sera payée après les créanciers même chirographaires, qui auraient saisi immobilièrement le fonds, pourvu que la transcription de la saisie ait eu lieu avant celle de l'acte de nantissement (art. 7, § 3, loi 74). Mais elle passera avant tous les créanciers antérieurs qui n'auraient pas fait une opposition valable, et avant tous les

créanciers postérieurs, en particulier avant les privilégiés pour les frais de la récolte ; que ceux-ci d'ailleurs ne se plaignent pas trop : il leur reste toujours, à moins d'un désastre imprévu, les deux tiers de la récolte sur lesquels la Banque ne doit pas faire d'avances.

c) La coupe a été opérée, et la récolte va être transformée en sucre, au moment de l'échéance du prêt. La Banque, si elle craint que le produit ne se vende mal, et si elle préfère attendre pour le réaliser que les cours aient remonté, a le droit de stipuler que le produit sera, au fur et à mesure de sa fabrication, versé dans des magasins de dépôt, c'est-à-dire que le prêt sur récolte sera converti en prêt sur marchandises (art. 14, § 2, statuts). C'est là une faveur que la loi accorde aux Banques coloniales, et qui profite aussi à leurs débiteurs, en leur assurant le plus haut prix possible de vente.

Mais la Banque ne pourrait pas se faire livrer le produit de la récolte en paiement de sa créance : ce serait un cas de pacte comissoire prohibé par l'article 2078 du code civil. La Banque de la Martinique ayant ainsi fait vendre une récolte à l'amiable par un courtier de son choix, s'est vue condamner à supporter l'insolvabilité de l'acheteur, qu'elle prétendait faire retomber sur l'emprunteur qui lui avait abandonné sa récolte. (Cass. 11 mai 86, Dalloz, 86, 1, 462).

Telles sont les diverses façons pour les Banques de réaliser le gage que constituent les récoltes « cédées. » En fait, elles ne rentrent presque jamais immédiatement dans leur argent. Certaines petites usines particulières, mal installées, produisent encore du sucre brun, de qualité inférieure, qui s'en allait autrefois aux États-Unis, mais qui est actuellement consommé presque totalement sur place ; celui-là se transforme assez rapidement en argent.

Maïs tout le sucre blanc qui sort des grandes usines est expédié en France. Voici donc comment les choses se passent : les débiteurs remettent à la Banque, au fur et à mesure des envois, des traites tirées sur leurs consignataires en France, et appuyées du connaissement ; le prêt sur récolte est ainsi transformé en un prêt sur marchandise embarquée. La Banque porte aussitôt la somme indiquée sur la traite au crédit du compte-courant du planteur, puis elle envoie cette traite documentaire à l'agent central des Banques, à Paris, qui la vise et la remet au Comptoir d'escompte, correspondant de toutes les Banques coloniales. Le Comptoir en recouvre le montant sur le consignataire à qui il remet en retour le connaissement, et porte la somme au crédit de la Banque intéressée : la traite, en même temps qu'elle éteint la dette du planteur envers la Banque, contribue à éteindre celle de la Banque au Comptoir ; elle devient une remise permettant à la Banque de tirer sur son correspondant un mandat pour un commerçant de la colonie qui aurait à payer une somme équivalente en France ou même ailleurs, partout où le Comptoir a lui-même des succursales ou des correspondants.

Il est dès lors facile de comprendre comment toutes les opérations des Banques coloniales se tiennent et s'enchaînent, en se rendant compte du rôle joué par la traite documentaire dans le remboursement des prêts sur récoltes, et du fonctionnement des comptes courants ouverts aux planteurs. Le montant total de la récolte, représenté par la traite, est affecté au crédit du compte-courant ; mais la Banque, pour rentrer dans les fonds avancés mois par mois depuis le mois de juillet précédent, n'a pas besoin de tout l'argent (à moins que la récolte n'ait été très endommagée), puisque l'obligation primitive ne portait que sur un tiers

de sa valeur estimative. Le surplus du produit de la vente pourra donc être retiré par le planteur, au fur et à mesure de ses besoins, pour payer les frais de la récolte et les frais d'embarquement, droits de sortie, etc., des expéditions qu'il aurait encore à faire. Du reste, d'après l'article 5 de la loi de 1874, conforme en cela à une tradition constante résultant de l'article 33 de la loi du 24 germinal an XI, les créanciers du planteur ne peuvent faire aucune opposition sur les fonds déposés en compte-courant, ni sur les crédits ouverts par les Banques en vertu d'un prêt sur récolte. En effet, toutes les opérations qui constituent un compte-courant se tiennent entre elles, forment un bloc indivisible, se résumant dans le solde final, de sorte qu'une saisie-arrêt faite sur une créance particulière ne l'atteindrait pour ainsi dire pas, la créance perdant son individualité le jour où elle est portée en compte, pour devenir simplement un élément, un simple numéro du compte-courant. De même le prêt sur récolte donne lieu à diverses sorties et rentrées de numéraire, et la situation qui en résulte pour l'emprunteur vis-à-vis de la Banque n'est connue qu'après la liquidation définitive de l'opération.

Les prêts sur récoltes ont donné lieu à une jurisprudence assez nombreuse et en particulier à plusieurs arrêts de cassation fixant définitivement certains points douteux. Le plus célèbre est celui du 19 février 1858 (1), qui proclame le droit absolu et exclusif de la Banque sur la récolte donnée en gage. Il s'agissait d'un prêt sur cession qui avait été transcrit sans aucune opposition ; mais quatre mois après un créancier faisait saisir les sucres se trouvant sur l'habitation, pour les faire vendre. C'était à

(1) Cass., 10 févr. 1858, Sirey, 58, 1, p. 374.

la Guadeloupe : le tribunal de Pointe-à-Pitre, par jugement du 22 mars 1855, débouta la Banque de sa demande en nullité de la saisie ; la Cour d'appel confirma, mais la Cour de cassation cassa l'arrêt, et elle me paraît avoir bien jugé ; et pourtant cette solution ne me semble nullement inconciliable avec les motifs donnés par le tribunal de Pointe-à-Pitre dans le sens opposé, motifs que je tiens pour justes en eux-mêmes, car ils reproduisent précisément l'opinion que j'ai exposée : « Attendu, dit le jugement, qu'on ne saurait trouver dans la cession de récolte faite à la Banque les caractères d'un acte translatif de propriété... que c'est un nantissement constitué par voie de cession... que cela est si vrai, que dans le cas où le débiteur serait en retard de rembourser la somme avancée, la Banque n'aurait pas le droit de s'approprier la récolte cédée, mais qu'elle devrait la faire vendre aux enchères publiques afin de se payer sur le prix. » Tout cela me paraît parfaitement exact, et c'est pour quoi j'approuve aussi la solution et les motifs de la Cour de cassation ; il y a un dessaisissement fictif par le fait de la transcription de l'acte de cession-nantissement, et par conséquent la Banque a, comme le dit la Cour suprême, « un droit absolu, dont les créanciers du débiteur ne peuvent sous aucun prétexte gêner ou entraver l'exercice, » et d'ailleurs « ils peuvent prévenir ou écarter les conséquences de toutes combinaisons préjudiciables à leurs intérêts, soit en désintéressant la Banque coloniale, et en remplaçant dès lors les récoltes cédées sous leur action communè, soit en ayant recours à tous actes conservatoires, à l'exception de ceux qui par leur nature ou leurs effets tendraient à réduire ou à modifier les droits particuliers de la Banque, » droits qui consistent expressément « à réaliser par elle-même et selon sa convenance

les récoltes cédées ou leur produit : » or c'est justement là le droit du créancier gagiste saisi du gage ; ce sont là les effets du droit de rétention qu'il peut opposer aux autres créanciers tant qu'il n'est pas désintéressé : ce droit de rétention de la Banque, dont les motifs du premier jugement impliquent l'existence (et qui n'est pas plus fictif, après tout, que celui de l'antichrésiste), suffit à faire annuler toute saisie de la part de créanciers antérieurs à la transcription, mais non opposants, ou de créanciers postérieurs.

La Cour de cassation a encore affirmé la même doctrine le 21 novembre 1882 (1), en déclarant qu'un séquestre, dans l'espèce le Crédit foncier colonial, n'a pas le droit, pour avoir payé les ouvriers de la récolte et s'être fait subroger dans leur privilège, de faire saisie-arrêt entre les mains des détenteurs de la récolte cédée à la Banque, étant donné qu'en payant les ouvriers il n'agit que dans son propre intérêt.

Le droit d'opposition au prêt appartient à tout créancier ayant intérêt, hypothécaire, privilégié, ou porteur d'un titre authentique, et en particulier à un héritier bénéficiaire, créancier du prix de vente d'un immeuble de la succession sur lequel se trouve la récolte engagée (2) ; et il n'est même pas besoin que la créance soit certaine et liquide, pourvu qu'elle soit constatée (3).

Nous avons vu que tous les engagements relatifs aux prêts faits par les Banques coloniales étaient de la compétence des tribunaux de commerce, même quand le prêt et le nantissement sont exclusivement civils, ce qui a tou-

(1) Cass. 21 nov. 1882, Sirey, 83, 1, p. 407 ; Dalloz, 83, 11, p. 269.

(2) Cass., 8 févr. 70, Sirey, 70, 1, p. 264.

(3) Cass., 29 nov. 71, Sirey, 72, 1, p. 70.

jours lieu, suivant moi, pour les prêts faits aux planteurs; mais, d'après la Cour de cassation, c'est là une simple attribution de compétence en faveur de l'emprunteur, car elle a jugé que le tribunal de commerce n'avait pas le droit d'appliquer la contrainte par corps, quand la dette est purement civile (1); ce qui n'a d'ailleurs plus d'intérêt depuis l'abolition de la contrainte par corps.

Le prêt sur récolte peut être, pour un emprunteur mal-honnête, l'occasion de dangereuses tentations, puisque, quand il a touché son argent, le gage, la récolte reste en fait, sinon en droit, à sa disposition. Il serait assez facile, surtout si la plantation est loin de la ville, de déjouer la surveillance des agents de la Banque, pour couper des cannes ou, pour une fois la récolte faite, vendre le sucre qui devrait être emmagasiné au profit de la Banque. Pour combattre ces tentations, l'article 13 de la loi de 1874 applique à tout emprunteur, et même à tout « gérant, administrateur ou autre représentant » de l'emprunteur, qui aura détourné ou dissipé tout ou partie de la récolte cédée, l'article 408 du Code pénal. Cet article punit des peines de l'abus de confiance, emprisonnement de 2 mois à 2 ans, et amende de 25 fr. au quart des dommages-intérêts dus, tous ceux qui auront détourné des effets, deniers, « *marchandises*, » billets, etc., qui ne leur auraient été remis qu'à titre de louage..., « *nantissement*, » etc.

Au fond, la meilleure protection des Banques est peut-être ce fait, qu'aux colonies et surtout dans les îles, comme on l'a dit au moment du projet de loi de 1851, les produits des récoltes finissent presque toujours par arri-

(1) Cass., 21 mai 62, Sirey, 62, 1, p. 853.

ver à un port d'embarquement où ils peuvent être retrouvés et saisis.

J'en ai fini ainsi avec la longue matière des prêts sur récoltes. J'y ai particulièrement insisté, parce que c'est, je le répète, une institution originale au point de vue économique; nous aurons, dans la conclusion, à la comparer avec d'autres du même genre qui fonctionnent à l'étranger, et avec les warrants agricoles qu'une nouvelle loi vient de créer en France. Et au point de vue juridique, on a pu voir qu'elle soulève de nombreuses questions.

Il faut encore signaler un point particulier à la Banque de l'Indo-Chine. Ses statuts lui permettent de consentir des prêts sur récoltes, non seulement aux individus, mais « aux collectivités agricoles ayant qualité de personne civile: » cette disposition tient au caractère particulier de la commune en Indo-Chine. La commune annamite ou tonkinoise forme en effet une « collectivité » dirigée par une sorte de Conseil municipal, une véritable personne morale, ne subissant aucune tutelle gouvernementale; cette autonomie du village forme la base de l'administration des mandarins, et la France a jusqu'ici, avec raison, conservé intactes les franchises communales. La Banque peut donc faire des prêts soit à un ou plusieurs habitants, soit même à un village tout entier, sur la garantie des rizières de la communauté. La demande est faite par le maire et deux notables, qui la portent au résident ou au commissaire du gouvernement; ces fonctionnaires enregistrent la demande à un droit fixe de 1 fr. par emprunteur, et la transmettent à la Banque; cet enregistrement constitue l'administration responsable du remboursement, qu'elle opère elle-même. Ces prêts sont faits pour 6 mois, à un taux de 8 %. Toutes ces formalités, non prévues par

les statuts, ont fait l'objet de diverses conventions entre la Banque et l'administration coloniale.

Le prêt à une collectivité, soit à une commune, soit par exemple à un syndicat agricole, ou même à une réunion de plusieurs colons associés simplement pour la circonstance, pourrait probablement fournir, aux colonies, un moyen puissant de répartir le crédit, tout en augmentant par la solidarité les sûretés des Banques. Je reviendrai sur cette idée que je ne puis ici qu'indiquer en passant.

6° *Prêts sur hypothèques maritimes.* — Cette garantie, qui rentre bien dans le cercle d'action des banques par son caractère purement mobilier, n'est cependant admise que par les statuts de la Banque de l'Indo-Chine. Et encore, en fait, cet établissement ne prête pas sur la seule garantie d'un navire, ayant eu certains déboires à propos de semblables opérations.

§ 7. — La souscription aux emprunts de l'État, de la colonie ou des municipalités coloniales, jusqu'à concurrence des fonds versés à la réserve (art. 10, 6°, statuts).

Cette disposition détermine les placements que nos Banques peuvent faire avec l'argent de leurs fonds de réserve; elle a été introduite dans les statuts de 1874 : le projet de loi de 1874 n'autorisait cet emploi que pour $\frac{4}{5}$ du fonds de réserve, mais cette restriction n'est pas passée dans le texte définitif.

Souscrire à un emprunt public, c'est encore faire un prêt; les Banques coloniales sont donc bien dans leur rôle d'établissements de crédit colonial quand elles placent leurs fonds en obligations d'une colonie ou d'une commune coloniale. Elles peuvent aussi, d'ailleurs, consentir

des avances directes aux gouvernements coloniaux ou aux villes, comme elles en consentiraient à n'importe quel particulier : c'est même en cela que consiste uniquement le « service de trésorerie » dont la Banque de l'Indo-Chine est obligée de se charger, en vertu de l'article 4 du décret de 1888.

Du reste, la Banque de l'Indo-Chine est libre de placer ses réserves comme elle l'entend ; aucun texte de ses statuts ne lui impose un emploi déterminé de ses fonds, pas plus de ses réserves que de son capital. Il faut remarquer que la disposition que nous venons de voir pour les anciennes Banques ne s'applique qu'à la réserve statutaire, dont le maximum est de la moitié du capital ; mais elles peuvent constituer et ont souvent constitué des réserves supplémentaires dont elles peuvent disposer comme elles l'entendent ; ainsi, la Banque de la Martinique possède depuis très longtemps, en dehors de ses rentes statutaires, des obligations de la Compagnie de l'Ouest.

§ 8. — Les opérations de change (Art. 10, 2^o et 8^o, statuts).

Nous voici arrivés à une fonction très importante des Banques coloniales : la réalisation du contrat de change. Le change, considéré au point de vue purement juridique, est, on le sait, le contrat par lequel une personne s'engage à faire avoir à une autre une somme d'argent payable dans un autre lieu. Tout le commerce extérieur d'un pays se résout ainsi en une série de contrats de change, les marchandises qui sortent de chaque contrée devant procurer aux vendeurs, dans leur pays, une somme d'argent représentant exactement pour eux le prix qu'ils ont fixé.

Or, dans un pays que je suppose acheteur par hypothèse, il y a évidemment des créanciers et des débiteurs du pays vendeur et vice versa ; au lieu donc que les débiteurs anglais, par exemple, envoient de l'argent anglais aux créanciers français, argent que les débiteurs français devraient se procurer pour le renvoyer à leurs créanciers anglais, il est infiniment plus simple que les créanciers français cèdent aux créanciers anglais leurs droits sur les débiteurs anglais, pendant qu'en même temps les créanciers anglais donneront à leurs débiteurs français l'ordre de payer leurs dettes à des créanciers français. Ainsi les rapports commerciaux se régleront par d'immenses compensations internationales, et cela au moyen de délégations opérées par simples lettres, des lettres de change, dont chacune représente l'exécution d'un contrat de change. On voit tout de suite quelle doit être l'importance de ce contrat aux colonies, où l'on se borne généralement à recueillir pour l'exportation les produits du sol, tandis que la plupart des objets nécessaires à la vie et au bien-être des habitants sont demandés à l'importation.

Mais il est bien évident que chaque commerçant d'une colonie devenu, à la suite d'une importation de marchandises, débiteur d'un commerçant français, par exemple, ne va pas se trouver en même temps créancier d'un autre Français, à qui il puisse donner ordre de payer sa dette, sur qui, en d'autres termes, il puisse tirer une lettre de change, ou, comme on dit, faire traite. Il faudra donc, s'il veut éviter un envoi d'argent, qu'il trouve un autre colon qui sera créancier d'un commerçant français pour une somme à peu près équivalente à sa propre dette, et qu'il lui achète sa créance. Il est facile de comprendre que créanciers et débiteurs d'un même pays, acheteurs et vendeurs de créan-

ces, pourront souvent se chercher longtemps avant de se rencontrer, si un intermédiaire ne les réunit. Cet intermédiaire sera la Banque coloniale.

Les Banques coloniales, pour pouvoir effectuer facilement les opérations de change entre les colonies et la métropole, ont besoin d'avoir en France un établissement de crédit qui leur serve de correspondant ; nous savons que c'est le Comptoir d'escompte qui est désigné, par un arrêté ministériel, pour jouer ce rôle, en vertu du décret du 31 mars 1874. Ceci posé, voici en quoi consisteront ces opérations : un colon expédiant ses produits en France, et devenant ainsi créancier d'un débiteur français, tirera une lettre de change sur ce dernier et fera escompter cette traite par la Banque, au profit de qui il l'endossera. La Banque acquiert ainsi la créance sur France que possédait le tireur ; elle mettra la traite dans son portefeuille, et quand elle voudra en réaliser la valeur, elle l'enverra au Comptoir qui la touchera et en portera le montant au crédit de la Banque. Supposons maintenant qu'un commerçant de la colonie, débiteur d'un commerçant de Paris à la suite d'un contrat de change, veuille acquitter sa dette payable à Paris. Il ira à la Banque et demandera à acheter une traite sur Paris ; mais la Banque n'ayant naturellement pas de traite absolument équivalente à sa dette, lui délivrera simplement un mandat, c'est-à-dire une traite non susceptible d'acceptation, ou, si l'on veut, un chèque émis par elle sur le Comptoir d'escompte ; ce débiteur achètera un mandat de la Banque, comme il pourrait acheter un mandat-poste, et son créancier, en le recevant, n'aura qu'à se présenter au guichet du Comptoir pour toucher son argent.

Cette organisation suppose évidemment un compte-cou-

rant entre chaque Banque et le Comptoir ; l'actif de ce compte est formé par toutes les traites sur la France que chaque Banque escompte et qu'elle envoie au Comptoir. Ces traites prennent ainsi le caractère de remises faites par la Banque au Comptoir, et servent de provision pour les mandats qu'elle tire sur lui, et qui constituent le débit de son compte.

Cette provision, dont le droit commun et les statuts (art. 23) exigent l'existence pour garantir le paiement des mandats émis par la Banque, ne consiste pas seulement dans les traites que la Banque envoie à recouvrer au Comptoir d'escompte. Elle peut aussi être formée par un envoi de matières métalliques ; ainsi la Banque de la Guyane fait une grande partie de ses remises au Comptoir en or natif qu'elle achète dans le pays. Enfin elle consiste surtout en une ouverture de crédit, consentie par le Comptoir d'escompte à chacune des Banques, moyennant le dépôt qu'elles lui font, en nantissement, des titres qui représentent leur capital social et leur réserve. La puissante organisation du Comptoir d'escompte, qui rayonne sur le monde entier au moyen de ses agences et de ses correspondants, simplifie beaucoup la tâche de nos Banques, puisqu'elles peuvent par son intermédiaire faire encaisser et payer des effets de commerce dans tous les pays : ainsi les dettes contractées par les Antilles en Amérique, ou par la Réunion aux Indes, sont soldées par l'intermédiaire de Paris.

Pour la Banque de l'Indo-Chine, l'organisation est un peu différente : d'après ses statuts (art. 19) « est considérée comme provision l'existence totale ou partielle du capital social et de la réserve en France, ou le crédit ouvert par un établissement de crédit de la métropole désigné par

le ministre des colonies, la Commission de surveillance entendue. » En effet, la Banque ayant à Paris son siège social peut y payer et y encaisser elle-même les effets que lui envoient ses succursales : son capital, à peu près entièrement souscrit en France, sert de gage à ceux qui achètent des mandats payables en France. En fait les bureaux de la Banque à Paris n'acquittent que les effets peu importants; les grosses traites sont envoyées au Comptoir d'escompte ou à un autre établissement avec lequel la Banque est en compte. Quant aux diverses succursales, elles sont en relations directes avec les Banques installées dans les divers pays d'Extrême-Orient et en Australie. La création des agences de la Banque au Siam et en Chine, particulièrement à Honk-Kong, a d'ailleurs eu pour principal objet de supprimer des intermédiaires onéreux, en lui permettant d'être son propre correspondant, pour le règlement des transactions si importantes de notre Indo-Chine avec les pays voisins.

L'existence de bureaux de la Banque à Paris lui facilite beaucoup les opérations de change. Elle peut y émettre des billets à ordre et des traites ou mandats payables dans ses succursales ou agences, et aussi des lettres de crédit : la lettre de crédit consiste en une ouverture de crédit, consentie par la Banque moyennant des garanties sérieuses, et réalisable au gré du porteur de la lettre par des chèques qu'il peut se faire payer dans tous les bureaux de la Banque : c'est là une ressource précieuse pour les voyageurs en Extrême-Orient, qu'elle dispense de transporter avec eux des sommes encombrantes.

L'escompte des lettres de change sur la métropole ou sur l'étranger présente certaines particularités qui le distinguent de l'escompte des effets de place. Leur échéance,

si elle est déterminée, ne peut dépasser 120 jours ; si elle est indéterminée, à un certain délai de vue, elle ne doit pas dépasser 90 jours de vue ; les statuts de la Banque de l'Indo-Chine admettent cependant 180 jours de vue pour les traites qui reposent sur des opérations lointaines. Du reste pour les traites à un délai de vue, payables hors de la colonie, l'échéance est augmentée d'un délai suivant la distance, qui a été fixé par des décrets pour les diverses colonies : l'escompte perçu par la Banque se calcule alors, non seulement sur le nombre de jours de vue, mais sur tout le délai, puisqu'elle ne rentrera dans son argent qu'au bout de ce temps (Stat., Art. 18).

La Banque n'accepte à l'escompte que les traites portant deux signatures, c'est-à-dire celle du tireur et celle d'un donneur d'aval, ou plus fréquemment d'un endosseur qui présente lui-même la traite ; cet endosseur sera généralement un commissionnaire d'exportation (les choses se passent surtout ainsi à la Martinique) ; enfin, la seconde signature pourra encore être celle du tiré, s'il consent à envoyer à la Banque une déclaration anticipée d'acceptation. Mais les statuts (art. 12) admettent aussi, pour remplacer la seconde signature, une garantie réelle, qui est le connaissement, constatant l'embarquement des marchandises : nous savons que ce document accompagne toujours les traites provenant des emprunteurs sur récoltes pendantes. Enfin, la Banque de l'Indo-Chine admet encore, comme sûreté additionnelle, la notification à la Banque d'un crédit ouvert par le tiré au tireur (art. 16) ; il n'y a pas de raison pour que cette garantie, qui équivaut à une acceptation anticipée, ne soit pas étendue aux autres Banques.

En résumé, le rôle des Banques en matière de change se

décompose, pour ainsi dire, en deux mouvements : remise et émission, chaque émission devant normalement être précédée d'une remise qui lui sert de provision. Les émissions de mandats servent à solder le prix des marchandises importées dans la colonie ; l'émission procure l'exécution du vieux contrat de change « portant, comme disait Pothier, obligation de faire toucher une somme dans un autre lieu ; » elle est, de la part de la Banque, une vente de crédit, d'un peu du crédit qu'elle a à Paris, une opération qui amène de l'argent dans sa caisse, et sur laquelle elle bénéficie d'une prime plus ou moins forte. La remise, au contraire, résulte d'une autre fonction, et plus moderne, de la lettre de change : la Banque l'acquiert par un escompte, elle achète le crédit du tireur ; elle fait un placement, qu'elle réalisera sous forme d'un chiffre porté à l'avoir de son compte au Comptoir d'escompte. Ici, c'est la Banque parfois qui sera obligée de payer à son fournisseur de traites une prime, la prime du change. Ce fournisseur, celui qui tire la lettre de change, n'est plus le débiteur du contrat de change, c'en est au contraire le créancier qui incorpore sa créance dans une traite afin d'en faire un instrument de crédit et de pouvoir la céder plus facilement à la Banque, pour jouir plus tôt du prix de ses produits.

Si les traites du commerce sont insuffisantes à fournir les remises nécessaires pour assurer la provision des tirages demandés à la Banque, celle-ci aura la ressource d'acheter au Trésor les traites dont il dispose sur France ; si cela ne suffit encore pas, comme en Guyane et dans les pays où il y a peu de choses à exporter, elle pourra acheter et envoyer des métaux précieux. Si enfin, malgré tout, la Banque est obligée de délivrer des mandats pour une somme plus forte que ses remises, son compte-courant

se trouvera débiteur envers le Comptoir, et cette dette engagera les rentes de la Banque qui servent de couverture à son crédit. Et en même temps, à mesure que les remises iront se raréfiant, et que la demande dépassera l'offre, la Banque sera forcée de les payer plus cher, et par suite d'élever la prime de ses mandats : il se produira une ascension du change. C'est ici le lieu de dire un mot de ce phénomène économique, qui tient une grande place dans l'histoire de nos Banques coloniales : les variations du taux du change.

On peut dire, je crois, que la hausse du cours du change dans un pays tient soit à l'insuffisance des moyens de paiement dont ce pays peut disposer, insuffisance qui provient d'un excédent de ses dépenses sur ses recettes générales, soit à une baisse de la valeur de la monnaie de ce pays pour les paiements à l'étranger.

Il est évident que, pour savoir si une colonie dépense plus qu'elle ne reçoit, il faut examiner non pas seulement sa balance commerciale, mais sa balance générale, en tenant compte : d'une part, de l'argent importé dans le pays par des immigrants ou des voyageurs et par la métropole pour le paiement de ses fonctionnaires ou sous forme de subvention, et encore des créances que peuvent avoir certains habitants de la colonie pour le paiement d'intérêts ou de dividendes des valeurs métropolitaines ou étrangères qu'ils possèdent ; et d'autre part, des sommes que les habitants de la colonie s'en vont dépenser dans la métropole, des valeurs qu'ils achètent au dehors, des frais de transport payés par les exportateurs, etc.

Si, en tenant compte de tous ces éléments, le montant des traites tirées par la colonie est moins important que celui des traites tirées sur elle, la prime du change s'élève

forcément, mais seulement jusqu'à une limite, qui est le *gold point*, c'est-à-dire le prix du transport de la monnaie jusqu'au pays créancier (y compris la prime d'assurance de transport) ; quand le change a atteint ce point, qui ne dépasse guère 3 ou 4 %, on n'a plus d'intérêt à payer en traites, il est aussi simple d'envoyer du numéraire. Théoriquement, ce change est le seul qui puisse exister entre deux pays ayant le même système monétaire, par conséquent entre les colonies qui nous occupent, Antilles, Réunion, Guyane, Sénégal, et la France (1).

Mais supposons que cette situation se prolonge : tout l'argent de la colonie ne tarde pas à être exporté, et comme il faut bien continuer à payer les dettes du dehors, les moyens de remise atteignent des prix exorbitants ; c'est ce qui se produit dans nos Antilles et à la Réunion en cas de crise commerciale ou sucrière : toute ascension du change jusqu'au *gold point* détermine une crise monétaire, qui elle-même amène une crise du change. Cela peut-il s'expliquer théoriquement ? Peut-être en faisant intervenir ici la seconde cause de hausse du change que j'ai signalée, la dépréciation de la valeur de la monnaie du pays débiteur.

Si nous prenons un pays monométalliste-or, comme l'est, en fait, la France, depuis qu'on n'y frappe plus que des monnaies d'argent billonnées, et un pays monométalliste-argent, comme l'Indo-Chine, ou la Réunion avant 1879, il est facile de voir que, quand la valeur réelle de l'argent baissera

(1) Il est facile de comprendre que les Banques peuvent elles-mêmes créer un change artificiel en élevant légèrement la prime de leurs mandats, quand elles prévoient une crise, afin d'en restreindre les demandes, et pour ne pas se trouver à court de remises ; elles peuvent ainsi modérer dans une certaine mesure les importations.

par rapport à celle de l'or, les débiteurs d'Indo-Chine, par exemple, obligés toujours de procurer à leurs créanciers français le prix de leurs achats en monnaie utilisable en France, c'est-à-dire en or, devront payer les mandats sur France d'autant plus cher que l'argent avec lequel ils les paieront vaudra moins : cette hausse du change, qui n'a pas plus de limite que la baisse de l'argent, serait désastreuse pour un pays ayant une balance défavorable, puisque sa dette à l'extérieur se trouverait augmentée d'autant, tandis qu'au contraire, elle sera plutôt une cause de gain pour un pays qui a plus de créances que de dettes comme l'Indo-Chine, puisque c'est toujours l'importateur qui perd la valeur du change, et l'exportateur qui la gagne : la hausse doit donc contribuer à enrichir les producteurs, les agriculteurs, au moins tant que la baisse de l'argent n'aura pas fait renchérir le prix des choses, ce qui commence à se produire en Indo-Chine.

Or, ce qui a lieu dans les pays à monnaie métallique dépréciée, parce que cette monnaie perd une partie de sa valeur pour les paiements à l'extérieur, doit aussi avoir lieu dans ceux qui sont au régime du papier-monnaie à cours forcé, c'est-à-dire non remboursable à présentation, papier qui par suite ne serait pas accepté en France ou ne le serait que pour une valeur minime. C'est justement à ce régime que se trouvent en fait les Antilles et la Réunion, toutes les fois qu'une crise a chassé le numéraire, puisqu'elles ne possèdent plus alors d'autre monnaie que des bons de caisse ayant cours forcé, et que les billets des Banques ne sont plus remboursables que contre ces bons ; ces colonies ne pouvant plus dès lors offrir que leur mauvais papier, le change n'y connaît plus de limites ; il peut arriver jusqu'à 50 %, comme à la Guadeloupe ces années

dernières. Mais il rebaisse dès que l'équilibre des créances et des dettes de la colonie se rétablit, et que les moyens de remise redeviennent par suite suffisants.

Voilà comment il peut se faire, ce qui paraît extraordinaire au premier abord, qu'il y ait parfois un change aussi élevé entre la France et des colonies ayant le même système monétaire qu'elle. En somme, le motif de ces crises est toujours un écart trop considérable entre les créances et les dettes de la colonie, écart qui se produit souvent dans les colonies sucrières par suite des circonstances économiques particulières où elles se trouvent.

Les Antilles et la Réunion sont en effet affligées de deux fléaux : la monoculture et l'absentéisme. Le sucre y règne en maître ; toute leur vie est liée à la récolte des cannes : celle-ci est-elle bonne, les importations augmentent dans des proportions énormes ; est-elle mauvaise, l'argent s'en va, le change monte, la colonie s'endette. Et le malheur est que, même dans les bonnes années, l'argent ne reste guère dans les îles : dès qu'ils ont réalisé leur récolte, beaucoup de planteurs créoles ont l'habitude de venir en Europe en dépenser le produit, qui ne profite même pas à la colonie. Il n'est pas étonnant, dès lors, que le numéraire y manque souvent, d'autant plus que la balance commerciale est généralement défavorable à nos îles, puisque, n'ayant pas d'autre industrie que celle du sucre, elles doivent demander au dehors tout ce qui est nécessaire à la vie et au plaisir de leurs habitants : la différence entre leurs ventes et leurs achats n'est même comblée le plus souvent ni par les sommes dont l'État se trouve débiteur envers les fonctionnaires coloniaux (ou, à la Réunion, envers les porteurs d'obligations du chemin de fer et du port, auxquels il doit une garantie pourtant onéreuse) ; ni par l'argent apporté

par les passagers ou par les compagnies de navigation elles-mêmes, et qu'on estime pour la Martinique à 5 ou 6 millions par an. Quant aux fonds introduits par des émigrants, il n'y faut guère compter : nos petites îles ont le tort d'être depuis longtemps françaises ; elles sont trop vieilles pour attirer de nouveaux colons ; on se les imagine déjà trop peuplées, bien qu'il y ait encore chez elles d'immenses espaces à mettre en culture et dans un sol admirablement fertile. Il semble que l'énormité de notre nouvel empire fasse oublier ces infimes, mais si vaillants débris de notre ancienne colonisation, et les capitalistes se détournent d'eux pour se porter vers les régions neuves, qui ont pour elles le charme, un peu dangereux, de l'inconnu.

Il doit pourtant y avoir un moyen de ranimer nos vieilles colonies de l'engourdissement qui les envahit peu à peu. C'est le sucre qui a causé tout le mal en habituant les créoles à une vie trop facile, et en accaparant toutes les forces vives de la population ; c'est lui qui a empêché toute autre industrie que la sienne de se développer : après avoir fait la prospérité des îles, il est devenu leur mauvais génie : c'est donc à lui qu'il faut s'en prendre, et aux habitudes qu'il a engendrées. Que les planteurs abandonnent donc un peu leurs cannes, pour développer beaucoup la culture du café à la Guadeloupe et à la Réunion, qu'ils reconstituent les caféières jadis fameuses de la Martinique, qu'ils cultivent tous les autres produits tropicaux ; que les colonies favorisent l'installation chez elles de quelques industries, pour qu'elles puissent cesser de faire venir de l'étranger tous les objets manufacturés ; et enfin que les créoles restent un peu plus chez eux, et se décident à mettre quelque argent de côté dans les bonnes années. Quelques millions de moins à l'importation, quelques au-

tres de plus à l'exportation, et la balance se retrouvera en équilibre et même deviendra favorable aux Antilles et à la Réunion.

Il est d'ailleurs probable — c'est un fait d'expérience — que leur change si souvent élevé aurait déjà contribué, par la prime qu'il constitue en fait pour l'exportateur, à amener ce résultat, si elles étaient dans la situation normale des autres pays, et n'étaient pas adonnées à cette monoculture et à cette monoindustrie qui les ruinent.

**§ 9. — Le commerce des métaux précieux, monnayés
ou non monnayés.**

Ce commerce a lieu surtout dans les colonies où se trouvent des gisements de ces métaux : en Guyane, où la recherche de l'or est maintenant la seule industrie, et un peu au Sénégal. L'achat de l'or constitue pour les Banques un placement, et elles peuvent s'en servir comme de remises, ou le faire frapper en monnaies pour pouvoir le compter dans leur encaisse métallique ; la Commission de surveillance a en effet décidé que l'or natif ne pouvait entrer dans l'encaisse statutaire même pour un sixième du montant de cette encaisse.

Mais les Banques ont aussi à faire venir souvent de France du numéraire, dont elles doivent fournir la contrepartie en traite. Ce numéraire leur est nécessaire, en temps de crise, pour maintenir leur encaisse métallique à son niveau légal ; ou bien pour faciliter au commerce local les transactions avec les indigènes, dans les pays peu civilisés, comme le Sénégal, où les billets de la Banque ne sont pas encore acceptés par ceux-ci.

La Banque de l'Indo-Chine peut opérer non seulement

sur l'or et l'argent, mais sur le cuivre, qui est d'un usage courant en Extrême-Orient. Elle a eu souvent à importer des monnaies en Indo-Chine, et c'est elle qui, de sa propre initiative, a fait frapper et y a introduit les premières piastres françaises.

Je n'ai parlé qu'incidemment jusqu'ici des comptes-courants ouverts par les Banques. C'est qu'en effet le compte-courant n'est pas une opération de banque distincte, mais bien un instrument qui sert à réaliser toutes les opérations, qui les simplifie et les résume toutes en une série de « doit » et d'« avoir. » Il peut exister soit à la suite d'un dépôt, soit à la suite d'une ouverture de crédit résultant d'un engagement de récolte, de marchandises ou de valeurs ; il est, pour le client de la Banque, comme un réservoir de crédit auquel il peut puiser directement, au moyen de chèques ou mandats, tant que le crédit qui y est contenu n'est pas tari ; ce qui implique pour ce client la nécessité, s'il veut continuer à s'en servir, de renouveler sans cesse le contenu de ce réservoir, soit par des remises d'effets de commerce à recouvrer, soit par de nouveaux dépôts : les créances qu'il acquiert ainsi contre la Banque iront toutes se confondre, dans la masse du compte ; créances et dettes, par l'effet d'une novation implicite, deviendront de simples numéros, une liste d'articles contribuant à former le solde final, seul exigible, seul susceptible d'être frappé de saisie-arrêt par les créanciers de la partie créditrice. Nous avons vu que les opérations de change avaient lieu aussi au moyen d'un autre compte-courant, ouvert à chaque Banque coloniale par le Comptoir d'es-compte de Paris. En sorte que pratiquement tous les services que rendent les Banques coloniales sont réalisés par

cet organe : comptes-courants ouverts par la Banque coloniale à des agriculteurs, à des commerçants, voir même à des communes de la colonie, compte-courant ouvert par un établissement de Paris à cette Banque, tel est tout le système de distribution du crédit mobilier aux colonies.

Les comptes-courants rapportent beaucoup aux Banques coloniales, puisqu'elles ne peuvent servir aucun intérêt pour les dépôts qui leur sont faits, tandis que leurs débiteurs paient un intérêt plus ou moins fort suivant qu'il s'agit d'escompte, de prêts sur récoltes, sur marchandises, ou sur matières métalliques.

Pour pouvoir se faire ouvrir un compte-courant, il faut remplir les mêmes conditions que pour être admis à l'escompte : être notoirement solvable, être domicilié dans la colonie, et faire appuyer sa demande par un administrateur ou par deux clients de la Banque, enfin être agréé par le Conseil d'administration.

Nous avons ainsi terminé les opérations statutaires des Banques coloniales. Elles ne peuvent en faire aucune autre ; mais rien ne les empêche, accessoirement à une de ces opérations, de se faire donner des sûretés complémentaires, telles qu'une hypothèque : c'est là une simple mesure de prudence dont on ne peut que les féliciter. Seulement il leur est défendu de prêter directement sur hypothèques, sans qu'elles aient acquis d'abord les garanties statutaires : la Commission de surveillance a eu plusieurs fois à rappeler aux Banques l'observation stricte de leur loi organique sur ce point.

TROISIÈME SECTION. — Administration des Banques et mesures de surveillance et de contrôle.

Deux pouvoirs se partagent l'administration et la surveillance des Banques coloniales : les actionnaires, qui ont fourni le capital constitutif des Banques, et l'État, de qui elles tiennent la vie et le privilège qui leur permet de vivre.

Nous allons retrouver ces deux pouvoirs exerçant côte à côte leurs droits : les actionnaires, par leur assemblée générale, par les administrateurs et le censeur nommés par eux : l'État, par le directeur de chaque Banque, par le censeur désigné par le ministre, par le directeur de l'intérieur de la colonie, par la Commission de surveillance et l'agent central, enfin par les inspecteurs qu'il peut envoyer vérifier les Banques.

Nous allons passer en revue ces divers organes, en indiquant leurs attributions respectives. J'aurai en cette matière à signaler d'assez nombreuses différences entre les Banques des anciennes colonies et celle de l'Indo-Chine : la plus importante est que, dans la Banque de l'Indo-Chine, le directeur de chaque succursale n'est pas une émanation de l'État, mais un simple mandataire des actionnaires ; j'indiquerai les autres différences au fur et à mesure qu'elles se présenteront.

1° *L'Assemblée générale des actionnaires.* — Cette Assemblée se compose, d'après les statuts de 1874, seulement des cent actionnaires (des 150, d'après les statuts de 1851), qui depuis six mois révolus sont propriétaires du plus grand nombre d'actions, le plus ancien l'emportant en cas de parité d'actions, et le plus âgé, en cas de transfert opéré

le même jour; mais si dans ces cent plus forts actionnaires, il se trouve des étrangers, ils ne peuvent faire partie de l'Assemblée, à moins qu'ils n'aient, depuis cinq ans au moins, fixé leur domicile en France ou dans une colonie (art. 28, statuts).

Dans le projet de loi soumis depuis quatre ans au Parlement, la composition de l'Assemblée générale est modifiée; elle serait désormais composée de tous les propriétaires de dix actions et des mandataires représentant dix actions. Et alors chaque actionnaire aurait autant de voix qu'il a de fois dix actions (ou même cinq, d'après le projet de la commission), sans qu'il pût avoir plus de dix voix; tandis qu'actuellement chaque membre de l'assemblée n'a jamais qu'une voix, sauf pour la Banque de l'Indo-Chine où existe déjà le rapport d'une voix par dix actions.

Nul mandataire ne peut représenter un actionnaire, s'il n'est lui-même actionnaire, ou s'il n'est porteur de la procuration générale de l'intéressé; de plus il faut que le mandant, s'il est en Europe, dépose ses titres à l'agence centrale à Paris; ils y sont indisponibles jusqu'à la clôture de l'Assemblée (art. 29, statuts).

L'Assemblée générale tient des réunions ordinaires et des réunions extraordinaires.

La réunion ordinaire a lieu tous les ans, au mois de mai pour la Banque de l'Indo-Chine, au mois de juillet pour les autres, au siège de la Société. Elle est convoquée et présidée par le directeur (par le président du conseil d'administration dans la Banque de l'Indo-Chine) assisté des trois plus forts actionnaires présents, qui composent le bureau provisoire; un bureau définitif est ensuite nommé par l'Assemblée, et un secrétaire désigné parmi les trois membres de ce bureau (art. 31, statuts).

L'Assemblée étant ainsi constituée, [quelles sont ses fonctions? Elle a d'abord, après avoir entendu le compte-rendu des opérations et de la situation de la Banque, à approuver ou à rejeter les comptes. Puis elle discute sur les questions portées à l'ordre du jour par le conseil d'administration et sur celles-là seulement : les propositions des actionnaires doivent, pour être discutées, être soumises, au moins cinq jours d'avance, au conseil. Enfin elle procède à l'élection des administrateurs et d'un censeur ; cette élection a lieu au bulletin secret, et à la majorité absolue pendant deux tours de scrutin ; au troisième tour seulement, les candidats qui ont eu le plus de voix au second peuvent passer à la majorité relative : en cas d'égalité, c'est le plus âgé qui est élu (art. 32, statuts).

Mais pour délibérer valablement, l'Assemblée doit remplir certaines conditions. Pour les cinq anciennes Banques, il faut actuellement qu'elle se compose au moins de cinquante membres (quinze seulement pour les Banques de la Guyane et du Sénégal). Si ce chiffre n'est pas atteint, l'Assemblée est de nouveau convoquée dans le mois suivant, et peut alors délibérer quel que soit le nombre des actionnaires présents ou représentés, mais seulement sur les questions mises à l'ordre du jour de la première réunion (art. 33, statuts).

Pour la Banque de l'Indo-Chine, l'Assemblée doit, normalement, se composer au moins de vingt membres, mais réunissant le quart des actions émises ; sinon il faut une seconde convocation quinze jours après. Mais si l'Assemblée doit délibérer sur des modifications aux statuts, ou sur des propositions de continuation ou de liquidation avant terme de la société, elle ne peut le faire valablement que si la moitié au moins du capital est représenté par un

nombre quelconque d'actionnaires ; sinon il faudra une deuxième réunion qui n'aura pas à tenir compte de la quotité représentée. Le projet actuel apporte, sur ces points, aux statuts des anciennes Banques, des modifications calquées sur les dispositions précédentes.

Ces différentes règles s'appliquent d'ailleurs aux Assemblées générales extraordinaires dont je vais maintenant m'occuper. L'Assemblée générale doit être convoquée extraordinairement par le conseil d'administration, dans trois cas : 1^o Quand des actionnaires représentant le quart au moins des actions en ont adressé la demande écrite et motivée au directeur ou au gouverneur de la colonie. Pour la Banque de l'Indo-Chine, il faut que les requérants représentent le tiers des actions, et c'est au conseil d'administration qu'ils doivent s'adresser ; — 2^o quand par suite de pertes dans les opérations, le capital se trouverait réduit de moitié ; — 3^o enfin, pour les anciennes Banques seulement, dans le cas de démission ou de mort d'un des censeurs, ou de l'un des administrateurs nommés par les actionnaires (art. 34, statuts).

Mais de plus, la réunion de l'Assemblée peut toujours être provoquée, toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît la nécessité, en particulier si le capital se trouve atteint seulement pour moins de la moitié. Pour toute convocation ordinaire ou extraordinaire, les lettres d'avis individuelles doivent toujours contenir l'indication sommaire de l'objet de la réunion.

2^o *Le conseil d'administration.* — L'Assemblée générale, qui est l'expression suprême du pouvoir des actionnaires, délègue ses droits de direction à des administrateurs et ses droits de contrôle à un censeur.

Dans les cinq anciennes Banques, le conseil d'adminis-

tration se compose : du directeur, qui sert de président, et de quatre administrateurs, dont trois sont élus par les actionnaires ; le quatrième est le trésorier de la colonie, ou une personne déléguée par lui, s'il ne réside pas dans la ville où est le siège social de la Banque. Ainsi le gouvernement est représenté dans le conseil par deux personnes : le directeur et le trésorier colonial (art. 36, statuts).

Pour pouvoir être nommé administrateur, il faut être propriétaire de dix actions, qui demeurent inaliénables pendant la durée des fonctions de l'administrateur ; mais pour les Banques de la Guyane et du Sénégal cinq actions suffisent. Nommés pour trois ans, les administrateurs sont renouvelés par tiers chaque année ; ils sont d'ailleurs rééligibles. En cas de décès et de démission, le conseil peut choisir comme administrateur provisoire un actionnaire possédant les actions voulues, mais il doit toujours faire ratifier cette nomination par une assemblée générale convoquée spécialement pour cela.

Le conseil d'administration, qui se réunit au moins deux fois par semaine, et de plus toutes les fois que le directeur ou un censeur le jugent utile, a en somme presque toute la charge de la gestion de la Banque, dont il assume l'entière responsabilité vis-à-vis des actionnaires, puisque ceux-ci ne peuvent rien contre le directeur. Ses multiples fonctions (art. 37, statuts) peuvent se classer sous quatre chefs :

1° Il autorise toutes les opérations de la Banque et en règle les conditions. Cela l'oblige : à veiller à la stricte observation des statuts et des règlements intérieurs, qu'il doit faire lui-même pour fixer la forme des opérations ; à déterminer le taux de l'intérêt de l'escompte, des commissions et droits de garde, et le mode d'estimation des

choses données en gage à la Banque ; à faire choix des effets qui peuvent être admis à l'escompte, « sans avoir besoin de motiver son refus » ; à admettre ou non au compte courant les personnes qui le demandent ; à statuer sur la mise en circulation, les conditions de circulation et le retrait des billets de la Banque.

2° Il convoque l'Assemblée générale, lui rend compte des opérations de la Banque et lui soumet les réformes à étudier ; c'est lui qui fixe l'ordre du jour.

3° Il s'occupe de l'organisation intérieure de la Banque ; nomme et révoque les employés, fixe leurs appointements et établit chaque année le budget des dépenses d'administration ; il veille à l'entretien des immeubles de la Banque, aux frais de bureau, etc.

4° Enfin il dispose des droits de la Banque, autorise tout compromis, toute transaction, toute mainlevée d'hypothèque, tout concordat, et il exerce les actions judiciaires.

Pour que le conseil délibère valablement, il faut au moins deux administrateurs et le directeur ; de plus les censeurs, ou au moins l'un d'eux, doivent être présents.

Dans la Banque de l'Indo-Chine le conseil a un pouvoir encore bien plus considérable, « les pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la société », disent les statuts ; il nomme lui-même son président, et il ne subit pas d'autre contrôle que celui d'un commissaire du gouvernement, qui tient lieu de censeur, et assiste à ses séances. Les attributions du conseil sont plus explicitement indiquées dans les statuts de la Banque d'Indo-Chine que dans ceux des autres Banques. Ce conseil doit comprendre au moins huit membres et quinze au plus ; en fait il en a douze, tous de hautes notabilités financières ou commerciales. Ils doivent être propriétaires

chacun de quarante actions ; ils sont élus pour cinq ans, et renouvelables à raison de deux par an ; le conseil se réunit au moins une fois par mois ; il ne peut délibérer que si cinq membres au moins sont présents, mais les absents peuvent se faire représenter, pour un objet spécial, par un collègue, à condition que chaque mandataire ne puisse avoir ainsi plus d'une voix en sus de la sienne.

3° *Le directeur.* — Dans les cinq Banques primitives, le directeur a un rôle considérable. Nommé par un décret du chef de l'État contresigné par le ministre des colonies, et après un rapport des ministres des colonies et des finances, il est le véritable représentant du Gouvernement auprès des Banques. Il est, ne l'oublions pas, président de droit du conseil d'administration, et avec voix prépondérante ; il est chargé d'en faire exécuter les décisions, sur lesquelles il a eu une grande influence, et qu'il doit contresigner ; il peut empêcher toute opération d'escompte ou d'avance, en refusant son approbation, sans laquelle rien ne peut avoir lieu ; enfin c'est lui qui a la haute main sur les bureaux, présente les candidats à tous les emplois et signe la correspondance, les acquits, endossements, traites ou mandats. Il doit être propriétaire d'au moins vingt actions pour les trois Banques principales, et de dix pour celles de la Guyane et du Sénégal. Enfin, nommé par décret, il ne peut de même être révoqué que par décret du chef de l'État ; le gouverneur de la colonie pourrait seulement le suspendre, en conseil privé, et mettre à sa place, sur la proposition du conseil d'administration, un directeur intérimaire (art. 42 à 47, statuts).

Les administrateurs ne peuvent donc pas grand'chose contre lui, et il est puissamment armé pour résister à leurs prétentions. C'était nécessaire, étant donnée l'orga-

nisation de ces Banques, dont les administrateurs sont les premiers clients, et dont tous les clients sont plus ou moins actionnaires. Et le poste de directeur aurait excité trop de rivalités entre les familles assez peu nombreuses des îles, s'il avait été laissé à la disposition du conseil d'administration. Mais, pour éviter cet inconvénient, on peut se demander si l'on n'est pas tombé dans un autre ; car la Loi de 1851 a fait des directeurs des Banques coloniales presque des fonctionnaires de l'État, en fait sinon en droit ; et les nominations faites par le Gouvernement n'ont pas toujours été très heureuses, il faut bien l'avouer.

Plusieurs fois, ce poste si important, qui exige à la fois une grande science financière et une connaissance approfondie de la population et de la situation économique des pays où opèrent les Banques, a été confié à des hommes presque aussi novices comme financiers que comme fonctionnaires coloniaux ; et leur inexpérience a plus d'une fois aggravé les crises de certains de nos établissements, surtout si l'on ajoute à cela que les ravages du climat ont obligé le Gouvernement à des changements très fréquents dans le personnel des Banques, changements qui excluent tout esprit de suite dans la direction de ces établissements.

Dans la Banque de l'Indo-Chine, l'organisation est toute différente. Là le conseil d'administration jouit d'une indépendance vis-à-vis de l'État, que justifient sa composition, son siège à Paris, et enfin l'origine purement privée de la société ; le conseil est donc tout puissant, et c'est lui-même qui nomme des directeurs pour chaque succursale et agence de la Banque ; les statuts exigent bien pour ces nominations l'agrément du ministre des colonies, mais c'est une simple formalité, qui ne met point les direc-

teurs à la disposition de l'État ; car ils ne tiennent pas de lui leurs pouvoirs, mais du conseil d'administration ; ils sont les mandataires du conseil, ils le représentent pour l'exécution de ses décisions, et pour la gestion des affaires de leur succursale ; ils ont en particulier à faire les « poursuites et diligences nécessaires » pour exercer en son nom les actions de la société, comme le font du reste les directeurs des cinq autres Banques. Comme ceux-ci aussi, il faut qu'ils soient propriétaires de vingt actions.

Enfin tous les directeurs des Banques coloniales — et la Commission de surveillance (1) leur assimile, en cela, même les employés — ne peuvent faire aucun commerce, ni avoir d'intérêt dans aucune entreprise commerciale, et aucun effet ou engagement signé d'eux ne peut être admis à l'es-compte : disposition qui a pour but d'empêcher des abus faciles à comprendre, et que les administrateurs, pour leur compte, n'ont peut-être pas toujours su éviter (art. 45, st.).

4° *Les censeurs.* — Les censeurs, dans les anciennes Banques, jouent le rôle que la loi de 1867 attribue aujourd'hui aux commissaires de surveillance des sociétés anonymes. Ils sont chargés spécialement de veiller à la stricte exécution des statuts et des règlements de la Banque. Pour remplir cette tâche, ils ont le droit de se faire représenter à tout moment l'état des caisses, les registres et le portefeuille de la Banque. Ils assistent aux réunions du conseil d'administration, auquel ils peuvent proposer toutes les mesures qu'ils croient utiles à l'exécution des statuts ; si ces mesures ne sont pas adoptées, ils peuvent, pour dégager leur responsabilité, en requérir la transcription sur le registre des délibérations du conseil. Tous les ans ils doivent faire un

(1) Avis du 25 novembre 1876.

rapport à l'assemblée générale pour rendre compte de leur surveillance (art. 52, st.)

Les censeurs sont au nombre de deux : l'un, élu par l'assemblée générale pour deux ans, rééligible et propriétaire de dix actions comme les administrateurs, surveille pour le compte des actionnaires ; en cas d'empêchement, il est remplacé par un censeur suppléant élu d'avance par l'assemblée ; l'autre, qui surveille pour le compte du gouvernement, est un fonctionnaire colonial ; ce fut d'abord le contrôleur colonial (statuts de 1851), puis l'inspecteur permanent des services administratifs de la colonie, mais cette fonction ayant été supprimée en 1891, c'est aujourd'hui le chef du service administratif qui est désigné par le ministre comme censeur légal ; il correspond avec le gouverneur et avec le ministre à qui il rend compte de sa mission au moins tous les mois ; en cas d'empêchement, il est remplacé provisoirement par les soins du gouverneur (art. 55, statuts).

Le censeur électif était autrefois admis, d'après un avis de la Commission de surveillance, à exercer temporairement les fonctions d'administrateur en cas d'absence d'un de ceux-ci ; mais cette faculté ne fut pas consacrée par la réforme de 1874, malgré une demande en ce sens faite par la Banque de la Réunion.

Dans la Banque de l'Indo-Chine, il n'y a point de censeur élu par les actionnaires. Il y a seulement à Paris, auprès du Conseil d'administration, un commissaire du gouvernement, et auprès de chaque succursale un censeur administratif, nommés par le ministre des colonies. Ces fonctionnaires ont exactement les mêmes attributions et les mêmes droits que les censeurs légaux des autres Banques. Il est d'ailleurs question, dans le projet de loi de

1895, d'établir auprès de celles-ci un commissaire du gouvernement, qui serait le trésorier colonial, comme délégué du ministre des finances ; il cesserait alors d'être administrateur de droit.

5° *L'administration coloniale représentée par le directeur de l'intérieur.* — Nous avons déjà rencontré plusieurs cas où le gouverneur de la colonie avait à prendre une décision intéressant la Banque, en particulier pour autoriser les distributions de dividende ; cela implique une certaine surveillance exercée par l'administration locale sur la situation des Banques. Cette surveillance, dont il n'est pas question dans les statuts, a été confiée au directeur de l'intérieur de chaque colonie, comme je l'ai déjà dit, par le décret organique du 24 décembre 1851. En vertu des dispositions de ce décret, la Banque doit communiquer à ce fonctionnaire, dans les huit jours de leur date : Les procès-verbaux des assemblées générales, le budget des dépenses, les règlements intérieurs et autres actes du conseil d'administration ; puis, tous les mois : la balance des comptes du grand livre ; — l'état de situation de la caisse et du portefeuille ; — les situations mensuelles publiées dans les journaux ; — le relevé des billets fabriqués, émis, rentrés, en circulation ; — la liste nominative des souscripteurs, présentateurs et bénéficiaires d'effets escomptés ; — la copie du registre des délibérations du conseil d'administration.

Le gouverneur a ainsi tous les éléments d'appréciation nécessaires pour pouvoir prendre les mesures que comporte la situation.

6° *La Commission de surveillance.* — Au-dessus de cette surveillance locale exercée sur chaque banque,

la loi de 1851 avait établi, celle, beaucoup plus haute, d'une commission spéciale instituée dans ce but à Paris.

Cette Commission de surveillance se composait primitivement de sept membres : un conseiller d'État élu par le conseil d'État, deux membres désignés par le ministre des colonies, deux autres par le ministre des finances, et les deux derniers par le conseil de la Banque de France. La loi de 1874 (art. 15) a porté ce nombre à neuf, en ajoutant aux membres désignés par le ministre des colonies deux actionnaires des Banques en résidence à Paris, et choisis aussi par le ministre. Enfin, le projet de loi actuel propose d'adjoindre à la Commission, mais avec voix consultative seulement, un maître des requêtes au conseil d'État, désigné par le garde des sceaux, et qui servirait pour ainsi dire de commissaire du gouvernement.

La Commission de surveillance est l'organe régulateur du fonctionnement des Banques ; c'est une sorte de conseil suprême, qui plane au-dessus de toutes les Banques coloniales, même de celle de l'Indo-Chine, sans avoir d'ailleurs de rapports directs avec elles, car c'est le ministre qui doit lui communiquer tous les documents qu'il reçoit par l'intermédiaire du censeur légal ou de l'agent central. D'après ces documents, elle décide des mesures à prendre pour assurer la marche de chaque établissement.

Elle émet des avis, tantôt obligatoires, tantôt facultatifs : obligatoires, avant tous les actes gouvernementaux qui peuvent concerner les Banques ; facultatifs, toutes les fois qu'elle le croit utile. Elle peut ainsi provoquer des mesures de vérification et de contrôle qui lui semblent nécessaires, adresser des blâmes pour les opérations contraires aux statuts ou trop hasardées, empêcher même la distribution de dividendes, si la situation est mauvaise. En un mot,

elle a les pouvoirs les plus larges, d'autant plus larges qu'ils n'ont jamais été délimités, car il n'existe aucun règlement d'administration concernant la Commission de surveillance ; c'est du reste à sa vigilance et à sa prudence que certaines Banques ont dû souvent de ne pas périliter par suite des imprudences de leur administration. Elle a encore une autre prérogative importante : le droit de présentation au poste de directeur des cinq anciennes Banques ; c'est sur une liste de trois noms pour chaque place, dressée par elle, qu'est choisi chaque directeur, sur le rapport des ministres des colonies et des finances ; elle a le même droit de présentation pour le poste d'agent central.

Chaque année la Commission adresse au président de la République un rapport sur les résultats de chaque établissement. C'est dans ces comptes rendus, qui doivent être publiés au *Journal officiel* et dans un journal au moins de chaque colonie, qu'on trouve réunis tous les résultats de la marche de nos Banques coloniales depuis leur origine.

7° *L'agence centrale.* — Le rôle de l'agence centrale des Banques coloniales n'a aucun rapport avec celui de la Commission de surveillance. Il est déterminé par le décret du 17 novembre 1852, qui a créé l'agence et dont j'ai déjà parlé, décret modifié par celui du 31 mars 1874.

L'agent central dépend du ministère des colonies ; il est nommé par le ministre sur une liste de trois noms dressée par la Commission de surveillance. Il doit posséder avant d'entrer en fonctions, d'après le décret de 1852, quatre actions de chacune des Banques de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, seules créées à cette époque.

L'agent central est en somme le mandataire officiel en France des cinq anciennes Banques, — la banque de

L'Indo-Chine ayant son siège et des bureaux à Paris, n'a pas besoin de cet intermédiaire, — soit vis-à-vis du public et des établissements de crédit de la métropole, soit vis-à-vis du gouvernement. Il est, comme le dit le premier rapport de la Commission de surveillance, « l'expression du principe de la centralisation » en matière de Banques coloniales, centralisation qui ne s'applique qu'à leurs rapports extérieurs, mais qui est très suffisante, bien que certains, nous le verrons, aient, en ces derniers temps, rêvé de pousser ce principe jusqu'à ses dernières conséquences.

Dans la pensée des auteurs du décret de 1852, l'institution de l'agence centrale était surtout destinée à faciliter la surveillance de la Commission. En effet, l'agent est tenu de renseigner le ministre auprès de qui il représente officiellement les Banques, et de lui transmettre tous les documents nécessaires au contrôle : c'est là sa première fonction. La seconde est de veiller aux intérêts des Banques en Europe : ainsi il est l'intermédiaire obligé des Banques et de l'établissement de crédit, primitivement la Banque de France, aujourd'hui le Comptoir d'escompte, qui leur sert de correspondant ; aucun effet ne peut être encaissé ni payé pour leur compte par cet établissement, sans être revêtu du visa de l'agent ; c'est ce visa qui fait courir l'échéance de ces effets ; de même il exerce aussi en Europe leurs actions judiciaires ou extrajudiciaires ; enfin il opère le transfert des actions se trouvant dans la métropole et le changement de domicile de celles qui passent de la colonie en Europe ; il surveille aussi la confection des billets des Banques.

Mais là s'arrête son rôle. L'agence centrale n'est pas une succursale des Banques, elle ne peut faire elle-même

l'escompte ou délivrer des mandats sur les Banques ; l'agent n'est en somme vis-à-vis d'elles que leur fondé de pouvoirs en Europe ; de même que vis-à-vis du ministre, il n'est qu'un agent de renseignements, qui ne peut ni proposer des réformes ni imposer son veto ; il est regrettable qu'il n'ait pas au moins voix consultative auprès de la Commission de surveillance.

Le poste d'agent central n'a eu que très peu de titulaires, le premier agent, M. Le Pelletier de Saint-Remy, l'ayant occupé pendant trente ans, jusqu'à sa mort.

8° *L'inspection des Banques coloniales.* — Jusqu'ici, cette inspection n'a pas lieu régulièrement, et n'est pas confiée à des agents spéciaux. Les statuts (art. 56) donnent simplement au ministre des colonies et au gouverneur de chaque colonie le droit de faire vérifier, soit d'office, soit sur la demande de la Commission de surveillance, les registres, les caisses et les opérations des Banques, et cela par les agents qu'ils voudront. Il est arrivé plusieurs fois qu'un inspecteur des finances ou de la Banque de France a été envoyé ainsi en mission près des Banques dont la situation était compromise. Les inspecteurs des colonies pendant leurs tournées jettent aussi un coup d'œil rapide sur les livres des Banques ; mais il n'y a rien là de régulier. Le projet de loi soumis au Parlement réalise sur ce point une réforme importante, en créant une inspection ordinaire régulière, opérée aux frais de la Banque, et une inspection extraordinaire : à raison de son importance même, je reviendrai plus loin sur cette disposition.

Nous avons ainsi parcouru toutes les mesures d'administration, de surveillance et de contrôle ; ce ne sont pas, on a pu le constater, ces dernières qui manquent. Pourtant

elles peuvent être impuissantes à empêcher les désastres causés par une administration imprévoyante ou incapable, ou même par des circonstances imprévues et fatales. Què va-t-il arriver si ces désastres entament le capital ? Les statuts actuels sont assez peu explicites sur ce point (art. 57). Si le capital, par suite de pertes sur les opérations, se trouve réduit des deux tiers, la société est dissoute et la liquidation a lieu de plein droit. Si la réduction n'est que d'un tiers, la liquidation n'aura lieu que si elle est votée par la majorité de l'Assemblée générale convoquée extraordinairement, et à condition que les membres présents représentent au moins les deux tiers du capital ; mais je rappelle que la convocation extraordinaire n'est obligatoire que si la perte atteint la moitié du capital. Le vote de la liquidation doit être ratifié par un décret gouvernemental, qui doit être précédé de l'avis de la Commission de surveillance, et de celui du Conseil d'État : « Le Gouvernement, disent les statuts de la Banque de l'Indo-Chine, examine si les intérêts généraux de la colonie et ceux des tiers permettent de prononcer la dissolution. » S'il la prononce, il a à régler la façon de procéder et les agents qui y procéderont, rien de tout cela n'étant prévu par les statuts.

Ceux-ci ne disent pas davantage comment sera calculé et constaté le déficit. Le projet de loi de 1895 comble en partie ces lacunes. La réduction du capital sera constatée par une inspection réglementaire ou par une vérification ordonnée par le ministre ou le gouverneur. Même si la perte est des deux tiers, la liquidation devra être votée par l'Assemblée générale, convoquée extraordinairement non plus par le conseil d'administration, mais par le directeur, et à la requête du censeur légal. Pour que le vote soit valable à

la première réunion, il faut que les actionnaires présents représentent au moins la moitié du capital ; si ce quorum n'est pas atteint, il y aura une seconde réunion quinze jours après et cette fois le vote sera toujours valable. Du reste ce vote est assez platonique, car le projet ajoute immédiatement après que, si l'assemblée n'admet pas la liquidation, celle-ci peut être prononcée d'office par le gouverneur en conseil privé, assisté des présidents de la chambre et du tribunal de commerce, et du tribunal civil, qui ont voix délibérative. La liquidation prononcée, les billets de la Banque perdraient aussitôt leur cours légal, et la colonie se trouverait dans une situation très difficile ; car tout le numéraire serait immédiatement exporté le jour où la Banque cesserait ses opérations de change. On a donc, dans le projet de loi (art. 4), donné au gouverneur le droit, en cas de dissolution de la Banque, de fixer provisoirement, sous réserve de l'approbation ministérielle, les conditions de circulation et de remboursement des billets, c'est-à-dire en somme de proclamer au besoin le cours forcé : remède violent, mais qui pourrait seul rendre possible la liquidation, et atténuer un peu l'effroyable crise que la chute d'une Banque privilégiée déchaînerait sur la colonie où celle-ci opérait.

CHAPITRE III

LA SITUATION DE FAIT DES BANQUES COLONIALES.

Nous connaissons la législation et les statuts des Banques coloniales. C'est en fait maintenant qu'il faut les examiner, dans leur œuvre, dans les services qu'elles ont rendus, dans leurs alternatives de prospérité et de décadence. Pour cette étude, il semble naturel de réunir les trois Banques de nos colonies exclusivement sucrières, dont la situation est influencée par les mêmes causes. Je parlerai donc en même temps des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, puis successivement de celles de la Guyane, du Sénégal, et enfin de l'Indo-Chine.

Je donne ici la moyenne annuelle, par périodes de 5 ans, du montant total des avances, escomptes, prêts sur nantissement, etc., faits par chacune des Banques coloniales; leur somme est exprimée en centaines de mille francs.

	Martinique	Guadeloupe	Réunion	Guyane	Sénégal	Indo-Chine
1855-60	19.519	16.804	18.539	2.597	735	
1860-65	24.057	27.113	22.948	3.257	836	
1865-70	21.616	17.021	16.239	3.952	637	
1870-75	20.138	18.556	12.671	2.719	919	
1875-80	20.000	18.541	16.602	2.886	940	Environ : 30.000
1880-85	26.809	17.189	25.796	3.787	1.025	24.000
1885-90	17.414	14.188	18.805	4.852	2.656	61.400
1890-95	25.183	13.119	26.954	5.719	5.114	81.800
1895-98	22.309	18.565	18.384	4.277	5.646	Environ : 105.000

PREMIÈRE SECTION. — Les Banques de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion.

J'ai déjà expliqué que, dans ces trois îles, tout dépend du sucre, qui fait la prospérité ou la pauvreté de ces pays; suivant que la récolte est bonne ou mauvaise, que le cours monte ou baisse, la richesse publique y subit souvent de brusques variations. Dans ces conditions, les Banques ont un rôle très difficile, et qui demande de la part de leurs directeurs une dextérité, une prévoyance, et une connaissance des choses locales, peu communes; elles doivent servir de régulateurs, ménager les transitions entre les bonnes et les mauvaises années par des avances faites à propos, encourager l'épargne, contribuer à restreindre les importations quand celles-ci menacent de rompre trop brusquement l'équilibre commercial, et maintenir ainsi un change modéré, aider enfin au développement des moyens de production, mais sans exagérer les prêts qu'elles ne pourraient pas se faire rembourser facilement. Il y aura donc des conflits entre l'intérêt de la Banque, c'est-à-dire des actionnaires, et l'intérêt réel de la colonie, intérêts souvent très difficiles à discerner pour les administrateurs locaux, qui sont un peu juges et parties; il en résultera des conflits fréquents entre les représentants des actionnaires et les représentants du Gouvernement.

Il faut se rappeler que nos trois îles ont une superficie assez restreinte, 937 kilomètres carrés seulement pour la Martinique, 1,780 pour la Guadeloupe et ses dépendances, et 2,600 pour la Réunion, mais que la population, aux Antilles surtout, est bien plus dense en moyenne qu'en France: à la Martinique, il y a près de 175,000 habitants,

et à la Guadeloupe 165,000 ; à la Réunion, la moyenne est beaucoup moins forte, mais la population augmente, elle est actuellement de 170,000 âmes environ.

La production du sucre n'a cessé d'augmenter, grâce à une transformation du matériel à laquelle les Banques et aussi le Crédit foncier colonial ont beaucoup contribué ; on a créé de grandes usines centrales : il y en a une vingtaine à la Martinique et une dizaine à la Guadeloupe, qui donnent du sucre blanc très beau ; mais la difficulté de transporter les cannes au loin à cause de leur poids, a maintenu sur beaucoup d'habitations les petites usines, dont les moins perfectionnées donnent encore du sucre brun, de qualité inférieure, et dont la production diminue sans cesse depuis la crise de 1884, où elle est tombée en un an, à la Guadeloupe, de 10 millions à 3 millions de kilogrammes !

En dehors du sucre, la Guadeloupe produit encore un peu de café, elle en exporte environ 600,000 kg. (au lieu de 3 ou 4 millions de kilos il y a un siècle). Mais, à la Martinique, cette culture est malheureusement abandonnée (bien qu'on continue à vendre partout du café Martinique). A la Réunion, la production du café, délaissée là aussi, reprend un peu ; mais après celle du sucre, qui a beaucoup diminué depuis vingt ans, c'est celle de la vanille qui donne le plus (près de 100.000 kilos en 1897).

C'est dans le courant de 1853 que les Banques ouvrirent leurs bureaux dans nos trois îles. Malgré certaines préventions locales, certaines difficultés suscitées par les intermédiaires qu'ils allaient détrôner, les nouveaux établissements de crédit furent bien accueillis ; dès les premières années se manifestèrent les heureux effets de leur création : les emprunteurs, qui avaient perdu l'habitude

de s'acquitter régulièrement, furent forcés de revenir à plus d'exactitude; sur toutes les avances faites par les Banques en 1853 et 1854, presque uniquement sous forme d'escompte sur deux signatures (soit 14.451.942 fr. à la Martinique, 9.732.000 fr. à la Guadeloupe et 16.335.152 fr. à la Réunion), aucune valeur ne resta en souffrance. Et le premier rapport de la Commission de surveillance pouvait dire : « L'effet de la création des Banques a été en quelque sorte instantané sur les habitudes commerciales des colonies. » En même temps le taux de l'intérêt baissait considérablement, grâce au prix relativement faible adopté pour l'escompte, 6 %, qui, dit encore le même rapport, « est devenu rapidement comme un niveau régulier auquel ont dû se soumettre toutes les transactions honnêtes. »

Les opérations de change prirent aussi une certaine importance dès l'origine. La Martinique et la Guadeloupe tirèrent chacune pour plus de 5 millions de mandats sur la Banque de France, pendant les deux premières années. La Réunion en émit seulement pour 1.370.800 fr., pour payer ses créanciers de l'Inde, qui les acceptèrent; cela améliora sa situation monétaire; car elle achetait beaucoup de riz et faisait venir des travailleurs hindous, et ne pouvait jusque-là payer que par une exportation de numéraire, l'Inde n'ayant pas besoin de sucre.

J'ai déjà expliqué que la Banque de France servait alors de correspondant aux Banques et payait leurs mandats sur un crédit ouvert à chacune d'elles par la Caisse des dépôts et consignations, moyennant engagement d'une de leurs inscriptions de 50.000 fr. de rente; la Banque de France versait à cette Caisse le produit des traites qu'elles lui envoyaient en remises; c'était une simple affaire de virement. La Banque de la Martinique dut emprunter à la

Banque de France une somme de 696.000 fr. pour rétablir l'équilibre, qu'elle avait beaucoup de peine à garder, entre ses billets et son encaisse. C'est à cette époque qu'on démonétisa aux Antilles les monnaies étrangères; mais il fallut permettre aux Banques de les comprendre encore dans leur encaisse pour leur valeur intrinsèque de lingots, et nous savons qu'elles furent autorisées à y compter aussi les bons de caisse qu'on dut émettre à cette occasion. Elles eurent enfin à retirer de la circulation le papier émis par les comptoirs d'escompte provisoires créés en 1848.

A l'origine les prêts sur récoltes pendantes n'eurent pas grand succès, sauf à la Guadeloupe, où l'agriculture, plus atteinte par l'abolition de l'esclavage que dans les autres îles, emprunta dès 1854 à la Banque 1.520.800 fr. sur des plantations de cannes, somme qui s'éleva à plus de 2 millions pour l'exercice 1857-58, et à près de 4 millions en 1860-61. Cette habitude prise par les planteurs de la Guadeloupe d'emprunter sur leurs récoltes, s'est maintenue chez eux, et aujourd'hui encore c'est dans cette colonie que les prêts de cette sorte sont de beaucoup le plus importants. A la Martinique les propriétaires ruraux se contentèrent longtemps de faire escompter les traites représentant le prix de leurs récoltes: en 1857-58, la Banque n'y avançait encore directement sur les cannes encore en terre que 154.000 fr.; ces prêts ne prennent un certain essor qu'en 1859-60 (2.300.000 fr.) à la suite d'un abaissement de l'intérêt de 6 à 4 %, taux qu'il a d'ailleurs fallu remonter à 10 %, à cause de nombreuses créances restées en souffrance. A la Réunion, le prêt sur récoltes se développe graduellement; de 158.000 fr. en 1855-56, il passe à 2.649.300 en 1860-61, et monterait bien

plus haut sans la prudence de la Banque qui n'accueille pas toutes les demandes (1).

Mais, à la Réunion, on emprunte aussi beaucoup sur les marchandises d'importation, surtout sur le riz : plus d'un million, en 1858-59 ; cette garantie est aussi donnée, bien qu'à un degré moindre, à la Guadeloupe, mais très peu à la Martinique.

Les comptes-courants se sont développés rapidement à la Martinique et à la Guadeloupe, où les versements opérés sous cette forme atteignent en 1858-59 : 32.000.000 fr. pour la première et 44.000.000 pour la seconde. De plus, à la Martinique, mais là seulement, on fait quelques dépôts sur simples récépissés à vue. Au contraire, à la Réunion les planteurs restèrent très longtemps sans comprendre l'utilité du compte-courant : jusqu'en 1866 la Banque ne reçut jamais plus de 200.000 fr. par an sous cette forme, et souvent bien moins.

En somme, jusqu'en 1858, la situation des Banques est très bonne. Leurs avances suivent une progression presque constante ; le total de ces avances, y compris les escomptes, les prêts sur récoltes, sur or et argent, etc., atteint en 56-57 :

Pour la Martinique, 18.249.800 fr.	} dont pour les	{ 15.184.800 fr.	
» » Guadeloupe, 16.875.300 »			{ 12.950.200 »
» » Réunion, 19.792.700 »			
	à 2 signatures		

En même temps les dividendes augmentent aussi. La Martinique, qui, dès la seconde année, distribue 7.35 %, soit 36 fr. 75 par action de 500 fr., donne 9.23 % en 57-58.

(1) Il ne faut pas oublier lorsqu'on parle des prêts sur récoltes à la Réunion, qu'au 30 juin, date où est dressé le bilan de la Banque, ces prêts sont en cours, la récolte ne commençant qu'en juillet, tandis qu'aux Antilles elle est terminée. Du reste je ne citerai généralement que le total des prêts de toutes sortes faits pendant l'exercice.

La Guadeloupe donne un peu moins : 6.20 % en 1854 et 7.50 % en 57-58 ; la Réunion au contraire, de 6.73 % en 54 atteint 9.35 % en 57-58.

Mais en 1857-58, une baisse subite du prix des sucres se produit, et par suite une crise monétaire. Les Banques de la Martinique et de la Guadeloupe sont obligées d'emprunter chacune 500.000 fr. à la Banque de France ; la Martinique, qui avait déjà réalisé une partie de ses rentes pour rembourser une autre avance, en vendit une autre portion pour payer cette nouvelle dette, et en 1860, elle ne possède plus que 42.700 fr. de rente 3 % : son capital se trouve donc réduit de plus de moitié. Les deux autres Banques au contraire ont plusieurs inscriptions de rente engagées, mais ne les réalisent pas.

Pendant cette crise de 1857-58, c'est la Banque de la Réunion qui agit le plus sagement : dès 1858 elle porte son escompte à 7 % et réduit ses avances de 4 millions. Au contraire, les deux autres les exagèrent : à la Martinique, les prêts passent de 19 à 27 millions en 1858-59 ; aussi beaucoup d'effets restent en souffrance, et il faut que la Commission de surveillance intervienne et fasse monter l'escompte de 6 à 8 et même 10 %.

En même temps, sous le coup de la crise et de la raréfaction de la monnaie, le taux du change monte à 15 et 18 % à la Martinique, 15 à 16 % à la Guadeloupe ; en 1857 et 58, les Banques n'achètent aucune traite du commerce. Mais, dès la crise passée, le commerce des traites et les opérations de change reprennent de plus belle : en 1860, le change est revenu à 2 % aux Antilles, et les deux Banques vendent chacune pour environ 6 millions de traites. A cette époque se produit du reste un événement qui va développer considérablement les opérations de change des Banques

coloniales : ce sont les traités qu'elles concluent, en 1860, avec le Comptoir d'escompte de Paris, qui leur ouvre un crédit de 4.000.000 fr. pour les Banques de la Martinique et de la Réunion, et de 6.000.000 pour celle de la Guadeloupe : la facilité qui en résultait pour régler les achats des colonies en France et à l'étranger fit aussitôt baisser le change ; les commerçants en profitèrent largement : au 30 juin 1861, les Banques de la Martinique et la Guadeloupe ont déjà émis l'une pour plus de 6 millions, l'autre pour plus de 8 millions, de mandats, avec moins de 1 % de prime. Mais la Réunion ne semble pas comprendre l'avantage de ce traité : ses créanciers indiens préfèrent probablement les mandats sur la Banque de France à ceux émis sur le Comptoir, aussi en 1862 la Banque dénonce la convention avec le Comptoir.

La période 1859-1863, qui suit la crise dont j'ai parlé, est peut-être celle où les Banques ont été le plus florissantes. C'est aussi celle où la production du sucre augmente le plus rapidement, à cause de la transformation du matériel. A la Réunion, elle atteint même après 1860 son maximum, 75 millions de kilos, presque le double du chiffre actuel. La Banque de la Réunion surtout se fait remarquer à cette époque par sa prudence — malheureusement elle a bien changé depuis ; — elle n'a alors aucune valeur en souffrance. Celles de la Guadeloupe et surtout de la Martinique au contraire exagèrent encore leurs avances, sous l'influence peut-être de leur crédit au Comptoir d'escompte : aussi il y a à la Martinique 555,000 fr. en souffrance au 30 juin 1863, et le dividende tombe à 7.39 % ; il diminue du reste aussi à la Guadeloupe, à cause d'une nouvelle baisse des sucres.

En 1863, commence une mauvaise période qui dure jusqu'en 1869. La Banque de la Guadeloupe surtout est alors

très éprouvée ; ses avances ont, en 1863-64, dépassé 31 millions, mais malgré ce crédit beaucoup trop large, ou peut-être à cause de lui, plusieurs grosses maisons débitrices de la Banque firent faillite, et celle-ci se trouva, au 31 décembre 1864, avoir 1,364,000 fr. de créances en souffrance. Le capital fut très entamé, et il fut impossible de distribuer un dividende pendant les deux années suivantes. Les avances, réduites progressivement, n'étaient plus que de 13 millions en 1867-68 : cette réduction ne portait d'ailleurs que sur les escomptes d'effets à deux signatures, et non sur les prêts sur récoltes qui se maintiennent, pendant toute cette période, entre 4 et 5 millions par an. Le capital a été reconstitué dès 1866, mais le fonds de réserve ne se retrouvera à sa limite qu'en 1876.

Dans les deux autres îles, une série de mauvaises récoltes fit aussi subir des pertes aux Banques et les obligea à restreindre beaucoup leurs prêts. A la Réunion, les plantations sont ravagées en même temps par une sécheresse persistante, par la maladie de la canne et par un insecte qui détruit la saccharine des tiges : les prêts sur récoltes atteignent presque 5 millions en 1865-66, mais retombent à 2,400,000 fr. en 1867-68 et à 1,105,000 seulement en 1869-70, année où le total des avances ne dépasse guère 9 millions, le chiffre le plus faible depuis la fondation de la Banque. A la Martinique, la situation est meilleure : les avances ne diminuent qu'en 1867-68 où, par suite d'une mauvaise année, le dividende tombe à 4 % ; mais pendant les années suivantes, la Banque peut refaire son capital qui, depuis longtemps, était réduit à 42,000 fr. de rente ; son fonds de réserve a même atteint à cette époque sa limite légale de 1,500,000 fr. En 1873, elle possédait 4,500,000 fr. de rente 3 %.

A partir de 1870, les trois Banques recommencent à développer leurs avances. A la Guadeloupe, la réparation des dommages causés par un grand incendie exige en 1873 de gros crédits et les prêts remontent d'un coup à 26 millions. De cette époque aussi date une extension très considérable donnée dans cette colonie aux prêts sur récoltes qui, en 1873 et 1874 dépassent 10 millions, et en même temps aux opérations de change : en 1870, la Banque tire sur le Comptoir pour 17 millions, presque la valeur totale des importations de l'île, et ce chiffre est dépassé les années suivantes. Aussi en 1873 elle reste débitrice envers le Comptoir de 1,714,000 fr.

Dans les deux autres îles, c'est aussi une époque de transition ; les habitudes en matière d'emprunt changent ; la Martinique, où jusque-là les prêts sur récoltes n'avaient jamais atteint 1 million, les adopte décidément après 1870 : ils sont à 1,592,000 fr. en 1874-75, 2,812,400 fr. en 1879-80 et dépassent 4,500,000 fr. en 1883. La Réunion au contraire, où les prêts sur récoltes se maintiendront désormais aux environs de 2 à 3 millions par an, se jette dans les prêts sur marchandises, à la suite du décret de 1870 qui permet à la Banque d'avancer la valeur totale de ces marchandises : on y emprunte sous cette forme 3 millions en 1870 et plus de 9 millions en 1874-75. Cette exagération évidente d'une sorte de crédit très dangereuse procure à la Banque de la Réunion, jusque-là si prudente, un solde de 1,544,000 fr. en souffrance au 30 juin 1874. Elle dut restreindre ces prêts pendant quelques années, puis tout d'un coup, en 1880, ils remontent d'un bond à 16 millions, à la suite de la disparition de l'agence du Comptoir d'escompte de Saint-Denis, et probablement aussi à cause de la construction du chemin de fer de la Réunion.

Ainsi peu à peu chaque Banque s'est spécialisée dans certaines opérations ; tandis qu'à la Réunion les prêts sur marchandises prenaient cet énorme développement, portant d'ailleurs aussi bien sur les denrées d'importation que sur les produits de la récolte avant son embarquement, à la Guadeloupe ce sont les prêts sur récoltes pendantes qui continuent toujours à dominer ; et au contraire à la Martinique, bien que les prêts sur récoltes soient assez usités, c'est cependant l'escompte des effets à deux signatures qui fournit surtout aux planteurs l'argent dont ils ont besoin ; ils demandent la seconde signature à leur commissionnaire.

Les Banques de la Réunion et de la Martinique modèrent plus que celle de la Guadeloupe leurs émissions de mandats sur France. Pourtant, à la Martinique, après avoir oscillé entre 4 et 8 millions jusqu'en 1877, ils arrivent à 16 millions en 1882-83, la prime ne dépassant pas 1%. La Réunion continua longtemps à tirer sur la Banque de France, même après que le Comptoir d'escompte eût été en 1874 officiellement désigné comme correspondant de toutes les Banques coloniales. En 1880 elle tire sur lui pour 3.180.000 fr., mais encore pour 1.900.000 fr. sur la Banque de France. Les comptes-courants se développent aussi d'une façon générale, mais avec de brusques variations : ainsi à la Martinique, les versements opérés à ce titre, après avoir atteint 69 millions en 1871, descendent à 44 en 1876, mais remontent à 71 millions en 1882. A la Réunion où si longtemps les colons ne s'en servaient pas, ils finissent par arriver à 12 millions en 1872 pour rebaisser les années suivantes, mais se retrouver à 11 et 12 millions en 1882 et 1883. A la Guadeloupe, où les habitants usent plus que partout ailleurs de la Banque, les comptes-courants se maintiennent depuis 1870 au-dessus de 60 millions par an,

et dépassent même 70 millions à partir de 1880. Pendant un certain temps, il circula dans l'île des chèques sur la Banque émis par les déposants, d'une valeur de 5 fr. et même moins, pour suppléer à l'insuffisance des monnaies ; en 1874, la Banque pouvant désormais lancer des billets de 5 fr., la Commission de surveillance ordonna le retrait de ces chèques; il y en avait alors pour près de 500.000 fr.

Pendant toute cette période, de 1870 à 1884, la situation des Banques est bonne, au moins pour celles des Antilles. Elles distribuent des dividendes magnifiques ; pour la Martinique ils atteignent une fois, en 1872-73, 23.75 %, et de 1878 à 1884 ils dépassent presque toujours 15 %; à la Guadeloupe, depuis 1870, ils oscillent entre 10 et 15, et même 17 % en 1883. Enfin à la Réunion, moins élevés jusqu'en 1874, ils montent les années suivantes à 17, 20 et 22 %; les planteurs n'avaient pas à regretter le 3 % des rentes de l'indemnité coloniale !

En 1882 les trois Banques transforment leurs rentes 3 % perpétuelles en 3 % amortissables. Malgré leurs gros dividendes, elles maintiennent l'escompte aux environs de 7 %, mais la Banque de la Martinique, voulant développer les prêts sur récoltes, abaisse leur intérêt à 4 % en 1880, ce qui produit, nous l'avons vu, le résultat souhaité. Du reste, les trois colonies sont alors dans une bonne situation commerciale ; le sucre vaut de 60 à 65 francs les 100 kilos, et la production, dans les bonnes années, dépasse 70 millions de kilos à la Réunion, 50 millions à la Martinique, et oscille entre 50 et 60 millions à la Guadeloupe.

Mais tout d'un coup, au commencement de 1884, une crise sans précédent éclate sur le sucre. Le cours tombe à 40 fr. les 100 kil., puis bientôt à 35 fr., et même moins, sous l'influence du stock énorme de sucre de betterave en-

tassé en Europe, où la production a doublé depuis 10 ans sans que la consommation ait augmenté en proportion. Aussitôt les Banques modèrent leurs avances, et surtout leurs émissions de mandats qui en 1884-85 tombent : à la Martinique de 15 à 6 millions ; à la Guadeloupe, de 22 à 17 ; à la Réunion, de 9 à 3 ; le total des prêts et escomptes passe de 1883-84 à 1885-86 : à la Martinique de 28 à 16 millions ; à la Guadeloupe de 19 à 14 ; à la Réunion de 25 millions en 1884 à 13 en 1886-87. La crise cependant ne fait pas trop de mal à la Banque de la Martinique qui en cette circonstance montra une grande prudence ; elle eut bien en 1884-85 près de 800,000 fr. d'effets en souffrance, mais elle les passa tous aux profits et pertes sans même tenir compte du cinquième de leur valeur que les statuts l'autorisaient à comprendre dans l'actif. Grâce à la réduction rapide de ses tirages, le change se maintint à 2 ou 3 %. Ces mesures énergiques firent, il est vrai, baisser le dividende à 5 % en 1884-85, mais il remonta dès l'année suivante à 13 %.

A la Guadeloupe, au contraire, la crise amena d'assez grosses pertes, mais grâce à une récolte énorme en 1886-87, la situation s'améliora rapidement ; au 30 juin 1887, la Banque se trouvait créancière au Comptoir de 3,400,000 fr., et bientôt, grâce à une nouvelle récolte excellente en 1888 et à la hausse des cours du sucre, elle peut distribuer des dividendes plus beaux que jamais, 19, 23 et 24.50 %.

Dès le commencement de la crise, en prévision de l'élévation du taux du change, la Commission de surveillance avait fait conseiller aux Banques, par une dépêche ministérielle, d'attribuer à leurs fournisseurs de traites une partie de la prime qu'elles percevraient sur leurs mandats ; jusque-là en effet elles reprenaient toujours à leurs em-

prunteurs sur récoltes leurs traites au pair, même quand le change était élevé. Ce n'était pas absolument honnête puisque les Banques bénéficiaient à la fois de l'intérêt des prêts, et de la prime du change, tandis que les producteurs ne profitaient pas de cette hausse du change, dont ils auraient cependant, si elle avait duré, supporté indirectement la conséquence par suite d'une élévation des prix des objets importés. La Banque de la Martinique suivit le conseil, celle de la Guadeloupe ne s'y décida que plus tard.

La Commission fit aussi prescrire aux Banques de constituer une réserve spéciale formée par un prélèvement sur les recettes provenant de l'émission des mandats, de façon à augmenter leur passif d'un élément représentant la valeur du change pour la dette à découvert qu'elles avaient à Paris. Mais cette mesure qui, avec l'émission de bons de caisse en 1884 et l'habileté des directeurs, permit aux Banques des Antilles de surmonter la crise sans trop de dommage, n'eut pas d'effet à la Réunion.

C'est qu'en réalité la crise du sucre ne fit pour la Banque de la Réunion qu'ajouter un surcroît à des difficultés où elle se débattait depuis 1874, bien que ses dividendes brillants eussent pu faire croire à sa prospérité. A partir de 1874 en effet, elle avait eu à lutter contre la crise monétaire causée par la baisse de la roupie, qui avait fait monter le change jusqu'à près de 25 % en 1879, année où eut lieu la démonétisation de cette monnaie. De plus elle avait subi, sur ses prêts sur marchandises, de grosses pertes, qui furent dissimulées dans les bilans, et que la crise de 1884 accrut beaucoup. A partir de 1879 le change avait baissé à 2 ou 3 %, mais artificiellement, parce que le Gouvernement avait ordonné à la Banque de délivrer

des traites au pair à guichets ouverts et avait lui-même délivré tant qu'on en demandait des mandats-poste et des mandats sur le Trésor métropolitain. Mais ces tirages exagérés firent monter la dette de la Banque au Comptoir à près de 9 millions au 30 juin 1884. La crise sucrière survenant, ce change artificiel ne put se maintenir, il sauta à 7, puis à 16 %, et la monnaie disparut de l'île, où se maintinrent seuls les bons de caisse. On se décida en 1885 à envoyer un inspecteur des finances pour se rendre compte de la situation : il constata que le fonds de réserve avait disparu et que le capital était fortement entamé. Toute distribution de dividende fut interdite et pour longtemps. L'année suivante M. d'Hérissé, inspecteur de la Banque de France, nommé directeur intérimaire, commença la reconstitution du capital. La dette au Comptoir était toujours énorme, plus de 5 millions 1/2 ; mais en 1886 le change tomba à 6, puis à 4 et 3 %. Le directeur interdit formellement les renouvellements de prêts sur nantissement ; la Banque n'accorda plus que des prorogations de fait moyennant un amortissement corrélatif à la moins-value subie par le gage. Aussi la situation s'améliora ; la dette au Comptoir n'était plus que de 1,637,000 au 30 juin 1888, et les années suivantes la Banque put enfin donner un dividende de 9.10 %, puis de 10 %. Mais cette amélioration ne fut pas de longue durée.

En 1890, le sucre, qui était remonté peu à peu aux environs de 60 francs, retomba à 36 francs les 100 kilos ; c'était une nouvelle et très grave crise ; elle dure encore. La Banque de la Réunion, qui n'était jamais arrivée à rembourser ses billets, accumulés en quantités énormes dans les caisses du Trésor par suite des mandats délivrés par

celui-ci, se trouva dès lors engagée dans des difficultés inouïes, tenant d'une part à la crise, et de l'autre à la situation particulière où la Banque se trouvait à ce moment vis-à-vis d'autres établissements de crédit de l'île.

La crise eut son effet habituel : le change, pendant l'exercice 1892-93, passa de 1 1/2 à 25 %, l'île n'ayant plus que du papier. Mais cet accroissement énorme tint aussi aux causes suivantes, qui mirent la Banque à deux doigts de sa perte. Le Crédit foncier colonial, dont j'aurai à m'occuper plus longuement, a peu à peu acquis à la Réunion beaucoup de propriétés sur lesquelles il avait fait des prêts hypothécaires; il est devenu une véritable société d'exploitation et s'est mis à faire aussi de la banque; il vend lui-même ses traites au public, et bénéficie ainsi de la prime du change. Un autre gros propriétaire faisait alors de même. Enfin il existait dans l'île plusieurs maisons de banque : la Société bourbonnaise, le Crédit de Saint-Pierre, et surtout la Société de crédit agricole et commercial. La Banque avait donc alors à subir une forte concurrence, ce qui explique que ses opérations de change aient toujours été très minimes par rapport au commerce général de l'île. Pour développer ses affaires, elle s'entendit alors avec la Société de crédit agricole et commercial, et se mit à escompter les effets portant la signature de celle-ci. De la sorte, le total des avances de la Banque monta de 18 millions en 1888-89, à 27, 30 et 31 millions les années suivantes, la différence provenant surtout d'une augmentation énorme d'effets à deux signatures (et un peu de l'exagération des prêts sur marchandises). Mais on était en pleine crise sucrière; les planteurs couraient partout après le crédit, et une foule d'effets de circulation ou de billets renouvelés s'introduisirent parmi le papier que la

Société de crédit faisait réescompter par la Banque. La Commission de surveillance signala le danger, mais il était trop tard ; la Société de crédit agricole, à laquelle ses clients aux abois réclamaient leurs fonds, s'effondra en 1892, laissant la Banque à découvert pour plus de 3 millions, sans compter beaucoup d'effets douteux : c'est à ce moment que le change sauta jusqu'à 25 % ; les billets de la Banque furent même dépréciés un moment vis-à-vis des bons de caisse.

L'année suivante, la Banque ne prêta en tout que 15 millions environ ; mais le change ayant baissé à 10 %, elle acheta beaucoup de traites, ce qui lui permit de diminuer sa dette au Comptoir, et même d'en devenir créancière en 1895. La limite de cette dette avait d'ailleurs pendant la crise précédente été abaissée par ordre ministériel à 1,800,000 francs seulement, chiffre qu'elle ne peut encore dépasser aujourd'hui.

Le Conseil général de la Réunion, après la chute du Crédit agricole, vota pour sauver la Banque une subvention de 3 millions ; ce vote a été approuvé seulement l'année dernière, par décret du 8 juillet 1898 : la Banque se trouve ainsi couverte des 1,500,000 francs que lui a coûtés en définitive la faillite du Crédit agricole, après réalisation de tout l'actif disponible, que les autres créanciers lui ont abandonné.

Depuis deux ans, grâce à une sage direction, la Banque de la Réunion commence à se relever ; ses prêts ont atteint au total 20 millions en 1896-1897 et 17 l'année dernière. Depuis 1892, elle n'avait distribué aucun dividende : le gouverneur en a autorisé, peut-être imprudemment, pour le second semestre de 1897-98, un de 2.50 %. Mais elle n'a toujours pas opéré le remboursement des bil-

lets qui sont entassés au Trésor : son encaisse est depuis longtemps, et encore maintenant, inférieure au tiers de sa circulation fiduciaire ; cependant la Banque jouit au Comptoir d'escompte d'un crédit qui peut atteindre actuellement 2 à 3 millions, et qui devrait lui permettre de faire venir du numéraire. Du reste la situation générale de l'île semble s'améliorer : le cours du sucre remonte, le change est redescendu insensiblement depuis trois ans aux environs de 2 % ; les exportations, de 15,700,000 fr. seulement en 1894, ont été de 18,500,000 francs en 1897, tandis que les importations au contraire sont passées de 23 à 21 millions. Constatons enfin, en ce qui concerne la Banque : que celle-ci possède toujours intacts ses 4 millions de capital en rentes 3 % ; que son fonds de réserve, en voie de reconstitution, comprenait, au 30 juin 1898, 315,900 francs, plus une provision de 1,400,000 francs pour l'apurement de l'actif ; que la pratique des comptes-courants a continué à se développer dans l'île (22 millions en 1897-98), et qu'elle fait toujours beaucoup plus de prêts sur marchandises (4,725,000 francs en 1898) que de prêts sur récoltes (1,379,800 fr.).

La crise de 1890, dont nous venons de voir les effets désastreux pour la Réunion, en a eu d'aussi terribles, et peut-être même de plus durables, à la Martinique et à la Guadeloupe.

A la Martinique les années 1890 et 1891 se signalent par trois événements qui influent beaucoup sur les affaires de la Banque. C'est d'abord l'installation dans l'île d'une agence de la Colonial Bank, de Londres ; la Banque française lui intenta un procès en usurpation de nom, mais elle le perdit. Puis ce sont deux désastres locaux : l'incendie de Fort-de-France, et un cyclone d'une violence extrême qui ravagea les plantations et détruisit sur son

passage beaucoup de maisons et des usines entières. Les pertes furent énormes; les habitants eurent besoin d'un crédit considérable pour vivre d'abord, toutes les petites cultures ayant été anéanties, et surtout pour réparer les dégâts et solder les importations de 1891 et 1892 qui dépassèrent 30 millions. Aussi les avances de la Banque passèrent de 20 millions en 1890-91 à 28 millions 1/2 en 1891-92, malgré une élévation de l'escompte de 6 à 8% pour mettre un frein à l'importation; et bien que ses tirages aient été restreints, sa dette au Comptoir fit plus que doubler et atteignit 4.808.000 fr. au 30 juin 1892, les remises ayant été très rares par suite des dégâts subis par les plantations; la prime du change qui n'était que de 1% monta un peu, jusqu'à 2 1/2, pour la même cause. Pour aider au relèvement de l'agriculture, l'intérêt des prêts sur récoltes fut abaissé à 3%: ces prêts montèrent en 1891-92 à 4.351.000 fr. L'année suivante, les avances totales augmentèrent encore jusqu'à 31 millions. La Banque se procura des remises en se faisant céder les traites ou autres valeurs dont le Trésor disposait, et put ainsi réduire sa dette sans que le change s'élevât trop. Jusqu'en 1893 la Banque distribua encore 12 à 13 % de dividende; mais en 1895 une vérification opérée sur place ayant montré que dans le portefeuille des effets à deux signatures, qui dépassait cette année-là 24 millions, il y avait beaucoup de valeurs très douteuses et renouvelées d'année en année depuis longtemps, aucun dividende ne fut autorisé, et depuis lors, la Banque n'a pu donner que deux fois en 1896 et 1897 un dividende semestriel de 2%. Sur l'invitation de la Commission de surveillance, elle dut faire passer aux valeurs en souffrance plus d'un million d'effets douteux, dont le 1/5 seul figura à l'actif.

La Commission, comme cela avait déjà été fait pour la

Réunion, interdit tout renouvellement qui ne serait pas accompagné d'un amortissement déterminé, et décida que tout souscripteur primitif d'un effet renouvelé ne pourrait en présenter un autre à l'escompte avant d'avoir remboursé le premier, ou qu'au moins, si on lui accordait exceptionnellement un nouveau crédit, il serait calculé de façon que l'ancienne dette fût réduite par un amortissement annuel; l'amortissement est généralement fixé à undixième du capital de la dette. Ce sont là de sages mesures, qui commencent à porter leur fruit. Malheureusement en 1897, une grosse maison de commission de l'île, qui fonctionnait depuis 37 ans, tomba en faillite et entraîna dans sa chute deux grandes usines : sa signature se trouvait sur des effets valant plus d'un million, sur cinq millions que comprenait alors le portefeuille de la Banque. Une telle chute, rendant exigibles une quantité énorme de créances, jeta dans la clientèle de la Banque un grand désarroi : il fallut, l'année dernière, passer près de 2 millions aux effets en souffrance. Le gouvernement envoya comme inspecteur, puis nomma directeur intérimaire de la Banque un inspecteur de la Banque de France, dont l'habileté et la prudence ont su, pour le moment, éviter une crise. La situation est toujours très grave : le capital est intact, mais la réserve n'est plus que de 600.000 fr. En 1897-98, les avances ne se sont élevées au total qu'à 12.758.500 fr. au lieu de 21 millions l'année précédente, sur lesquels 8 millions au lieu de 16 pour les effets à deux signatures. De plus la Banque a été obligée de restreindre ses émissions sur le Comptoir pour arriver à diminuer sa dette ; celle-ci n'est d'ailleurs plus, au 30 juin 1898, que de 324.000 fr. Le change depuis 1894 monta à 9 %, puis à 12, et après les faillites de 1897 à 16 ; en 1898, il a oscillé entre 8 et 15 %.

Mais la Banque a dans la Colonial Bank, simple agence d'un grand établissement que les crises de la Martinique ne sauraient impressionner, une concurrente sérieuse avec laquelle elle a dû s'arranger pour partager les traites des usines, sous peine de se voir privée de remises.

A la Guadeloupe, en 1890, une grande sécheresse avait causé à la Banque des pertes importantes. Mais elle était encore créancière du Comptoir pour plus de 4 millions, grâce à une balance commerciale assez souvent favorable à la colonie jusque-là. En 1890, elle fit venir pour 2 millions 1/2 de billets de la Banque de France qu'elle plaça dans l'île avec 2 % de prime. L'année suivante, la récolte fut bonne ; mais la baisse des cours survint et l'exportation, qui dépassait généralement 20 millions, tomba à 15, puis en 1895 à 12 millions, si bien qu'au 30 juin 1895, la Banque était débitrice du Comptoir de presque 3 millions. Naturellement le change monta : il arriva à 10 % en 1896, puis, les remises étant toujours très rares, les traites du commerce se vendirent bientôt avec 28 et 30 %, et même à certains moments avec 45 à 50 % de prime, quand la Banque diminuait ses tirages ; la Banque se décida alors, comme cela avait lieu à la Martinique, à attribuer sur la prime de ses mandats 25 % environ à ses débiteurs de prêts sur récoltes ; jusque-là elle leur avait toujours pris leurs traites au pair. Néanmoins en 1898, elle n'a pu fournir au Comptoir que 9 millions de remises, contre une émission de 11 millions, avec un change de 28 à 26 % ; sa dette a donc encore augmenté.

Les crises sucrières ou les mauvaises années sont plus vivement ressenties par la Banque de la Guadeloupe que par les autres Banques, parce que, comme je l'ai déjà fait remarquer, elle prête beaucoup plus que celles-ci sur ré-

coltes. En 1894-95, à la suite d'un abaissement d'intérêt de 6 à 5 % et aussi d'irrégularités de l'administration, ces prêts passèrent brusquement de 8 millions à près de 17 millions : c'était une imprudence qui devait coûter cher à la Banque. De plus la Commission de surveillance s'apercevait en 1894 que deux usines, débitrices à ce moment de 3 millions 1/2, laissaient depuis dix ans en fin d'exercice un solde impayé de 1 million. Les dividendes de 20 et 21 % que la Banque donnait depuis plusieurs années étaient donc fictifs ; depuis 1895, il lui a été absolument interdit d'en distribuer ; et on lui enjoignit cette année-là de passer 3 millions aux valeurs en souffrance.

La Banque prêtait aussi sur les récoltes pour plus du tiers de leur valeur, et reportait d'un exercice sur l'autre les prêts non payés, sans en rien dire dans ses comptes-rendus : ce sont des procédés indignes d'un établissement privilégié, et qui auraient amené sa ruine à bref délai. Il fallut encore en 1896 alléger le portefeuille de 1.200.000 fr. d'effets de circulation, sans cesse renouvelés, et n'ayant presque aucune valeur.

En 1897-98, la Banque n'a fait que 10.724.400 fr. d'avances, dont environ 7 millions 1/2 de prêts sur récoltes, et seulement 2 millions 1/2 d'escompte d'effets à deux signatures.

En résumé, c'est à la Guadeloupe que la situation semble actuellement la plus compromise : là, la crise du change a été particulièrement aiguë ; le change y est encore aujourd'hui d'environ 21 %. Toute monnaie, même de bilhon (bien que des arrêtés en aient interdit l'exportation), a disparu de l'île : il n'y a plus en circulation que les bons de caisse, les billets de la Banque, et de petits chèques émis sur elle par des déposants (il circulait de ces der-

niers pour 357,500 fr. au 30 juin 1897) : pour les paiements inférieurs à 0 fr. 50, les habitants en sont réduits à couper en morceaux les bons de caisse ou les chèques ! C'est bien là, je pense, le régime du papier-monnaie. Les comptes-courants, que nous avons vus à une certaine époque si importants à la Guadeloupe, dépassant 70 millions, ont beaucoup baissé : en 1897-98, ils n'ont reçu que 43 millions, ce qui n'est pas le signe d'une grande prospérité, ni d'une grande confiance en la Banque (1). Cette diminution a été encore plus forte à la Martinique, où les entrées en comptes-courants n'atteignent que la moitié de leur chiffre de 1889 ; ce qui tient peut-être un peu à l'établissement de la Colonial Bank. Dans les deux îles, on fait du reste toujours des dépôts sur simples récépissés à vue (188.400 fr. à la Martinique, 79.300 à la Guadeloupe, en 1897-98).

En résumé, à la Martinique et surtout à la Réunion il y a vraiment des symptômes sérieux de relèvement depuis 1897. La Banque de la Réunion, il est vrai, manque toujours d'argent pour rembourser ses billets dont 5 ou 6 millions sont depuis longtemps accumulés dans les caisses du Trésor : elle avait proposé, pour arriver à liquider cette somme, de faire un emprunt sur les rentes de son capital, et de réaligner son crédit au Comptoir ; mais, en 1897, le ministre des finances a ordonné au Trésor d'exiger le remboursement mensuel de 50,000 fr. de billets, de façon qu'une diminution effective de cette somme se produise chaque mois dans le stock de papier du Trésor, quelle que soit l'import-

(1) L'incendie qui vient de dévorer une grande partie de Pointe-à-Pitre va probablement obliger la Banque à augmenter de nouveau ses avances. La surexcitation des passions politiques à la Guadeloupe, provenant de la vieille haine de la race blanche et de la race noire, ravivée par les théories révolutionnaires, ne permet d'ailleurs pas d'espérer pour cette malheureuse île un prompt retour à sa prospérité d'autrefois.

tance des rentrées de billets dans sa caisse pendant le mois. Cet ordre a d'ailleurs été suspendu depuis : le trésorier colonial se contente maintenant de demander à la Banque du numéraire au fur et à mesure de ses besoins.

Au reste, le Trésor a le devoir de se montrer large pour le remboursement de ses créances de billets contre les Banques coloniales, car il a un peu contribué à augmenter leurs difficultés, surtout à la Réunion.

~ Jusqu'en 1878, en effet, le Trésor, par l'intermédiaire des bureaux de poste délivrait des mandats pour la France, sans tenir aucun compte du change, ce qui permettait aux colons ayant de l'argent disponible d'acheter en Europe par mandats des traites payables en France, qu'ils revendaient dans les colonies en profitant du change. Les Banques réclamèrent contre cette concurrence qui leur était faite par des particuliers avec l'aide de l'État. L'État aurait eu évidemment le droit de continuer à vendre ses mandats avec 1 % de prime ; mais il n'était payé qu'en billets des Banques qui s'accumulaient dans les caisses du Trésor colonial : ce qui lui causait un préjudice, car il était obligé de tenir compte de la perte du change aux fonctionnaires qu'il payait en billets. Un décret du 24 juin 1878 vint donc établir pour les mandats une taxe représentative du change, fixée chaque année par le gouverneur de chaque colonie. Mais dans le courant de l'année, le change a souvent des variations qui rendent très avantageux encore, à certains moments, l'emploi de mandats-poste. Les Banques accusent même le Trésor de s'être livré à des opérations moins correctes, d'avoir relevé le taux de ses mandats à des moments où elles ne pouvaient plus en délivrer, ne trouvant plus à acheter de traites, et cela uniquement pour augmenter ses bénéfices, et d'avoir tourné le règlement qui limite

à 500 francs le montant de chaque mandat-poste, en délivrant à la même personne des quantités considérables de mandats de 500 fr.; enfin, d'avoir abusé des mandats du Trésor qui ne doivent en principe être délivrés qu'aux fonctionnaires et pour de petites sommes. Ces critiques, si elles sont exactes, prouveraient que le Trésor, s'il n'a peut-être pas outrepassé son droit strict, l'a du moins poussé parfois jusqu'à son extrême limite, et que c'est un peu par sa faute que le montant des billets détenus par lui a dépassé le maximum de 1.500.000 francs pour chaque colonie, fixé depuis longtemps par des instructions ministérielles.

Mais, d'autre part, il ne faut pas que les Banques oublient: que le Trésor leur a souvent fourni des traites ou des récépissés payables en France, pour compléter les remises qui leur manquaient; et qu'à la Réunion en particulier, après la crise monétaire et l'énorme hausse du change de 1879, le Gouvernement, qui avait ordonné à la Banque de délivrer des mandats à guichets ouverts pour faire rebaisser le change, consentit à verser alors 3 millions au Comptoir d'escompte, pour aider la Banque à payer la dette contractée par elle par suite de cette exagération de son émission, contre dépôt d'une pareille somme en billets aux mains du trésorier colonial. C'est là du reste l'origine de cet amoncellement de billets au Trésor, qui dure encore: mais, comme il provient en somme de l'action que le Gouvernement a voulu exercer lui-même sur le change en 1880, il est donc vrai de dire que le Trésor n'a pas le droit de se montrer trop exigeant pour le remboursement; il faut évidemment que de part et d'autre règne un esprit de conciliation, et qu'il intervienne une entente cordiale, qui seule permettra aux Banques de nos vieilles colonies de se relever, avec l'assistance de l'État, et de contribuer

elles-mêmes à ramener la prospérité dans ces îles si éprouvées.

DEUXIÈME SECTION. — La Banque de la Guyane.

La Guyane avait pris un certain développement avant 1848 ; en 1840 elle produisait 2.300.000 kil. de sucre, près de 600.000 kil. de roucou, des épices, etc. Mais l'abolition de l'esclavage lui a porté un coup mortel, et sa réputation d'insalubrité l'a achevée ; en 1890, elle ne produisait plus que 30.000 kil. de sucre et 74.000 kil. de roucou, et ces chiffres ont encore bien diminué depuis : le total de ses exportations, en dehors de l'or, ne dépasse pas 500.000 francs (1). C'est donc une colonie complètement abandonnée au point de vue agricole, malgré la main-d'œuvre des forçats et des relégués, que l'administration pénitentiaire ne semble pas très désireuse d'utiliser. Et cependant la Banque de la Guyane vit, elle est même la plus prospère de nos anciennes Banques, et elle continue à donner des dividendes superbes.

Ce phénomène économique provient simplement de ce que la Guyane recèle de l'or un peu partout dans l'immensité de son territoire. Découvert en 1855 par un Indien nommé Paolino, dans le Haut-Approuague, le métal jaune a été trouvé depuis en beaucoup d'endroits : ce ne sont pas là, il est vrai, les placers monstrueux du Transvaal ou du Klondyke, qui font sortir les villes de terre comme par enchantement : l'Eldorado guyanais est plus modeste ; mais tant qu'il produira, la Banque est assurée de faire des bénéfices.

(1) 7.232.000 fr., y compris l'or en 1897, contre 9 millions d'importations.

Fondée en 1854, trop tard pour atténuer la crise de 1848, cette Banque donna dès l'origine des dividendes élevés (10. 5 % en 1856). Le total de ses avances était de 4.387.500 fr. en 1856-57. Elle demanda bientôt à doubler son capital pour faire face aux besoins nouveaux créés par la transportation. En 1860, le Comptoir d'escompte lui ouvrit un crédit de 400,000 francs ; elle tirait alors pour plus de 3 millions par an sur la Banque de France ; mais les traites du commerce faisant déjà absolument défaut, ses remises ne consistaient qu'en traites du Trésor et en or. Ses émissions sur le Comptoir atteignirent 5.400.000 francs en 1867. Ses avances, après avoir beaucoup baissé, restèrent longtemps stationnaires, entre 3 et 4 millions, presque uniquement en escompte d'effets à deux signatures ; elle n'a jamais fait de prêts sur récoltes aux rares exploitations agricoles de la colonie, qui n'ont d'ailleurs cessé de diminuer.

Les entrées en comptes-courants jusqu'en 1880, ne dépassent pas 3 millions par an ; elles ont monté depuis aux environs de 5 millions, par suite de l'enrichissement de certains chercheurs d'or. Quant aux dividendes, de 1870 à 1890, ils oscillent entre 10 et 20 %, avec une tendance à s'approcher de 20, chiffre qu'ils ont presque toujours dépassé depuis 1890 (en 1894-95, la Banque a même donné 39 % !).

Généralement le Comptoir d'escompte est créancier de la Banque de la Guyane pour une assez forte somme, celle-ci soldant par ses émissions toutes les importations de l'île, qui n'exporte rien ; mais elle diminue beaucoup sa dette dans les années où l'or est abondant. Elle achète l'or natif aux prospecteurs, moyennant des billets ou des mandats sur l'Europe, qu'ils revendent aux importateurs. Quant à son or, elle l'envoie au Comptoir ; elle a pu ainsi en expé-

dier pour plus de 6 millions par an, à certaines époques où de nouveaux placers avaient été mis en exploitation.

Naturellement elle ne peut avoir beaucoup de billets en circulation, dans un pays où il n'y a presque aucun commerce : leur somme est souvent inférieure à son encaisse métallique. Aussi la prime sur les traites et mandats ne dépasse jamais 2 %.

Dans ces dernières années, les affaires de la Banque sont en diminution. Depuis deux ans, le total des avances n'a pas atteint 4 millions. Bien que le taux de l'escompte, longtemps à 8 %, ait été mis à 6 en 1894, les effets à deux signatures sont tombés à 2.900.000 fr. en 1896-97.

En dehors de l'escompte et de ses achats d'or, elle ne fait de prêts un peu importants que sur ses propres actions et sur les marchandises d'importation : les prêts faits sur ces deux sortes de gages, après avoir pendant un certain temps dépassé 1 million en tout, se tiennent maintenant aux environs de 700.000 fr., avec intérêt de 8 %.

En résumé, la Banque de la Guyane tend de plus en plus à n'être qu'un marché de l'or, et, comme le fait très justement remarquer M. Léveillé, à ne plus remplir que la fonction primitive des banques de commerce : la réalisation du contrat de change. Cela suffit, il est vrai, à lui assurer des bénéfices, et il en sera ainsi tant que l'or lui fournira des remises. Mais qu'advient-il d'elle le jour où l'or manquera, ce qui peut arriver d'un moment à l'autre ? Ce jour-là, la Banque n'aura plus qu'à liquider, et la colonie, qui actuellement équilibre son budget grâce à un droit de sortie de 8 % sur le précieux métal, verra venir la banqueroute. Abandonnée de ses derniers habitants libres, elle retombera dans la solitude d'où l'avait tirée nos hardis pionniers du XVII^e siècle, jusqu'à ce qu'un

peuple, plus industrieux et plus persévérant que nous, vienne tirer parti de la fertilité de son sol, de ses admirables forêts de bois précieux, de ses nombreuses rivières, de toutes ses richesses naturelles, que nous n'avons pas su utiliser.

Il est inouï que la Guyane française soit réduite à une situation aussi précaire, tandis que la Guyane hollandaise, qui a les mêmes difficultés que la nôtre pour la main-d'œuvre et ne jouit même pas de la main-d'œuvre pénale, exporte cependant pour plus de 15 millions de produits agricoles, et que la Guyane anglaise est une colonie magnifique, qui exporte pour plus de 25 millions de sucre, et pour 40 millions au total.

Le jour où les Français, de la métropole ou des Antilles, se décideront à reprendre l'œuvre de la mise en valeur de la Guyane, la Banque aura un grand rôle à jouer; c'est elle qui devra fournir des capitaux pour l'immigration de travailleurs africains, ou annamites, et pour les défrichements et les travaux d'assainissement qui rendront, quand on le voudra, la Guyane française tout aussi salubre que n'importe quel pays tropical.

TROISIÈME SECTION. — La Banque du Sénégal.

La Banque du Sénégal a commencé à fonctionner seulement à la fin de 1855. Ses débuts furent modestes. Jusqu'en 1870, le total annuel de ses avances, prêts et es-comptes n'a jamais dépassé un million. Vers 1859, elle dut aliéner une partie des rentes de son capital pour augmenter son fonds de roulement et rembourser un emprunt qu'elle avait dû faire à la caisse de la colonie.

Les opérations de change sont un peu plus importantes

que celles de prêts, mais elles n'ont jamais été, et sont encore très loin d'être en rapport avec le commerce du Sénégal. Cela tient à ce que ce commerce est entre les mains de grosses maisons métropolitaines, qui font elles-mêmes la banque et le change. Aussi la Banque coloniale ne pouvant pas se procurer les traites commerciales, est obligée de faire ses remises à Paris avec les traites du Trésor ; il est même curieux de constater que ses opérations de change diminuent depuis dix ans ; après avoir augmenté très lentement, pour dépasser enfin 4 millions 1/2 de 1882 à 1886, ses émissions sont tombées plusieurs fois au-dessous de 2 millions depuis 1890. Mais le directeur actuel fait, paraît-il, de grands efforts pour atténuer la concurrence des gros commerçants, qui jusqu'ici ne semblaient se douter de la présence de la Banque que pour lui demander des avances quand la faillite les menaçait.

La Banque du Sénégal n'a pas fait de traité avec le Comptoir d'escompte, dès 1860, comme les autres Banques ; mais, comme celle de la Réunion, elle a tiré jusque vers 1880 sur la Banque de France.

Le peu d'extension de ses affaires ne lui permit pas, jusqu'en 1870, de donner plus de 6 ou 7 % de dividende.

A partir de 1870, la Banque se développe un peu plus. Son capital, qui jusque-là avait été tout entier en circulation, est placé cette année-là en rentes sur l'État. Les comptes courants, jusqu'alors inconnus au Sénégal, commencent alors à entrer en pratique, bien qu'en 1879-80 la Banque ne reçoive encore sous cette forme que 460.000 fr.

Le total des avances monte à plus d'un million après 1874, époque où le capital est augmenté. Ces avances consistent surtout en escomptes d'effets à deux signatures, et en prêts sur matières d'or et d'argent. Cette dernière sorte de prêt

est une opération de Mont-de-Piété, qui rend de grands services aux ouvriers, aux petits commerçants, et même aux indigènes; l'acceptation comme gage, par la Banque, de bijoux, de pièces démonétisées, d'argenterie, est la meilleure façon d'attirer à elle la clientèle habituelle des usuriers, et de l'initier aux opérations de banque. Ces prêts n'ont une certaine importance qu'à la Martinique, où ils atteignent en moyenne 300.000 fr. par an, et au Sénégal, où, par rapport au total des avances, ils ont longtemps représenté une somme énorme : ainsi en 1860-61, ils représentaient 465.000 fr. sur un total de 824.000 fr.; depuis lors, ils ont bien diminué; ils étaient encore de 216.000 fr. en 1885, mais depuis 1890 ils ne dépassent pas 150.000 fr. par an.

La Banque du Sénégal fait quelques prêts sur marchandises : ils ont de 1891 à 1895 figuré, plusieurs années de suite, au bilan pour 300.000 fr. environ par an, mais en 1897-98 ils n'atteignent plus que 52.000 fr. Quant aux prêts sur récoltes, la Banque n'en a jamais fait : la culture la plus importante de la colonie est celle des arachides, qui est aux mains des indigènes et n'exige pas de grands frais.

Une nouvelle période a commencé dans l'histoire de la Banque du Sénégal, en 1885, quand a été achevé le chemin de fer de Dakar à St-Louis : cette année-là les avances de la Banque montent à 2,261,700 fr., puis cinq ans après, à 5 millions, dont 4,880,000 fr. pour les escomptes d'effets de place (1); son capital avait été doublé dans cet intervalle. Enfin en 1896-97, elle a escompté pour 7,415,000 francs d'effets de place, par suite d'une réduction du taux de l'escompte de 8 à 6 %. Mais la Commission de surveil-

(1) En 1891 et 92, la Banque a fait de plus des avances aux villes de Rufisque et de Saint-Louis, et ensuite à celle de Dakar.

lance avait été informée, en 1894, que le portefeuille de la Banque contenait des effets revêtus d'une seule signature, contrairement aux statuts ; une vérification montra qu'il y avait aussi beaucoup d'effets sans cause ou renouvelés depuis plusieurs années : la Banque fut invitée à passer 400,000 fr. aux valeurs en souffrance. De plus, en 1895, une maison de commerce à qui elle avait avancé 300,000 francs dut liquider. Le fonds de réserve de la Banque fut absorbé pour couvrir ces pertes, et toute distribution de dividende fut interdite en 1895-96 et 1896-97. L'année dernière, la situation s'étant améliorée, la Banque a donné 2,50 % pour le deuxième semestre.

Mais ce n'a été là qu'une crise passagère pour la Banque du Sénégal. Jusque-là, ses dividendes étaient depuis longtemps de 10 à 15 %. Ses comptes courants avaient reçu plus d'un million en 1892-93 (ils n'ont encaissé il est vrai, que 293,000 fr. en 1897-98).

Tous ces chiffres ne correspondent évidemment pas à l'importance actuelle du Sénégal, qui a exporté en 1897 pour 21 millions et importé pour 29. Un directeur habile pourrait donc considérablement développer l'action de la Banque. Au reste, il faudrait non seulement augmenter ses opérations, mais étendre son champ d'action et son privilège sur toute l'Afrique occidentale française. Actuellement, elle n'a qu'une petite agence à Dakar : c'est sur toute la côte ouest qu'elle devrait en créer, à Konakry, à Grand-Bassam, à Porto-Novo, dans tous ces pays dont l'importance commerciale s'accroît de jour en jour ; les commerçants qui s'y installent de plus en plus nombreux, vont en être réduits à faire eux-mêmes leurs opérations de banque (à moins qu'une Banque anglaise ne vienne s'y établir).

La Banque du Sénégal doit donc être autorisée le plus tôt possible à y ouvrir des comptoirs ; son privilège, au surplus, peut bien être considéré comme s'étendant à ces pays, qui ont été un certain temps, administrativement parlant, des dépendances du Sénégal (1). Pour le moment, elle vient d'être autorisée à établir une agence à Kayes, tête de ligne du chemin de fer du Soudan, qui est destinée à prendre probablement beaucoup d'importance quand cette ligne sera enfin achevée ; et une autre à Rufisque, qui est maintenant aussi peuplé que Dakar.

Il faudrait aussi qu'elle s'efforce d'habituer les indigènes à se servir des billets de banque ; jusqu'ici ils ne semblent pas en comprendre la valeur, car tous les ans la Banque est obligée de faire venir du numéraire de France pour faciliter l'achat des arachides. Aussi sa circulation fiduciaire est-elle très peu élevée ; elle est même parfois inférieure à son encaisse ; le change est toujours très bas au Sénégal : la prime des mandats de la Banque ne dépasse pas 1 % à 45 jours.

QUATRIÈME SECTION. — La Banque de l'Indo-Chine.

La Banque de l'Indo-Chine ouvrit ses guichets à Saïgon, le 10 avril 1875 ; une autre succursale fut fondée en 1876 à Pondichéry où on commençait alors à cultiver en grand les arachides ; celle-ci fit dès la première année 10 millions d'avances, et celle de Saïgon, 36 millions ; à elles

(1) Le privilège de la Banque du Sénégal pourrait d'ailleurs être étendu aux colonies voisines par un simple décret, car toutes ces colonies africaines sont sous le régime des décrets, et c'est par superfétation, ou plutôt par occasion, que la Banque du Sénégal a été réglementée en 1874 par une loi, qui n'était nécessaire que pour les trois Banques des vieilles colonies.

deux elles émirent pour 8 millions $1/2$ de mandats sur l'Europe. Dès la fin de 1878, il y avait en Cochinchine plus de 7 millions de billets en circulation. En 1884 (1), les avances sont de 28 millions à Saïgon, et environ de 7 à Pondichéry ; l'année suivante une nouvelle succursale est ouverte à Haïphong, dans la jeune colonie du Tonkin; elle fait dès 1887, 20 millions d'avances de toutes sortes, pendant que Saïgon en fait 50 millions : la progression est rapide.

Les opérations de change prennent aussi très vite une grande extension, surtout à Pondichéry, où les tirages s'élèvent de 1884 à 1887, à des sommes énormes, 28 et 29 millions par an, pour baisser ensuite, mais remonter à 26 millions en 1892 ; l'exportation considérable des arachides fournissait alors des remises, qui n'existent plus maintenant, comme nous le verrons (en 1897, l'émission n'est que de 8,353,800 francs).

A Saïgon, d'où partent pour la Chine des quantités énormes de riz, les remises sont beaucoup plus abondantes que les tirages ; en 1886, pour 5 millions de tirages, il y avait 40 millions de remises ; dix ans après, en 1896, l'émission dépasse 40 millions, et les remises 52, enfin en 1897, la succursale de Saïgon tire pour 45 millions de mandats et se procure pour 79 millions de remises en traites du commerce ! Ce sont là des chiffres éloquentes qui traduisent les progrès faits par la Cochinchine. Au Tonkin la progression a été plus lente : Haïphong et les agences d'Hanoï et de Tourane ne tirent encore en 1897, que 7 millions $1/2$, contre 15 millions de remises.

(1) Il faut remarquer que pour la Banque de l'Indo-Chine, l'exercice va du 1^{er} janvier au 31 décembre et non du 1^{er} juillet au 30 juin comme pour les autres Banques coloniales.

C'est le moment de parler ici de l'agence de Hong-Kong, ouverte le 1^{er} juillet 1894, à la suite de la fermeture d'une agence du Comptoir d'escompte, qui servait jusqu'alors de correspondant à la Banque de l'Indo-Chine. La Banque n'y fait guère que du change : elle y réalise les traites documentaires qui représentent l'énorme exportation de riz de la Cochinchine, et un peu du Tonkin, en Chine ; et elle y solde les importations de marchandises anglaises ou chinoises qui partent d'Hong-Kong pour le Tonkin et la Cochinchine. En 1895 par exemple, cette dernière colonie, à elle seule, a expédié en Chine près de 300,000 tonnes de riz dont le prix est de beaucoup supérieur aux importations d'Hong-Kong dans toute l'Indo-Chine : la différence est employée par l'agence d'Hong-Kong en prêts sur marchandises, à court terme, qu'elle peut réaliser rapidement quand la Banque a besoin de se procurer des remises sur l'Europe pour ses autres succursales. Cette agence a fait en 1895 un total d'affaires de 60 millions, qui s'est élevé à près de 83 millions en 1897.

En 1891 la Banque a établi une agence à Tourane, le port de commerce de l'Annam ; elle dépend de la succursale d'Haiphong, de même que celle d'Hanoi, créée en 1887. La succursale de Saïgon a dans son ressort l'agence d'Honk-Kong, avec laquelle elle fait des affaires énormes, et l'agence de Ponm-Penh, dans le Cambodge, fondée en 1890.

Deux faits influent sur les opérations de la Banque en Indo-Chine : la question monétaire et le taux du change en Extrême-Orient d'une part, et la récolte du riz en Cochinchine de l'autre : ces deux faits résument toute l'histoire et le rôle de la Banque de l'Indo-Chine en Extrême-Orient.

En 1875, lors de l'installation de la Banque à Saïgon, la

circulation monétaire de l'Indo-Chine ne se composait que de piastres mexicaines, pesant 27 gr. 073 d'argent et valant environ 5 fr. 50. Mais, vers 1832, la Chine ayant eu de grands besoins d'argent, les piastres de la Cochinchine furent drainées par les commerçants chinois pour être revendues à Honk-Kong, parce qu'elles pesaient plus que les dollars anglais et les yen employés dans cette ville (dont le poids n'est que 26 gr. 956) : on sait qu'en effet, dans tout l'Extrême-Orient, les monnaies ne sont acceptées que d'après leur poids et pour leur valeur réelle, et non pour leur valeur nominale : chaque paiement est l'occasion d'un pesage et d'un essayage de la monnaie. De 1883 à 1886, une crise monétaire très intense sévit ainsi sur la Cochinchine, et la Banque eut une grande difficulté à maintenir son encaisse à la limite statutaire. Ne pouvant plus trouver sur le marché assez de piastres mexicaines pour alimenter sa succursale, elle demanda alors au gouvernement l'autorisation de faire frapper à Paris des piastres françaises pesant 27 gr. 215, comme un trade-dollar introduit vers 1875 en Chine par les Américains. En 1886, la Banque importa à Saïgon pour 10 millions de francs de piastres mexicaines, et pour 5 millions de ces piastres françaises qui eurent le plus grand succès auprès des indigènes ; elles furent rapidement absorbées. En 1890, la Banque commença à émettre des billets d'une piastre ; elle continuait à maintenir difficilement son encaisse au niveau légal. Les piastres mexicaines, sortant en bien moins grand nombre du Mexique dont les importations ont beaucoup diminuées, devenaient de plus en plus rares ; les Banques anglaises essayèrent alors d'acclimater en Indo-Chine le yen japonais, mais n'y réussirent pas. La Banque de l'Indo-Chine fit donc frapper de nouvelles piastres françaises,

mais à peine introduites en Cochinchine, elle furent exportées en Chine; il n'y avait qu'un remède possible à cette fuite perpétuelle, c'était de diminuer le poids de la piastre française, pour qu'on n'ait plus aucun intérêt à l'envoyer en Chine. Le gouvernement, sur l'avis de la commission monétaire, décida donc en 1895 (décret du 8 juillet) que la piastre française ne pèserait plus que 27 grammes, c'est-à-dire encore 44 milligrammes de plus que le yen et le dollar anglais, différence trop insignifiante pour permettre à l'exportation de cette pièce de laisser un bénéfice. La Banque a aussitôt fait frapper à Paris de ces nouvelles piastres pour une valeur de 20 millions de francs: elles circulent facilement en Indo-Chine, et la Banque paraît n'avoir plus lieu désormais d'être inquiète au sujet de son encaisse.

Mais, pendant ce temps, la valeur intrinsèque de la piastre n'a pas cessé de baisser avec le cours de l'argent; en 1886 elle était tombée déjà à 3 fr. 75; en août 1897 la piastre ne valait plus que 2 fr. 25, la moitié de sa valeur au pair.

C'est là une source de complications pour les opérations de la Banque; cette baisse entraîne une hausse du change que ne peut enrayar une balance commerciale très favorable à l'Indo-Chine française. Les variations continuelles du cours de la piastre font qu'il est assez difficile de se rendre compte de l'accroissement ou de la diminution réelle des affaires de la Banque d'une année à l'autre, puisqu'elle doit convertir en francs le résultat de ses opérations effectuées en piastres, d'après un cours qui change sans cesse, de sorte qu'un prêt de 1.000 piastres se traduira par un déboursé de 5.500 fr., 3.750 fr. ou 2.250 fr., suivant que la piastre vaudra 5 fr. 50, 3 fr. 75, ou 2 fr. 25.

Quant à la récolte de riz, elle a à peu près la même in-

fluence sur la situation de la Banque de l'Indo-Chine que le sucre sur celle des Banques des Antilles et de la Réunion. La Cochinchine est un pays de monoculture : vienne une mauvaise récolte, tout est désorganisé ; les cultivateurs annamites n'économisent pas et sont réduits à la misère dès que leurs rizières cessent de produire. Mais il y a cette différence avec les pays sucriers que le riz se récolte plus souvent que la canne. Au Tonkin où le riz est aussi cultivé, on fait même deux récoltes par an ; mais dans les années moyennes, toute la production est absorbée dans le pays ; il n'y a d'exportation que dans les années très abondantes, et si au contraire la récolte est mauvaise, il faut importer du riz de Cochinchine : on voit tout de suite quelles variations peuvent résulter de là dans les opérations de change et d'escompte à Haïphong et à Hanoï.

À partir de 1887, la Cochinchine subit une crise économique, causée peut-être par la crise monétaire, mais surtout par des tarifs douaniers mal combinés et par de mauvaises récoltes, et qui atteint son maximum en 1889 : cette année là, l'exportation totale de riz ne dépasse pas 287.000 tonnes, au lieu de 512,000 l'année précédente : aussitôt les avances et les escomptes de la Banque diminuent de 10 millions, et elle éprouve des pertes par suite de la faillite de maisons chinoises avec qui elle faisait des affaires.

Dans toute l'Indo-Chine, l'agriculture est aux mains des Annamites, bons travailleurs, mais insoucians, peu économes et au surplus vivant de rien. Quant au commerce, il est fait par les Chinois, on sait avec quelle habileté et quel succès : ce sont eux aussi, ou bien des hindous, qui font l'usure : ils prêtent de l'argent aux Annamites au modeste taux de 3 à 4 0/0 par mois, 35 à 50 0/0 par an ! D'ailleurs très exacts en affaires, et soutenus par

un remarquable esprit de solidarité, ils sont d'excellents clients pour la Banque ; les opérations se font par l'intermédiaire d'un Compradore, sorte de courtier attiré, qui est aussi chargé de l'essayage et du comptage des piastres. Aux Chinois, comme aux négociants européens, la Banque escompte leurs effets, vend des traites et des mandats, et fait des prêts soit sur marchandises d'exportation, c'est-à-dire sur le riz emmagasiné dans les docks ou dans des locaux de la Banque, soit sur marchandises d'importation. C'est à Saïgon que ces prêts sont le plus développés.

Mais la Banque a voulu aussi essayer d'arracher les Annamites à l'usure. Elle leur a expliqué les opérations de banque dont ils n'avaient pas la moindre idée, puis elle en a admis certains à l'escompte ; mais c'était pendant la crise de 1889, dans des circonstances très défavorables : ces nouveaux clients n'ont pour la plupart pas tenu leurs engagements, et l'expérience a cessé provisoirement ; elle a été reprise depuis avec plus de succès.

La Banque a aussi cherché à développer chez les cultivateurs annamites les prêts sur récoltes. Elle a commencé à en faire quelques-uns dès 1876 ; en 1882, ils n'atteignaient encore que 320.000 fr. ; mais en 1886, à la suite d'une entente avec l'administration de la colonie, qui en garantit le remboursement à la Banque, leur taux, jusque-là de 12 à 15 %, fut diminué ; en 1888, ces prêts s'élevèrent à 1 million, et à 1 million 1/2 en 1889 : cette année-là il fallut les proroger d'un an à cause de la mauvaise récolte ; ordinairement ils se font à six mois. Mais, dès l'année suivante, ils retombèrent à moins de 300.000 fr., et depuis ce temps ils ont encore baissé et commencent seulement à remonter un peu (351.000 fr. en 1897). Au Tonkin, ces prêts ont été inaugurés à la suite d'une convention du 11 novembre 1896

entre la Banque et l'administration du protectorat ; le taux en a été réduit à 8 %, chiffre encore trop élevé pour que l'institution puisse produire tout le bien qu'on peut en attendre ; la Banque pourrait, semble-t-il, le baisser, puisque la garantie de l'administration locale supprime tous ses risques.

Les deux facteurs dont nous venons de voir l'effet sur les opérations de la Banque en Indo-Chine, la valeur de la monnaie et la production agricole, se retrouvent aussi pour la succursale de Pondichéry ; seulement ici c'est de la roupie et des arachides qu'il s'agit. La roupie, après avoir suivi d'abord les fluctuations du métal blanc, s'est fixée, à la suite de la fermeture des hôtels des monnaies indiens, à un cours moyen bien supérieur au cours réel de l'argent fin (1 fr. 60 en décembre 1896, la valeur au pair étant de 2 fr. 38, et la valeur réelle, 1 fr. 15 ou 1 fr. 20). Le change est donc moins considérable aux Indes qu'en Indo-Chine.

Quant aux arachides, c'est vers 1875 qu'on a commencé à les cultiver en grand autour de Pondichéry et sur toute la côte Est de l'Inde. Bientôt les exportations par Pondichéry devinrent énormes ; elles dépassèrent, dans les bonnes années, 1 million de balles, valant près de 15 millions. Aussi les affaires de la succursale augmentèrent-elles rapidement : en 1886 et en 1891, elles dépassèrent 58 millions ; mais ce fut là le maximum : depuis ce temps elles ont sans cesse baissé, d'abord à cause du bas prix des arachides, puis, à partir de 1894, à cause de la tendance du commerce d'exportation à s'éloigner de Pondichéry, enfin et surtout, à cause de la production sans cesse décroissante des récoltes. En 1894, le chiffre total d'affaires de la Banque est de 34 millions, et celui de la production,

de 1.100.000 balles ; en 1895, le premier tombe à 23 millions, le second à 664,000 balles ; en 1896, les affaires n'atteignent pas 16 millions, et la production des arachides pas 300,000 balles : c'est là un curieux exemple d'une culture qui cesse tout d'un coup de rapporter, probablement par suite de l'appauvrissement du sol, cultivé d'une façon trop rudimentaire et jamais régénéré par des engrais. Quoi qu'il en soit, la succursale de Pondichéry va avoir de la peine désormais à couvrir ses frais, et d'immenses magasins, que la Banque avait fait construire en 1889 pour faciliter les prêts sur les arachides, vont lui rester pour compte.

En dehors de l'escompte, réduit en 1897 à 1.260.000 francs environ, et des prêts sur marchandises, la Banque fait aussi à Pondichéry des avances assez importantes sur objets d'or et d'argent : elle y sert de Mont-de-Piété.

Ainsi, il est assez curieux de le constater, la Banque de l'Indo-Chine et les Banques des colonies sucrières se trouvent en fait, et par des causes toutes différentes, être influencées par des circonstances analogues, la hausse du change, la fuite du numéraire, et la monoculture ; mais le champ d'action beaucoup plus vaste de la Banque de l'Indo-Chine l'empêche de ressentir les crises locales aussi vivement que les autres Banques : le contre-coup de ces crises se perd dans la masse de ses opérations.

J'ai déjà dit que la Banque de l'Indo-Chine avait établi en 1897 une agence à Bangkok. Bien que le commerce français soit à peine représenté au Siam, cette agence a pu faire, pendant ses dix premiers mois, 12 millions 1/2 d'affaires, grâce à la clientèle des négociants chinois qui sont protégés français pour la plupart : le Siam a une exportation de riz aussi forte que celle de notre Cochinchine,

et il importe beaucoup de produits européens, malheureusement presque tous anglais ou allemands.

Enfin, en 1898, sur la demande du gouvernement, la Banque a fondé à Schanghai une nouvelle agence qui contribuera à développer notre commerce dans le nord de la Chine ; il est, en effet, indispensable pour notre politique que nous puissions prouver à l'Angleterre que nous avons des intérêts dans cette région si enviée, pour éviter de la part de cette puissance de nouvelles « piqûres d'épingles, » comme elle nous en a prodigué récemment à propos de l'extension de notre concession à Schanghai.

Dans ses agences d'Hong-Kong, de Bangkok et de Schanghai, la Banque de l'Indo-Chine peut émettre aussi des billets, mais elle ne jouit naturellement là d'aucun privilège (1) : elle est sous le régime de la liberté comme les autres banques étrangères ; l'effet du décret, qui donne à ses billets cours légal dans les possessions françaises, s'arrête naturellement à la frontière de ces possessions.

Je n'ai pas parlé jusqu'ici de la succursale de Nouméa, parce qu'elle opère dans un pays tellement différent de l'Indo-Chine qu'on ne peut la comparer à aucun des autres comptoirs de la Banque. Fondée en 1838, à la suite du renouvellement du privilège, elle a fait, en 1889, plus de 6 millions d'avances, et émis près de 7 millions de mandats contre 5 millions de remises. En 1892, le total

(1) Peut-être pourrait-on cependant dire que le privilège de la Banque et le cours légal de ses billets existent dans les endroits où la France a une concession particulière ; car les statuts de 1838 ont substitué à « dans la colonie » les mots « dans les pays soumis à la souveraineté de la France » : or dans sa concession de Schanghai par exemple la France est souveraine ; si la Banque était sur ce territoire français et si elle y émettait des billets, les Français établis sur la concession ne pourraient les refuser. En fait, jusqu'ici la Banque n'a émis de coupures en pays étranger qu'à Bangkok.

des affaires atteint 31 millions. Mais, depuis 1893, la Nouvelle-Calédonie a traversé une période difficile : les mines de nickel ont été en partie abandonnées, et une importante usine de conserves de viande a cessé de travailler, faute d'écoulement certain pour ses produits. En 1895, la succursale de Nouméa ne faisait plus que 18 millions d'affaires, et la Banque perdit une assez grosse somme dans la faillite d'un commerçant à qui elle avait consenti un prêt sur hypothèque maritime : la faillite ayant été reportée par le tribunal à deux ans avant le dépôt du bilan, une délégation mensuelle faite par le failli à la Banque sur une créance qu'il avait contre l'administration pénitentiaire fut annulée, et la Banque fut condamnée, en première instance et en appel, à rapporter ce qu'elle avait touché.

En 1896, la situation de l'île s'est améliorée ; la fabrique de conserves de Ouaco-Gomen a recommencé à fonctionner. Quand les nombreuses plantations de café faites dans ces dernières années auront commencé à produire, le commerce prendra une grande extension, et la succursale de Nouméa, qui n'a atteint en 1897 que 19 millions, s'en ressentira. Et peut-être tient-il à la Banque de développer la prospérité de la colonie ; le crédit est encore à un prix exorbitant là-bas : qu'elle baisse son intérêt à 5 % au plus, qu'elle mette l'argent à la disposition de tous les petits colons qui se sont installés dans l'île depuis quelques années, qu'elle cherche à faire des prêts sur les récoltes de café — comme la Banque de la Guadeloupe l'a fait, — et sur les produits du bétail, conserves, peaux, etc., sinon sur le bétail lui-même comme le font les Banques australiennes (ce que ses statuts ne semblent pas autoriser actuellement) ; avec l'aide de ce crédit, la Nou-

velle-Calédonie, dont l'exportation n'est encore que de 7 millions, prendra rapidement parmi nos colonies la place que doit lui assurer la colonisation libre qui commence à se diriger sérieusement vers elle, et la Banque n'aura pas à se repentir de quelques sacrifices momentanés.

En résumé, prise dans son ensemble, la situation de la Banque de l'Indo-Chine est prospère. Elle a réalisé en 1897 un total de 300 millions d'affaires, en chiffres ronds, qui lui ont laissé plus de 700,000 fr. de bénéfices. Tous ses comptoirs sont en progression, sauf à Pondichéry et à Nouméa, mais ce dernier tout au moins est destiné à prendre une grande extension à un moment donné. Ses comptes-courants, qui se sont beaucoup développés dans ces dernières années, ont donné lieu à un mouvement de 74 millions en 1897 : et pourtant elle n'use pas de la faculté que lui laissent ses statuts, de servir un intérêt à ses déposants. Quant à ses billets, ils circulent partout avec facilité ; il y en avait en circulation pour plus de 25 millions au 31 décembre 1897 : sur ce chiffre, la Cochinchine en absorbe pour près de 17 millions, tandis que le Tonkin n'en possède que pour 6 millions ; c'est peu pour l'énorme population de ce dernier pays, deux fois plus peuplé que la France proportionnellement à sa superficie : la succursale et les agences du Tonkin et de l'Annam ne font d'ailleurs jusqu'ici que peu d'affaires (22 millions environ d'avances et d'escompte en 1897) : l'escompte d'effets à deux signatures y domine de beaucoup, tandis qu'à Saïgon les avances sur marchandises, sur titres, etc., représentent un élément très important : (23 millions en 1897, contre 28 millions 1/2 d'escompte).

Les dividendes de la Banque de l'Indo-Chine ont suivi

comme ses affaires une marche ascendante ; après être restés jusqu'en 1884 à 10 ou 11 %, ils sont montés en 1887 et 1888 à 28 et 24 % ; mais depuis ils ont toujours été d'environ 16 % jusqu'aux deux dernières années où ils ont atteint 20 % du capital versé, capital qui n'est, on se le rappelle, que de 125 fr. par action.

CHAPITRE IV

L'AVENIR DES BANQUES COLONIALES ET L'ORGANISATION DU CRÉDIT AUX COLONIES

De cette étude sur le régime actuel des Banques coloniales et sur leur situation de fait, il me reste à tirer des conclusions pratiques. Ici deux questions se posent :

1° Comment tirer d'embarras celles de nos Banques dont le fonctionnement laisse à désirer, et comment les mettre toutes à même d'avoir aux colonies leur maximum d'utilité ?

2° Par quel procédé pourrait-on développer davantage le crédit dans nos colonies, et quelle serait l'organisation la plus rationnelle des établissements de crédit colonial ?

Pour répondre à la première question, pour indiquer les remèdes à apporter à la situation actuelle, il faut commencer par rechercher ses causes, par faire, pour ainsi dire, le diagnostic de la maladie dont souffrent certaines de nos Banques. Ces causes, j'en ai indiqué quelques unes au cours des chapitres précédents ; elles peuvent toutes se ramener, il me semble, à trois points :

1° Une mauvaise direction et un contrôle insuffisant.

2° Le manque de concordance entre les ressources et les placements des Banques, aggravé par la pratique funeste des renouvellements.

3° La mauvaise situation économique de certaines colonies.

J'ai déjà parlé suffisamment du premier point. Il est certain que l'on a mis quelquefois à la tête des Banques coloniales des hommes que leurs occupations antérieures étaient loin d'avoir préparés à ces difficiles fonctions, et qui ne se sont pas montrés à la hauteur de leur tâche. Cela a peut-être été pour beaucoup dans les crises qu'ont traversées certaines Banques. Le succès des entreprises financières, comme des entreprises industrielles et commerciales, dépend en très grande partie de l'homme qui les dirige, de son habileté, de sa connaissance du milieu où elles opèrent. J'ai déjà dit dans quelle position délicate se trouvaient les directeurs de nos établissements au milieu des petites sociétés créoles des Antilles et de la Réunion, quel tact et quelle énergie il leur fallait montrer pour modérer le zèle des Conseils d'administration, souvent enclins à confondre l'intérêt individuel de leurs amis avec l'intérêt supérieur de la colonie.

Évidemment dans ces conditions, le directeur idéal est difficile à trouver, et l'administration coloniale s'en rend, je crois, bien compte ; il semble pourtant qu'on aurait plus de chances d'arriver à un bon résultat, en ne nommant directeurs que des hommes ayant passé un certain temps à la Banque de France, où ils auraient appris à fond la théorie et la pratique des opérations, et ayant ensuite fait un stage, comme secrétaires par exemple, dans les Banques coloniales dont ils devraient devenir directeurs, s'étant par conséquent mis ainsi au courant des mœurs locales ; on pourrait aussi prendre les directeurs parmi les fonctionnaires du service financier de la colonie qui voient de près chaque Banque.

Quant au contrôle, qui n'est exercé réellement sur place que par le censeur légal, et à de rares intervalles par les

inspecteurs coloniaux en tournée, il n'est pas très efficace, ces divers fonctionnaires n'ayant pas le temps de se livrer à des vérifications minutieuses. Ici le projet de loi présenté en 1895, apporte de sérieuses améliorations à cette situation.

D'abord il fait du trésorier colonial, qui était jusqu'à présent administrateur de droit, un second censeur légal, sous le nom de commissaire du gouvernement, ayant le droit d'assister à toutes les réunions du conseil d'administration : il semble en effet, dit l'exposé des motifs du projet de loi, « qu'il faille restreindre l'immixtion du Gouvernement dans la gestion des Banques tout en lui laissant son contrôle. »

Et en second lieu, le projet crée une inspection spéciale, qui sera faite tous les deux ans par des inspecteurs coloniaux délégués à cet effet, et qui ne coûtera rien à l'État, car chaque Banque paiera les frais occasionnés par le séjour des inspecteurs chez elle ; son intérêt bien entendu exige en effet cette vérification périodique de ses registres et de son portefeuille, et c'est le seul moyen d'assurer l'efficacité de cette mesure. Cela n'exclut pas d'ailleurs l'exercice de la faculté qu'avaient déjà le ministre des colonies et le gouverneur de faire vérifier, toutes les fois qu'ils le jugent opportun, les registres, caisses et opérations des Banques, par un agent de leur choix, par exemple par un inspecteur de la Banque de France ; mais de plus le ministre des finances, qui a en somme la charge des intérêts du Trésor, aura désormais le même droit ; il l'exercera quand il lui plaira, en envoyant en mission près des Banques un inspecteur des finances. Peut-être cette dernière mesure devrait-elle être généralisée : les inspecteurs des finances semblent particulièrement désignés par leurs études techniques, pour procéder au contrôle périodique des Banques,

ou du moins il faudrait que certains inspecteurs coloniaux, ayant reçu une préparation spéciale à cet effet, fussent attachés au service de l'inspection ordinaire des Banques.

Il serait bon aussi, pour faciliter la tâche de la Commission de surveillance, d'admettre, à titre consultatif, l'agent central à ses séances: c'est lui, semble-t-il, qui peut le mieux la renseigner.

La seconde cause du malaise des Banques avait été, je l'ai indiqué dans mon premier chapitre, aperçue par un des orateurs de la discussion de 1851; elle a été très nettement mise en lumière par M. Léveillé dans son rapport sur le projet de loi actuel. Les Banques coloniales prêtent, d'après leurs statuts, pour quatre mois, mais en fait nous savons que leurs prêts sur récoltes de cannes à sucre sont toujours à huit mois, n'étant utiles qu'à cette condition, et que beaucoup de leurs avances sont renouvelées, et souvent plusieurs fois; au contraire, leurs emprunts, sous forme de billets au porteur et de dépôts, sont tous à vue. Leurs dettes sont toujours exigibles, tandis que leurs créances sont à terme; de sorte que l'argent qu'elles ont reçu un jour donné peut leur être réclamé dès le lendemain, tandis que les placements qu'elles ont faits le même jour, avec ce même argent, ne leur seront remboursés, au plus tôt, que quatre mois après. Il y a là un manque de parallélisme qui n'est pas fait pour augmenter leur crédit. Et comme, en fait, la fâcheuse pratique des renouvellements vient reculer à huit mois ou un an, ou quelquefois indéfiniment, l'échéance de leurs créances, il est facile de voir que, leurs ressources étant immobilisées pour longtemps, leurs déposants et les porteurs de leurs billets de courant un sérieux danger. Il est bien vrai que la Banque de France est un peu dans le même cas; mais d'abord ses prêts les plus

longs ne sont encore qu'à 90 jours, et de plus son crédit, grâce à sa formidable encaisse métallique et à son vaste champ d'opérations, est autrement solide que celui des Banques coloniales.

Pour remédier à cette situation, M. Léveillé propose d'autoriser les Banques à émettre des bons à moyen terme, produisant un intérêt modéré, ou plutôt remboursables avec prime ou avec lots : ce serait, en petit, ce que sont les obligations du Crédit foncier pour les prêts hypothécaires à long terme, et ces bons permettraient évidemment aux Banques de consentir avec sécurité des prêts à assez longue échéance qui paraissent bien être nécessaires aux colonies. Mais n'y aurait-il pas un moyen plus simple que cette émission de titres nouveaux, qui pourraient, ce qui est toujours à craindre, donner prise à la spéculation : il suffirait, me semble-t-il, de transporter aux autres Banques coloniales la faculté dont jouit la Banque de l'Indo-Chine (et dont justement elle n'use pas), d'ouvrir des comptes de dépôts *avec intérêt*; cet intérêt serait très minime, tout en augmentant avec la durée du dépôt, par exemple 1 % à 6 mois et 2 % à un an : une telle mesure, qui serait dangereuse si le nombre et l'échéance des dépôts n'étaient pas limités, n'augmenterait pas trop les dettes des Banques si l'on décidait que le total des dépôts avec intérêt ne devra pas dépasser le montant du capital, et qu'ils ne pourront avoir lieu pour plus d'un an ; leur intérêt pourrait d'ailleurs être en partie compensé par une légère élévation de celui des créances renouvelées.

Mais cela ne devrait pas empêcher les directeurs de lutter le plus possible contre les renouvellements exagérés ; les statuts, il est vrai, n'en parlent pas, mais ils paraissent bien les proscrire, car ils autorisent seulement la proro-

gation des prêts sur récolte « jusqu'à l'achèvement de la récolte », mais non au-delà. Quand encore il s'agit d'engagements sérieux, garantis par un nantissement ou une provision réelle, il n'y que demi-mal à reculer leur échéance à huit mois ; mais, s'il s'agit d'effets de circulation, sans cause réelle, simples engagements purement personnels, et qu'il faut bien prolonger sans cesse, le débiteur n'ayant rien pour payer, leur renouvellement prépare une catastrophe ; à un moment donné, il faut passer aux valeurs en souffrance toute une partie du portefeuille, car, en matière de crédit aussi, la mauvaise monnaie chasse la bonne, et peu à peu, les bonnes créances vont se raréfiant de plus en plus dans le portefeuille, par suite de l'immobilisation de fonds produite par les mauvaises. Du moins, faudrait-il, autant que possible, que les directeurs, comme le ministre le leur a plusieurs fois recommandé, n'acceptassent pas de renouvellement sans réclamer, en plus des intérêts, un amortissement périodique de la créance : c'est une exigence qu'on ne peut guère inscrire dans les statuts, car les conditions de chaque renouvellement dépendent évidemment de la solvabilité du débiteur ; mais cependant l'esprit des statuts y est très favorable ; le projet actuel oblige même, nous l'avons vu, l'emprunteur sur nantissement à couvrir la Banque du montant de la baisse dans la valeur du gage, si cette baisse atteint 20 % ; cette disposition a le même but que l'amortissement de la créance, dont la valeur baisse aussi par suite du renouvellement.

Il faut signaler ici un autre remède introduit dans le projet, remède qui devra être très efficace contre la violation des statuts avec lesquels certains conseils d'administration en ont pris parfois à leur aise : c'est la privation

de dividende dans certains cas déterminés. Jusqu'ici le gouverneur de chaque colonie avait le droit d'interdire toute répartition ; il le faisait généralement quand des pertes avaient été constatées, et sur l'avis de la Commission de surveillance. Mais désormais l'interdiction de distribuer un dividende deviendra obligatoire pour le gouverneur, sans même qu'il y ait de pertes pour la Banque, dès que certains articles des statuts auront été violés ; il en sera ainsi : quand pendant le semestre précédent, l'encaisse aura été inférieure au tiers de la circulation fiduciaire ; quand le rapport statutaire entre le montant du prêt et la valeur estimative du gage qui le garantit n'aura pas été observé ; quand la Banque aura fourni des traites ou mandats sans provision préalable ; ou enfin quand la quotité de ses billets en circulation aura dépassé le chiffre approuvé par le gouverneur. Dans tous ces cas, on ne pourra même pas distribuer le dividende minimum de 5 %. L'interdiction, signifiée par le gouverneur, devra être ratifiée par le ministre, et quand elle sera ainsi devenue définitive, les fonds qui auraient servi à distribuer le dividende seront versés au fonds de réserve (ils pourraient très bien être versés au fonds de réserve supplémentaire dont les nouveaux statuts prévoient la création, pour servir dans les mauvaises années à compléter à 5 % le dividende). La commission des colonies, qui a examiné le projet à la Chambre des députés, a même demandé que, dans le cas d'interdiction définitive, tout le conseil d'administration soit considéré comme démissionnaire d'office, pour que les actionnaires convoqués immédiatement en assemblée générale puissent lui prouver leur mécontentement : mesure un peu sévère, car bien souvent l'insuffisance de l'encaisse métallique, par exemple, ne proviendra pas de l'impru-

dence du conseil d'administration ; généralement, c'est la situation économique de la colonie qui en est la cause inévitable.

Cette situation économique, que j'ai indiquée comme la troisième cause du malaise de certaines Banques, j'en ai suffisamment parlé pendant tout le cours de cette étude pour n'y pas revenir ici. — Un grand développement donné aux cultures autres que la canne, et la création d'industries qui diminueront l'importation, dans les colonies sucrières ; un changement — à la vérité difficile à espérer — dans les habitudes de prodigalité et d'absentéisme de la société créole ; enfin la mise en valeur de la Guyane : tels sont, je le répète, les vrais moyens de changer cette situation, et d'atténuer les crises périodiques des colonies et de leurs Banques.

Toutes les considérations que j'ai exposées jusqu'ici ne s'appliquent pas à la Banque de l'Indo-Chine. Cependant elle aussi pourrait rendre encore plus de services, si on élargissait un peu ses statuts, comme elle le demande. La formalité des deux signatures en particulier, dont elle ne peut s'affranchir même en dehors des possessions françaises, la place dans un état d'infériorité, à Bangkok, à Hong-Kong, et à Schanghai, vis-à-vis des Banques anglaises qui sont beaucoup plus libres et qui peuvent venir lui faire concurrence jusque dans nos propres colonies (il y a deux succursales de Banques anglaises à Saïgon, et une, je crois, à Hanoi).

Ce serait faire œuvre sage que de laisser à la Banque de l'Indo-Chine, dont les opérations jusqu'ici ont toujours été conduites avec beaucoup de prudence, plus d'initiative, au moins pour celles qu'elle fait en territoire étranger. Evidemment on pourrait souhaiter que les risques inhé-

rents au commerce de banque en Chine, au Japon et au Siam, fussent supportés par une banque purement privée, n'ayant aucun privilège à sauvegarder ; mais, puisque l'excessive timidité des capitaux français ne permet pas à une société particulière d'aller concurrencer là-bas les capitaux anglais et russes, et puisque le Gouvernement est bien heureux d'avoir sous la main la Banque de l'Indo-Chine pour l'envoyer dans tout l'Extrême-Orient soutenir les intérêts français, il faut du moins qu'il lui donne les moyens de remplir efficacement cette tâche, et de lutter avantageusement avec les banques rivales.

Si le crédit distribué par une banque française est un excellent instrument d'influence politique, dont il importe de faciliter l'emploi à nos nationaux dans les pays étrangers il n'importe pas moins de le répandre dans nos propres colonies ; j'ai montré au commencement de cette étude que le crédit était l'indispensable outil de toute mise en valeur des pays neufs, et combien il était nécessaire à l'œuvre de la colonisation, puis je me suis longuement étendu sur les principaux organes de distribution du crédit existant actuellement dans nos colonies. Il me reste à examiner si les Banques coloniales sont suffisantes et comment on pourrait compléter leur œuvre. C'est la seconde question que j'avais posée au début de ce chapitre : la question du développement et de l'organisation du crédit colonial.

Pour savoir ce qu'il y a à faire, il faut savoir ce qui est fait : or, en dehors de nos Banques, nous ne trouvons, dans nos colonies, qu'une tentative intéressante, mais ayant médiocrement réussi, de crédit immobilier, le Crédit foncier colonial, et quelques entreprises locales de crédit mobilier.

Le *Crédit foncier colonial*, auquel j'ai fait plusieurs fois

allusion, est une société anonyme qui devait permettre aux colonies sucrières, par des prêts hypothécaires, d'établir de nouvelles usines, et d'augmenter leur production en perfectionnant leur matériel. Une société avait été fondée dans ce but en 1860, sous le nom de Crédit colonial; mais, en 1863, elle se transforma en Société du crédit foncier colonial et fit, avec la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, des conventions qui furent homologuées par un décret lui conférant un privilège pour ces trois îles. La société était au capital de 12 millions en 24.000 actions de 500 fr.; elle était constituée pour 60 ans à partir de 1863.

Son privilège consistait en : 1^o le droit exclusif d'émettre des obligations hypothécaires remboursables par tirages au sort, et analogues à celles du Crédit foncier de France; elles remplissent le même but que les billets au porteur des Banques coloniales, fournir à l'établissement les ressources nécessaires pour ses prêts (1); — et 2^o certaines modifications à la procédure de la saisie et de la purge.

Les opérations de la société consistent : 1^o A faire des prêts aux propriétaires de sucreries pour des constructions ou pour le renouvellement de leur outillage, et à tous propriétaires d'immeubles dans les colonies françaises. Ces prêts ne peuvent être garantis que par une première hypothèque sur l'usine à construire, ou sur l'immeuble, ou, par faveur pour les sucriers et seulement pour eux, par tout gage mobilier ou immobilier agréé par la société; mais il faut toujours que le planteur

(1) Elles sont au porteur, de 500 fr. ou de 1.000 fr., et peuvent être fractionnées en coupures de 100 fr.; elles ne peuvent être émises qu'avec l'approbation des ministres des colonies et des finances; enfin, il ne doit jamais y en avoir en circulation pour une somme supérieure au montant des prêts non encore remboursés.

justifie de récoltes suffisantes pour l'alimentation de son usine ;

2° A acheter des créances privilégiées ou hypothécaires, avec ou sans subrogation, et à en poursuivre le remboursement ;

3° A faire des prêts soit aux colonies elles-mêmes, soit à des communes coloniales, avec ou sans hypothèque, avec ou sans amortissement annuel s'ils sont à court terme, mais toujours avec amortissement s'ils sont à long terme, c'est-à-dire de 5 à 30 ans.

Les prêts faits aux individus sont remboursables par annuités, chaque annuité comprenant l'intérêt de la dette, à 8 % au maximum, l'amortissement ou paiement d'une fraction de cette dette, et les frais d'administration : ces annuités grèvent l'immeuble d'une sorte de rente foncière temporaire, que les acquéreurs successifs doivent servir à moins que la société n'aime mieux réclamer à ceux-ci le paiement intégral. Si elles ne sont pas payées régulièrement, la société peut faire vendre l'immeuble aux enchères, et, s'il ne trouve pas preneur pour le montant du prêt, elle peut s'en rendre adjudicataire.

Jusqu'ici tout cela ne donne pas lieu à de grandes difficultés. Mais voici le nid à contestations, qui a rendu la question du Crédit foncier colonial très irritante pour les trois colonies sucrières : en vertu de la convention de 1863, celles-ci se sont engagées à garantir chaque année à la société le paiement d'un intérêt de 2 1/2 % au plus sur le montant de ses obligations, sans que cette garantie puisse excéder 250,000 fr. pour la Martinique et la Guadeloupe et 500,000 fr. pour la Réunion, le total des prêts étant limité à 10 millions pour les deux premières îles et à 20 pour la dernière. Or, cette garantie d'intérêt, que les

colonies au moment de leur contrat croyaient devoir être platonique, et qui aurait peut-être pu l'être si la société était restée dans l'esprit de ses statuts, est devenue la source de difficultés innombrables : le Conseil d'État — car les contestations entre la société et les colonies sont de la compétence du contentieux administratif — a une jurisprudence considérable sur ces questions.

L'intérêt garanti par chaque colonie représente la perte éprouvée dans l'année par la société soit sur les annuités, soit sur le capital de créances dont le gage, liquidé à la suite d'expropriation, n'a pas couvert le montant ; la colonie peut du reste, pour se dispenser de la garantie des annuités, provoquer la réalisation de l'immeuble par la société, dès que l'annuité cesse d'être payée. Mais la société qui je l'ai dit, peut se porter adjudicataire si elle ne trouve pas acquéreur pour le montant de sa créance, a usé et abusé de cette faculté, surtout à la Réunion, et elle a trouvé moyen d'obtenir, en 1873, une modification à ses statuts (art. 25), qui la transforme en une véritable société d'exploitation, en lui donnant le droit de remanier, de modifier et d'agrandir, pour faciliter leur « exploitation fructueuse » les propriétés qu'elle a acquises pour les revendre (1).

Le Conseil d'État a décidé que, même quand la société était devenue propriétaire de l'immeuble-gage, la colonie continuait à devoir la garantie. Dès lors, tout l'effort de la société a tendu à empêcher la revente des immeubles qu'elle possédait, et à en acquérir d'autres ; elle trouvait très commode de toucher à la fois leurs revenus et la

(1) Voir le rapport de MM. de Mahy et Brunet à la Chambre des députés, documents parlementaires, Chambre, 1895, p. 341.

garantie coloniale. Pour rendre impossible la revente, obligatoire en droit, elle en a augmenté la valeur par des améliorations, qui ont eu en même temps l'avantage pour elle d'accroître considérablement la production; elle s'est ainsi constitué à la Réunion un immense domaine, comprenant les deux tiers du sol cultivable de l'île, les plus grandes usines, les meilleures terres, et elle fait la loi partout. A la Guadeloupe, elle a aussi des propriétés, mais moins nombreuses; à la Martinique, elle n'a que des créances encore impayées. Or, sur les biens dont la société s'est portée adjudicataire, la colonie devait, s'ils étaient revendus plus cher que le montant du prêt encore dû, toucher cette plus-value jusqu'à concurrence du capital consacré par elle à payer la garantie (1); mais la société ne revendant plus rien, malgré l'obligation que lui en faisaient ses statuts, la colonie continue à payer la garantie, sans jamais rien toucher en retour. La Réunion a déjà payé ainsi plus de 5 millions.

Et cependant, en tant qu'institution de crédit, la société du Crédit foncier colonial n'existe plus, elle ne fait plus de prêts; elle est en liquidation judiciaire depuis juin 1892; sa personnalité juridique ne se soutient plus que par une fiction, mais cette fiction lui suffit pour se considérer comme propriétaire définitive de biens qu'elle ne possède légalement qu'à charge de les revendre et sous la condition résolutoire de la revente; et grâce à cette fiction, la société de crédit s'est en réalité transformée en une immense société foncière, presque analogue aux grandes compagnies de colonisation qu'on propose en ce moment de fonder, ayant même plus de droits qu'elles n'en auront jamais,

(1) Art. 7 de la convention de 1863.

puisque aucun contrat avec l'État ne vient limiter son pouvoir ; du reste ses domaines sont splendides et lui donnent des revenus considérables ; elle a des plantations de cannes et des usines modèles, des forêts méthodiquement exploitées ; elle vend elle-même tous ses produits ; nous savons même qu'elle fait la banque et gêne beaucoup la Banque de la Réunion. Bien que créée au moyen d'une illégalité flagrante, contre laquelle ne cessent de protester les Bourbonnais, il est certain que cette organisation fait honneur à l'habileté de ceux qui l'ont conçue, et qui la dirigent ; elle montre à quels merveilleux résultats pourraient arriver, même dans nos plus vieilles colonies, des sociétés disposant de gros capitaux et mettant en œuvre les procédés industriels ou agricoles les plus perfectionnés.

Mais il n'en est pas moins vrai que le crédit foncier n'existe plus dans nos colonies des Antilles et de la Réunion, et que, à vrai dire, il n'y a pas donné de résultats très satisfaisants.

Si maintenant nous passons au crédit mobilier, nous trouvons, en dehors de l'Algérie, dont je ne m'occupe pas :

A la Réunion, quelques sociétés locales de crédit ; la principale était la Société de crédit agricole et commercial, dont nous avons vu la faillite en 1892 ; elle était au capital de trois millions et servait de caisse d'épargne, recevant des dépôts, depuis 1 fr., des travailleurs hindous ou africains de l'île, à qui elle remettait des livrets nominatifs ou au porteur. Actuellement, il y a encore dans l'île : la Société bourbonnaise de crédit, le Crédit de Saint-Pierre, soutenu, je crois, par l'ex-société de crédit foncier ; puis un correspondant du Crédit lyonnais et quelques

banquiers privés. La Réunion est donc assez riche en établissements de crédit.

A la Martinique, il y a une agence de la Colonial Bank et une autre de la Banque transatlantique. A la Guadeloupe, la Banque coloniale est seule, sauf peut-être quelques banquiers privés.

En Indo-Chine, j'ai signalé des agences de Banques anglaises, la Chartered Bank et la Honk-Kong and Schanghai Banking Corporation, à Saigon.

A Madagascar, il n'y a jusqu'ici que trois succursales du Comptoir d'escompte, à Tamatave, Majunga et Tananarive ; mais liées par les statuts de ce grand établissement, elles ne peuvent émettre de billets ni faire de prêts sur récoltes, et ne répondent pas aux besoins de la colonisation dans ce pays neuf.

A Saint-Pierre et Miquelon, il y a une Banque locale.

Enfin, à Tahiti, fonctionne un établissement assez curieux, sous le nom de Caisse agricole. Fondée en 1863, cette Caisse est devenue, par un arrêté du gouverneur, une institution publique, une sorte de Banque coloniale au petit pied, qui cumule toutes sortes d'opérations. Avec un fonds de roulement variable, de 195.000 fr. seulement en 1898, sans autres ressources que des bons de caisse à vue ou à terme, et des dépôts à échéances diverses pour lesquels elle sert un intérêt de 3 %, ce qui est très minime pour le pays, elle trouve le moyen de faire à la fois de l'escompte, des avances sur récoltes et sur marchandises, et des prêts hypothécaires ; bien mieux, elle fait office de commissionnaire gratuit de vente, achetant les produits des petits colons pour les centraliser et les envoyer en Europe, sans garder de bénéfices ; elle a même acheté des terres pour les revendre aux colons moyennant paie-

ment par annuités, et elle se charge de faire venir des travailleurs étrangers. Ainsi, à Papeete, au beau milieu du Pacifique, dans une île de quelques milliers d'habitants, fonctionne un établissement qui fait à la fois le crédit personnel, mobilier et foncier, qui est société foncière, société d'immigration et qui sert de commissionnaire : et pourtant il vit ! Cela fait honneur à son comité directeur, qui est composé de personnages notables de la colonie et de membres de la chambre de commerce et de la chambre d'agriculture ; les fonctions de censeur sont remplies par le directeur de l'intérieur.

La Caisse agricole, ai-je dit, émet des bons de caisse ; ils peuvent atteindre le triple de son encaisse, mais en 1880 un décret en a fait émettre d'autres sous la garantie du Trésor local, la Caisse n'ayant pas une réserve métallique suffisante.

Nous avons ainsi passé en revue les divers établissements de crédit de nos colonies ; elles ne sont pas favorisées sous ce rapport ; il serait facile de s'en rendre compte si l'on pouvait rassembler en un tableau d'ensemble les documents, malheureusement très épars, concernant sur le même point les colonies étrangères et les grands pays récemment mis en valeur.

Dans toutes les colonies anglaises, les banques abondent ; dès 1850, dans l'Australie qui sortait alors à peine de l'état sauvage, il y avait six banques par actions représentant plus de 58 millions de capital ; dans l'Inde, à la même époque, il y en avait trois autorisées et beaucoup de libres. Actuellement, en Australie, il y en a une profusion, ayant leur siège soit à Londres (Colonial Banks), soit dans la colonie : les unes font des avances sur les récoltes, sur les troupeaux, sur les laines avant la tonte (ce qui res-

semble bien à notre prêt sur récoltes) et sur les ballots de laines en consignment ; les autres, les banques foncières, émettent des obligations, et font des prêts hypo hécaires sur les terres, et même sur les récoltes et les troupeaux qui les occupent ; elles sont même devenues ainsi, à force d'exagérer leurs avances, propriétaires d'un grand nombre de terres pastorales, qui d'ailleurs se vendent assez bien.

En Nouvelle-Zélande, il y a aussi des banques nombreuses ; et de plus le Gouvernement a entrepris de faire lui-même des prêts aux agriculteurs et aux éleveurs.

Aux Indes, le crédit hypothécaire se pratique beaucoup sur les plantations de thé et d'indigo.

Aux États-Unis, ce sont les banques de commerce qui font des prêts aux colons agriculteurs, mais par l'intermédiaire de courtiers, ce qui élève beaucoup l'intérêt. De plus l'ingénieux système des élévateurs, immenses magasins où chacun peut aller verser son grain, permet aux cultivateurs d'obtenir des avances sur leur récolte, dès qu'elle est faite.

Au Brésil, rien que dans les trois principales provinces productrices de café, on trouve une vingtaine de banques, représentant plus de 300 millions de capital. Une loi de 1885 y a réglementé les prêts sur bestiaux, sur matériel agricole et sur récoltes.

En Russie, il existe beaucoup de Banques populaires qui fournissent de l'argent aux paysans. Depuis 1894, la Banque de l'Empire peut même faire des prêts sur récoltes aux personnes offrant toute sécurité.

Il y a même certains pays où le crédit est trop abondant. Au Canada, dans les nouvelles provinces de l'ouest, le colon aussitôt installé sur son lot de terre, se voit offrir de l'argent par des agents de sociétés de crédit ; il souscrit des

billets et hypothèque sa concession; s'il ne paie pas à l'échéance, le prêt est renouvelé avec un intérêt plus fort, et bientôt le colon tombe à la merci de son créancier : ce qui prouve que le crédit, excellent en lui-même, peut, comme toutes les bonnes choses, devenir dangereux si on en abuse, et que, aux colonies surtout, il a besoin d'être réglementé pour que les colons ne deviennent pas la proie d'établissements peu scrupuleux.

Ainsi dans la plupart des grands pays, qui se sont rapidement développés, le crédit est largement mis à la disposition des agriculteurs, sans parler des innombrables Banques commerciales qui pullulent dans tous les pays anglo-saxons.

Comment pouvons-nous arriver, dans nos propres colonies, à assurer à nos colons et à nos commerçants un crédit suffisant ?

Examinons un instant la question au point de vue rationnel. Qu'est-ce qu'un agriculteur ou un commerçant peut fournir comme garantie ? Il peut offrir d'abord lui-même, sa propre personnalité, ses qualités individuelles, son intelligence, son énergie, sa persévérance : souvent, quand il ira s'installer dans une colonie, il n'aura même que cela à offrir ; et s'il trouve à emprunter de l'argent sur cette garantie toute personnelle, ce ne pourra être que de quelqu'un le connaissant particulièrement. Ce genre de crédit peut se réaliser en particulier, par ce que M. Paul Leroy-Beaulieu appelle la « commandite agricole, » qui est d'un usage courant en Angleterre : un capitaliste métropolitain subventionne un colon qui lui sert l'intérêt de son argent, et qui partage avec lui les bénéfices de son exploitation — on peut tout aussi bien concevoir une commandite commerciale — : ce serait la résurrection et l'appli-

cation à l'exploitation des colonies, de ce vieux « contrat de commande », qui a fait la force et la prospérité du commerce d'outre-mer de l'ancienne France, à une époque où les capitaux ne craignaient pas les entreprises lointaines (1).

Or il y a chez nous une foule de jeunes gens courageux, intelligents, qui ne demandent qu'à partir aux colonies, mais que le manque d'argent oblige à s'enfermer en France dans un bureau quelconque, tandis qu'en Nouvelle-Calédonie ou à Madagascar, avec un capital de 30 à 40,000 fr., ils auraient pu atteindre, non pas peut-être la fortune, mais au moins une aisance très large, tout en procurant à leur commanditaire des bénéfices sérieux. C'est dans sa propre famille qu'un jeune homme décidé à s'expatrier devrait trouver des capitaux, chez ses proches, qui savent de quoi il est capable, et qui, tout en accomplissant le devoir de soutenir un des leurs, auraient chance de faire de leur argent un emploi avantageux, en même temps qu'utile aux intérêts français : il semble que ce devrait être là le véritable « placement de père de famille. »

Le métayage peut aussi fournir le moyen à un colon de se procurer du crédit : s'il n'a aucun capital, qu'il devienne métayer ; c'est alors le propriétaire du sol qui lui avancera les sommes nécessaires à la mise en valeur, et les bénéfices se partageront entre eux. Le métayage est une associa-

(1) La *Quinzaine coloniale* a récemment (n° du 10 février 1899) signalé une intéressante tentative de ce genre. Une famille composée du père, de la mère et de onze enfants, la plupart en état de travailler, est partie pour la Nouvelle-Calédonie avec un capital de 10,000 fr. à elle constitué par plusieurs personnes ; ce prêt purement personnel, garanti par le travail futur de la famille, est cependant couvert par une assurance mixte de 10,000 fr. sur la vie, que l'on a fait contracter pour 20 ans au père de famille, et dont, à son défaut, les bailleurs de fonds paieront les primes, au moins dans les premières années.

tion où l'un fournit le capital, l'autre le travail, et où la considération de la personne est dominante pour le capitaliste ; son emploi semble tout indiqué aux colonies, soit qu'il se combine avec la commandite agricole dont je viens de parler, — le bailleur de fonds devenant alors lui-même propriétaire de la concession exploitée par le commandité (ce qui est une excellente façon, pour ledit bailleur, de faire de la colonisation sans s'expatrier) —, soit qu'un colon possédant des capitaux prenne lui-même comme métayers des immigrants pauvres ou des indigènes, dont il surveillera l'exploitation et à qui il fournira du crédit.

Mais, si le colon ne trouve personne qui consente à lui fournir des capitaux sur la simple garantie de ses qualités individuelles, ou que, ayant employé tout son avoir à créer son exploitation, il ait besoin d'argent pour vivre en attendant que ses cultures rapportent, que peut-il offrir en gage à l'établissement de crédit auquel il va s'adresser ? Il peut lui offrir, d'une part, sa terre, sa concession, et ce qui la recouvre, habitation, instruments agricoles, bétail, récoltes ; et, d'autre part, la signature ou les biens d'une autre personne qui répondra pour lui de sa dette.

La terre, dans les pays neufs, n'a par elle-même aucune valeur : il y aura toujours, même dans nos meilleures colonies, plus de terres cultivables qu'on en demandera ; les concessions sont donc à peu près incapables de garantir une créance, puisque, mises en vente après expropriation, il n'est jamais sûr qu'elles trouveraient acquéreur. Or la première condition pour qu'une chose soit apte à servir de garantie, c'est que le créancier soit certain de pouvoir la réaliser, la transformer en argent. Aussi le crédit purement foncier, qui a peu réussi en somme dans

nos trois colonies de beaucoup les plus civilisées, semble-t-il bien être impraticable dans les autres (1).

C'est donc dans ce qui constitue la partie extérieure de l'exploitation agricole, dans l'œuvre même du colon, qu'il faut chercher des gages ; or la plupart des éléments de cette exploitation sont, d'après notre législation, immeubles soit par nature (les bâtiments, les récoltes), soit par destination, (les instruments, les animaux). Mais tous sont caractérisés par ce fait qu'ils ne peuvent être détachés de l'exploitation dont ils font partie. De cette observation, il résulte qu'aux colonies surtout, les règles du Code civil sont insuffisantes et empêcheraient absolument la constitution du crédit agricole ; dans les pays neufs où la terre est presque sans valeur et où l'agriculture a plus qu'ailleurs besoin de crédit, puisque tout est à faire, il faut forcément admettre l'hypothèque mobilière ou, si l'on aime mieux, le gage sans dessaisissement ; c'est bien là, je crois, l'idée qui a guidé l'inventeur du prêt sur récoltes pendantes de la loi de 1851.

Depuis cette époque, le prêt sur récoltes a été adopté dans beaucoup d'autres pays. Il est pratiqué dans les colonies sucrières étrangères ; à l'île Maurice deux longues ordonnances de 1898 (2) l'ont réglementé avec beaucoup plus de détails que notre loi de 1851 : elles prévoient le cas où le prêt serait fait au planteur par un par-

(1) Aussi le système intégral de l'Act Torrens, qui incorpore la terre dans un simple titre à ordre transmissible par endossement, ne semble pas avoir grand intérêt dans les pays neufs ; cette partie du système présente au contraire des dangers en facilitant trop un crédit qui ne repose que sur un gage sans valeur, et c'est avec raison qu'on ne l'a pas appliquée à Madagascar et en Tunisie où fonctionne le principe de l'Act Torrens.

(2) *Revue coloniale*, 1898, nos 29 à 34.

ticulier ou une banque, et celui où ce serait le Gouvernement colonial lui-même qui ferait l'avance ; dans les deux cas le prêteur a, moyennant certaines formalités semblables à celles de la loi française, « une créance privilégiée sur les récoltes de l'année courante, qui prendra rang avant toutes autres créances pouvant avoir droit de gage ou privilège sur cette récolte ou ses produits ; » s'il s'agit d'un prêt du Gouvernement, le privilège s'étend non seulement à la récolte, mais à la plantation elle-même. Du reste la loi mauricienne n'est pas tombée dans l'erreur de la loi française parlant de cession de récolte. Le même prêt sur récoltes est, je crois, pratiqué dans la Guyane Hollandaise, par la Banque de Surinam, fondée aussi, de même que les banques de la Jamaïque, après l'abolition de l'esclavage.

Et nous pourrions suivre le développement de la même institution dans bien d'autres pays, même en Europe ; en Roumanie, une Banque agricole a été créée en 1891 (loi du 23 mars), qui prête aux agriculteurs sur gages consistant en particulier : « en produits sur pied à partir d'une époque voisine de la moisson, époque qui sera fixée chaque année et pour chaque espèce de plantes », et « en produits battus déposés en magasins, sur les terres, en gare, ou dans les docks ou magasins particuliers » ; l'échéance des prêts est de 9 mois au plus, bien que la Banque n'émette que des bons à vue. J'ai déjà parlé des prêts faits en Australie, sur les récoltes, les troupeaux et même sur la laine avant la tonte, et au Brésil sur les récoltes et sur le matériel agricole. Et sans aller si loin, en Belgique, une loi de 1884 garantit les prêts faits aux agriculteurs par un privilège sur les fruits de la récolte de l'année et sur ce qui garnit la ferme, privilège qui passe d'ailleurs après celui du bailleur ; et en Italie,

une loi de 1887 admet un privilège spécial sur les produits non récoltés de la terre ou des arbres. D'ailleurs, notre privilège du bailleur lui-même n'est-il pas issu de la même pensée, ou plutôt de la force des choses ? Jusqu'ici cependant ce privilège, avec celui du vendeur de semences ou d'ustensiles, a été la seule garantie sérieuse, en France, accordée à certains créanciers des agriculteurs ; aussi c'étaient presque uniquement les propriétaires qui fournissaient des fonds à leurs fermiers. Aujourd'hui, un nouveau pas est fait dans ce sens : je veux parler des warrants agricoles, institués par la loi du 18 juillet 1898, et dont il faut dire quelques mots à cause de leurs points de contact avec le vieux prêt sur récoltes colonial.

Cette loi autorise les cultivateurs français à emprunter sur tous les produits agricoles de leur exploitation, une fois séparés du sol, tout en les conservant chez eux. Il n'est donc pas question de récoltes pendantes, ni de bestiaux ou d'instruments : exactement, c'est le prêt que les Banques coloniales pratiquent depuis cinquante ans sur les produits déposés dans des magasins particuliers dont les clefs leur sont remises, mais entouré ici de formalités analogues à celles du prêt sur récoltes pendantes. L'emprunteur, d'après la nouvelle loi, écrit au greffier de justice de paix pour lui demander à warranter tels ou tels produits, grains, vin, huile, fourrage, etc. ; le greffier mentionne la lettre sur un registre et en donne avis au propriétaire foncier, s'il y a lieu : on reconnaît là l'inscription de la demande d'emprunt sur récoltes pendantes, chez le receveur d'enregistrement. Le propriétaire a douze jours pour s'opposer au prêt, mais il ne peut sauvegarder son privilège que pour les termes échus, et même pas pour le reste de l'année courante ; de plus, la loi ne prévoit pas d'opposition

de la part d'autres créanciers, pas même des privilégiés pour frais et vente de semences ou frais de récolte, qui ont pourtant fortement contribué à créer le gage. Le greffier inscrit sur un registre à souche la nature, quantité et valeur des produits, sans aucune expertise, sur le seul dire du cultivateur, et il délivre à celui-ci une feuille qui est le warrant. Ce warrant est transmissible par endossement, et peut être escompté par les banques comme tout autre effet de commerce.

Cette loi est applicable à l'Algérie. Elle n'a pas été promulguée dans les autres colonies, et vraiment elle y serait assez inutile ; les colonies ont mieux que cela avec les prêts, sur récoltes et sur marchandises, de leurs Banques. La loi de 1898 manifeste une confiance un peu naïve dans la bonne foi des emprunteurs : elle n'exige même pas que les produits warrantés soient assurés, ni qu'ils soient enfermés dans un endroit spécial dont les clefs pourraient être remises à l'établissement prêteur ; elle ne sauvegarde pas les intérêts les plus légitimes des créanciers autres que le propriétaire ; enfin, elle ne limite même pas le montant du prêt, qui peut atteindre la valeur totale, fixée par l'emprunteur lui-même, de la récolte. Comment dans ces conditions les banques consentiraient-elles à escompter les warrants agricoles ?

La grosse difficulté, quand il s'agit d'un prêt sur choses mobilières qu'on ne peut déplacer sans nuire à l'exploitation, c'est la surveillance du gage, surtout pour une Banque qui sera souvent très éloignée de la résidence de ses emprunteurs ; il lui faudrait une foule d'agents toujours en mouvement. Cette difficulté s'atténue beaucoup si on fait intervenir ici une autre idée, que j'ai déjà énoncée à propos des prêts faits par la Banque de l'Indo-Chine aux

communes annamites : l'idée de solidarité entre emprunteurs. J'ai indiqué plus haut que, outre ce qui compose son exploitation propre, un colon pouvait encore fournir comme garanti la signature ou les biens de quelqu'un qui répondit pour lui. Pourquoi les colons d'une même région, ayant les mêmes intérêts, ne s'associeraient-ils pas pour emprunter et se prêter réciproquement la garantie de leurs biens, comme ils pourraient se syndiquer pour acheter des engrais ou des machines : cela permettrait à la Banque de faire en toute sécurité à chaque associé des prêts sur ses récoltes ou ses troupeaux, les autres associés devant se charger de la surveillance du gage qu'ils ont tant d'intérêt à ne pas voir disparaître. Et de même dans les pays où les indigènes ont besoin d'avances pour leurs cultures, et sont par suite en proie à l'usure, ce n'est probablement qu'en faisant appel à la solidarité de la tribu ou du village, qui existe dans beaucoup de contrées, qu'on arrivera à les délivrer de cette plaie ; mais il faudra procéder avec une grande prudence.

C'est au fond la même idée qui a inspiré les Caisses de crédit mutuel des systèmes Schultze-Delitsch et Raffeisen, qui fonctionnent dans toute l'Europe centrale et que l'on essaie d'acclimater en France. Mais ces institutions, qui exigent des groupements assez nombreux, ne pourront pas fonctionner de longtemps aux colonies. Elles sont basées surtout sur la considération de la personne, tandis que, dans les pays neufs où accourent des individus complètement inconnus les uns des autres, c'est la réalité du gage offert qui doit forcément être la considération dominante dans l'esprit du prêteur et de la caution.

Les mêmes idées se retrouveraient en ce qui concerne les garanties offertes par les commerçants. Eux aussi ne

peuvent emprunter que sur leurs marchandises avant qu'elles soient vendues, et en les gardant à leur disposition, et sur tout ce qui constitue leur fonds de commerce, ou sur la signature d'un de leurs collègues. La loi de 1851 leur a facilité beaucoup, nous le savons, l'emprunt sur les marchandises d'importation, ou sur celles qu'ils achètent dans la colonie pour les revendre au dehors. Une loi récente, du 1^{er} mars 1898, leur permettra de donner en gage leur fonds de commerce lui-même, c'est-à-dire tout à la fois les marchandises et le mobilier qui se trouvent dans leurs magasins, l'achalandage et les droits au bail des locaux qu'ils occupent : cette loi, qui va bientôt être complétée par une autre plus explicite, est une nouvelle application de l'idée du gage sans déplacement ou plutôt de l'hypothèque mobilière : la publicité est réalisée ici par une inscription de l'acte de nantissement sur un registre au greffe du tribunal de commerce. A la différence de la loi sur les warrants agricoles, celle-ci intéresse beaucoup les commerçants coloniaux et les Banques ; il serait désirable qu'elle fût promulguée dans toutes les colonies.

Quant au crédit obtenu par un commerçant sur le cautionnement d'un autre commerçant, sur la signature apposée par un avaliseur sur un effet de commerce, il est très fréquent, et les relations qui s'établissent forcément, même aux colonies, entre négociants, le rendent facile : il y a entre eux une sorte de solidarité naturelle qui n'existe pas entre agriculteurs.

De toutes ces considérations se dégage, je crois, l'impression qu'aux colonies (et peut-être est-ce même un mouvement général) les diverses formes de crédit, personnel, réel mobilier, et immobilier ou hypothécaire, tendent à se rapprocher beaucoup en pratique ; de plus en plus les qualités

individuelles ne sont appréciées que si elles sont soutenues par des avantages plus réels, et d'autre part tout tend à se mobiliser, même la terre, que l'Act Torrens incorpore dans un simple certificat transmissible par endossement; si bien qu'on peut se demander si une Banque, pour avoir aux colonies son maximum d'utilité, ne devrait pas pratiquer le crédit sous toutes ses formes.

Nos Banques actuelles prêtent souvent sur hypothèque, pourvu qu'elles aient déjà une garantie statutaire : il n'y aurait peut-être pas un très grand danger — mais c'est là une réforme sur laquelle je n'ose me prononcer — à leur permettre de se contenter, comme garantie statutaire, d'une première hypothèque, pourvu qu'elle porte sur autre chose que sur une terre nue, que le montant du prêt soit très inférieur à la valeur du gage, et que la créance ne soit pas à longue échéance.

Et puisqu'elles prêtent sur récoltes sur pied, pourquoi ne prêteraient-elles pas sur les troupeaux, tout aussi faciles à réaliser, et dont la surveillance serait très simplifiée si le prêt était fait à plusieurs codébiteurs; d'ailleurs il suffirait, pour éviter les abus, d'édicter contre ceux qui détourneraient le gage des peines extrêmement sévères. Et qu'on ne dise pas que le crédit à moyen terme est impossible pour une banque d'émission; l'exemple souvent cité des Banques écossaises, qui rendent tant de services à l'agriculture, en prêtant sur hypothèque et en ouvrant aux plus petits cultivateurs des comptes-courants, est là pour prouver le contraire; je rappellerai aussi les multiples opérations de la curieuse Caisse agricole de Tahiti. Au contraire, une Banque de circulation, dont les affaires sont bien menées, et dont le crédit est solide, peut, d'après M. Courcelle-Seneuil, considérer son minimum de circu-

lation comme un dépôt permanent, ce qui lui permet de faire des placements à échéance plus longue que les Banques ordinaires (1). Rien n'empêcherait d'ailleurs, je l'ai dit, de permettre aux Banques coloniales l'émission de bons à échéance fixe, ou l'ouverture de comptes de dépôts avec intérêt variable suivant la durée du dépôt.

Tout cela est évidemment avant tout une question de mesure, de bonne direction, et de proportion à établir entre la somme prêtée et la valeur du gage. Il ne faut pas exagérer le crédit, ce serait la meilleure façon de ruiner à la fois les emprunteurs et les prêteurs ; mais il faut surtout le mettre à la portée de tous ceux qui en ont besoin, par des établissements capables de le distribuer sous différentes formes, possédant une organisation très souple pour se plier à toutes les nécessités pratiques, et enfin — ceci est très important — suffisamment nombreux.

Il ne suffit pas en effet d'élargir les opérations des Banques coloniales, peut-être même n'est-ce que secondaire ; ce qu'il faut avant tout, c'est de multiplier ces Banques, et d'en doter tous les pays qui n'en possèdent pas encore. Dans tout pays ayant quelque commerce d'exportation, une Banque de circulation peut vivre : elle aura toujours des clients parce qu'elle fera baisser forcément le taux de l'intérêt dans des proportions considérables, et cela dès son installation, et, si elle le distribue à propos, son crédit augmentera nécessairement la production du pays, et par suite ses propres affaires, en même temps qu'elle donnera au commerce local et à l'agriculture des habitudes plus régulières de paiement. La Banque du Sénégal a bien

(1) Courcelle-Seneuil, *Traité des opérations de Banque*, p. 226, édit. de 1896.

vécu depuis cinquante ans dans un pays où presque toutes les opérations de change se font en dehors d'elle, et celle de la Guyane prospère bien dans un pays qui n'a plus ni agriculture ni commerce, mais seulement un peu d'or.

Depuis quelques années, on a beaucoup parlé de réunir en une seule toutes les Banques coloniales, soit en créant une grande Banque centrale à Paris, soit en les rattachant toutes à la Banque de France.

En faveur d'une Banque unique, ayant son siège à Paris, on a fait valoir la facilité de trouver des capitaux dans la métropole pour les distribuer dans toutes les colonies, l'unité de direction, les chances plus grandes de réussite pour une Banque lorsqu'elle peut opérer sur un champ plus vaste.

D'autre part en faveur du rattachement à la Banque de France, on a montré le solide crédit de cet établissement se substituant au crédit un peu chancelant des Banques actuelles, et ses fonctionnaires habiles et impartiaux, ses inspecteurs rompus aux difficultés du contrôle, remplaçant les administrateurs actuels qui ne peuvent se soustraire aux influences locales, et les inspecteurs des colonies qui n'ont pas le temps de se livrer à des vérifications aussi compliquées que celles des opérations de banque.

Mais d'abord, les habitants de nos vieilles colonies, des Antilles et de la Réunion, ne se résoudront jamais à se voir enlever l'administration de leurs Banques, dont ils sont tous plus ou moins actionnaires, qu'ils considèrent un peu comme leurs choses, et en somme avec une certaine raison, puisqu'elles ont été fondées avec leur argent. Et ensuite, en matière coloniale, la centralisation à outrance paraît être une erreur : on doit tendre à amener peu à peu, progressivement, chaque colonie à une autonomie de plus en plus grande, particulièrement en matière financière; et de

plus, les parties diverses de notre immense empire sont trop différentes les unes des autres pour qu'une seule Banque puisse fonctionner dans tant de pays ; car le conseil d'administration qui aurait à trancher des questions intéressant toutes les parties du monde devrait avoir une compétence universelle.

Les mêmes raisons s'opposent au rattachement à la Banque de France ; et il faut considérer que les statuts de cette Banque sont trop sévères, qu'elle est et doit être trop prudente pour pouvoir rendre aux colonies les services qu'on demande aux Banques coloniales ; je sais bien que les promoteurs de cette idée prévoient la création de banques locales privées qui feraient toutes les opérations auxquelles la Banque de France ne saurait se livrer, et lui repasseraient le papier qu'elles auraient escompté. Mais cette conception, excellente en elle-même, s'adapte tout aussi bien au plan que je vais développer.

Nos possessions sont géographiquement à peu près réunies par cercles : le cercle de l'Afrique occidentale, le cercle de l'Océan Indien, le cercle Indo-Chinois, le cercle du Pacifique, le cercle de la mer des Antilles. — Il semble donc très naturel de créer une grande Banque pour chacun de ces cercles qui présente un champ d'action assez étendu pour qu'un établissement à capital assez fort puisse y réussir ; la direction de chacune de ces Banques n'exigerait de la part des administrateurs que la connaissance des affaires de certains pays ayant généralement les mêmes productions naturelles, et des intérêts économiques à peu près identiques ; enfin l'exemple de la Banque de l'Indo-Chine, constituée sur ce modèle, est là pour prouver ce que peuvent faire de tels établissements.

Les Banques de la Réunion et des Antilles garderaient

leur autonomie, à laquelle leur donnent bien droit leur ancienneté et la civilisation de ces îles. Peut-être cependant pourrait-on réunir les Banques de la Martinique et de la Guadeloupe, et leur adjoindre celle de la Guyane, qui leur donnerait, tant que l'on continuera à trouver de l'or dans ce pays, des dividendes élevés, et à qui elles fourniraient en cas de besoin leurs capitaux : car les créoles des Antilles commencent à se porter d'une façon assez suivie vers la Guyane, et si cette contrée doit être enfin mise en valeur, ils prendront évidemment une grande part à cette œuvre.

En Afrique, la Banque du Sénégal semble destinée à être considérablement développée ; comme je l'ai déjà indiqué, son privilège devra être étendu au Soudan et à tous les pays de la côte occidentale d'Afrique, à la Guinée, à la côte d'Ivoire, au Dahomey et même au Congo. Elle va créer des agences à Rufisque et à Kayes. Il importe qu'elle puisse en établir une le plus tôt possible à Konakry : M. Binger réclamait déjà une Banque pour cette ville au congrès colonial de 1889 ; la Guinée a exporté près de 7 millions en 1897 (dont, il est vrai, 6 millions à l'étranger, où elle a acheté pour 6 millions 1/2 sur 7.600.000 fr. d'importations totales) ; ce sera bien autre chose quand Konakry sera relié au Niger par le chemin de fer projeté. A Kayes, l'agence de la Banque réussira très probablement : les pays du Soudan central, très commerçants, sont déjà arrivés à une science assez élevée en matière de crédit, grâce à la civilisation musulmane ; on y fait couramment usage de lettres de change ; le lieutenant-colonel Monteil, dans le récit de son voyage de Saint-Louis à Tripoli, raconte que l'empereur de Sokoto lui remit une traite de 72 captifs sur Yola, dans l'Adamaoua, traite qu'il négocia très facilement

à Kano, le grand marché du Soudan central, pour 2 millions de cauries ; or, dans notre Soudan, comme à Sokoto, c'est l'intelligente race peule qui domine ; il y a donc lieu d'espérer que la pratique des opérations de banque se répandra assez rapidement même chez les indigènes. Des agences ne seraient pas moins nécessaires à Grand-Bassam et à Porto-Novo, dont l'importance s'accroît sans cesse ; au Congo, l'urgence est moindre, mais le moment viendra certainement où il y faudra une Banque, quand les grandes concessions, qui sont actuellement demandées par plusieurs sociétés, seront en valeur.

De l'autre côté de l'Afrique, Madagascar aurait grand besoin d'une Banque d'émission. Les Malgaches sont pressurés par les usuriers hindous, et les colons français ne peuvent trouver d'argent qu'aux succursales insuffisantes du Comptoir d'escompte ; si Madagascar (1) appartenait à un peuple anglo-saxon, elle aurait déjà plusieurs banques d'émissions, et les 90.000 habitants de Tananarive se serviraient de billets de banque. La future Banque de Madagascar aurait naturellement aussi privilège sur Mayotte et Nossi-Bé qui dépendent actuellement de la Banque de l'Indo-Chine : celle-ci, qui n'y a établi aucun comptoir, pourrait, par compensation, voir étendre son privilège à la côte des Somalis, ce qui vaudrait mieux pour elle. Djibouti a pris, en quelques années, un prodigieux développement qui augmentera encore quand le chemin de fer de Harrar en aura fait le seul port et l'entrepôt de l'Abyssinie ; plus de

(1) En 1886, le Gouvernement hova faillit concéder à une société anglaise la création d'une Banque d'Etat, en reconnaissance d'un emprunt de 20 millions dont il avait besoin. M. Le Myre de Vilers, alors résident général de France à Tananarive, protesta ; l'emprunt fut fait au Comptoir d'escompte, mais le projet de Banque fut abandonné.

1.000 Européens y habitent déjà. Il ne faudrait pas laisser s'installer là une Banque anglaise qui s'empresserait d'ouvrir une agence en Abyssinie. C'est un établissement de crédit français qui doit se fixer chez l'empereur Ménélik, et nos compatriotes ont assez d'intérêts dans ce pays pour que le Gouvernement français se préoccupe de la question et suscite la fondation d'une Banque dans ces parages.

En Océanie, c'est la banque de l'Indo-Chine qui possède aussi le privilège ; quand la Nouvelle-Calédonie sera devenue ce qu'elle doit être, une colonie de peuplement et un grand pays d'élevage et de cultures, peut-être une Banque indépendante pourra-t-elle se fonder dans la colonie même et rayonner jusqu'aux Nouvelles-Hébrides où nous avons des droits ; quant à nos innombrables îles des Marquises, de la Société, des Tuamotou, etc., la plupart sont trop infimes pour qu'une Banque puisse y prospérer : à la principale, Tahiti, sa Caisse agricole suffit.

Toutes les Banques dont je souhaite la création recevraient le privilège d'émission dans le cercle où elles opéreraient ; elles auraient leur siège social à Paris, parce qu'elles exigeraient un capital assez élevé dont la plus forte part serait naturellement souscrite dans la métropole, et que là seulement pourraient se tenir les assemblées générales. Ces Banques seraient organisées sur le modèle de celle de l'Indo-Chine. On pourrait du reste élargir leurs opérations dans le sens que j'ai indiqué ; mais elles devraient surtout susciter, dans les centres importants des colonies, la création de caisses libres de crédit, de petits comptoirs d'escompte, comme il en existe beaucoup en Algérie. Administrés par des colons qui auraient la confiance de la Banque, ces établissements connaîtraient très bien leurs clients et pourraient faire sans grands risques diverses

opérations interdites à la Banque privilégiée; ils prêteraient à certaines personnes sur simple signature; ils serviraient de caisses d'épargne, en recevant des dépôts très minimes; enfin ils repasseraient à la Banque les effets revêtus de leur signature. Ils prépareraient peu à peu les colonies à se passer du crédit métropolitain, à jouir de l'autonomie en matière de banque, et peut-être un jour de la liberté d'émission si féconde dans les pays anglo-saxons. Et qui sait si la pratique des opérations de crédit, de l'escompte, des comptes-courants, ne deviendra pas plus vite familière aux esprits neufs des indigènes qu'aux cerveaux routiniers des paysans de France.

Nous avons vu qu'il existe déjà de ces établissements de crédit locaux à la Réunion; il était question l'année dernière de fonder une société de crédit agricole au Tonkin, et une banque privée à Saigon. Tout cela d'ailleurs n'empêchera pas non plus les grandes banques métropolitaines d'avoir des agences dans les colonies, pour y faciliter les relations commerciales avec la France. Il vient de se fonder à Lyon une banque coloniale purement privée, qui a, je crois, l'intention d'opérer au Tonkin et en Chine; si l'expérience réussit, il est probable que son exemple sera suivi pour d'autres contrées: car plus les colonies se développeront et plus elles auront besoin de crédit.

On peut donc espérer pour les Banques coloniales des destinées prospères. Celles des Antilles et de la Réunion, ancêtres vénérables de toutes les autres, ont eu la gloire de sauver ces îles de la ruine après l'abolition de l'esclavage; et malgré les prédictions sinistres qui ont accompagné leur naissance à l'Assemblée nationale de 1851, malgré une direction souvent mauvaise, malgré des conditions économiques désastreuses, elles vivent toujours, et

elles ont doté ces colonies d'un crédit agricole que la France en est réduite à leur envier. La Banque de l'Indo-Chine a déjà contribué pour une large part à la colonisation de ce pays, qui doit remplacer pour nous cet empire des Indes orientales qu'avait rêvé Duplex. Demain, la Banque du Sénégal, devenue Banque de l'Afrique occidentale, rayonnera sur tout ce domaine immense dont les derniers traités avec l'Angleterre ont encore reculé les limites; et Madagascar, grâce au crédit, s'ouvrira largement à notre civilisation.

Ainsi, les Banques coloniales ne feront pas seulement fructifier les capitaux de leurs actionnaires, elles travailleront véritablement pour la France; comme d'autres qui opèrent en pays étranger, la Banque française de l'Afrique du Sud, la Banque française du Brésil, ou les nombreuses agences étrangères du Comptoir d'escompte, elles répandront à travers le monde l'influence pacifique de la France en y répandant son argent.

Et de plus, en fournissant à nos colons le nerf de la guerre dans leur lutte contre les difficultés inévitables de toute entreprise coloniale, en aidant nos commerçants à conquérir la prépondérance sur les marchés de toutes nos possessions, les Banques coloniales favoriseront l'émigration, et contribueront, par là même, à ce relèvement de l'énergie nationale, à ce développement de l'initiative individuelle, que tant de bons esprits attendent, et avec raison, de la colonisation.

Vu :	Vu :
<i>Le Doyen,</i>	<i>Le Président de la thèse,</i>
GLASSON.	E. THALLER.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

APPENDICE

Loi du 24 juin 1874, sur les Banques coloniales.

ART. 1^{er}.—I.— Le privilège des Banques fondées par les lois du 30 avril 1849, du 11 juillet 1851, par les décrets du 21 décembre 1853 et du 1^{er} février 1854, dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane française et du Sénégal, est prorogé de vingt années à partir du 11 septembre 1874.

II. — Ces Banques doivent se conformer aux statuts annexés à la présente loi.

ART. 2. (Avec les modifications apportées par les décrets du 4 novembre 1875, 5 juillet 1888 et 15 décembre 1884). — I.— Le capital des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane et du Sénégal demeure fixé comme suit :

Martinique	3.000.000
Guadeloupe	3.000.000
Réunion	4.000.000
Guyane	600.000
Sénégal	600.000

II. — Le capital de chacune des Banques ne pourra être augmenté ou réduit que dans le cas où une modification aura été reconnue nécessaire par délibération de l'assemblée générale des actionnaires, convoquée expressément à cet effet, ladite délibération approuvée par le gouverneur en conseil privé et sanctionnée par un décret portant règlement d'administration publique.

III. — S'il s'agit d'une augmentation de capital, la délibération détermine la portion des fonds de réserve qui peut y être affectée.

IV. — S'il s'agit d'une diminution, elle sera opérée par le remboursement d'une portion du capital sur chaque action, sans que ce remboursement puisse excéder 125 fr. par action.

ART. 3. — Les conseils d'administration des Banques coloniales

ont toute qualité pour aliéner ou engager, sous le contrôle du ministre des colonies, les valeurs constitutives de leur capital.

ART. 4. — I. — Chacune des Banques auxquelles se rapporte la présente loi est autorisée, à l'exclusion de tous autres établissements, à émettre, dans la colonie où elle est instituée, des billets au porteur de 500 fr., 100 fr., 25 fr. et 5 fr.

II. — Ces billets sont remboursables à vue, au siège de la Banque qui les a émis.

III. — Pour les coupures de 5 fr., les billets ne seront remboursables à vue que par groupes de 25 fr.

IV. — Ils sont reçus comme monnaie légale dans l'étendue de chaque colonie par les caisses publiques ainsi que par les particuliers.

V. — Le montant des billets en circulation ne peut, en aucun cas, excéder le triple de l'encaisse métallique.

VI. — La Banque ne peut emprunter sur des billets à ordre souscrits par elle.

VII. — Le montant cumulé des billets en circulation, des comptes-courants et des autres dettes de la Banque ne peut excéder le triple du capital social et du fonds de réserve, à moins que la contre-valeur des comptes-courants et des autres dettes ne soit représentée par du numéraire venant en augmentation de l'encaisse métallique.

ART. 5. — Aucune opposition n'est admise sur les fonds déposés en compte courant aux banques coloniales ou sur les crédits ouverts par la Banque et résultant d'une opération sur cession de récolte faite dans les conditions ci-après déterminées.

ART. 6. — I. — Les receveurs de l'enregistrement tiennent registre : 1^o de la transcription des actes de prêt sur cession de récoltes pendantes, dans la circonscription de leurs bureaux respectifs; 2^o des déclarations et oppositions auxquelles ces actes peuvent donner lieu.

II. — Tout propriétaire, fermier, métayer, locataire de terrains ou entrepreneur de plantations qui veut emprunter de la Banque sur cession de sa récolte pendant fait connaître cette intention par une déclaration inscrite un mois à l'avance sur un registre spécialement tenu à cet effet par le receveur de l'enregistrement.

III. — Tout fermier, métayer, locataire de terrain ou entrepreneur de plantations qui veut emprunter sur cession de récolte doit être muni de l'adhésion du propriétaire foncier, qui sera inscrite

sur le registre tenu à cet effet par le receveur de l'enregistrement en même temps que la déclaration relative à l'emprunt.

IV. — Tout créancier ayant hypothèque sur l'immeuble ou privilégié sur la récolte, ou porteur d'un titre authentique contre le propriétaire peut s'opposer au prêt demandé par l'un des intéressés mentionnés plus haut, [pourvu que la créance de l'opposant soit exigible pour une portion quelconque ou seulement en intérêts, au moment même de l'opposition, ou à un terme ne dépassant pas trois mois]. [Les créanciers du détenteur à titre précaire ne pourront former opposition que si leur créance est exigible en vertu d'un titre authentique. Dans tous les cas], l'opposition est reçue par le receveur de l'enregistrement, qui est tenu de la mentionner sur le registre spécial en marge de la déclaration prescrite par les paragraphes précédents.

V. — [L'opposition énonce la nature et la date du titre ainsi que la somme]. Elle contient, à peine de nullité, élection de domicile dans l'arrondissement du bureau.

VI. — Toute demande en mainlevée peut être signifiée au domicile élu, et est portée devant le tribunal compétent pour statuer sur la validité de l'opposition.

VII. — Le receveur de l'enregistrement est tenu de délivrer à tous ceux qui le requièrent un extrait des actes transcrits aux registres dont la tenue est prescrite par le présent article.

ART. 7. — I. — A l'expiration du mois qui suit la déclaration de l'emprunteur, le prêt peut-être réalisé par la Banque; moyennant l'acte de cession qu'elle a fait transcrire, la Banque est considérée comme saisie de la récolte.

II. — Elle exerce ses droits et actions sur les valeurs en provenant, nonobstant les droits de tout créancier qui n'aurait pas manifesté son opposition suivant la forme prescrite à l'article précédent.

III. — Néanmoins, s'il existe une saisie immobilière transcrite antérieurement au prêt, cette saisie doit avoir son effet sur toute la récolte, conformément au droit commun.

ART. 8. — Si le débiteur néglige de faire en temps utile sa récolte ou l'une des opérations qui la constituent, la Banque peut, après une mise en demeure; et sur simple ordonnance du juge de paix de la situation, être autorisée à effectuer ladite récolte au lieu et place du débiteur négligent. Elle avance les frais nécessaires, lesquels lui sont remboursés en addition au principal de la créance, et par privilège, sur la récolte de son produit.

ART. 9. — Les entrepôts de douane et tous autres magasins désignés à cet effet par le gouverneur en conseil privé sont considérés comme magasins publics où peuvent être déposées les marchandises affectées à des nantissements couvrant complètement des effets du portefeuille de la Banque. La marchandise est représentée par un récépissé ou warrant qui peut être transporté par voie d'endossement ; en outre, la remise à la Banque des clefs d'un magasin particulier est suffisante pour effectuer la tradition légale du gage y déposé, lorsque cette remise est régulièrement constatée au moment de la négociation par une délibération du conseil d'administration.

ART. 10. — A défaut de remboursement à l'échéance des sommes prêtées, les Banques sont autorisées, huitaine après une simple mise en demeure, à faire vendre aux enchères, par tous officiers publics, nonobstant toute opposition, soit les marchandises, soit les matières d'or et d'argent données en nantissement, soit les récoltes cédées ou leur produit, soit les titres mobiliers donnés en garantie, sans préjudice des autres poursuites qui peuvent être exercées contre les débiteurs jusqu'à entier remboursement des sommes prêtées, en capital, intérêts et frais.

ART. 11. — Tous actes ayant pour objet de constituer des nantissements par voie d'engagement, de cession de récoltes, de transports ou autrement, au profit des Banques coloniales et d'établir leurs droits comme créanciers, sont enregistrés au droit fixe.

ART. 12. — Les souscripteurs, accepteurs, endosseurs ou donneurs d'aval des effets souscrits en faveur des Banques coloniales ou négociés à ces établissements sont justiciables des tribunaux de commerce, à raison de ces engagements et des nantissements ou autres sûretés y relatifs.

ART. 13. — L'article 408 du code pénal est applicable à tout propriétaire, usufruitier, gérant, administrateur ou autre représentant du propriétaire, à tout fermier, métayer, locataire de terrains ou entrepreneur de plantations qui a détourné ou dissipé, en tout ou en partie, au préjudice de la Banque, la récolte pendante cédée à cet établissement.

ART. 14. — I. — Les Banques coloniales peuvent établir des succursales et agences dans la colonie à laquelle appartient chacune d'elles ou dans ses dépendances.

II. — Les succursales ne peuvent être établies que par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

III. — Les agences peuvent être créées en vertu d'arrêtés du gouverneur, en conseil privé, après délibération des actionnaires en assemblée générale.

ART. 15. — I. — La commission de surveillance des Banques coloniales, instituée auprès du ministre des colonies, est composée de neuf membres, savoir :

II. — Un conseiller d'État élu par le conseil d'État en assemblée générale ;

III. — Quatre membres, dont deux au moins actionnaires en résidence à Paris, désignés par le ministre des colonies ;

Deux membres désignés par le ministre des finances ;

Deux membres élus par le conseil général de la Banque de France.

La commission élira un président dans son sein.

IV. — La commission de surveillance reçoit communication de tous les documents parvenus aux ministres sur la gestion des Banques coloniales.

V. — Elle est consultée sur les actes du gouvernement qui les concernent, elle provoque telles mesures de vérification et de contrôle qui lui paraissent convenables et rend chaque année, au Président de la République, un compte des résultats de sa surveillance et de la situation des établissements.

VI. — Ce compte est publié dans le *Journal officiel* et dans un journal au moins de chaque colonie.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	5
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE I. — LA LÉGISLATION DES BANQUES COLONIALES....	29
1 ^{re} Section. — La loi du 11 juillet 1851.....	29
2 ^e Section. — Les décrets de 1851 à 1874.....	43
3 ^e Section. — La loi du 24 juin 1874 et les décrets qui l'ont suivie.....	48
CHAPITRE II. — LES BANQUES COLONIALES D'APRÈS LEURS STA- TUTS.....	67
1 ^{re} Section. — Capital, actions, fonds de réserve, divi- dendes	67
2 ^e Section. — Opérations des Banques.....	78
3 ^e Section. — Administration et contrôle.....	146
CHAPITRE III. — LA SITUATION DE FAIT DES BANQUES COLONIA- LES.....	163
1 ^{re} Section. — Les Banques des colonies sucrières.....	164
2 ^e Section. — La Banque de la Guyane.....	188
3 ^e Section. — La Banque du Sénégal.....	191
4 ^e Section. — La Banque de l'Indo-Chine.....	195
CHAPITRE IV. — L'AVENIR DES BANQUES COLONIALES ET L'OR- GANISATION DU CRÉDIT AUX COLONIES	208
APPENDICE	243

